



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

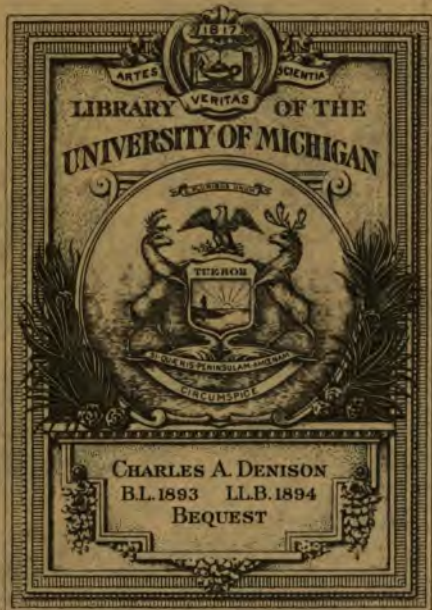
Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

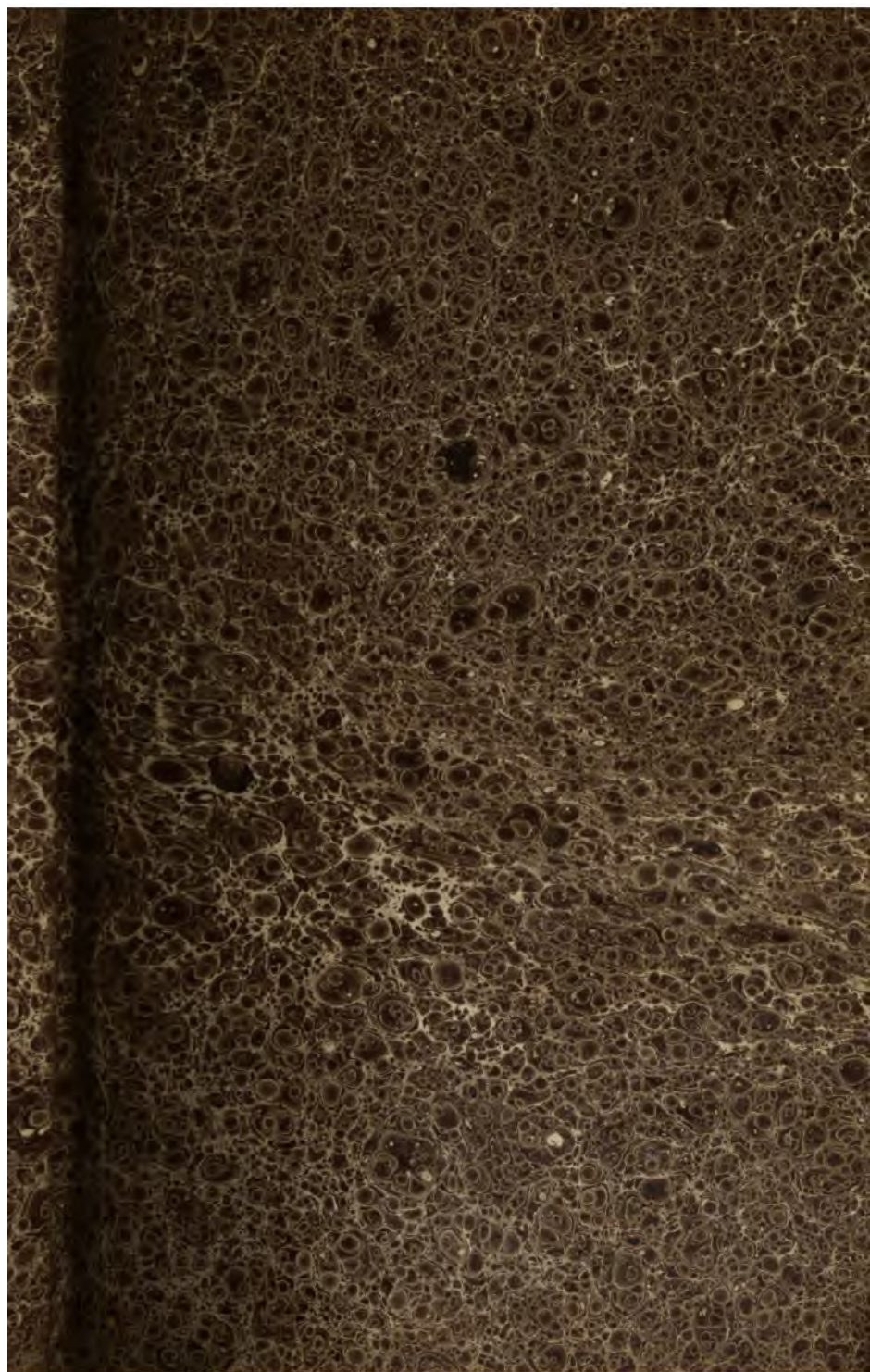
En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



1817
ARTES VERITAS SCIENTIA
LIBRARY OF THE
UNIVERSITY OF MICHIGAN



CHARLES A. DENISON
B.L. 1893 LL.B. 1894
BEQUEST



9 volumes

Environ d'autre

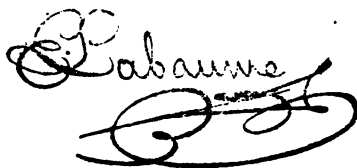
508

DC
148
L12

HISTOIRE
MONARCHIQUE ET CONSTITUTIONNELLE
DE LA
RÉVOLUTION
FRANÇAISE.

TOME PREMIER.

Les exemplaires exigés par la loi ont été déposés au Ministère de l'Intérieur et à la Bibliothèque Royale, et l'auteur fera saisir comme contrefaits tous les exemplaires qui ne seront pas revêtus de sa signature, conforme à celle-ci :

A handwritten signature in dark ink, appearing to read "G. Labrousse". The signature is written in a cursive style with a large, sweeping flourish at the bottom.

HISTOIRE

~~MONARCHIQUE ET~~

Souvenir de bonne et ancienne amitié.

De la part de l'auteur.

Labrousse

INTRODUCTION.

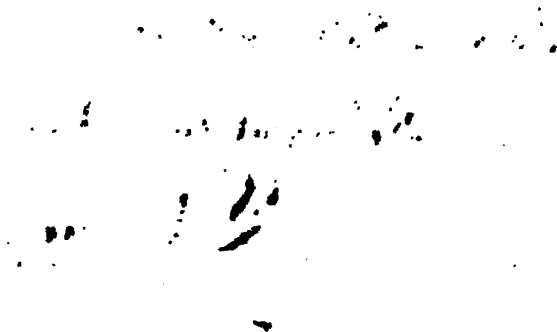


PARIS.

ANSELIN, LIBRAIRE POUR L'ART MILITAIRE,
RUE DAUPHINE, 36.

TREUTTEL ET WURTZ, LIBRAIRES,
RUE DE BOURBON, 17.

1834.



◆◆◆◆◆
IMPRIMERIE LE NORMANT, RUE DE SEINE, 8.

HISTOIRE

MONARCHIQUE ET CONSTITUTIONNELLE

DE LA

RÉVOLUTION

FRANÇAISE,

COMPOSÉE SUR UN PLAN NOUVEAU ET D'APRÈS DES DOCUMENTS INÉDITS.

Précédée d'une Introduction et d'un Tableau du règne de Louis XVI, jusqu'à
l'ouverture des états-généraux.

PAR EUGÈNE LABAUME,
LIEUTENANT-COLONEL AU CORPS ROYAL D'ÉTAT-MAJOR, OFFICIER DE LA LÉGION-D'HONNEUR,
CHEVALIER DE SAINT-LOUIS ET DE LA COURONNE-DE-FER,
AUTEUR DE LA PREMIÈRE RELATION DE LA CAMPAGNE DE RUSSIE,
DE L'HISTOIRE DE LA CHUTE DE L'EMPIRE, ETC.

Sine ira et studio.

INTRODUCTION.



PARIS.

ANSELIN, LIBRAIRE POUR L'ART MILITAIRE,
RUE DAUPHINE, 36.
TREUTTEL ET WURTZ, LIBRAIRES,
RUE DE BOURBON, 17.

1834.

24

PRÉFACE.



De tous les ouvrages de la pensée, le plus digne d'enflammer le génie d'un écrivain, c'est l'histoire d'une grande nation, la plus illustre de l'Europe, qui tout à coup renverse son gouvernement et se précipite dans un gouffre de maux en cherchant à se régénérer. Si cette histoire est bien faite, elle sera non seulement pour la France une fortune littéraire, mais encore un livre ouvert pour son instruction future. En l'étudiant, il sera facile aux princes comme aux ministres de pouvoir tenir les rênes du gouvernement avec prudence et fermeté, puisqu'ils y trouveront non seulement des leçons et des exemples à suivre, mais encore la solution de tous les problèmes qui peuvent embarrasser leur conduite et troubler leur sommeil.

Cependant, nous qui avons été les acteurs ou les témoins de notre révolution, nous sommes ceux qui la considérons avec le plus d'indifférence. Jusqu'à ce jour, cette indifférence a trouvé son excuse dans la suspicion légitime qu'inspirent la plupart des auteurs qui ont recueilli les matériaux destinés à la composition de nos annales.

Les uns, ayant pris une part active aux excès de leur parti, cherchent à justifier les motifs qui les ont égarés; les autres, en ayant été les victimes, ne s'en souviennent qu'avec effroi, et dans leur douleur ils attribuent aux seules doctrines la cause de leurs maux, quoiqu'elle dérive bien plutôt des fautes du gouvernement et du caractère incandescent de la nation française.

Une des raisons qui semble encore motiver notre insouciance pour notre propre histoire, c'est qu'en général le système adopté par les écrivains modernes diffère essentiellement de celui qui distingue les auteurs anciens. Les Grecs et les Romains, nos maîtres sous tant de rapports, ont conservé dans l'art d'écrire l'histoire la supériorité que nous leur avons enlevée ou disputée dans quelques autres genres de littérature. Dès que nous essayons de classer les historiens qui peuvent honorer le siècle qui leur donna le jour, les noms illustres d'Hérodote, de Thucydide, de Xénophon, de Salluste, de Tite-Live et de Tacite se présentent, imposans de grandeur et prêts à accabler les rares et faibles renommées que nous tenterions de leur opposer.

Sans chercher ici les véritables causes de cette supériorité, nous nous bornerons à remarquer que la partie de l'art dans laquelle les historiens de l'antiquité l'emportent le plus sur les modernes est la narration. C'est sur ce point que les premiers excellent, et que les autres non seulement n'ont pu les atteindre, mais qu'ils semblent même avoir, comme à dessein, évité tout rapprochement. L'historien ancien développe son action avec simplicité, il met ses personnages en scène, puis il se retire et se cache pour ainsi dire derrière eux, se montre rarement à côté,

et les laisse parler, agir et se peindre eux-mêmes; il ne hasarde que des réflexions courtes et vives qui arrivent comme des traits de lumière; il attache l'imagination par l'éclat des tableaux, la vigueur des portraits et l'éloquence des discours; il la séduit par la peinture des passions, l'entraîne par la marche et le mouvement des faits; il parvient enfin à produire l'illusion, qui est le premier charme de toutes les œuvres littéraires.

L'historien moderne, au contraire, ne croit jamais assez se mettre en évidence; il ne peut consentir à être absent du théâtre qui s'ouvre devant lui; on le trouve partout avec des éclaircissemens à donner, des difficultés à résoudre, des caractères à expliquer; ses vues accompagnent l'action, ses opinions la colorent, ses digressions même l'envahissent et la dénaturent. En un mot, négligeant les ressorts dramatiques qui peuvent seuls vivifier la narration, et emporté par l'esprit d'analyse, il en divise toutes les parties en matière législative, en détails statistiques, stratégiques et financiers; au lieu de faire de l'histoire, il fait des dissertations sur l'histoire, et là où le lecteur voudrait être entraîné par le mouvement et la vie, il ne trouve que la dissection savante d'un corps inanimé.

Oui, nos annales seraient aussi intéressantes que celles de l'antiquité, si ceux qui se dévouent à les écrire prenaient leur modèle parmi les grands historiens dont nous ne cessons d'admirer les beautés.

C'est presque une histoire universelle que celle de nos cinquante ans de révolution. Dans aucun livre on ne pourra puiser de plus hautes moralités pour perfectionner nos lois et nos institutions. Là tout se trouve, intentions généreuses, vues perverses, modèles d'héroïsme,

exemples uniques de perfidies et de lâchetés; abnégation des dignités chez les grands, orgueil intolérable dans les conditions les plus viles et les plus méprisées; enthousiasme de liberté, patience incroyable de servitude; l'ardeur de toutes les jouissances mêlée à l'abandon le plus absolu de la vie; de hautes vertus et de beaux talens sacrifiés par le rebut de l'espèce humaine, et du sein d'une tourbe infâme s'élevant des hommes qui déploierent des facultés prodigieuses pour les attentats les plus formidables. Aussi y avait-il dans cette France en délire, dans ce colosse armé contre lui-même, une puissance d'audace et une sorte de génie pour le crime qui surprend et étonne par l'excès de sa monstruosité. En ces temps de terreur, la foi, l'honneur, la probité devinrent des titres de proscription : tout semblait n'être plus que victimes ou bourreaux. Mais la France, toujours grande par la guerre, luttait avec gloire pour le maintien de son indépendance; sa valeur héroïque frappa de surprise l'étranger, qui la comparait à ces pyramides dont les siècles ne peuvent ébranler la solidité, et dont la majesté excite au loin l'admiration, tandis que dans leur intérieur on ne trouve, sous leurs voûtes sombres, que le règne de la mort planant sur des tombeaux.

Après des conquêtes sans nombre et des revers inouïs, nous devons, par une noble étude, rechercher les causes de ces événemens, en suivre les progrès, en déduire les conséquences, et arriver enfin à cette sage liberté que nous donna la restauration.

Si l'historien de la révolution française ne doit point y avoir pris part, personne, en retour, ne sera moins propre à tracer le tableau de ce drame terrible que ceux qui viendront après nous; n'ayant pas connu le caractère

des acteurs, ils ne pourront jamais concevoir l'étendue de leurs desseins. Si ce travail n'est pas achevé avant quelques années, la postérité ne recevra plus sur cette époque que de fausses traditions et des jugemens opposés. L'histoire du premier peuple moderne, enveloppée de ténèbres, ne consistera plus qu'en relations mensongères ou en mémoires apocryphes.

C'est dans leur propre histoire que les citoyens de chaque nation doivent s'instruire. Quoique le cœur humain soit partout le même, néanmoins la différence des temps et des mœurs amène de telles variations dans les événemens politiques, qu'ils ne permettent entre eux que de faibles rapprochemens. L'exemple des peuples anciens et des peuples étrangers nous offre moins de leçons profitables que n'en présente une bonne histoire nationale, où tout est en harmonie avec nos dispositions morales et nos intérêts matériels; et lorsque nos législateurs nous citent l'Angleterre pour exemple, ils commettent une grande erreur : les deux révolutions qu'on veut sans cesse mettre en parallèle, quoique ayant eu les mêmes résultats, par la différence des deux nations ont entre elles un caractère distinct.

A l'exception des deux victimes, dont l'esprit religieux présente quelque similitude, tout le reste diffère essentiellement. La haine des catholiques, la rigidité des puritains, tels étaient les ressorts qui faisaient mouvoir les Anglais insurgés. De part et d'autre le motif était respectable, parce qu'il était religieux; on voulait une Église nationale, une liberté commune; mais en France le but de la révolte, sous le prétexte de réformer les abus, reposait sur un fanatisme de liberté qui n'était que le dé-

si insensé d'aplanir les sommités dont l'ordre social se compose.

Nos excès surpassèrent de beaucoup ceux des Anglais. Charles, après avoir violé plusieurs droits des communes, anciennement reconnus par la couronne, défendit par les armes ce qu'il appelait les prérogatives royales, et sa résistance put motiver sa condamnation. Le peuple français n'eut rien de semblable à reprocher à Louis XVI. On n'avait ni raison ni prétexte de le haïr ou de le craindre; après avoir régné comme ses aïeux, il était plus disposé à modifier l'exercice de son pouvoir qu'à l'agrandir par de nouveaux empiétemens. Dès l'ouverture de l'Assemblée législative, les premiers qui violèrent la constitution furent ceux qui la lui avaient imposée. Lorsqu'il eut tout accordé, tout souffert, tout pardonné, on le fit mourir, et la rage de ses assassins s'exerça jusque sur les êtres les plus innocens de sa malheureuse famille.

Les Anglais, fanatiques de bonne foi, mais chrétiens zélés, abusèrent du texte sacré; ils tuèrent leur roi en conscience, et n'abolirent la royauté qu'après la mort de celui qui l'avait exercée. En immolant leur roi, ils ne répandirent pas par torrens le sang de leurs concitoyens; ils respectèrent la vie des hommes.

Ainsi nos discordes civiles, quoique provoquées par les illusions d'une noble liberté, devinrent odieuses, parce qu'elles furent conduites par des misérables qui n'avaient ni foi ni convictions, et qui ne renversèrent le pouvoir que pour l'exercer à leur tour d'une manière infâme et déshonorante pour la nation.

Enfin Cromwell fut un homme de génie, et Robespierre n'a jamais été qu'un opiniâtre rhéteur.

Si pour des événemens aussi rapprochés et d'une si haute importance les hommes les plus instruits persévèrent encore dans l'erreur qu'on commet en comparant la révolution d'Angleterre avec celle de France, c'est une preuve que cette dernière est encore inconnue, et qu'il y a nécessité d'en publier l'histoire.

Pour initier le lecteur dans toute l'étendue de cette vaste composition, il fallait présenter l'exposé rapide des événemens et des institutions qui, depuis l'origine de la monarchie jusqu'à nos jours, contribuèrent à former notre caractère, nos mœurs et nos lois. En montrant notre héroïque France luttant pendant plus de treize siècles contre l'esclavage, la barbarie et la superstition, en étudiant les anciennes chartes que nos rois publièrent pour hâter notre affranchissement, on acquiert la conviction que la royauté en France, selon nos anciennes constitutions, doit être forte, libérale et paternelle.

Obligé, par la nature de mon ouvrage, d'approfondir l'esprit de nos anciennes constitutions, j'ai trouvé que celle du Languedoc avait beaucoup d'analogie avec le gouvernement vénitien, qui eut la sagesse de recueillir dans ses lois tout ce qui constitua la gloire et la durée de l'empire romain. Dans les deux États régnait une aristocratie bienfaisante, éclairée. Les diverses classes de la société avaient une représentation adaptée à la nature de leurs intérêts industriels et locaux : ce qui, à mon avis, est pour le peuple la meilleure et la plus libérale des représentations. Dans mon amour pour cette constitution, que j'aime sans partialité, quoiqu'elle soit celle de mon pays, je l'ai considérée comme la plus parfaite de toutes celles qui autrefois régissaient nos *pays d'Etat*.

Par un reste de lumière répandue chez les Albigeois, elle était généreuse, parce qu'elle était l'œuvre d'hommes éclairés, et qu'elle conservait le plus la trace de ces anciennes *municipes romaines*, qui étaient un modèle parfait d'administration locale. Aussi je loue et je célèbre Malesherbes, qui souvent avait proposé à Calonne, à Loménie, et même à Necker, de prendre cette constitution pour base de celle qu'en 1789 on voulait donner à la France entière. Enfin, pour dernière observation, et je la crois judicieuse, c'est que les Girondins, vrais hermaphrodites politiques, en rêvant leurs républiques fédératives, n'auraient fait que rentrer dans le cercle dont nous étions sortis, c'est-à-dire qu'ils auraient rétabli les pays d'Etat.

Les anciens rois de France, obligés de s'astreindre aux coutumes de chaque province, n'étaient réellement que les chefs d'une république fédérative, et le système de ces républicains sincères et naïfs est, selon moi, un bel hommage rendu à notre ancienne constitution.

Pendant près de quatorze siècles, nos aïeux, sous cette forme, conservèrent leurs franchises et leurs libertés; et le gouvernement féodal a été le type d'où sont sortis tous les gouvernemens représentatifs. Les Gaulois, quoique vaincus, subjuguèrent leurs vainqueurs, puisqu'ils leur donnèrent leurs mœurs, leurs lois et leur religion. De là la différence qui a toujours subsisté entre les gouvernemens de l'ancienne Gaule et ceux de la Germanie. Les uns ont des assemblées où les ordres ou classes de citoyens sont représentés, tandis que les autres n'ont que des diètes où se discutent les seuls intérêts des souverains. Admirable résultat! les franchises de nos aïeux, en traversant tant de siècles de violences, de guerres et

d'usurpations, ne se sont jamais perdues ; elles sont au contraire arrivées jusqu'à nous avec ce degré de perfection que donne la civilisation lorsqu'elle se forme sous les auspices de la science conduite par la religion.

L'abus ou le dépérissement de notre ancienne constitution devait faire sentir la nécessité d'en avoir une autre rajeunie, mais élevée sur les mêmes fondemens. Pour démontrer cette vérité, il faudra dévoiler l'ambition du clergé et de la noblesse, et faire ressortir les combats que ces deux classes privilégiées ne cessaient de se livrer entre elles pour mieux opprimer la nation. Il conviendra aussi de signaler leur immoralité, lorsqu'à la suite de longues querelles, le repos et les richesses eurent amené cette corruption qui les avilit aux yeux de ce même peuple, dont la sagesse et la raison perfectionnées ne demandaient dans l'origine que la conservation de ses anciens droits.

Tout le blâme d'un historien vrai et impartial doit retomber sur les derniers actes du pouvoir de Louis XIV, sur la Régence, et surtout sur le long et scandaleux règne de Louis XV, qui a dissipé l'auréole des têtes couronnées.

Après avoir trouvé dans ces règnes le principe générateur de la révolution, il n'y a plus, pour en faire pressentir la marche et l'action, qu'à raconter la lutte entre les parlemens et les ministres, et faire connaître cette inconcevable impéritie des conseillers du roi, qui furent les provocateurs de tous nos maux, sans avoir préparé les moyens nécessaires pour contenir le torrent dont on allait briser les digues. Cependant on doit louer Turgot et Mallesherbes, rendre justice à Calonne, malgré son caractère

courtisan. Enfin, un profond mépris sera voué à de Brienne au moment où la révolution commence.

Une fois pénétré de ce résumé de la vieille monarchie française, l'histoire de la révolution devient facile à écrire et surtout à comprendre. Alors tout se résout, tout s'explique. Les faits coulent de source, et les choses les plus extraordinaires paraissent simples et naturelles.

Qu'on cesse, après cela, d'attribuer la révolution française à des édits bursaux. Un royaume dont le sol est fertile, cultivé par le peuple le plus actif de la terre, et qui, par son industrie, reçoit les tributs de l'univers, ne périt jamais par les finances. La preuve en est dans leur prospérité actuelle, malgré une dette énorme et d'effroyables dilapidations. Elles ne furent que le prétexte qui servit à faire éclater un mécontentement général. Nos désordres politiques et nos malheurs prirent leur source dans un dérèglement moral qui portait les hautes classes de la société, non seulement à repousser le plan d'un gouvernement nouveau, mais même à ne pas vouloir rentrer dans le système constitutionnel transmis par nos pères. Les états-généraux, point fondamental de notre vieille monarchie, quoique de tradition, plus anciens que le pouvoir absolu, étaient tout-à-fait oubliés. Eux seuls pouvaient légalement ordonner les impôts; c'est là un fait incontestable; et cependant, depuis cent soixante-quinze ans, les ministres de princes conquérans, voluptueux ou faibles, enlevaient arbitrairement à la nation la presque totalité de ses revenus.

Ce qui frappe le plus dans la lecture de notre histoire, c'est de voir la France, malgré ses vicissitudes, rester toujours grande nation au milieu des nations asservies. Jetons les yeux sur les peuples qui illustrèrent le monde, et nous

verrons qu'après les siècles de gloire arrivent les siècles de décadence. La Grèce, si brillante sous Périclès, devint une province macédonienne, puis romaine, puis barbare. La Rome d'Auguste, cette ancienne maîtresse du monde, livrée aux débauches de Tibère et de Néron, ne subsiste plus que par l'humilité et la pratique des vertus. L'Italie des Médicis et des Visconti, après avoir fait revivre les beaux-arts, se vit plus de cent fois prise et reprise sans qu'aucune des puissances qui l'ont ravagée ait jamais songé à lui rendre son indépendance : mais notre patrie, toujours grande, toujours glorieuse, par l'heureux effet de son génie, a constamment échappé à la cruelle variation des choses humaines. Envahie par les Francs, elle dompta ses vainqueurs, en leur imposant ses mœurs, ses coutumes et sa religion. Après le dix-septième siècle, où notre littérature devint dominante, arrive le dix-huitième siècle, avec ses illustres renommées et son action souveraine sur le monde; et de nos jours, pendant que les lettres se reposaient, d'immortelles victoires firent de nous un peuple de héros. Par un prodige inouï, à la gloire succéda la liberté, qui, bientôt mûrie par la raison, promet encore à notre patrie un immense avenir.

O vous, Français, qui comme nous avez suspendu vos épées auprès de la charrue qui nourrit vos enfans, délassiez-vous de vos travaux, relevez encore la grandeur de vos idées par la lecture des hauts faits dont vous fûtes les acteurs ou les témoins, et dont le merveilleux doit se présenter à vous sous les couleurs les plus vives. Pour parcourir les pages de l'histoire, quel plus heureux moment que celui où nous vivons? Rassasiés de gloire, le repos redouble nos forces et nos espérances. Nos garanties pour l'avenir

se fondent sur le juste orgueil qu'inspire le souvenir du passé. Notre réputation est immense. Nos malheurs ainsi que nos exploits ont retenti dans les contrées les plus éloignées ; l'Arabe et le Moscovite virent flotter sur leurs murs nos drapeaux triomphans, et souvent nos généraux vainqueurs évoquèrent sur le Capitole les mânes des Cicéron et des Hortensius. Tous les peuples parlent avec admiration de nos faits merveilleux ; tous, même les Anglais, élèvent jusqu'aux nues la gloire des grands hommes de notre révolution.

Mais gardons-nous de la montrer uniquement sous son aspect le plus séduisant. Ce serait faire aux nations un funeste présent, surtout à l'époque où le monde, tourmenté par une secrète inquiétude, n'attribue la fatale issue de notre république qu'à des causes fortuites. Pour sauver l'horreur de leurs principes, quelques hommes la qualifient d'épreuve mal faite, et cherchent à la refaire. Prouvons victorieusement que son mauvais succès n'a point tenu à la maladresse de ses partisans, ni même à leur ambition personnelle, mais uniquement à la fausseté intrinsèque des bases. Elle a manqué parce qu'elle était impossible, et qu'une expérience contraire aux lois de la nature ne réussit jamais. Enseigner les moyens de prévenir, d'étouffer les révolutions, c'est rendre service aux rois, ou plutôt c'est travailler pour l'humanité.

La composition de notre histoire est donc un monument utile, elle sera un véritable bienfait pour la perfectibilité de l'espèce humaine : c'est par nos erreurs passées, c'est dans les maux qui nous ont accablés que les peuples de l'ancien et du nouveau monde pourront puiser pour l'avenir des leçons de sagesse. L'historien, quoique

impartial dans ses récits, ne doit jamais manifester du doute dans l'exposé des saines doctrines. S'il restait muet entre le juste et l'injuste, sa coupable impassibilité lui ferait oublier le plus important de ses devoirs, surtout dans un siècle où la vertu ne trouve pas autant d'amis courageux que d'ennemis habiles.

A la manière des tribunaux, l'histoire doit absoudre et condamner. Si elle avait pour les tyrans une indifférence philosophique, rien n'effraierait ceux qui chercheraient à les imiter. Quelles leçons les hommes tireraient-ils de nos annales, si dans la narration de ces temps désastreux un écrivain, méconnaissant sa noble mission, ne consignait pas en traits de feu la scélératesse des assassins et la sublime résignation des victimes ? Ah ! s'il n'est pas touché des maux qu'a soufferts l'innocence persécutée, s'il ne lui donne pas satisfaction pleine et entière, qu'il brise sa plume et renonce pour toujours à mériter le beau nom d'historien !

C'est à l'histoire qu'appartient le droit de décerner les palmes de l'immortalité ; elle ouvre les tombeaux et sépare les cendres de Mirabeau et de Barnave, de celles de Robespierre et de Marat, que l'esprit de parti cherche encore à confondre. Elle justifiera ensuite Bailly, De Laborde, De Virieux, Clermont-Tonnerre, Montmorency, les deux La Rochefoucauld, etc.

Dans l'exercice d'une si haute fonction, ce sera sans doute une tâche délicate de rétablir dans l'opinion publique la réputation de ceux qui, ayant été séduits par des principes libéraux, sont devenus, par leur fatale condescendance, la cause innocente des maux qui rejaillirent sur notre malheureuse patrie. Mais si ces amis d'une sage liberté, trompés par les illusions dont se nour-

rissent les belles âmes, ont été coupables par défaut d'expérience et par une exaltation peu réfléchie, sans excuser leurs fautes, on les expliquera, et lorsqu'elles auront été rachetées par un grand amour pour le bien public, ou expiées par des persécutions et des supplices, l'historien prouvera qu'une continuelle réprobation pour ces victimes serait une injustice.

O sage Malesherbes ! je ne crains point d'offenser ton ombre en te citant comme le premier de ces hommes généreux, tolérant, vrai philosophe, ami d'une sage liberté ; on t'appela partisan de la révolution parce que tes éloquents remontrances avaient indiqué les vrais moyens pour la prévenir ; et il a fallu ta conduite envers Louis XVI captif, et même ton supplice, pour t'absoudre d'avoir voulu détourner nos malheurs.

Dans l'exil, dans les fers et jusque sur l'échafaud, quelle est après la religion la plus grande consolation de la vertu persécutée ? c'est l'histoire. Combien dans le cours des massacres juridiques d'illustres infortunés levèrent les yeux vers elle à leurs derniers momens ! Dans ces temps affreux où la voix de leurs ennemis était seule entendue, privés de défenseurs, leur unique consolation était d'invoquer la postérité. Oui, l'histoire est le Paradis des grands hommes, et toujours Clio juge en dernier ressort les arrêts de Thémis. Voyez Desèze à la barre de l'assemblée régicide : là, les lois humaines et divines étaient vainement invoquées, la victime qu'il défend devait périr. Il en appelle à l'histoire, qui aujourd'hui, flétrissant à jamais cet arrêt inique, a proclamé hautement l'innocence du juste couronné.

Il est temps que notre Panthéon s'ouvre à la voix

de la vérité pour recevoir dans son sein le mérite oublié et la vertu méconnue. Cette voix, semblable aux trompettes de Josué, fera crouler l'échafaudage d'imposture qu'ont élevé jusqu'à ce jour l'hypocrisie et le mensonge. Si des réputations éphémères doivent être replongées dans l'oubli, il en est d'autres dont la calomnie, en s'exerçant sur elles, n'aura servi qu'à les faire briller d'un nouvel éclat.

Reine infortunée, apparais devant moi avec des traits flétris par le malheur, mais avec toute la gloire de ton illustre mère; viens nous révéler ta bonté, ta bienfaisance, et nous raconter tes douleurs ineffables. Ce ne sont pas seulement les souffrances physiques qui remplirent d'amertume les jours de cette auguste princesse, c'est l'outrage fait aux sentimens de la nature qui la fit particulièrement souffrir, et il suffit d'être femme et mère pour sentir et apprécier toute l'étendue de ses maux; c'est à elle qu'on pourrait appliquer avec plus de vérité ces belles paroles que les disgrâces royales de l'épouse de Charles I^{er} inspirèrent à Bossuet: « Fille, femme, sœur et mère de tant de rois,... tout ce que pouvait donner de plus glorieux la naissance, la grandeur, accumulé sur une tête qui fut ensuite exposée à tous les outrages de la fortune, dont la catastrophe remplit tout l'univers, et dont la vie offrit toutes les extrémités des choses humaines, mais si supérieure à la fortune que la fortune ne put rien sur elle... Aussi son courage ne fut-il abattu ni par les malheurs qu'elle avait prévus, ni par ceux qui l'avaient surprise. »

Vertueuse Elisabeth, tu fus sa digne compagne, et comme elle on te vit exposée aux atroces calomnies des plus infâmes brigands. Ah! le ciel t'inspira lorsque sur l'écha-

faud ta dernière pensée fut un hommage à la pudeur. Et toi, belle Lamballe, qui préféras mourir plutôt que d'insulter à l'amitié, ta mémoire vivra d'âge en âge, et ton affreux supplice arrachera des larmes à nos derniers neveux.

Sortez de vos tombeaux, religieux défenseurs de la loi de vos pères; montrez à vos détracteurs vos glorieux stigmates. Ombres plaintives de tant d'illustres Vendéens, vous errez sans sépultures dans le Bocage ou sur les bords de la Loire. Et vous, malheureux Lyonnais dont les ossemens blanchis sont entassés sous la chapelle des Brotteaux, si aucune récompense humaine n'a dédommagé vos enfans du sacrifice de votre vie, la postérité célébrera votre dévouement, et accordera à votre courageuse défense une admiration qui ne s'éteindra jamais.

Jeunes descendans des illustres guerriers dont les noms fameux le sont aussi chez les peuples lointains que nous avons vaincus, renoncez aux futils amusemens qui contrastent avec le souvenir des victoires que vos titres rappellent; unissez-vous à l'auteur de cette histoire pour rendre à la mémoire de vos pères les honneurs qui leur sont dus. Si vous négligez d'éclairer les historiens, tant de beaux faits d'armes, ensevelis dans vos archives, se perdront dans l'oubli, ou ne seront conservés que par des traditions obscures; si au contraire, soigneux de votre renommée, vous facilitez aux écrivains les moyens de célébrer les brillantes actions de ceux dont vous avez hérité, vos noms, implantés dans les annales de la France illustre, se confondront bientôt avec ceux des Montmorency, des Luxembourg, des Crillon, des Villars et des Turenne.

Que ceux dont les amis ont disparu avec le pouvoir puisent des consolations dans la philosophie de l'histoire;

et vous qui dans une classe inférieure n'avez laissé ni postérité ni fortune pour célébrer vos actions dignes de louanges, c'est dans un historien impartial que vous trouverez un vengeur.

Sans doute il serait heureux pour un écrivain de n'avoir point à s'ériger en censeur, et que le pouvoir, si sévère à punir les fautes, apportât le même zèle et la même sagacité à récompenser le mérite oublié; mais, hélas! presque tous les gouvernemens ont des ministres qui poursuivent les actions dégradantes, et on n'a point encore entendu parler d'un ministère créé pour révéler à ceux qui règnent les actes de vertu passés sous le silence, les traits sublimes de désintéressement qui ne recherchent pas l'éclat, ni les talens modestes qu'il faudrait forcer dans leur retraite pour les rendre utiles à la société. Ah! si nous ne l'obtenons pas aujourd'hui, on ne nous l'accordera jamais, puisque Sillery, ancien familier de Louis-Philippe, a dû lui dire, avant de proclamer cette maxime à la tribune, il y a plus de quarante ans, que *la loi devrait avoir plus d'activité ou de vigilance pour découvrir la vertu que pour réprimer le vice*¹. Aucune raison d'Etat ne doit porter les rois à sacrifier les principes moraux aux exigences *populaires*, et lorsque aveuglés par la fortune ils n'apportent aucun discernement dans la distribution des récompenses que l'on doit aux diverses actions des hommes, l'histoire, en réparant ces injustices, fera le procès à leur mémoire.

Si on envisage l'histoire sous ce point de vue, elle devient une puissance morale devant laquelle tout fléchit, parce qu'il n'y a pas d'homme au monde qui ne soit jaloux

¹ *Moniteur* du 21 août 1791, p. 982, col. 2.

de laisser à ses descendans une mémoire environnée d'éloges ; si celui qui se voue à cet auguste sacerdoce possède l'art de l'éloquence, s'il est doué d'une haute pénétration , et qu'à ces brillans avantages il réunisse une réputation de bonne foi, et que la plus fidèle et la plus stricte exactitude soit le caractère distinctif de ses écrits, alors on pourra le comparer à un orateur prêt à monter, non à la tribune nationale, mais à la tribune universelle ; et si l'on sait que ni les violences de la haine, ni les prières de l'amitié ne peuvent lui faire altérer la vérité des faits, ses récits obtiennent une pleine et entière autorité aux yeux de ses contemporains , il acquiert une influence irrésistible, et sa mission devient sublime. Le pouvoir entreprend-il d'effacer de son livre quelques lignes trop vraies pour lui plaire, la voix publique qui l'élève à l'instant se charge de transmettre par tradition les vérités qu'on retranche de son récit, et flétrit de plus les motifs pour lesquels on a voulu le contraindre.

La crainte salutaire qu'inspire alors l'historien, oblige ceux qui gouvernent, pour peu qu'ils aient de moralité, à peser toutes leurs actions. Tant existe toujours, même pour la tyrannie, cette justice invisible qui, dans le silence du cabinet, sait tout juger et tout approfondir, dont la voix peut être momentanément étouffée par les efforts stupides d'un gouvernement despotique, mais qui n'en retentit qu'avec plus de force quand le despotisme a passé ; et le despotisme ne s'appuyant que sur lui-même, passe toujours.

Ainsi, dans les jours orageux de la Grèce et de Rome, lorsque chaque citoyen aspirait à gouverner les autres, un des plus puissans contre-poids aux dangers de cette

émulation générale était la crainte de l'histoire. Ceux mêmes qui, dépassant les bornes d'une ambition légitime, s'emparèrent du pouvoir, ne s'occupèrent, une fois devenus maîtres, qu'à rendre leur usurpation supportable à des hommes libres. Aussi les Périclès et les Césars avaient sans cesse sous les yeux la condamnation dont allait les frapper la plume toute républicaine de l'écrivain observateur. Ils cherchaient à conjurer le courroux de cette divinité inexorable par l'image du bien qu'ils faisaient en échange de la liberté qu'ils avaient ravie; et le fantôme de l'histoire, vengeant les citoyens qu'ils opprimaient, leur apparaissait souvent pour les forcer, sinon à quitter l'empire, du moins, selon l'expression de Platon, à devenir de *bons tyrans*.

Les historiens parvenus à exercer un tel empire s'étaient pénétrés de toutes les conditions qu'exigeait leur saint ministère. Le travail, le courage et les idées franches, hardies et patriotiques étaient le garant assuré de la sincérité de leurs ouvrages. On les accueillait avec avidité; les jeunes gens palpitaient de joie en lisant le récit des hauts faits qui avaient illustré leurs pères. Voilà comment les mœurs nationales se formaient et donnaient à l'État des citoyens recommandables. Mais aujourd'hui, tout ce qui autrefois constituait le mérite des bons ouvrages est considéré comme un travail ridicule, pédantesque et fastidieux. On recherche moins le talent de l'auteur et sa moralité que la nature de ses opinions. Voyons de quel parti il est, dit le lecteur en parcourant les premiers feuillets de son livre.

Il résulte de cette déplorable situation des esprits, que les nobles fonctions de l'historien ne sont plus considérées

que comme un acheminement à la fortune. Fatale cupidité qui porte beaucoup d'auteurs à se rendre les panégyristes du parti triomphant; souvent même, par une tactique non moins sûre, ils font de l'opposition dans le but de se faire craindre, ou bien ils critiquent le pouvoir, dans l'espérance qu'une fois renversé ils auront des titres à hériter de ses dépouilles.

Jamais les historiens de l'antiquité ne s'abandonnèrent à de si vils calculs; aussi sont-ils arrivés jusqu'à nous rayonnans de gloire et d'immortalité. Dans l'admirable composition de leurs écrits ils n'étaient point animés par un intérêt particulier; ils adoptaient un but patriotique, moral, et presque toujours religieux. Hérodote le premier sépara l'histoire de la mythologie; en lui conservant des formes poétiques, comme dans l'action d'une épopée, il fait planer un être suprême qui se plaît à élever les empires au plus haut degré de puissance, pour les précipiter ensuite dans l'abîme. Thucydide attribue tous les revers des nations aux fatales intrigues qui toujours tendent à mettre le pouvoir dans des mains cupides ou inexpérimentées. Xénophon trouve la source des malheurs de l'humanité dans l'indifférence qu'on apporte à célébrer le culte des dieux. Ainsi la *Divinité*, la *sagesse* et la *piété* sont les caractères distinctifs de ces trois historiens.

Les Romains, pénétrés de l'esprit de domination auquel se rattachent les hautes vues politiques, donnèrent à l'histoire un esprit nouveau. Salluste fit admirer la majesté du *peuple-roi*; Tite-Live voulut inspirer l'amour de la patrie, et Tacite, pour faire détester le despotisme, se consacra à dévoiler l'âme des tyrans. Sous une forme différente, le but de ces historiens est le même. Leurs ouvrages, en

illustrant la grandeur romaine d'une manière impérissable, sont destinés à créer des héros!

La plupart des auteurs modernes ont toujours oublié que les livres les mieux écrits n'auront point de durée, si leur morale entière ne renferme pas l'adoption d'un principe vital immuable et sacré. *Le bon Rollin*, quoique très-imparfait, restera long-temps *classique*, parce qu'il a basé ses ouvrages sur un esprit qui ne s'éteindra jamais : c'est l'esprit religieux. Bossuet a fait un livre immortel, en considérant l'histoire comme *le gouvernement visible de la Providence*; et Chateaubriand a marché sur ses traces en faisant de la vérité religieuse le fondement de l'histoire.

Tout récemment a paru *l'histoire démocratique*. Elle appela l'attention d'un peuple éclairé au moment où, sentinelle vigilante, il veillait à la constitution qui lui avait été donnée. Cette nouvelle école devait, par sa hardiesse, la témérité de ses doctrines et la virulence de ses attaques, obtenir le succès qu'on obtient toujours en flattant la multitude. Mais au lieu de corriger l'absolutisme, elle flatta l'anarchie. Conçue et exécutée dans des vues intéressées, elle eut pour but d'affaiblir les crimes de notre première révolution et de porter les esprits à en tenter une nouvelle.

Ces écrivains, dans leur morale perverse, ont pros crit tous les sentimens généreux qui pouvaient émouvoir la pitié en faveur de la vertu malheureuse, et faire détester le crime triomphant : pour justifier la Convention, ils ont osé insulter la France, en disant que les plus méprisables n'étaient pas ceux qui avaient imposé la tyrannie, mais bien ceux qui l'avaient endurée. Ils ont pré-

fére déclarer Louis XVI coupable, au lieu d'exposer avec impartialité ce long combat d'incertitude si naturel à la faible humanité, et dont les erreurs trouvent leur excuse dans un cœur tendre et religieux. Poursuivant avec une logique impitoyable les conséquences de leurs affreux principes, « de la peine ils ont déduit le crime, au lieu de conclure de la faute au blâme ¹. »

Le succès des *historiens fatalistes*, qui forment la branche la plus vivace de l'école démocratique encouragée par les mêmes hommes et dans le même motif, a été un grand triomphe pour l'immoralité. Ce système pourra-t-il ennoblir l'histoire, lorsqu'il étouffe par lui-même tous les principes vivifiants de la civilisation moderne? Forcé d'opter entre l'atroce et l'impie, il est également faux, soit qu'on l'envisage en dedans ou en dehors de l'esprit religieux.

Le fatalisme, mis au premier rang des absurdités du paganisme, n'était supportable que dans l'art dramatique, habitué à puiser ses sujets dans la mythologie. Or ses héros et ses demi-dieux étaient pour la plupart infâmes, assassins, incestueux et parricides. Voilà pourquoi Eschyle, Sophocle et Euripide adoptèrent le fatalisme; sans cette fiction, la représentation de leurs chefs-d'œuvre n'aurait offert que des leçons d'une effroyable atrocité. Jamais le goût attique n'eût supporté la mise en scène de l'horrible histoire d'OEdipe et des Atrides. Les historiens grecs que nous avons cités, pénétrés de la dignité de leur fonction, se sont bien gardés d'adopter ce système désastreux. Le reproduire en histoire, c'est vouloir défier Ma-

¹ *Journal des Débats* du 14 août 1832, article signé G. P.

rat, Danton et Robespierre. Oui, si l'on adopte *le fatalisme* en histoire et *la monomanie* en justice, je puis hardiment affirmer que ces deux excuses, à la fois spécieuses et coupables, en justifiant tous les crimes, détruiront l'harmonie de l'ordre social.

Cherchant à attirer l'attention par d'étranges nouveautés, ces historiens se sont montrés pleins d'admiration pour les bourreaux et sans pitié pour les victimes. Ils ont même osé affirmer que le régime de la terreur, avec son glaive ensanglanté, avait sauvé la France. Mensonge abominable, mille fois réfuté par nos seuls souvenirs. Lafayette a rendu plus de justice à ses contemporains, en disant à la tribune, *l'enthousiasme français n'avait pas besoin de terreur pour défendre le pays* ¹. D'ailleurs, ce ne fut que lorsque nos pères eurent renversé les échafauds qu'ils portèrent chez nos ennemis la terreur qui jusqu'alors avait plutôt comprimé qu'excité leur courage.

Le résultat positif de ce régime affreux a été un grand dégoût pour la liberté, une propension à acheter l'ordre au prix le plus coûteux; et si une génération tout entière se précipita si aveuglément au-devant du despotisme de l'Empire, si nous avons vu les excès de la servilité succéder rapidement aux excès de l'anarchie, c'est que cette génération, fatiguée de malheurs, n'avait plus foi dans la déesse que la Convention rendit hideuse.

Jeunes gens qui, n'ayant pas vécu dans ces temps affreux, avez eu le malheur d'en goûter l'apologie, croyez à l'expérience de ceux qui s'en souviennent encore assez pour

¹ Lafayette (opinion de), séance de la Chambre des Députés du 23 avril 1853.

en conserver une juste horreur. Oui, durant ce régime affreux, la folie était égale à l'atrocité. Le sang des meilleurs citoyens, des plus forcenés amis de la révolution, se confondait avec le sang de ses plus grands ennemis. Custines, Houchard, Biron, Beauharnais, portèrent sur l'échafaud leur tête couverte de lauriers. Voyez Westermann et Beysser, traduits devant le tribunal révolutionnaire; on les condamna comme royalistes, et cependant ils montraient à leurs juges une poitrine toute couverte de blessures reçues en combattant les glorieux compagnons de Lescure et de Bonchamp. De même s'accomplirent sur Vergniaud les fameuses paroles sorties de sa bouche, *la révolution, comme Saturne, dévore ses propres enfans*. Avec lui périrent Brissot, Guadet, Gensonné, Sillery. Bientôt après, Manuel, Chaumette, Ronsin, Danton, furent aussi condamnés. Mais que dis-je, Brissot, Manuel et Danton..... la hache qui répandit le sang du fils de saint Louis n'a-t-elle pas rougi de celui du père Duchêne?

L'effet malheureux des ouvrages révolutionnaires ne peut être détruit que par une éclatante réprobation. Si en histoire nous adoptions des principes immoraux, subversifs, ce serait scandaliser l'Europe, et attirer sur notre patrie le mépris de ceux qui l'appellent encore la reine de la civilisation. Déjà un langage passionné retentit dans le cœur ardent des anarchistes : en composant des livres pour les flatter, on crée un peuple de lecteurs pour les applaudir, et de leur sein s'élèvent des monstres qui osent affirmer que les massacres ne sont que des rigueurs salutaires.

Avec la dépravation de nos mœurs politiques, chaque année, selon l'importance ou le retentissement des événemens, l'histoire nationale est à refaire, parce qu'elle change de

significations et qu'elle est jugée selon les interprétations données par les factions qui tour à tour ont livré combat et obtenu la victoire.

Un auteur, pour rendre son ouvrage durable, doit être indépendant de tout esprit de parti, et lui imprimer ce qui consacre et perpétue les œuvres humaines, c'est-à-dire des principes moraux qu'aucune révolution ne puisse altérer; présentés sous une forme dramatique, leur action vive et animée laissera une impression profonde, et en fixant les idées, gravera les bonnes doctrines au fond des cœurs d'une manière ineffaçable. Pour compléter ce louable dessein, il est un système à la fois moral et politique qui réunit l'intérêt matériel des peuples avec tout ce que la raison éclairée concède au principe religieux. C'est le dogme de *la vraie légitimité*.

A présent que ce mot sacré est relégué dans les vieilles du langage suranné, qu'il est devenu un terme d'insulte, de mépris et de dérision, il convient de lui rendre tout l'éclat que mérite sa noble signification.

Je veux donc le considérer comme le point fondamental de ma conscience historique : c'est en l'envisageant comme principe universel, c'est-à-dire capable de donner à chacun la conviction de ce qu'il faut aimer ou haïr, respecter ou mépriser, fuir ou rechercher, qu'il pourra devenir la base de nos lois, la règle de nos devoirs et le mobile de toutes nos actions. Avec ce dogme on obtiendra tout ce qui est juste, tout ce qui est beau, tout ce qui est grand. Voilà pourquoi, selon l'esprit français, *la gloire est aussi de la légitimité*.

La légitimité est de tous les temps, de tous les lieux, de tous les pays; avec elle tout marche sans frottement,

sans résistance ; lorsqu'elle entre comme élément dans les lois, elles sont justes, naturelles et n'éprouvent aucune opposition, parce qu'elles découlent d'un principe si bon et si vertueux que le *républicain*, comme le *royaliste*, n'oseraient jamais lui refuser leur soumission.

Sans elle tout est désordre, tout est chaos, tout est abus : de là naissent les intrigues d'une remuante médiocrité, qui, en se créant des positions usurpées, excite l'envie, entretient la discorde et la perturbation.

Personne encore n'a su définir, apprécier, et faire ressortir, comme base d'un grand ouvrage moral et politique, le sens admirable du mot *légitime*, qui tranche tout et décide de tout : avec la rigoureuse application de ce mot magique, on pourrait se passer de lois, parce qu'elles ne sont toutes que le dérivé de son principe.

La légitimité est non seulement le fondement de tous les dogmes conservateurs, la source de toutes les bonnes doctrines, mais encore elle inspire et donne au législateur ce tact social qui met les lois du pays en rapport avec les lois universelles. C'est la vraie pierre de touche du *fas* et *nefas* ; sa rigoureuse application ferait naître cette harmonie, cet équilibre entre les peuples civilisés, qui à lui seul peut réaliser le rêve philosophique connu sous le nom de paix universelle.

Enfin la légitimité fait la conscience publique, elle doit planer sur nous comme une atmosphère intellectuelle où chacun puise la vie sociale, nourrit son âme, éclaire son esprit et fortifie son jugement de l'expérience des siècles. Alors s'épurent, en se fortifiant, les mœurs du peuple, puissance invisible qui, en proclamant sa souveraineté, la rend funeste ou admirable selon qu'il est méchant ou vertueux.

D'après ce système fondé sur le sentiment d'une haute raison, l'exercice légal du pouvoir consiste moins dans le droit d'hérédité que dans une sage administration. Ce n'est que lorsqu'elle est reconnue juste à la suite d'une longue épreuve qu'elle porte avec elle ce caractère sacré que la religion imprime à l'autorité paternelle des rois.

La fausse acception du mot *légitimité* a comblé tous les malheurs de la branche aînée des Bourbons; obstinée à donner à ce mot un sens opposé à sa vraie signification, elle l'a confondue avec le *droit divin*, qui n'est qu'une invention mystique imaginée pour faire prévaloir le pouvoir théocratique sur toutes les affaires temporelles, tandis que la vraie légitimité, d'après son étymologie, indique tout ce qui est consacré par la justice, les lois et la raison d'Etat, telle qu'on l'admet aujourd'hui chez les nations civilisées.

Une légitimité absolue, radicale, fondée sur le droit divin, serait aujourd'hui contraire à nos mœurs, souvent incompatible avec l'intérêt des peuples, et par conséquent impraticable. Depuis plus d'un siècle l'hérédité des trônes n'est plus strictement suivie en Europe. La maison régnante en Angleterre, si long-temps favorable aux Bourbons, a-t-elle en sa faveur le caractère de la légitimité? Napoléon, reconnu par tous les souverains, mêla son sang à celui des Césars. Ferdinand, roi d'Espagne, est monté sur le trône à la suite d'une abdication forcée; et tout récemment n'a-t-il pas lui-même, et pour sa satisfaction personnelle, imposé la guerre civile à ses peuples généreux, en abolissant la loi salique? La Sainte-Alliance a reconnu la famille régnante en Suède, quoique cette dynastie nouvelle soit le produit de notre grande révolution. En Portugal les droits de Dona Maria

ne sont pas plus avérés que ceux de D. Miguel. Enfin, en Russie, le successeur d'Alexandre, forcé de châtier ceux qui croyaient à la légitimité de Constantin, ne règne qu'à la faveur de l'obscur renonciation de son frère; et cependant, sans cette renonciation, qui sait si la Russie n'aurait pas été incorporée dans la Pologne?

Pour nous, si Charles IX et Henri IV revenaient simultanément de l'autre monde, avec la prétention de remonter sur le trône, faudrait-il rester fidèle au droit de primogéniture, et serait-on félon pour préférer se rallier au pannache du Béarnais plutôt qu'à l'arquebuse du fils de Catherine?

Au reste, rassurons-nous; plus la civilisation se perfectionne, et plus les changemens de dynastie deviennent rares et difficiles. Deux siècles seulement après Clovis, les maires du palais s'emparèrent du pouvoir; un intervalle plus long sépara Charlemagne de la race des Capétiens, qui dura plus de huit siècles, et dont la souveraineté n'a été momentanément interrompue que par l'apparition de Napoléon. Ces chefs de race n'arrivèrent au pouvoir que par des services éclatans; et la nation, en les élevant sur le pavois, ne fit qu'acquitter la dette de la reconnaissance. Le premier, quoique maître par droit de conquête, adopta les coutumes et la religion des vaincus. Il adoucit ses mœurs, et ses barbares se mêlèrent aux Gaulois. La deuxième dynastie tailla en pièce les Sarrasins, et nous affranchit du joug des mahométans. Hugues Capet n'arriva pas au trône, par cela seul qu'il était le plus riche entre tous les vassaux de la couronne. Au lieu de profiter du malheur des temps pour accroître sa fortune, il la consacra à la défense du pays. Duc d'Orléans, et maître du cours de la Seine, il fit

construire à ses frais des flottilles et soutint des sièges qui arrêterent les Normands et sauvèrent la France du joug de l'invasion. Alors sa famille fut mûre pour arriver à la royauté.

Quant à Napoléon, il consolida tout ce que la révolution avait fait de bien ; il fit disparaître ce qu'elle avait de mauvais, et devint immortel lorsqu'au titre de conquérant il joignit celui de pacificateur. Mais malgré ses lauriers italiques, ses palmes égyptiennes, et ce long et habile apprentissage qu'il fit de la royauté, en exerçant avec un art admirable le pouvoir consulaire, rien ne pouvait le rassurer.

Quoique proclamé empereur par le *plébiscite* de trois millions de Français, il voulut encore faire une ample moisson de gloire ; et lors même qu'il eut conquis douze capitales en Europe, et qu'il eut mêlé son sang à celui des Césars, son respect pour les croyances populaires lui faisait appréhender qu'il ne pourrait jamais assurer la couronne à sa race, tant qu'un Bourbon régnerait en Europe. Dans l'Angleterre, il assiégeait Hartwel ; là tendaient toutes ses conquêtes. On se rappelle encore qu'après la bataille d'Austerlitz il s'écria : « L'Angleterre vient de perdre un grand combat naval. »

Si Napoléon a succombé, c'est pour avoir poussé trop loin son respect pour la légitimité.

Cependant, quoique effrayé du titre d'usurpateur, il était légitime du jour où il étouffa l'anarchie, qu'il rendit aux lois leur force et à la religion le respect qui lui est dû. Il rétablit l'ordre ; lui seul, après dix ans de calamité, en fit ressortir la puissance, et aujourd'hui ce titre seul, bien plus que ses victoires, l'a remplacé sur sa colonne.

On commet une erreur, on adopte un vrai préjugé qu'il importe de détruire, en donnant aux fondateurs de dynasties une qualification flétrissante. La France, dans quatorze siècles, n'a eu que quatre usurpateurs de cette espèce; et aujourd'hui que le temps a vraiment fixé leur réputation, on ne peut disconvenir que ce sont les quatre plus grands hommes de notre histoire.

C'est par la difficulté de voir apparaître de vrais fondateurs de dynasties, que le gouvernement représentatif a été institué. Heureuses formes de gouvernement! elles corrigent les abus de l'hérédité, et, en adoptant le principe de la légitimité, elles mettent les Etats constitutionnels à l'abri des violences que peuvent susciter, comme a dit Lafayette, les factions ambitieuses et désorganisatrices.

Dans un gouvernement constitutionnel, une fois ce principe fondamental adopté et reconnu, tout marche d'accord. Les convulsions ne sont plus à craindre; car si la constitution corrige le vice héréditaire, la légitimité sauve l'Etat de l'anarchie, en éloignant les usurpateurs incapables.

Mon opinion n'est pas celle d'un esclave; je parle d'après Chapelier, Thouret et Barnave. Ces trois grands apôtres et martyrs de la liberté, en posant les bases de la constitution qui a servi de type à celle de tous les libéraux modernes, convinrent que l'hérédité dans les familles royales devait être inhérente au système constitutionnel, parce qu'elle seule met l'Etat à l'abri des prétentions des factieux, qui, sans ce frein salutaire, troubleraient l'Etat par l'appât d'une succession toujours ouverte.

C'est donc pour ramener l'histoire à ses vrais principes,

et faire prévaloir le plus important de tous, puisqu'il porte avec lui tous les gages du repos et du bonheur social, que j'ai conçu cet ouvrage, fruit de vingt ans de travail et de méditations.

Au sein de la retraite, tout comme au milieu des cercles brillans de la capitale, je n'ai cessé de réfléchir et de consulter les hommes d'État sur tous les objets qui pouvaient m'éclairer dans ma vaste carrière. Déterminé à faire le sacrifice d'une vie entière, je me suis livré sans relâche à une composition pour laquelle j'ai perdu mon avancement et consacré mon patrimoine. Plein du noble désir de raconter avec le ton mâle et ferme d'un témoin qui engage sa foi en présence d'un auguste tribunal, j'affirme avoir fait toutes les recherches pour tâcher de dire la vérité, rien que la vérité. Dans mes citations, tout ce que je raconterai de favorable au parti royaliste, le plus souvent aura été avoué par les républicains, et les faits publiés à la louange de ceux-ci seront également confirmés par le témoignage des amis de la monarchie.

Dans les contrées lointaines, au milieu des fatigues des camps, j'ai dessiné et visité religieusement les champs de bataille que je devais un jour décrire. En vivant avec les peuples dont je dois raconter la patience et célébrer le courage, en étudiant leurs mœurs, leurs habitudes, je me suis instruit et pénétré de la nature des institutions qui doivent suffire au bonheur et à la tranquillité de l'Europe civilisée.

Entouré des quatre-vingts volumes in-folio de la collection du *Moniteur*, je ferai parler les acteurs de mon grand drame selon le texte irréfragable de leurs discours. Mais si ces archives révolutionnaires sont une source abondante

pour les actes et débats législatifs, elle est aussi la moins pure pour le narré des événemens politiques. Occupé à démêler le vrai du faux, j'ai lu, jugé et comparé toutes les histoires générales et particulières de la révolution, et les mémoires les plus estimés. Je n'ai pas non plus dédaigné les journaux, libelles et pamphlets publiés depuis cinquante ans; et malgré le mépris où la plupart d'entr'eux sont tombés, je les ai analysés et consultés dans la seule espérance d'y trouver une vérité : aussi puis-je croire avoir débrouillé un vrai chaos rempli de discordances, de mensonges et de calomnies. Les auteurs qui m'ont fourni des matériaux seront scrupuleusement cités, car un historien manque à la probité littéraire lorsque, par une mauvaise foi calculée, il néglige de faire mention des écrivains qui, l'ayant précédé dans la carrière, lui ont ouvert la route et facilité la construction de l'édifice dont il voudrait injustement s'approprier toute la gloire.

J'ai dû taire le nom de ceux qui, m'ayant fait de hautes confidences, pourraient se croire compromis si je les associais à mon indépendance.

Pour obtenir l'assentiment des lecteurs éclairés, je me suis borné à raconter les faits dans toute leur exactitude, sans y mêler de longues théories politiques. J'ai également évité de donner le texte des discours trop volumineux pour pouvoir être renfermés dans un cadre historique. Les composer, comme ont fait beaucoup d'auteurs, serait chose impardonnable, quand on a la conviction que ces monumens d'éloquence vivront peut-être plus long-temps que nos ouvrages. J'ai cru surmonter cette double difficulté en analysant les discours originaux; j'en ai conservé l'esprit, et souvent même les fragmens les plus remarqua-

bles, pour ne pas affaiblir l'action ni le génie de l'orateur.

Il eût été aisé, dans une composition fertile en personnages extraordinaires, de former une galerie de portraits brillans de coloris, et qu'on eût rendus piquans par des caractères artistement tracés et des antithèses adroitement combinées; mais de pareils artifices ne sont plus permis aux auteurs d'une histoire contemporaine. Pour être vrai et naturel, il faut présenter les hommes tels qu'ils sont au moment où on les met en scène; la meilleure manière pour le faire, c'est de les peindre par eux-mêmes, c'est-à-dire que le récit de leurs discours et surtout de leurs actions, doit fournir la couleur et les traits qui les feront passer à la postérité. Sans cela, on ne ferait pas de portraits historiques, mais des portraits de fantaisie, et notre Panthéon, au lieu de recevoir nos héros tels qu'ils étaient, encenserait sur ses autels des personnages imaginaires.

La plupart des hommes fameux, et dont le caractère devrait nous être parfaitement connu, fournissent encore matière aux jugemens les plus faux et les plus erronés.

Ainsi, par exemple, plusieurs historiens très-estimés, qui jusqu'à présent ont voulu nous faire connaître Robespierre, se sont crus obligés de le peindre sous la forme d'une hyène, les yeux hagards, le teint livide, la bouche écumante de sang, et secrètement vendu aux machinations perfides des puissances étrangères. Mais en remontant aux sources, en étudiant les documens les plus positifs, et surtout en analysant ses discours, en scrutant ses actions, je me suis convaincu que Robespierre, en montant pour la première fois à la tribune de l'Assemblée constituante, parla avec la décence et la gravité d'un répu-

blicain austère. Ses discours, d'abord secs et guindés, prirent insensiblement des formes larges et parlementaires; son caractère froid, vain, et rempli de fausse philanthropie, contrastait avec la fougue de ses collègues, dont la plupart étaient alors plus révolutionnaires que lui. Ce ne fut qu'après la fuite de Varennes qu'il devint l'ennemi personnel du roi, et conçut contre lui une haine invétérée. Vrai sophiste sur une vaste échelle, une fois qu'il avait adopté un principe il en bravait toutes les conséquences. C'était enfin un fanatique de bonne foi, doué de facultés médiocres, mais dévoré d'envie; l'orgueil le rendait cruel et sanguinaire; bien au-dessous de la mission qu'il se croyait appelé à remplir, et qu'il aurait été à même d'effectuer si l'énergie et le talent ne lui eussent manqué quelques jours avant sa chute : dépourvu de courage, au moins se montra-t-il toujours républicain sincère et incorruptible. Ses complices, en le faisant périr, se déchargèrent sur lui de la solidarité du crime.

Si des auteurs justement considérés se sont donné peu de soins pour bien juger l'homme sur lequel il importe le plus à l'histoire de porter un jugement certain, on peut augurer avec quelle légèreté doivent écrire les historiens qui n'ont pas une réputation à conserver. Aussi dans certains ouvrages, dont la *popularité* n'est pas toujours le gage de leur mérite, j'ai trouvé qu'on avait fait un traître d'un homme vertueux; que souvent on a prêté à Barnave les discours de Robespierre. Dans ce genre, plus d'une fois l'abbé Maury a été enrichi des dépouilles de Cazalès. Tous les mots heureux ont été prêtés à Talleyrand, toutes les sentences à Sieyès. Enfin ces mêmes auteurs, confondant le club des Jacobins avec l'Assemblée nationale, ont

cité les débats de ces deux assemblées comme ayant été agités à la même tribune.

En traitant d'une manière détaillée les opérations militaires, je les lierai étroitement aux événemens civils et politiques. Je ne négligerai point la peinture des mœurs telles qu'elles furent dans les diverses phases de notre révolution, ni la marche de l'opinion qui se montrait constamment monarchique, et dont tous les partis cherchaient à s'emparer. Chacune de ces phases portera l'empreinte du caractère dont la nation était alors dominée.

Les traits de courage et de dévouement qui éclatèrent dans ces temps douloureux seront particulièrement célébrés ; je m'attacherai à faire ressortir l'héroïsme des femmes ; leur âme exaltée par l'amour et la sensibilité, véritables moteurs des plus belles inspirations, donna à leur caractère ce mélange de grandeur et de sensibilité qui constitue l'héroïsme.

L'exposé des progrès des arts, des sciences et de la littérature sera présenté toutes les fois qu'il sera permis de le faire sans interrompre l'intérêt de la narration, et avec les couleurs qui lui sont particulières. Le tableau des Sabines, de Marcus-Sextus, d'Endymion, de Bélisaire et des pestiférés de Jaffa rappellera cette brillante époque où Le Brun peignait les batailles d'Alexandre sous les auspices du grand roi ; époque d'autant plus remarquable, qu'alors notre école de peinture effaça les écoles contemporaines des autres nations, qui jusqu'alors nous avaient surpassés. La sculpture, moins heureuse, parvint néanmoins à recouvrer le goût de l'antiquité, et à sortir du genre détestable qu'elle avait contracté pendant toute la durée du règne efféminé de Louis XV.

La musique prit un essor nouveau. Lesueur, Gossec, Méhul, Chérubini, Berton, Boyeldieu, donnèrent à nos théâtres lyriques une renommée que la perfection de ceux de l'Allemagne, et surtout de l'Italie n'ont point encore effacée. En même temps les inspirations républicaines enfantèrent plusieurs hymnes dont les paroles, accompagnées de sons harmonieux, produisirent dans toutes les âmes une sensation si profonde qu'elle influa puissamment sur les déterminations du peuple. Les plus célèbres d'entre elles rappellent les dithyrambes de Pindare et de Thyrtée. Heureux si ces chants héroïques, après avoir été sur les frontières le signal de la victoire, n'avaient été souvent dans l'intérieur celui des assassinats !

Dans les sciences exactes, les travaux de nos premiers mathématiciens s'élevèrent au niveau des plus belles conceptions de Newton et au-dessus de celles de Leibnitz et d'Euler ; ils étendirent les progrès de l'algèbre et de la géométrie, au point que les grandes découvertes d'Archimède et d'Euclide ne furent plus pour nous que de simples éléments. Lagrange, par la résolution des équations numériques, rendit l'analyse applicable à toutes les conceptions humaines. Et Laplace, dans sa Mécanique céleste, se montra écrivain éloquent, philosophe profond, physicien et astronome sublime. Les savantes recherches des Daubanton, des Lacépède et des Cuvier agrandirent le domaine de l'anatomie et de la zoologie. Enfin Lavoisier, Chaptal, Fourcroy, Guiton-Morveau, Monge et Berthollet, par leurs découvertes en chimie, firent sortir la médecine de la vieille routine, et facilitèrent à l'industrie, aux arts et à l'agriculture les moyens de s'élever au plus haut degré de splendeur et de prospérité.

Mais sous le rapport de la littérature, que de souvenirs douloureux ces époques rappellent ! Alors le génie asservi ne pouvait se produire qu'après avoir payé son tribut à la tyrannie qui l'enchaînait : presque tous les ouvrages de ces temps malheureux se ressentirent de cette mortelle influence. Delille, tel que le chantre divin de la Thrace au milieu de l'enfer, adoucit les démons qui sollicitaient son génie, en cédant à leurs instances. Mais, inspiré par une généreuse indignation, il prononce leur arrêt en chantant *l'immortalité de l'âme*.

Si les chefs-d'œuvre de la scène n'eurent plus d'imitateurs, on ne doit attribuer ce moment d'éclipse de la branche la plus riche et la plus féconde de notre littérature, qu'à la corruption des mœurs, sur lesquelles l'art dramatique se fonde. L'esprit révolutionnaire voulait que Melpomène défiât le crime, et que Thalie lançât ses traits sur la vertu ridiculisée. Ducis et Collin-d'Harleville furent seuls heureux, *Othello* et *le Vieux Célibataire* parurent aux époques les plus désastreuses de la révolution, et leurs auteurs échappèrent à l'échafaud, auquel leurs talens et surtout leurs opinions semblaient les vouer. Avec moins de moralité et plus de verve que ces hommes de bien, Fabre-d'Églantine marcha sur les traces de Molière.

Lorsque le Directoire, ou plutôt le Consulat, eurent détourné la funeste direction qu'avait prise l'esprit public, la saine littérature reparut; alors Andrieux, Picard, Duval, firent revivre la bonne comédie, et parmi les nombreux essais engendrés par la généreuse émulation qui alors enflammait les poètes tragiques, le théâtre s'enorgueillit d'avoir conservé *Marius*, *Agamemnon*, *la Mort d'Abel* et *les Templiers*.

Le génie de la liberté engendra le génie de l'éloquence , et jamais dans aucun pays et dans aucun temps l'art de parler sous toutes les formes ne s'est développé d'une manière plus remarquable que pendant la durée de nos assemblées législatives. Cazalès , Maury, l'abbé de Montesquiou, l'archevêque d'Aix et les évêques de Langres et de Nancy, défendirent avec éclat les bases de l'ordre social , tandis que Barnave, Duport et les Lameth, furent les ardens apologistes des principes révolutionnaires, mais avec des intentions plus désintéressées que celles de Mirabeau , et moins acerbes que celles de Sieyes , Grégoire , Buzot , Pétion et Robespierre.

De même Mounier , Thouret, Chapelier, Clermont-Tonnerre et Lally-Tolendal , en adoptant des maximes conciliatrices entre les deux partis extrêmes, épuisèrent la matière des plus hautes questions politiques; ils méritent d'être comparés aux célèbres orateurs de la Grèce et de Rome. Leurs discours doivent être, pour nos législateurs, des modèles d'éloquence et une source de lumières ; leurs erreurs même sont instructives.

Quoique j'aie adopté plusieurs des grandes réformes qui changèrent la situation temporelle de notre clergé, je ne puis m'empêcher de déclarer que la composition de cette histoire m'a convaincu qu'il n'en est point dans la chrétienté de plus respectable par ses mœurs et son patriotisme depuis qu'il a été purifié par les persécutions. Un long séjour au-delà des Alpes m'a prouvé que celui d'Italie ne peut lui être comparé, et en ma qualité de Français, je ne puis souffrir que, par excès d'humilité, il accorde la suprématie à une cour qui ne lui a donné que de tristes exemples sous le rapport du désintéressement et de la régularité.

Oui, l'Eglise gallicane, qui jadis nous allégea le joug de la conquête, est aujourd'hui la première du monde chrétien ; elle seule peut retremper la catholicité et sauver la papauté. Si plusieurs de ses membres ont erré ou errent encore, comme corps elle est immortelle : les monumens de ses bienfaits sont attestés par notre civilisation ; et ce serait de notre part un acte d'ingratitude, si notre Eglise, tourmentée par la haine de ses détracteurs, ne trouvait en forme de compensation sa défense dans l'histoire. Pour mieux triompher de l'incrédulité qui prépare tant de maux à ma chère patrie, je m'attacherai toujours à respecter la religion, sans pallier les torts de ses ministres. Ce sera un service signalé rendu à la morale publique, surtout à une époque où l'iniquité, pour détruire l'une par l'autre, cherche toujours à confondre *l'abus* avec *la chose*.

Cette profession de foi d'un enfant de la révolution nourri dans les camps, hardi dans ses principes, mais inébranlable dans ses croyances, m'a paru nécessaire pour fixer les esprits sur la nature de mon livre, surtout à une époque où le nom de Dieu, banni de nos lois, serait tout-à-fait oublié par la génération actuelle, s'il n'avait été religieusement conservé sur le cordon de nos écus.

Une seule voix décide de nos lois civiles, et une immense majorité ne peut proclamer ses dogmes religieux !

Après avoir initié mes lecteurs dans tous les détails de mon immense composition et leur en avoir développé l'esprit, il me reste à leur faire un dernier aveu.

Depuis le traité de Westphalie, les puissances de l'Europe ont adopté des principes politiques qui sont devenus le point fondamental de leur diplomatie. Le génie de Cromwell en conçut toute l'importance ; il prévint que

l'Angleterre, par sa position insulaire, serait sans avenir, si, ne pouvant se mêler d'une manière directe aux affaires du continent, elle ne s'appropriait le monopole des intérêts commerciaux qu'un nouveau monde avait créés, et que ce traité tendait à protéger. Plein de cette grande idée, il fit paraître *l'Acte de navigation*, par lequel l'Angleterre allait se donner une existence nouvelle, indépendante et funeste à toutes les autres nations maritimes du continent.

La déplorable issue du vaste système de Law et la décadence de notre compagnie des Indes furent l'ouvrage de la tyrannie que l'Angleterre, par son système colonial, exerçait à l'égard des puissances continentales. Pour en délivrer la France, la rare habileté de Choiseul parvint à consommer le fameux traité connu sous le titre de *Pacte de famille*. Ce chef-d'œuvre de notre diplomatie, en achevant le grand ouvrage de Louis XIV, assurait aux maisons de Bourbon la dignité de leur pavillon, et leur empire dans le midi de l'Europe. C'était une compensation aux envahissemens de l'Angleterre.

A la restauration, la Russie, se considérant comme héritière du système continental de Napoléon, voulut poursuivre son ouvrage, en cherchant à abaisser le despotisme de l'Angleterre. Son union avec la maison d'Orange ne tarda pas à alarmer le cabinet britannique, qui déjà voyait d'un œil jaloux se renouer pour la France les anciennes relations d'un pacte qui lui enlevait son influence sur le continent, et son riche commerce avec l'Amérique. De là la complète indépendance des colonies espagnoles, et le germe des principes désorganisateur qui troublèrent le règne des Bourbons en France, en Espagne, en Italie, et plus tard la rupture entre la Belgique et la Hollande.

Je compris alors que la France serait le jouet de l'Angleterre, ou en butte à l'animosité de la triple alliance des puissances du Nord, si elle ne rendait plus indissoluble que jamais toutes les conditions stipulées par son pacte de famille.

Pour lui assurer les avantages de cet admirable traité, il importait d'étouffer les germes de mécontentement et d'opposition qui sourdement menaçaient le trône.

Pour y parvenir et même régner paisiblement, la branche aînée des Bourbons devait se rapprocher avec franchise de la branche cadette, par une grande conformité de vues et d'intérêts. Il semblait en effet que la prochaine union de ces deux familles, appelées à régir nos destinées, allait réconcilier et confondre les Français de toutes les opinions, en extirpant à jamais l'ancien esprit révolutionnaire, qui, pour se ranimer, comptait encore sur leurs dissensions. Pour hâter et consommer un accord si heureux, il fallait que les récits historiques, en exposant avec loyauté nos discordes civiles, et en expliquant les torts réciproques, ne laissassent aucune trace d'animosité susceptible d'entretenir le ressentiment entre les enfans des deux maisons. Ce but devint alors l'idée fixe de mon ouvrage : pour le réaliser, je formai le projet de donner à mon histoire un esprit vraiment consciencieux, et fait pour m'attirer l'estime de tous les bons Français.

Ma tâche était délicate, je l'avoue, mais elle était patriotique et belle, et je ne crus pas impossible de l'accomplir, en songeant que les actions les plus coupables, sans pouvoir être justifiées, disparaissent devant les raisons d'Etat, surtout lorsqu'elles ne sont pas personnelles, et que la longue série des faits prouve comment, d'une ma-

nière insensible , des procédés outrageans peuvent pousser aux extrêmes les âmes violentes et passionnés.

Tout semblait succéder au gré de mes desirs. La *monarchie constitutionnelle*, objet de ma prédilection, par des progrès rapides, s'inoculait dans nos mœurs à l'aide des sages institutions du ministère Martignac; mon histoire, qui était l'expression de son heureux système, allait paraître à l'époque où les Bourbons, réunis au Palais-Royal au sein d'une fête magnifique, se juraient à jamais une union sincère, et, sous les auspices de l'hyménée, en préparaient entre eux de plus heureux et de plus prospères.

Pendant ce temps notre flotte débarquait l'élite de nos soldats sur la plage africaine, et lorsque par ce fait d'armes merveilleux la France brisait les chaînes de la chrétienté, en dépit de l'Angleterre, elle jetait à ses portes les fondemens d'un vaste empire.

Jamais un plus beau jour n'avait lui pour la France.

Tout à coup l'horizon se charge de nuages, le génie du mal secoue sur nous ses brandons de discorde, tous les symptômes de la tempête retentissent au loin.

Une grave discussion s'élève entre les deux pouvoirs.

Comment un monarque constitutionnel pouvait-il contester aux élus de la nation un droit de remontrances que la monarchie absolue avait concédé aux états-généraux, et qu'elle ne refusa jamais aux parlemens sans ébranler l'Etat! Oubliant les crises passées, on voulut comme autrefois éviter une opposition légale, et on allait retomber sous celle de l'anarchie. Oui, l'esprit de sagesse qui avait eu le courage d'avertir le trône du précipice où le plongèrent ses dangereux amis, ne fut point un esprit séditieux; c'était du libéralisme à la manière des Turgot, des Malesherbes.

Mais lorsqu'une cruelle nécessité força la nation de recourir aux armes, le principe républicain, accouru sur le champ de bataille, après avoir donné la victoire, dépassa le terme au-delà duquel la révolution devait s'arrêter, et par sa violence il amena une catastrophe dont retentit l'univers entier.

Toutefois les premiers jours il porta l'empreinte d'un caractère si généreux, si brillant, qu'un moment je crus que mon ouvrage serait anéanti avec le principe *monarchique-constitutionnel* dont il devait être le soutien. Les anciennes doctrines historiques, me dis-je en moi-même, offriront-elles, dans leur exposition, les résultats qu'une génération nouvelle paraît vouloir chercher dans notre histoire révolutionnaire et politique? Mes illusions ne tardèrent pas à s'évanouir; bientôt après, des doctrines antisociales furent reproduites, et l'on joignit bientôt la pratique à la théorie : les propriétés furent de nouveau menacées, les temples saccagés, les trônes ébranlés, d'autres battus et renversés par la tempête. Puis des conjurations, des révoltes, enfin l'anarchie, masquée sous le nom de réforme, voulant anéantir les institutions dont le temps a prouvé la bonté, attestèrent à l'Europe entière que les vainqueurs n'avaient point une affection sincère pour le vrai libéralisme; qu'ils combattirent, non pour les principes, mais pour la domination dont ils étaient avides, et que les courtisans du peuple seraient encore plus dangereux que les hommes de cour. Depuis lors, je ne cesse de dire : Non, mon histoire n'est point à refaire.

La révolution nouvelle, en sortant du système planétaire qu'elle avait d'abord adopté pour prendre l'allure désordonnée et l'essor flamboyant d'une comète ardente,

il me parut impossible de publier une histoire dont on ne pouvait fixer ni l'esprit ni le terme; mais aujourd'hui que cette révolution s'est classée en cherchant à rentrer dans le mouvement ordinaire de la société, lorsqu'elle a renoncé à imprimer son mouvement aux autres nations, et que déjà, se croyant en face de la postérité, elle ne repousse aucune des institutions qui permettent d'agir avec franchise et de dire la vérité, mon entreprise, bien que grave et difficile, peut se concevoir, et devenir pour la génération nouvelle une source d'instruction, surtout lorsqu'après tant de malheurs publics et privés, il se reproduit encore chaque jour des soulèvemens et des perturbations qui me rendent le passé comme présent, et remettent en scène les mêmes événemens que j'avais à décrire d'après des matériaux glacés ou du moins refroidis.

On dirait que pendant que je tiens la palette et le pinceau, le spectre de la révolution, pâle et livide, revient exprès de l'autre monde pour poser devant moi : j'en profiterai pour donner à mon ouvrage sa couleur locale, avec toute la correction et la vivacité d'un tableau peint d'après nature.



INTRODUCTION.



CHAPITRE PREMIER.

Exposé des causes morales et matérielles de la Révolution.

L'HISTOIRE de la révolution française renferme la leçon des peuples et des rois : elle est la plus féconde en élévations rapides, en chutes non moins soudaines de trônes et d'empires. C'est, sans exagération, le plus grand événement survenu dans le monde depuis le vide immense qu'a laissé le peuple romain. Son introduction, en remontant aux faits primordiaux, doit être un monument utile et une source d'instruction, puisqu'elle apprend à connaître les raisons naturelles de ce phénomène politique. Les uns l'attribuent aux seuls progrès des lumières ; d'autres s'obstinent à le considérer comme l'effet d'une conspiration. Ces deux systèmes séparés n'offrent point une solution satisfaisante ; mais en les combinant entre eux, on trouve que

notre grande révolution ne date point de l'époque où elle porta ses premiers coups : elle a été le produit d'une longue conjuration morale à laquelle tous les esprits étaient alors associés. Si l'on parcourt l'histoire des règnes qui la précédèrent, on se convaincra que des germes insurrectionnels, pleins de vie, avaient été semés aux pieds du trône par les siècles antérieurs, et chacun de ces siècles, pesant sur celui qui le suivait, par sa masse inaperçue, tendait insensiblement à faire disparaître beaucoup de préjugés, de lois et de coutumes qui n'étaient plus d'accord avec nos mœurs nouvelles.

Les convulsions politiques d'un État prennent, en effet, leur source dans les conséquences qu'entraîne sa constitution primitive, surtout si, vicieuse dans ses formes, ou tombée en désuétude, elle n'imprime plus le respect que commandent les antiques institutions, lorsqu'elles sont religieusement gardées. Cette altération dans les mœurs fait que chaque jour amène un jour nouveau. Alors rien ne résiste à la force désorganisatrice des partis soulevés ; toutes les prétentions rivales éclatent à la fois, s'arment pour s'entre-détruire, et les mouvemens populaires, sinistres avant-coureurs des discordes civiles, semblables aux éclairs qui sillonnent la nue, partent de tous côtés, et suivent souvent les directions les plus opposées.

La mobilité de ceux qui préludèrent à notre révolution, et leurs résultats à la fois vagues et ter-

ribles, prouvent qu'ils n'ont point obéi à une volonté fixe et déterminée¹. Toutes ces violentes crises d'un peuple enthousiaste et déchaîné furent imprévues, subites, et souvent même trompèrent les prévisions de l'observateur le plus exercé. Jamais les mesures ne purent marcher aussi vite que les catastrophes ; le tourbillon populaire emporta tout ce que la force humaine pouvait opposer, et les événemens entraînèrent les hommes, bien plus que les hommes ne les conduisirent².

La révolution n'avait donc ni chef³, ni plan fixe et arrêté : sans cette fatale circonstance, l'anarchie n'eût rien envahi, et le vaisseau de l'État, n'ayant pas été privé de boussole, n'aurait point navigué sur une mer de sang. Elle ne fut pas la conséquence d'une opinion ou d'un système particulier, mais bien l'ouvrage de toutes les volontés, de toutes les exagérations, et surtout des plus vives espérances. Aussi l'exaltation des esprits ne laissait aucun doute que la moindre résistance à des passions indomptées rendrait le choc atroce et sanglant. Dans ce grand combat, tout devait être en faveur du peuple. D'un côté il n'y avait qu'une caste, de l'autre était une nation. La noblesse et le clergé s'apprétaient à lutter contre le talent, le génie, la

¹ MOUTIER (*de l'Influence des Philosophes sur la Révolution française*, par), p. 28.

² DE MAISTRE (*Considérations sur la France*, par), p. 5.

³ *Essai sur l'Art de rendre les Révolutions utiles*, t. I, p. 32.

forcé, l'industrie, et un amour immense de liberté.

Si la France, dans ses réformes, au lieu d'ennemis actifs qui l'accablaient de mépris, la tourmentaient au dedans et au dehors par des conjurations continues et des attaques sans cesse réitérées, n'eût trouvé dans son sein ou autour d'elle que de sages conciliateurs, il est probable qu'elle eût achevé l'œuvre de sa constitution sans bouleversemens et sans crimes¹. Une foule d'écrivains, d'orateurs et de sages ministres pendant long-temps s'étaient occupés de prévenir les maux qu'un gouvernement arbitraire présageait à la France. Si leurs conseils eussent été suivis et leurs réclamations écoutées, la révolution n'aurait pas eu lieu, ou se serait opérée sans secousses par la seule volonté du monarque. Loin de devenir l'œuvre de la multitude, on l'eût vue, comme un ange de paix, descendre du trône, et au lieu de finir par une charte, nous aurions commencé par elle. Mais les théories politiques sont d'une exécution difficile, et souvent même impraticables. Nous ne pouvons les apprécier qu'après avoir passé par une cruelle expérience; et comme leur application dépend du calme des passions, on peut dire que, dans l'art de gouverner, les leçons de l'histoire profitent rarement à la postérité.

Dans les temps primitifs de la société, la force régna à défaut de l'intelligence; mais lorsque la

¹ DUMOURIEZ (*Mémoires de*), t. II, p. 249.

puissance morale, ce véritable attribut de notre race, eut établi son empire, elle hâta les progrès de la civilisation, et apprit à connaître les bienfaits du système légal. Depuis long-temps on remarquait entre les lois et les mœurs françaises des contradictions qui annonçaient une altération radicale dans le fond des choses, et la nécessité d'une meilleure organisation. Les nobles n'étaient plus ces barons hautains et puissans, qui asservissaient le peuple et tenaient les rois sous leur tutelle. Les ecclésiastiques aussi ne pouvaient, comme dans les siècles superstitieux, rendre impuissant et muet le pouvoir temporel. Ces deux classes, autrefois indépendantes de la couronne, en partageant l'obéissance commune, fondirent leurs mœurs dans celles de la nation civilisée, et détruisirent ainsi le prestige de leur supériorité.

Il n'était plus question de *nobles* et de *vilains*; la classe moyenne, ou, comme on l'appelait alors, le *tiers-état*, s'était prodigieusement accrue, et avait acquis par degré une importance sans exemple. Elle ne se composait plus de bourgeois et de petits marchands, confinés dans les villes étroites d'un royaume féodal, élevés comme serfs de la noblesse et du clergé; les talens et le savoir de cette classe commençaient à être précieux : devenue l'âme de tout ¹, elle devait aspirer à tout par son mérite, sa fortune, et surtout par cet ascendant que donne l'éducation. C'est elle

¹ *Essai sur l'Art de rendre les Révolutions utiles*, t. 1^{er}, p. 37.

qui, au moyen du commerce et de l'industrie, introduisait des richesses par des sources où la noblesse et le clergé ne pouvaient aller puiser. Non-seulement le tiers-état allait s'emparer de l'aristocratie financière, mais il allait encore participer aux droits que donne la propriété territoriale. Toutes les grandes découvertes, toutes les conquêtes, et les erreurs même de l'esprit humain, conspiraient pour assurer son émancipation, et consolider son indépendance.

Cette classe riche et puissante, devenue la partie forte de la nation, renfermait le siège d'une volonté active, et l'influence prépondérante pour la faire triompher. Les hommes nouveaux dont elle était composée avaient l'audace qui conduit à la fortune, et se promettaient les succès qui en proviennent ; ils s'interposaient entre les nobles et la classe inférieure, et presque seuls dirigeaient celle-ci. Pénétrés de l'étendue de leurs facultés, ils comprirent que leur industrie, leurs talens, leurs richesses étaient les fondemens de la puissance nationale, et qu'ils acquéraient ainsi plus de pouvoir réel que n'en avaient jamais possédé la noblesse et le clergé. Chaque jour même il s'élevait de leur sein des génies roturiers qui, admis dans ces deux ordres, leur donnaient une illustration nouvelle.

Bien persuadé de son importance et de son crédit, le tiers-état ne pouvait long-temps demeurer docile à un système politique qui le plaçait si bas dans l'ordre social, ni continuer à se soumettre à

des dogmes féodaux, qui, en humiliant son amour-propre, accordaient l'immunité des taxes aux nobles, parce qu'ils combattaient sur les champs de bataille, et au clergé parce qu'il adressait des vœux au Tout-Puissant. Il croyait pouvoir prétendre aux mêmes privilèges, puisqu'il possédait aussi la valeur pour se battre et les lumières pour éclairer sa foi. Durant le dernier siècle, ses efforts pour recouvrer ses droits naturels se reproduisirent à chaque conjoncture. Cette agitation ne provenait ni de l'emportement du fanatisme religieux, ni de l'effet d'une conjuration politique, ni d'une fougueuse et passagère émeute de prolétaires; c'était l'élan d'une nation généreuse qui se soulevait par le malaise dont elle était tourmentée, et par la conviction qu'il y avait plus de sagesse dans sa raison éclairée, que d'esprit de justice dans nos vieilles lois.

Toutes les classes de la société, au moyen des progrès de la civilisation, tendaient naturellement à se rapprocher et à se confondre pour ne former qu'une seule et grande famille. C'était là, dans l'origine, l'unique ambition du tiers-état; et, si l'on compare le langage des députés des anciens états-généraux à celui des députés de 1789, on verra que les réclamations nationales, sans cesse répétées, ne s'exprimèrent qu'avec une hardiesse progressive; ce ne fut qu'après avoir pris un langage factieux que l'on commença à les écouter. Cependant à cette dernière époque la nation, malgré son enthousiasme, con-

servait une telle retenue, que lorsqu'elle envoya ses délégués, elle ne voulait point la destruction de tout l'ordre existant, elle n'avait en vue qu'un seul objet, c'était de réformer les abus : elle voulait l'alliance des libertés de son ancienne constitution avec les idées progressives amenées par le temps ; elle voulait surtout que la monarchie représentative, étouffée sous le despotisme de Richelieu et de Louis XIV, et sous les usurpations des parlemens et de la cour, sortît de ses ruines et reparût au milieu d'une de ces grandes assemblées nationales qui avaient plus d'une fois sauvé la liberté, le pays et le trône. Une révolution démagogique entraînait si peu dans l'esprit des Français, qu'on ne put commencer les premières insurrections du peuple et de l'armée qu'avec le cri de *Vive le roi* ! Pour la faire, il fallut, non seulement détruire le clergé, la noblesse, la magistrature, tous corps constituans, mais encore révolutionner les députés du tiers-état, en leur ôtant leur nom et leurs mandats ¹.

Malheureusement la réforme des abus entraînait celle de l'établissement politique, car il fallait déraciner les privilèges, et substituer un gouvernement légal au despotisme monarchique, au pouvoir irrégulier des ministres, à l'ascendant des favorites,

¹ SALLIER (*Essais pour servir à l'Introd. de l'Hist. de la Révolut. franç.*, par), p. 161.

² FERRAND (*Théorie des Révolutions*, par), t. II, p. 350.

à l'influence des courtisans , et l'édifice était si délabré, qu'on ne pouvait y toucher sans que toutes les parties s'en séparassent comme autant de lambeaux détachés par la corruption et par la vétusté ¹. Depuis long-temps les détenteurs des droits nationaux se disputaient une autorité usée. Les parlemens décrétaient le clergé, le clergé lançait ses anathèmes contre les parlemens, et ceux-ci luttaient contre les prérogatives royales.

Ainsi nos discordes civiles, à l'imitation de celles de Rome, allaient être le dénouement tragique des tentatives continuelles de la nation et de la noblesse, l'une pour recouvrer ses droits, l'autre pour conserver ses privilèges. A cela se joignirent les efforts non moins persévérans de la plupart des rois pour envahir tous les pouvoirs et s'emparer d'une autorité illimitée. Le joug devenu insupportable aux masses populaires qui s'éclairaient chaque jour davantage, on employa toute sorte d'artifices pour les faire intervenir dans les affaires politiques pour les pousser à la révolte ². Enfin, l'amour du bien public, devenu un sentiment beaucoup plus vif dans les administrés que dans les administrateurs, prouvait évidemment l'incompatibilité de la monarchie absolue avec les mœurs nouvelles. Il ne restait donc à la royauté et à son impé-

¹ PUISAYE (*Mémoires du comte J. de*), t. 1^{er}, p. 220, édition de Londres.

² THIERS (*Histoire de la Révolution française*, par), t. 1^{er}, p. 41.

rieux entourage qu'à concilier sa dignité avec les avantages reconnus du régime constitutionnel.

Tandis que la nation devenait exigeante, la cour, insouciant et tranquille, se livrait à son faste et à ses plaisirs, sans songer ni à donner satisfaction aux plaintes légitimes, ni à faire prendre une direction plus sensée à l'esprit des novateurs. Sourde aux clameurs qui menaçaient de ruiner un vaste empire, elle se plongeait plus que jamais dans les vices et l'arbitraire. Au lieu d'élargir ses plans, d'élever ses pensées, d'épurer sa morale dans une progression relative à l'accroissement des lumières, elle se fortifiait dans ses petits préjugés, et ne savait ni se soumettre aux vœux du peuple, ni s'y opposer avec vigueur¹. Cette misérable politique qui fait que les vues d'un gouvernement se rétrécissent quand l'esprit public s'agrandit, est une des véritables causes qui excitent ce caractère rebelle que l'on voit présider à l'enfantement de toutes les révolutions; on peut donc dire que la nôtre commença au moment où nos aïeux réfléchirent. Préparée par les trois grandes époques de l'esprit humain*, et mûrie par les fautes des trois derniers règnes, elle était devenue trop nécessaire pour n'être pas inévitable : combattue par la rési-

¹ CHATEAUBRIAND (*Essai historique, politique et moral sur les Révolutions*, par), t. I^{er}, p. 384 et 385; t. II, p. 605, 606, 629 et 663.

* L'invention de l'imprimerie, la découverte du Nouveau-Monde et la réforme de Luther.

stance patricienne, elle fut consommée par l'impétuosité française.

Cependant notre monarchie s'était distinguée des autres monarchies absolues par des pouvoirs intermédiaires, qui souvent arrêtaient la violence naturelle au despotisme, aidaient à calmer les irritations populaires, et donnaient ainsi de la stabilité à un gouvernement dont l'action était bien plus fixée par les mœurs et les usages que par les lois. Mais à mesure que les doctrines s'altérèrent, on n'eut plus pour les anciennes coutumes la même vénération. Affaiblir ou déprimer l'autorité du monarque, devint une mode pour la société nouvelle; tourmentée sans cesse par son inconstance et sa légèreté, elle était poussée par des illusions, et se livrait à un enthousiasme qui ne pouvait être le résultat d'aucun calcul ni d'aucunes combinaisons.

Quoique la nation favorisât de tous ses vœux des tentatives entreprises dans l'intérêt de ses libertés, si elle devint insensiblement inquiète et portée aux émotions violentes, ces dispositions à la révolte lui furent inspirées par les classes élevées, qui influaient d'une manière active sur les événements. De l'aveu même des royalistes¹, les malheurs de la France doivent être imputés à cette foule de

¹ BEZENVALL (*Mémoires de*). Voy. *Avertissement*. (Ces Mémoires sont l'ouvrage de M. le vicomte de Ségur.) — PUISAYE (*Mémoires du comte de*), t. 1^{er}, p. 161.

courtisans sans talens comme sans pudeur ; se faisant de la misère publique un patrimoine et de l'orgueil un droit, ils déversèrent sur la couronne le mépris qu'ils inspiraient, et donnèrent au peuple la première pensée d'attaquer l'inviolabilité royale. Le peuple ne prit part à la révolution que lorsque les parlemens, la noblesse et le clergé lui-même l'y eurent formellement appelé. En supposant même qu'il en eût été le véritable auteur, ne pourrait-on pas ajouter qu'il y fut poussé par l'exemple des grands, dont les excès de toute part provoquèrent l'indépendance ? Que les patriciens n'attribuent donc leurs malheurs qu'à eux-mêmes ; ils lancèrent le char qui les a renversés ; s'ils se fussent bien pénétrés de cette vérité, ils auraient retiré de la persécution un degré de sagesse qui leur eût épargné de nouvelles catastrophes.

Le seul moyen pour prévenir la révolte consistait à ne pas vouloir perpétuer les préjugés, les abus et les vices qui pouvaient la légitimer. Les constitutions particulières des États et des villes de France ayant été détruites ou énervées par l'invasion de l'autorité suprême¹, le besoin d'une constitution générale se faisait sentir et ralliait tous les esprits vers un objet commun² ; on voulait faire pour le

¹ DUBOS (*Histoire critique de l'établissement de la Monarchie*, par), liv. VI, ch. II.

² THIERRY (Augustin), (*Lettre XXI^e sur l'Histoire de France*, par) p. 308.

royaume ce qu'avaient fait pour de simples villes nos ancêtres du moyen âge, c'est-à-dire que l'extension des lumières nécessitait une reconnaissance plus explicite des droits de la nation. Autrefois elle s'était bornée à l'affranchissement des communes; aujourd'hui elle exigeait l'affranchissement de la France entière.

Grâce à des sacrifices importans et dictés par une sage politique, une chambre des pairs, appelée par la force des choses, et composée des illustrations dans tous les genres, eût acquis une considération immense; les nobles de province, qui n'auraient pu en faire partie, étant toujours les plus influens, s'ouvraient l'entrée de la chambre élective, concurremment avec les notabilités du tiers-état. Ces institutions généreuses, adoptées par la noblesse et le clergé, les eussent voués à la reconnaissance publique, comme fondateurs d'un système qu'on eût pu prendre pour de la liberté, en le comparant au régime arbitraire sous lequel on avait gémi pendant tant d'années.

Il est donc démontré que la noblesse dut à de fausses idées, à un entêtement déplacé, à son opposition intempestive, la perte de son influence¹. Si elle eût marché avec les événemens, la révolution simplifiée aurait pris un caractère bien diffé-

¹ *Histoire des Causes secrètes de la Révolution française*, 1^{re} partie, p. 30 et 31.

rent; cette détermination lui offrait des chances plus prudentes, plus sûres, et même plus honorables, que de se confier au secours des étrangers. La force qu'elle eût prêtée au parti monarchique aurait permis à ce parti de traiter avec la nation, et d'obtenir ainsi des clauses favorables à ses intérêts et à ceux du trône¹. Mais le gouvernement, au lieu de se corriger, au lieu de se plier à la volonté nationale, avait l'absurde prétention de vouloir la dompter par des moyens violens; il se proposait de combattre, lorsque, tout au plus, il pouvait encore transiger. Le seul moyen pour instruire et éclairer la nation, était de lui céder; si on eût un moment abandonné le principe, on aurait sauvé les conséquences.

Toutefois la cause principale, et peut-être la seule positive de tous nos malheurs, fut, il faut l'avouer, le caractère du prince infortuné qui régnait alors sur la France; il perdit tout par l'irrésolution et la pusillanimité, qui le portèrent à confondre constamment la bonté avec la faiblesse, le courage avec la résignation². Gouvernée par tout autre prince, si la nation n'eût pas été comprimée, du moins elle eût été suffisamment contenue, et la France, l'Europe, ou plutôt le monde entier, n'auraient pas été livrés

¹ LAMETH, A. (*Histoire de l'Assemblée constituante*, par), t. II, p. 209.

² SALLIER (*Essais pour servir à l'Introduit. de la Révolution française*, par), p. 166.

à une démoralisation universelle. Mais avec Louis XVI, de quelque nature qu'eussent été les discordes civiles, elles devaient finir toujours par le détrôner. Dans le premier âge de la monarchie, il eût été subjugué par un maire du palais; dans la féodalité, ses vassaux se seraient rendus indépendans; soumis aveuglément au pape, aux évêques, il se serait laissé déposer par eux, et, avec un peuple révolté, il devait naturellement succomber sous les coups de l'anarchie.

Ainsi les événemens qui précédèrent 1789 furent les causes déterminantes de la révolution. Ceux qui survinrent après n'en furent que l'action, le développement. Sans la demande continuelle de nouveaux subsides, le parlement eût été moins rebelle aux édits de la cour; sans la convocation des notables, la nation n'aurait point appris à se raidir contre les ministres; enfin, sans l'aversion que le pouvoir avait pour les réformes, qui devaient mettre un terme aux mesures illégales, et surtout sans l'irritation provoquée par une émigration précocce, on peut affirmer que ni le déficit, ni la double représentation du tiers-état n'auraient conduit à la république.

Analysons la révolution, et nous verrons qu'elle ne fut, sous une forme plus violente, que la reproduction des systèmes qui avaient agité les siècles dont elle était originaire. Le catholicisme ultramontain allait renaître dans le clergé réfrac-

taire, le jansénisme dans le clergé constitutionnel, le déisme philosophique allait se vouer au culte de l'Être-Suprême, et le matérialisme à celui de la raison. Il en fut de même pour les opinions politiques, au travers desquelles on trouvait encore des traces du parti Choiseul, du parti d'Aiguillon et de l'esprit de robe qui divisa jadis les hommes attachés aux anciens parlemens et ceux dévoués aux parlemens Maupeou. Lorsque le fanatisme révolutionnaire eut remplacé le fanatisme religieux, les noyades furent substituées aux bûchers; le mot *salut public* eut les mêmes conséquences que la raison d'Etat; la terrible mise *hors la loi* remplaça les horreurs de l'excommunication, et les anarchistes, en lançant leurs bulles, de chacun de leur club firent un Vatican ¹.

Ne nous étonnons pas de semblables aberrations ! elles sont communes à tous les peuples, et portent avec elles le cachet de chaque siècle; aussi les maux qu'elles entraînent souvent sont compensés par de grands biens. Vers la fin du dix-huitième siècle, presque tous les Etats de l'Europe avaient eu leur révolution. L'Italie durant le moyen âge, étant la plus éclairée, quoique subdivisée en petits Etats, fut en proie aux plus violentes secousses. La ville de Naples n'en pouvait compter le nombre; la chaire

¹ En employant ici le mot Vatican, nous entendons vouloir exprimer ce qu'il était sous les Grégoire IX, les Boniface VIII et les Alexandre VI.

même de saint Pierre offrit un grand scandale : des anti-papes se la disputèrent , et Rome , sous Rienzi , vit renaitre l'anarchie des tribuns. L'Espagne devait sa puissance à l'établissement des cortès , et l'oubli de ses rois , pour cette antique institution , préparait à son peuple généreux de grandes calamités. Long-temps la pacifique Allemagne eut ses champs ravagés par le schisme des hussites , et par la guerre de quarante ans qu'alluma la réforme de Luther. Le Portugal , la Suède et la Russie changèrent de dynasties , ou furent en proie à vingt factions diverses. A une époque plus rapprochée , l'Angleterre donna l'exemple d'une révolution d'autant plus terrible , qu'elle fut entreprise par ses partisans avec une fureur égale au fanatisme de ceux qui la combattirent.

La nation française , au contraire , depuis plus de treize siècles donnait le rare exemple d'une obéissance passive à une longue suite de rois , dont plusieurs furent indolens , fanatiques , fastueux et débauchés. A la vérité la révolte de Paris sous le roi Jean , les guerres de la Ligue , de religion et de la Fronde étaient de véritables révolutions. Mais dans ces orageuses circonstances des ministres habiles tenaient les rênes de l'Etat. D'ailleurs l'esprit de ces différens siècles , quoique très-ardent , n'avait pas pour lui l'extension des lumières ni la force de la raison. La théorie des mouvemens simultanés était encore inconnue ; enfin le défaut de relations

promptes et faciles, entre la capitale et les provinces, étouffa l'essor qu'auraient pu donner de si graves événements.

Depuis lors le peuple semblait être façonné au joug du pouvoir, et la France, située sous un ciel heureux, enrichie de tous les dons de la nature, gouvernée par des institutions plus douces que sévères, était parvenue à ce degré de bien-être qui dispose les hommes à désirer la concorde et la paix; elle florissait au milieu de l'Europe dont elle excitait la jalousie, et dont elle faisait l'ornement. Ses habitants étaient célèbres par beaucoup de franchise, et surtout par un grand amour pour leurs souverains; leur renommée, étendue jusque dans les contrées les plus lointaines, les faisait partout considérer comme les chefs de la civilisation. Lorsqu'on songe à la fertilité de son sol, favorable à toutes les cultures, à l'immensité de son commerce, à la richesse de ses colonies, à la masse énorme de son numéraire¹, à la multitude de ses villes, à la magnificence utile de ses ponts, de ses routes spacieuses, de ses ports nombreux et de ses arsenaux, aux canaux qui établissent des communications si faciles avec les deux mers qui l'entourent, à l'éclat de sa marine, alors rivale de celle des Anglais, au grand nombre de ses places fortes qui présentent de tous côtés à ses ennemis des barrières impénétrables;

¹ NECKER (*Mémoire de*), t. 1^{er}, p. 68, édition in-12.

puis jetant un coup d'œil sur ses fabriques et ses manufactures, sur l'état prospère des beaux-arts qui adoucissent et embellissent la vie; enfin si l'on énumère les hommes fameux qu'elle a produits, soit pour la gloire de ses armes, soit pour l'honneur de ses conseils, et qu'on se reporte ensuite à cette foule de capacités morales et intellectuelles telle qu'aucune association moderne n'a produit jusqu'à ce jour une réunion de modèles aussi illustres, aussi parfaits, soit dans les arts, les sciences et les lettres, on éprouve alors, à l'aspect d'un tableau si imposant, le besoin de connaître les motifs qui, avec une existence aussi brillante, portèrent nos pères à désirer des changemens dont les suites funestes les placèrent un moment dans une situation si déplorable qu'ils excitèrent la pitié de ceux même qui auparavant leur portaient envie.

Malgré cet exposé brillant et fidèle, ce serait une erreur de croire que la France fut heureuse et riche parce que le gouvernement était prodigue, plein de faste et d'ostentation. Cette prospérité était l'œuvre de la nation et non celle de ses lois. Le faux éclat du luxe et la magnificence de nos établissemens publics pouvaient faire illusion, mais les principes de la vie étaient épuisés et un malaise général tourmentait tout un peuple au milieu de son apparent bien-être : des impôts énormes, vexatoires, humilians, arrêtaient l'industrie et pesaient depuis plusieurs siècles sur la classe indigente. Le

cultivateur écrasé se voyait enlevé par la dîme le cinquième du produit net de ses récoltes ; il était encore assujéti à *l'impôt territorial, aux vingtièmes*, et à *l'impôt personnel*, tandis que, par une partialité opposée aux lois de la morale et de la raison , on accordait des titres d'exemption à l'opulence privilégiée. Outre cela, le peuple avait encore d'autres injustices à supporter : les moines, les évêques ou les seigneurs , levaient les tributs les plus onéreux sur les champs, les moulins, les fours, et sur les plus modestes cabanes ; presque tous les chemins exigeaient des corvées reversibles sur le paysan , et, s'il se permettait la plus légère violation des privilèges de la noblesse et du clergé, aussitôt des gens d'affaires, des procureurs fiscaux, lui intentaient des procès , et lui enlevaient souvent le peu que lui avait laissé l'avidité des traitans ¹.

Des arrondissemens considérables formaient une division particulière réservée au plaisir de la chasse, et cela s'appelait des *capitaineries*. Les propriétés renfermées dans cette circonscription étaient assujetties aux plus révoltantes servitudes ; elles étaient exigées avec une dureté qui les rendait odieuses ; et si par malheur on eût cherché à s'en affranchir, les plus simples délits de ce genre étaient punis comme des crimes. Sous Louis XIV seulement, la peine de mort fut effacée du code des chasses. Enfin, les

¹ *Rapport sur les Finances*, par le marquis de Montesquiou (26 septembre 1789.) *Le Moniteur* n'en contient que l'extrait.

hommes sans crédit et sans fortune étaient sans cesse exposés à l'arbitraire de plusieurs fonctionnaires, qui rivalisaient par des abus de pouvoir à qui prouverait le mieux l'étendue de son autorité ¹.

Pour comble de maux, les places vendues devenaient héréditaires et faisaient partie du patrimoine des familles. Ceux qui avaient des facultés pour les mieux exercer n'y pouvaient point prétendre. Non seulement il en était ainsi pour les finances, mais même pour la magistrature, et surtout pour la noble vocation des armes. L'industrie n'était pas moins contrariée; les professions et les métiers les plus obscurs ne pouvaient être exercés qu'à la faveur de privilèges; les gens riches les achetaient et les revendaient avec avantage. Le commerce ne rencontrait que des entraves; les douanes intérieures, les barrières des villes, les péages multipliés sur les rivières et les routes, enfin les impôts sur toutes les marchandises, desséchaient les sources vivifiantes de la prospérité publique.

La nation française, depuis 1614 n'ayant aucune représentation, et sans autre appui que la faible résistance des parlemens, se voyait donc exposée à subir des exactions sans mesure, au premier ordre qu'il convenait au monarque de donner; il pouvait même suspendre la loi pour user, selon son *bon plai-*

¹ MOUNIER (*De l'Influence des Philosophes sur la Révolution française*, par), p. 13

sir, de la force des armes. Le Français n'avait donc, à proprement parler, ni liberté réelle, ni propriété assurée, et s'il fut exempt des maux qu'engendre le cruel despotisme, il ne le devait qu'à l'opinion publique, au caractère modéré de l'époque, et à la douceur naturelle de ses rois.

Quoique le peuple ne connût du gouvernement sous lequel il vivait que les commis des finances et le subdélégué qui signait le rôle de ses impositions ou l'ordre de ses contraintes, son bon sens naturel ne lui laissait pas ignorer la légitimité de ses droits, et il gémissait en secret de vivre sous un tel régime*. Aussi l'éclair de la liberté devait être le signal de la licence; car le souvenir des droits perdus ne s'exalte jamais plus violemment chez une nation opprimée que lorsqu'on a recours à elle, non par choix et avec franchise, mais par nécessité. En attendant, nos aïeux, dociles à tous les jougs, s'étaient si bien soumis à ces abus, que les impôts de toute nature, les prérogatives données à la naissance, et la vente d'une charge, semblaient être des droits aussi sacrés que ceux attachés à la propriété. Aujourd'hui que la raison en a démontré le vice et l'injustice, on s'étonne que la France ait pu long-temps prospérer avec des principes aussi subversifs, et l'on ne qualifie plus de paradoxe l'observation profonde de Mably, qui dit :

* Voyez plusieurs fables de La Fontaine, et entre autres *la Mort et le Bûcheron*, *le Paysan du Danube*, *les Animaux malades de la peste*, etc.

« qu'on peut donner un air de grandeur à une nation, en multipliant les causes de sa ruine. »

Le peuple français, par la facilité d'un caractère dont on avait long-temps abusé, était aussi le plus communicatif et le plus sociable. Il avait reçu de la nature un génie libre, penseur, prompt à demander le pourquoi de toute chose, il avait à la fois l'esprit de prosélytisme et le don de persuasion. Sa langue, sa littérature dominaient en Europe, et son épée, accoutumée à vaincre, lui attirait l'admiration de tous les autres peuples. Les guerres civiles du règne des Valois, le mauvais gouvernement de Louis XIII, la pénurie d'hommes et d'argent où se trouvait le royaume à la mort de Louis XIV, firent sentir à la nation française l'indispensable nécessité de mettre un frein au pouvoir absolu. Après les débauches infâmes et les orgies d'un régent et d'un Louis XV, elle voulut compter avec la royauté, et fixer les prérogatives d'une fonction dont l'utilité commençait à être contestée.

Le Français, quoique comprimé, ou distrait par son aptitude ou son industrie particulière, n'en persistait pas moins à conserver dans le fond du cœur le sentiment de ses droits, avec l'intention de les faire valoir, lorsqu'il se croirait assez fort pour se rendre justice. Ainsi, depuis la chute du pouvoir féodal, il se formait entre la nation et les injustes détenteurs de ses franchises une animosité secrète qui s'accroissait de jour en jour par l'effet naturel

du développement de la raison, qui saisissait avec ardeur le plan de conjuration morale tracé par les philosophes, comme devant amener sa prompte délivrance; cette haine allait entraîner d'horribles calamités, si elle n'était étouffée par des institutions fixes et une transaction solennelle qui seule pouvait mettre la France à l'abri des violences populaires et des hasards de l'hérédité. C'était donc en France que le dix-huitième siècle allait placer sa tribune, pour être entendu du monde entier, c'est là qu'il devait s'établir pour triompher, pour être puissant, victorieux, universel, et prendre un caractère irrésistible. Là il discrédita les vieilles maximes, il sapa l'autorité monarchale, et fit abandonner les principes surannés, qui, après avoir gouverné le moyen âge, n'étaient plus en harmonie avec le nouvel édifice social.

La gloire immortelle de notre régénération repose donc sur les progrès des idées et de la saine philosophie, c'est par-là que nous nous sommes élevés si haut; si nous n'avons pas toujours été la nation la plus libre, nous avons toujours été la nation la plus éclairée. C'est au nom du bon sens et de la science que nous avons conquis nos institutions modernes; aussi peut-on dire que notre histoire constitutionnelle étant l'œuvre des siècles, est aussi celle des progrès de l'esprit humain.

La révolution ayant été la conséquence immédiate des vices de notre ancien gouvernement, il convient de recueillir et de faire connaître les matériaux épars

sur lesquels était fondé l'édifice constitutionnel de l'antique monarchie. Il faut remonter vers ces temps reculés pour bien apprécier les justes motifs de la grande lutte qui existe encore entre les doctrines nouvelles et les mœurs d'autrefois; ce développement grave, mais utile, motivera les raisons qui excitaient tous les Français à désirer un changement, et permettra aux hommes judicieux de déduire des vices de notre vieille organisation sociale les conséquences naturelles qui devaient en résulter pour l'avenir.

CHAPITRE II.

Antique forme du gouvernement français jusqu'à Hugues Capet.

(408—987.)

L'ESPRIT de notre monarchie était renfermé dans nos anciennes lois¹ ; en les étudiant, on trouve que jamais le pouvoir absolu n'a été reconnu en France : sous les gouvernemens celtiques et romains, les Gaulois jouissaient de leurs droits et de leurs libertés² ; quoique vaincus par César, ils gardèrent leurs mœurs, leurs usages, et continuèrent à se gouverner eux-mêmes. Rome n'exerçait sur eux qu'une espèce de suzeraineté. Depuis l'édit d'émancipation d'Honorius et d'Arcadius (408), l'établissement politique des Gaules fut basé sur une représentation libre, rapprochée des divers ordres de l'État, et les principes s'en conservèrent, malgré l'invasion des

¹ MONTESQUIEU (*Esprit des Loix*, par), liv. VI, ch. x.

² LOREAU (*Histoire de France avant Clovis*, par), p. 339-340.

barbares ¹. Les cités érigées en *municipes* étaient administrées par des magistrats populaires, et vivaient sous une législation civile si parfaite, qu'aujourd'hui même tous les partis sont d'accord pour en vanter la sagesse ². Jamais le souvenir de ces garanties ne s'est perdu chez nos aïeux; par tradition ils firent passer d'âge en âge l'héritage de leurs franchises, de leurs privilèges, et si l'on cherchait à faire à la liberté française une généalogie, on trouverait que pour l'ancienneté aucune noblesse ne peut lui être comparée.

Le gouvernement était aussi représentatif chez les Francs amenés par Clovis; toute leur population était citoyenne, et tout citoyen était soldat. La bravoure était leur caractère distinctif et leur titre à la noblesse; ils étaient maîtres de choisir leurs souverains, et chez eux le droit d'élection fut toujours un droit national ³. Aussi pouvons-nous affirmer que le principe fondamental de notre ancienne constitution avait placé l'exercice du pouvoir législatif dans le concours nécessaire de la volonté du monarque et du consentement des assemblées de la nation. Ce principe n'a pas cessé un instant d'être considéré

¹ COTTU, ancien conseiller à la Cour royale de Paris (*De la Nécessité d'un changement de ministère*, par), 1827.

² Censeur européen, t. VII, p. 128.

³ HOTMAN (*Gaule française*, par), ch. VI, p. 47, édition de 1575.

— ROBERTSON (*Histoire de Charles-Quint*, Introd.), t. I^{er}, p. 445, note XXXVIII.

par tous les Français comme la base essentielle de la monarchie.

Les Francs, dit Tacite, en parlant des Germains, choisissaient leurs rois et leurs chefs d'après leur noblesse et leurs exploits¹, c'est-à-dire d'après les titres acquis par de grands services ou de grandes preuves de courage. En conservant la couronne dans la même famille, ils s'étaient maintenus dans la liberté de la déferer à celui des membres de cette famille qu'ils jugeaient le plus digne de la porter, sans égard ni à la ligne, ni au degré de proximité; il suffisait que le prince élu fût du sang royal*. Dans leurs expéditions militaires, les guerriers mêlaient à l'ardeur des combats la fierté d'un peuple indépendant. En face du butin, ils disaient hardiment à leur roi : « Tu ne prendras ici que ce que le tirage au sort t'aura donné. » Et, si leur chef refusait de marcher avec eux pour l'expédition qu'ils avaient résolue, ils l'injuriaient, le maltrai taient, menaçaient de le déposer, et souvent même en élisaient un autre à sa place².

Les premiers conquérans de la Gaule, qui devaient leur fortune à des chefs intrépides, leur accordèrent

¹ TACITE (*De Moribus Germanorum*), cap. VII.

* Cette opinion est celle de tous les bons auteurs qui ont fait à ce sujet les plus savantes recherches : indépendamment d'Hotman et de Robertson, on peut encore citer du Haillan, Larrey, le comte de Bou-lainvilliers, l'abbé Vertot, etc.

² GRÉGOIRE DE TOURS (*Hist. Franc.*), liv. II, ch. XII et XXVII; liv. IV, ch. XIV. — AIMOIN (*Gest. Franc.*), liv. II, ch. IV et XLV.

par reconnaissance, et plus encore dans des vues politiques, des terres, des privilèges, et une suprématie sur les peuples vaincus. D'autres assurent que les soldats eux-mêmes, réunis au Champ-de-Mars, élisaient leurs ducs et leurs comtes, et ce choix national les investissait aussitôt du pouvoir administratif et judiciaire¹. Dix centeniers étaient subordonnés à un vicomte, plusieurs vicomtes à un comte, quelques comtes à un duc. Ces chefs, appelés *leudes* pour marque de leur fidélité, étaient le conseil du chef couronné, et, d'après leur avis, celui-ci exerçait le pouvoir exécutif². Les leudes, ayant été dotés en raison de leur grade, après avoir prêté hommage au roi, l'exigèrent à leur tour des seigneurs moins puissans qu'eux. Ceux qui avaient obtenu des villes, étaient tributaires des possesseurs d'une province, et le simple propriétaire d'un château relevait du maître d'un bourg ou d'un village. La féodalité prit naissance et sortit du sein de cette nouvelle administration. Mais, toujours libres et turbulens, nos pères ne cessèrent d'exercer leurs droits dans les assemblées du Champ-de-Mars, où chaque feudataire apportait au roi son tribut, qui était qualifié de don volontaire.

Les conquérans ne formaient encore qu'une nation campée. Après s'être distribué les terres, ils

¹ GRÉGOIRE DE TOURS, (*Hist. Franc.*), liv. V.

² THOURET (*Observ. sur l'Hist. de France*, par), édit. stéréot., p. 60.

en laissèrent une grande partie aux premiers propriétaires; mais s'étant réservé le droit de vasselage, particulier aux Germains, elles furent chargées de redevances et de servitudes. De là l'origine des fiefs, des bénéfices et des devoirs envers les seigneurs ¹. Ces lois, que les vainqueurs imposèrent aux vaincus, étaient si bien enracinées dans nos mœurs, qu'elles subsistaient encore après treize cents ans d'existence. La couronne n'avait donc qu'une autorité très-limitée; selon la juste expression de Mézeray, elle n'était qu'un grand fief. Sous les rois mérovingiens, le pouvoir législatif ne s'exerçait qu'avec le concours de l'assemblée générale du Champ-de-Mars. Cette assemblée était un camp, et la nation c'étaient les Francs ou soldats, avec les chefs militaires, ducs, comtes, barons et prélats, qui suivaient le prince comme compagnons d'armes ou comme conseillers. Aussi les ordonnances des deux premières races sont-elles sanctionnées par les assemblées générales, et même aucune guerre ne se faisait alors sans leur approbation ².

Clovis, regardé comme le premier roi de notre monarchie, mit la dernière main à la prise de possession. Il consolida son établissement dans les Gaules, en dirigeant ses institutions bien plus

¹ MONTESQUIEU (*Esprit des Lois*, par), liv. XXX, ch. III, IV, VIII et XVI. — LORRAU (*Hist. de France avant Clovis*, par), p. 340.

² BOULAINVILLIERS (*Mém. hist. sur l'ancien gouvernement de France*, par).

contre les gouvernans que contre les gouvernés ¹. Il est le fondateur de ce qu'on appelle encore les anciennes constitutions de la France et surtout de celles du clergé. Ces dernières constitutions doivent avoir une si grande influence sur les événemens politiques, qu'il est essentiel de faire connaître en peu de mots l'esprit et l'organisation de la primitive Eglise. Cet examen sera le résumé d'un ouvrage, fruit d'un génie admirable ². Dans l'impossibilité de mieux faire, il est beau de comprendre l'auteur et de rendre hommage aux vérités mystérieuses dont l'explication lui appartient : c'est encore un mérite aujourd'hui d'oser les propager, surtout lorsqu'on les préconise avec l'intention louable de les rendre utiles au bonheur de l'humanité.

Le clergé, par sa discipline, indiquait une monarchie; mais comme il était le produit de l'élection depuis l'humble pasteur jusqu'au chef suprême, et que l'esprit du christianisme était essentiellement démocratique, on peut dire que l'Eglise alliait à la fois les avantages du système républicain et ceux du régime monarchique. Par sa constitution primitive, elle embrassait jusqu'aux extrémités de la société; aussi sa double influence s'exerçait sur les grands et les petits. Par-là elle réparait le grand

¹ FERRAND (*Théorie des Révolutions*, par), t. II, p. 331.

² *Études historiques*, par M. de Chateaubriand.

vice des lois anciennes, en établissant devant elles une égalité parfaite indépendante des conditions humaines.

La hiérarchie ecclésiastique ne fut donc pas un élément de servitude; elle eut pour bienfait de conserver les leçons de sagesse et de vraie philosophie qui se perdaient au milieu de la corruption universelle. Elle seule transmet les habitudes d'ordre et de soumission, le respect des lois, et le besoin de régularité dans l'art de gouverner. L'exemple de son admirable discipline et son exhortation à l'obéissance arrêta long-temps la dissolution du Bas-Empire. Ainsi, loin de troubler l'administration civile, la morale religieuse devint au contraire une garantie pour le repos social. Le christianisme, prêché dans le monde romain par des esclaves, après avoir détruit les mœurs païennes, allait aussi changer toutes les coutumes barbares et les habitudes cruelles et dépravées du moyen âge: quoique autorisées par les lois, elles se trouvèrent incompatibles avec les doctrines de la foi nouvelle.

Clovis ayant trouvé le christianisme établi dans les Gaules, eut à lutter contre des prêtres puissans qu'avaient enrichis les premiers empereurs chrétiens; à l'imitation de ses prédécesseurs, il ne les avait pas ménagés; mais quelques évêques conservant par tradition la ruse des anciens druides et la politique des prêtres païens, s'introduisirent auprès de l'épouse du conquérant, élevée dans leur religion,

et la dominèrent. Le paganisme touchait alors à son déclin ; l'arianisme faisait de grands progrès, et les ecclésiastiques préférèrent se rapprocher d'un roi païen, que de recourir à des princes hérétiques. D'ailleurs les prêtres païens n'avaient aucun droit pour être mis en possession des églises dotées, et c'était ce que les évêques avaient le plus à craindre des prêtres ariens¹. Cet esprit d'intérêt dénatura le christianisme, qui, dans son origine, avait des principes si nobles et si désintéressés. Secondant les armes et la politique du fondateur de notre monarchie, les évêques lui firent considérer le royaume comme un patrimoine, et lui dirent que d'après leurs dogmes, l'hérédité entrerait de droit dans sa maison. Ainsi ce furent les prêtres qui les premiers consacrèrent le préjugé généralement établi parmi les races royales, de considérer les peuples comme une propriété dont elles peuvent disposer à leur gré, quoique leurs droits réels ne soient fondés que sur l'ascendant de leurs vertus.

Toutefois les évêques, protégés par Clovis, avaient rendu de grands services; vrais fondateurs de l'Eglise gallicane, ils intervinrent entre les vainqueurs et les vaincus, et rendirent moins affreux les malheurs de l'antique Gaule, dans un temps où, abandonnée à la plus déplorable anarchie, elle était exposée

¹ HÉNAULT (*Abrégé chronol. de l'Hist. de France*, par), p. 48, édition in-4^o.

aux ravages de vingt nations sorties des forêts de la Germanie ; le titre seul de cette Eglise, qui a traversé les siècles barbares, prouve que, malgré les erreurs et les calamités publiques, elle a toujours conservé son esprit national. Au milieu de l'oppression et sous le joug de la plus affligeante servitude, elle accomplit une auguste mission à la fois morale et politique, celle de défendre l'opprimé.

Il est une grande vérité qu'on ne saurait trop publier pour faire chérir la religion à ceux qui ne peuvent souffrir le despotisme : c'est que lorsque l'aristocratie féodale enveloppa l'Europe d'un réseau de fer, l'Eglise catholique seule eut le privilège de propager les idées d'une honorable liberté. Elle s'en acquitta dignement ; c'est elle qui fonda vraiment les monarchies tempérées. A la faveur de son saint ministère, elle consola les malheureux, allégea le poids de leurs chaînes, et bientôt la croyance devint la source de tous les genres de vertus. Sans le caractère sublime de la religion chrétienne, qui aurait pu penser et dire que l'égalité entre les hommes est de droit naturel, et que Dieu préfère les pauvres aux riches, les petits aux grands ? Vérités simples, mais d'un effet puissant sur la foule, et qui, depuis, sont passées de l'ordre religieux dans l'ordre politique, au point qu'elles devinrent ensuite le principe fondamental de nos droits constitutionnels.

Les sentimens républicains eurent d'autant plus

de force dans le clergé, qu'ils furent plus comprimés au sein de la société civile. Jamais l'Eglise ne fut plus démocratique que sous le régime féodal. A cette époque où tout n'était que privilège et servitude parmi les laïcs, tout prit un caractère d'égalité dans la société religieuse. Ces pontifes, sortis du peuple, et comme envoyés par lui, étaient en quelque sorte les mandataires de ses libertés auprès des souverains et des grands. De là ces excommunications audacieuses, ce trouble jeté dans la conscience des rois, ces empereurs jugés et déposés, ces royaumes entiers mis en interdit; toutes ces violences étaient l'expression du ressentiment populaire dont les papes étaient alors les seuls interprètes¹. Sans doute ils avaient pour but d'étendre la souveraineté de l'Eglise; mais à côté d'un but religieux il faut voir en eux une pensée politique, celle de protéger la liberté contre le pouvoir, l'égalité contre le despotisme de la force; et si l'on demande pourquoi le républicanisme se conserve dans l'Eglise et se détériore dans la société, aisément on répondra que ce principe ne peut se maintenir qu'avec des mœurs pures, et qu'en général la latitude donnée aux libertés s'arrête là où cesse la pratique des vertus.

La politique, unie à la charité, donnèrent l'absolution à Clovis malgré ses crimes; lui seul pouvait

¹ Ces aperçus nouveaux, ces hautes pensées, ont été savamment discutés dans un article littéraire du *Journal des Débats* du 25 août 1853, signé N. P.

sauver la religion , violemment menacée. Cependant la morale chrétienne n'adoucit point les mœurs de ce prince barbare. Quoiqu'il eût abjuré le paganisme , il continua à se livrer à la violence de ses passions , toutes les fois qu'il y fut porté par ambition ou par vengeance. Néanmoins il prodigua aux évêques les grâces terrestres, en leur livrant des domaines, des serfs, et en fondant des abbayes richement dotées¹. La rigueur de ces temps désastreux , où dominait le terrible droit de conquête, fut telle que le clergé ne put diminuer l'excès du triste sort des Gaulois qu'en consacrant leur asservissement. Ne pouvant calmer les vainqueurs qu'à force de résignation, il assura la vie des vaincus par des sacrifices de fortune. Dès que l'Eglise eut été contrainte à apposer le sceau de son saint ministère à toutes les usurpations, la jouissance, sans travail, des fruits et des produits des travaux d'un grand nombre, devint pour les privilégiés un des principes constitutifs et religieux de notre ancien gouvernement.

L'administration de la justice prit la base de son organisation dans les mœurs et les coutumes des conquérans de la Gaule; le duc avait pour juges ses pairs, et, dans cette classe, étaient les comtes, les vicomtes, et jusqu'aux simples soldats. Quant aux indigènes, ils étaient à la merci des maîtres auxquels on les avait distribués ou soumis. Le Franc à qui ils

¹ Velly (*Histoire de France*, par), t. I, p. 63.

appartenait avait sur eux une autorité absolue. Ainsi parvinrent jusqu'à nous les justices seigneuriales. Ce lien de dépendance était supportable, parce qu'il était alors le seul moyen de constituer la nation; il ne provenait point d'ailleurs de l'orgueil et du caprice, mais de la nature même du siècle, des formes politiques et de l'esprit militaire¹. Cette première époque de la féodalité souvent était paternelle; elle nourrissait le peuple, le défendait et ne l'opprimait pas; les mœurs étant simples, les grands ne sentaient pas encore le besoin de tourmenter leurs serfs pour satisfaire une cupidité engendrée par le luxe et l'ambition. Si une pareille organisation, au lieu d'être l'ouvrage incohérent de la violence et de la force, eût été une échelle pour parvenir progressivement du premier jusqu'au dernier degré, elle eût réalisé le système d'une vaste et puissante monarchie militaire, si conforme au caractère des Français.

La couronne était élective, parce que les Francs choisissaient leurs rois, et elle était héréditaire, parce qu'ils les prenaient toujours dans la même famille². Au reste, les faits de ces temps reculés sont si mal éclaircis, qu'on ne peut point affirmer si les suffrages de la nation, ou l'autorité épiscopale, avaient pour l'élection des princes souverains une plus

¹ MERCIER (*Portrait des Rois de France*, par), t. I, p. 368.

² MONTESQUIEU (*Esprit des Loix*, par), t. III, liv. XXXI, ch. xvi.

grande influence que l'hérédité par droit de naissance. Quoi qu'il en soit, les successeurs de Clovis, dont les titres au trône se trouvaient ainsi vagues et indéterminés, après s'être partagé le royaume, ne cherchaient qu'à se dépouiller, mais toujours avec le concours et l'assentiment des assemblées générales de la nation¹, qui n'étaient autre chose que la réunion de leurs principaux soldats. L'ambition fit éclater parmi eux des guerres effrayantes par leur atrocité, et presque toujours le royaume entier revenait à celui que la victoire avait couronné.

On ne peut donc donner le nom de gouvernement à la domination des rois de la première race, domination qui fut la source d'une infinité de crimes et de malheurs. Les Etats étaient réellement des domaines exploités par des guerriers. Les fils des grands possesseurs qui prenaient le nom de rois se les partageaient comme une masse de butin, comme une propriété territoriale. Les frères co-partageans, tourmentés par le désir d'accroître leurs richesses et leur puissance, avaient recours à tous les crimes pour s'entre-dépouiller, pour s'entre-détruire, et, dans leur haine jalouse, ils ne craignaient pas d'offrir aux yeux de leurs soldats le spectacle de parens armés contre des parens. Plus d'un siècle s'écoula dans ces violens combats, au milieu duquel apparaissent

¹ AIMOIN (*De Gest. Francor.*), liv. IV, ch. 1^{er}. — GRÉGOIRE DE TOURS, liv. 1^{er}, ch. 11. — BOUQUET (*Collection des Hist. de France*, par Martin), t. 1^{er}, p. 3.

Brunehaud et Frédégonde pour en varier la monotonie par des empoisonnemens, des incendies et des fratricides.

Dans ces siècles barbares les évêques conservèrent une prépondérance marquée; déjà ils commençaient à s'élever au-dessus des leudes : profitant du respect que les Germains et les Francs avaient pour les prêtres, ils utilisèrent la ferveur des nouveaux convertis. Ceux-ci, soumis à leur empire, leur accordèrent les premières places; en l'absence du roi, la punition des seigneurs était confiée aux évêques¹. Ce pouvoir, en flattant leur vanité, resserra l'alliance entre le trône et l'autel.

L'instruction des ecclésiastiques, quoique peu étendue, éblouissait les yeux d'un peuple récemment sorti de ses forêts. Le seul nom de leur profession était l'attribut de la science. Cette instruction les rendait d'autant plus puissans, que les grands les choisissaient pour secrétaires, pour instituteurs ou pour conseillers. Outre cela, beaucoup d'entre eux étaient les égaux des seigneurs par l'étendue de leurs domaines et le nombre de serfs qu'ils envoyaient au combat, sous les ordres du prince. Cependant les Francs, en général, étaient mécontents qu'une partie des fruits de la victoire fût accordée à des hommes qui n'avaient pas partagé les dangers et les fatigues de la conquête, et ils cherchaient toutes

¹ THOURET (*Observ. sur l'Hist. de France*, par), p. 65.

les occasions de les en dépouiller. Plus d'une fois Chilpéric reprocha aux évêques d'avoir envahi les honneurs et les richesses ¹. Le clergé, pour se ménager la protection du roi, s'écarta de son institution, en consacrant son influence morale à l'agrandissement du pouvoir absolu, mais avec l'intention bien marquée de donner à la monarchie un caractère théocratique².

C'était d'autant plus facile, que les assemblées représentatives du Champ-de-Mars furent moins fréquentées dès que les vainqueurs eurent formé leurs établissemens particuliers. N'ayant plus d'ennemis à combattre, et disséminés dans une infinité de domaines, au milieu de vastes contrées éloignées et incultes, ils se livrèrent à leurs affaires personnelles. Attachés à leur propriété, livrés aux douceurs du repos et aux jouissances de la vie, ces nouveaux propriétaires négligèrent les réunions nationales auxquelles ne parurent plus qu'un petit nombre de ceux à qui la proximité permettait d'y assister, ou bien ceux qui y étaient appelés par les devoirs de leurs emplois ou leurs fonctions auprès du prince.

La difficulté de réunir tous les individus d'une nation nombreuse et dispersée, altéra les formes antiques du gouvernement. D'ailleurs ces formes délibératives s'accordaient mal avec la puissance tou-

¹ GRÉGOIRE DE TOURS (*Hist. Franc.*) liv. VI, ch. XLVI.

² DE MAISTRE (*Considérations sur la France*, par), p. 93.

jours croissante de nouveaux maîtres qui s'élevaient entre le trône et le peuple sous le nom de *maires du palais*. Leurs fonctions, d'abord domestiques, changèrent bientôt de nature, et, sous Clovis II, ils devinrent redoutables par l'ascendant qu'ils prirent sur l'esprit faible des princes, auxquels ils ne laissaient que le nom, les honneurs et le cérémonial de la royauté. Dans cette position anti-monarchique, le maire était toujours roi, et le roi n'était jamais rien. Leur pouvoir s'agrandit encore par le mécontentement des grands; ceux-ci, fatigués du désordre qu'entretenait l'administration des rois fainéans, se soumirent aux maires du palais, et travaillèrent à les rendre plus puissans que leurs maîtres.

L'incurie des princes appelés à régner, et le besoin que les maires avaient des leudes, permirent à ceux-ci de s'emparer des lieux dont ils n'étaient que les gouverneurs, pour en former des fiefs. Ainsi s'introduisit un autre droit, auquel on donna le nom de *suzeraineté*¹. Ces nouveaux maîtres se bornaient à rendre hommage au souverain dont ils avaient usurpé les pouvoirs. Ligués avec les maires du palais pour violenter le prince et comprimer le peuple, ils cherchèrent surtout à faire oublier les assemblées du Champ-de-Mars, où chaque année la nation renouvelait son alliance avec son roi.

Dans cette confusion générale, les maires du

¹ HÉNAULT (*Abrégé chronol.*, etc., par), p. 78.

palais voulurent rendre leur charge héréditaire ; pour y parvenir, ils eurent recours aux armes, au meurtre et au poison. Le sort des combats et l'habileté dans le crime décidèrent entre Ebroim et Pépin d'Héristal : celui-ci, déjà maire de l'Austrasie, fut revêtu de cette dignité pour tout le royaume des Francs. A force de prudence et de ménagemens, il gagna les évêques, que les anciens maires avaient violemment aigris ; séduits par ses largesses, ils reconnurent ses enfans pour successeurs à la mairie.

La famille qui depuis long-temps remplissait les fonctions de roi ne pouvait tarder d'en obtenir le titre : Charles Martel avait sauvé la France de l'invasion des Sarrasins, et un si grand service légitimait l'ambition de ses enfans. Son fils Pépin-le-Bref, zélé protecteur des Etats de l'Eglise contre les entreprises des Lombards, avec l'approbation du pape Zacharie et l'assentiment des grands, fit jeter dans un cloître l'unique rejeton de Clovis, et se fit couronner (751). La première dynastie fut ainsi anéantie et remplacée par celle des maires du palais.

Jusqu'alors les rois de France n'avaient été reconnus que d'une manière militaire ou civile ; Pépin, voulant effacer par une sanction divine l'usurpation dont son règne était entaché, se fit d'abord sacrer à Soissons par un archevêque¹ ; mais jugeant

¹ GAILLARD (*Histoire de Charlemagne*, par), t. 1^{er}, Introd., p. 195.

cette cérémonie insuffisante, il projeta de la faire confirmer par l'autorité pontificale. Dans ce dessein, il renouvela son alliance avec la cour de Rome. Etienne III, ayant été chassé de ses Etats par Astolphe, roi des Lombards, vint en France *. Pour prix du service que Pépin allait lui rendre, ce pape voulut calmer la conscience troublée de son hôte, et le sacra de nouveau dans l'église de Saint-Denis **. Il déclara que Pépin tenait sa couronne de Dieu, par l'intercession des apôtres saint Pierre et saint Paul; il menaça les Français de la vengeance céleste, s'ils manquaient à l'obéissance qu'ils devaient à leur nouveau roi ainsi qu'à sa postérité, élevée sur le trône pour la défense du saint-siège apostolique †. En retour de cette consécration religieuse, Pépin, après avoir vaincu Astolphe, réunit l'exarchat de Ravenne au domaine de saint Pierre, rétablit Etienne sur le trône pontifical, et rendit au clergé français la possession viagère des propriétés dont il avait été dépouillé par les maires du palais. Dès lors les prêtres entonnèrent ses louanges

* Les évêques de Rome, depuis appelés *papes*, devaient être confirmés par l'exarque de Ravenne; mais vers la décadence de l'empire d'Orient, les papes s'affranchirent du consentement de l'empereur et des prétentions des rois de Lombardie.

** La prérogative du sacre des rois de France ne fut attribuée au siège de Reims qu'au douzième siècle, par Louis-le-Jeune, malgré les prétentions de l'archevêque de Paris, qui, depuis le sacre de Clovis, soutenait que le privilège d'élire et de sacrer les rois de France appartenait exclusivement à son siège.

† THOURET (*Observ. sur l'Histoire de France*, par), p. 84.

et l'établirent roi par *droit divin*. Il est donc bien prouvé que ce prétendu droit ne fut qu'un système introduit dans des temps de ténèbres pour accoutumer le peuple au pouvoir absolu, et l'obliger à respecter les volontés du trône et du clergé¹. Aussi nos rois les plus pieux et les plus éclairés l'ont-ils toujours repoussé, et, lorsqu'ils ont dit tenir leur couronne de Dieu, c'était un pur hommage à la Divinité, dont la puissance préside à tous les actes sociaux.

Pépin, pour consacrer ses droits et assurer son autorité, convoqua les assemblées du Champ-de-Mars; mais il en recula l'époque au mois de mai, dont ces assemblées prirent le nom. Alors le gouvernement revint à son point d'unité et reprit sa marche première. Les assemblées se tinrent régulièrement, et on s'y occupa sans cesse de remédier aux vexations qui, pendant les règnes faibles, avaient pesé sur les peuples. Le monarque accorda de nouveaux privilèges à ses grands vassaux; il leur confirma la jouissance à vie des terres dont ils avaient usurpé l'usufruit. La loi qui fit une propriété du trône, imprima le même caractère à toutes leurs possessions féodales. Pour se dédommager du vasselage royal, les seigneurs puissans instituèrent une foule de petits vassaux, auxquels ils imposèrent des servitudes encore plus onéreuses, et toutes reversibles

¹ MONTGAILLARD (*Hist. de France*, par), t. I, p. 146.

sur le peuple. Ainsi, du grand au petit, et de proche en proche, tout le territoire du royaume se trouva couvert de fiefs, et la multitude de maîtres rendit intolérable la condition d'esclave. Lorsque les terres firent les nobles, un orgueil hautain et stérile remplaça la vertu belliqueuse, et les Gaulois, qui n'avaient été soumis qu'à une subordination légale, furent asservis sans retour à ces distinctions qui avilissent une portion des hommes en les assujettissant, non aux lois de l'honneur, mais aux caprices humilians d'une sotte vanité.

Dès que le chef des soldats eut été appelé *l'oint du Seigneur*, la subordination militaire fut changée en une pure aristocratie. Le roi, sur son trône, ne consulta plus que les grands; il leur abandonna le peuple; en retour, on rendit son autorité absolue, et insensiblement l'aristocratie se changea en monarchie arbitraire. Ce système, engendré par une déplorable usurpation, avait pour principe la force, pour code le privilège, pour effet l'oppression; à cette époque ignominieuse où la violence, étouffant la raison, avait dégradé l'homme et ennobli la terre, la féodalité grandit avec ses prérogatives et toutes ses coutumes, différentes pour chaque province.

Cependant la nation gauloise, isolée et condamnée à servir ses maîtres en cherchant à s'affranchir de l'esclavage où la retenaient des lois et des usages barbares, allégeait chaque jour le poids de ses chaînes; éclairée par le séjour des troupes romaines, elle

hâta les progrès de son instruction par le travail, source de la richesse et de la liberté. Agricole d'abord, puis commerçante et manufacturière, elle adoucit la férocité des conquérans, et leur inocula ses mœurs sans se dépouiller de sa fierté native. Pendant que ses maîtres, avides de domination, se faisaient entre eux la guerre, elle gagnait en considération, les forçait par des services rendus à sentir graduellement ce qu'elle valait, et les obligeait à lui faire des concessions et à se relâcher de leur ancienne sévérité. L'amalgame des deux peuples, en ajoutant à leur énergie, forma insensiblement la grande nation française, si célèbre par son intelligence et ses vertus guerrières.

L'influence des doctrines du christianisme, et le crédit de ses prêtres, intéressés comme ministres de paix à conjurer le plus possible l'intervention de la force brutale, pour laisser prédominer le pouvoir moral dont ils étaient dépositaires, firent rentrer le terrible droit de guerre dans des limites que concentrèrent de plus en plus les progrès de la civilisation. Alors les travaux paisibles commencèrent à obtenir quelque importance, et tandis que l'agriculture subvenait aux premiers besoins de la vie, des essais dans les arts et l'industrie permettaient à la nation d'étendre le cercle de ses jouissances et de ses commodités. Ce fut surtout dans les villes que les hommes laborieux appliquèrent leur activité aux œuvres du génie; ils y gagnèrent à la fois de la con-

sidération et des richesses, et prirent dans la société une position assez élevée pour nécessiter tôt ou tard leur admission à l'exercice des droits politiques : confondus avec les vainqueurs par de fréquentes alliances, tout tendait au bienfait d'une liberté commune.

Jusqu'à cette époque l'antique monarchie ne subsistait qu'avec des formes violentes, dictées par le caprice et l'intérêt des vainqueurs : à l'apparition de Charlemagne, l'horizon s'éclaircit et le chaos se dissipe. Avant lui, tous les princes qui régnèrent cherchèrent à agrandir leur empire, et non à le constituer; mais ce monarque, quoique maître d'immenses contrées, qu'il s'était soumises par les armes, se recommande à notre attention plus encore comme législateur que comme conquérant. Vaste dans ses desseins, simple dans l'exécution, personne n'eut à un plus haut degré l'art de faire de grandes choses avec facilité et promptitude; inspiré par la puissance de la religion et des lois, il trouva dans l'exemple de Clovis les élémens du principe générateur de la monarchie française. Son génie, en harmonie avec les progrès de son siècle, fonda comme par enchantement cette grande communauté sociale qui, substituée à l'ancienne *association urbaine*, était destinée, sous le nom d'*Empire*, à donner à la France le sceptre du monde.

Les conciles des évêques avaient servi de modèle aux premières assemblées nationales que les Francs

tinrent en Germanie et dans les Gaules après leur conquête¹; Charlemagne eut le génie de les combiner avec son admirable gouvernement. Sous lui elles étaient ambulatoires, et appelées *placits* ou *synodes*, parce que le concours des deux ordres, dans les réunions où se traitaient en même temps les affaires ecclésiastiques et séculières, les rendait à la fois conciles et tribunaux². Alors les députés d'un ordre mixte appelé *tiers-état*, qui était auparavant une classe inconnue, commencèrent à figurer dans les assemblées représentatives. Mais, quoique ces députés représentassent une classe rapprochée du peuple, ils ne représentaient pas pour cela la masse de la nation. C'était donc une aristocratie bourgeoise qui, pour ne pas exciter l'envie des classes inférieures, devait à son tour avoir du respect pour les sommités sociales.

La première de ces assemblées se tenait à la fin de l'automne, lorsqu'on rentrait dans les quartiers d'hiver; il n'y avait d'admis que les seigneurs les plus expérimentés. On préparait les matières qui devaient faire l'objet des délibérations dans l'assemblée suivante; on y discutait les intérêts du royaume, relativement aux puissances voisines; on revoyait les traités. De là on passait à l'examen des affaires

¹ BAUSSET (*Vie de Bossuet*, par M. de), t. II, p. 98.

² HÉNAULT (*Abrégé chronol. de l'Hist. de France*, par), p. 85. — VELLÉ (*Histoire de France*, par), t. I, p. 223.

intérieures de l'État; on recherchait la cause des abus présents; on travaillait à prévenir les maux dont on pouvait être menacé.

Dans l'assemblée générale de mai suivant, composée des évêques, des abbés, des comtes, des seigneurs et des *députés du peuple*, le roi proposait la loi, et le clergé, après l'avoir discutée à part, se réunissait au parlement pour la rédiger textuellement; le roi la portait ensuite à l'assemblée du peuple¹, et ce n'était qu'après l'avoir approuvée qu'elle était exécutoire pour tout le royaume. Il est facile de reconnaître dans ces institutions deux chambres tenant leurs sessions à des époques différentes; d'abord une chambre haute ayant l'initiative, dont les séances n'étaient pas publiques; ensuite une assemblée générale de la nation, dans laquelle figuraient toutes les positions et tous les intérêts. Ces assemblées vraiment nationales, en rapprochant toutes les classes de la société, éclairèrent les esprits, et produisirent plusieurs lois qui mitigèrent l'autorité des seigneurs.

Les *Capitulaires* de Charlemagne n'étaient donc pas des ordonnances arbitraires adoptées seulement par les grands dont il était environné; il fallait qu'ils fussent sanctionnés par le peuple dont il respectait les droits: « Aucune loi, dit un de ses décrets, n'est obligatoire, si elle n'est revêtue du

¹ HINCMAR (*De Ordine Palatii*).

« consentement de la nation, qui est le seul titre du « prince à la couronne ¹. » Ce monarque parlait ainsi, parce qu'il se sentait la force de gouverner, et qu'il savait que le peuple avait besoin de lui. La noble et généreuse renonciation de Charlemagne au pouvoir absolu doit d'autant plus honorer sa mémoire, que ses institutions furent par la suite l'unique modérateur de la puissance royale.

Les leudes vivaient dans un état d'hostilité permanente avec les évêques qui accumulaient sur eux les richesses et la considération. Leur jalousie était d'autant plus naturelle, que les honneurs et récompenses devaient être le prix de la valeur dans les combats. La spoliation réitérée des biens du clergé en fut souvent la conséquence, et ces biens retombèrent au pouvoir des guerriers accoutumés à ne reconnaître que le droit de conquêtes. On conçoit, d'après ces violences, que les prêtres ne furent pas toujours les amis des princes et des nobles, et lorsque ceux-ci lésaient leurs intérêts, ou s'écartaient de la soumission qu'ils leur avaient imposée, en concédant le droit divin, ils les excommuniaient ^{*}.

¹ CAP. *Anno* 864, tit. XXXVI, art. vi.

^{*} Toutes les vieilles chroniques avec lesquelles ont été rédigées l'*Histoire de la Noblesse* et l'*Histoire civile de Paris*, appartiennent à des auteurs ecclésiastiques, qui, pour se venger de l'insubordination à l'Eglise, des gens d'épée, ont beaucoup exagéré leur licence et la barbarie des guerriers du moyen âge. L'écrit le plus violent contre les seigneurs et les nobles est celui de Jacques Vitry, évêque et cardinal, légat du pape en France.

Charlemagne ne voulut pas mécontenter les grands en leur ôtant leurs fiefs; d'un autre côté, il connaissait l'importance du clergé; mais sachant la facilité avec laquelle ce corps accaparait les biens-fonds, il chercha, par une mesure conciliante, à prévenir le mal. Au lieu de lui donner des possessions anciennes ou nouvelles, il établit la dîme, qu'il affecta à l'entretien des églises, à celui des évêques, des prêtres ou clercs, enfin à celui des pauvres¹. Mais cet impôt n'était prélevé que sur les anciennes terres ecclésiastiques, possédées par les nobles, à titre gratuit, et ne donnait pas le droit aux prêtres et aux moines de demander ensuite le cinquième des revenus territoriaux de la France. Pour consacrer cette charge accablante, le clergé abusa de la crédulité du peuple. Il fit parler Jésus-Christ, et menaça de stérilité les champs de ceux qui ne paieraient pas². Alors le peuple se soumit, et lorsque l'impôt eut été consacré par l'usage, les prêtres eurent assez de crédit pour faire légitimer cette spoliation par des lois positives³. Ainsi des théologiens cupides, en détruisant l'esprit consolateur de la morale chrétienne, placèrent l'arbitraire sous la double égide de la religion et des lois, et n'offrirent plus aux peuples d'autres ressources

¹ MONTESQUIEU (*Esprit des Loix*, par), liv. XXXI, ch. xii.

² Synode de Francfort, tenu sous Charlemagne (794).

³ THOURET (*Observ. sur l'Hist. de France*, par), p. 94 et 95, édition stéréotype.

contre les plus monstrueux abus de la force qu'une résignation éternelle.

Charlemagne, non par ambition, mais par le désir d'accroître les lumières dont il était zélé protecteur, ne craignit pas le danger qu'il y avait à trop favoriser les gens d'église. Ils lui firent publier des *Capitulaires* si favorables à l'autorité spirituelle, que les évêques purent se croire les maîtres de la monarchie et les juges de leur propre souverain. Profitant du désir qu'il avait de rétablir l'empire d'Occident, ils lui assurèrent que tout ce qu'il ferait de favorable au clergé était déjà consacré par une loi qu'ils affirmèrent appartenir au code théodosien, et dont les meilleures critiques contestent l'authenticité. La chose paraît d'autant plus vraisemblable, qu'à cette même époque, le saint-siège, peu satisfait de l'ascendant que lui accordait Charlemagne, voulut acquérir une influence plus grande, en publiant un recueil de fausses décrétales attribuées aux papes prédécesseurs de saint Anastase (398), et regardées jusqu'au dix-septième siècle comme inviolables. Le but de cette imposture était d'accroître l'autorité du pontife romain, en le constituant chef des évêques qui, pendant près de huit siècles, avaient été égaux entre eux, en l'établissant juge par appel de presque toutes les causes, en défendant même tout concile provincial sans sa permission, et en assurant l'impunité aux ecclésiastiques coupables. C'est par cette fraude impie et sacrilège

que la cour de Rome, empoisonnant les sources de la législation, prépara les calamités qui ensanglantèrent le monde *.

La faiblesse de Charlemagne pour les prêtres était nécessitée par les mœurs de son temps, et prouve combien il est difficile, même au législateur le plus fort et le plus sage, de toucher aux abus qui tiennent à des idées religieuses; cependant maintes fois il reprocha au clergé son avidité et sa corruption¹; il usa aussi de la force de son sceptre pour réprimer la tyrannie et les oppressions exercées par les seigneurs. Ses envoyés (*missi domini*, ou *legati regii*²), pris dans l'ordre des prélats ou dans celui des nobles³, tenaient quatre fois l'année des assises judiciaires dans leurs légations. Il restreignit le droit d'asile, arrêta le funeste accroissement de la servitude, et prescrivit des règles conformes à la raison pour pouvoir embrasser l'état monastique⁴.

* Les centuriateurs de Magdebourg, considérés comme les pères de l'histoire ecclésiastique protestante, mirent au grand jour la véritable origine de cette tromperie. David Blondel, réformé français, savant professeur d'histoire à Amsterdam, a démontré la fausseté des décrétales avec encore plus d'évidence dans son traité in-4^o, intitulé : *Pseudo-Isidorus et Turianus vapulantes*. — Voyez aussi l'abbé MILLOT (*Hist. de France*), t. 1^{er}, p. 121; HÉNAULT, p. 53; *Essai histor. sur la puissance temporelle des Papes*, t. 1^{er}, p. 47; et l'abbé FLEURY, *Histoire ecclésiastique*, liv. XLIV, § 42.

¹ LABOULINIÈRE (*Hist. polit. et civ. des trois premières Dynasties françaises*, par), t. 1^{er}, p. 201.

² CAPL. ANN. 833, ch. XXVI.

³ THOURET (*Observ. sur l'Hist. de France*, par), p. 89.

⁴ FERRAND (*Esprit de l'Histoire*, par), t. II, p. 282.

Alors les formes de la jurisprudence canonique commencèrent à s'introduire et à bannir peu à peu les coutumes bizarres et féroces que les vainqueurs avaient apportées des peuplades de la Germanie. Il fut défendu aux hommes de se vendre ou de se donner eux-mêmes. Les idées de justice, qui étaient effacées depuis la conquête des Francs, reprirent leur empire, et on appliqua aux propriétés des laïcs les mêmes lois qui garantissaient les propriétés du clergé. Toutes les plaintes des sujets contre les grands étaient écoutées; et en remédiant aux abus on cherchait à pourvoir aux besoins du pays. Enfin les réformes que ce monarque, d'un génie prodigieux pour son siècle, opéra dans le pouvoir judiciaire et dans le service militaire prouvent à la fois la sagesse et l'étendue de ses vues. Pour le bien juger, c'est dans l'ensemble de son gouvernement qu'il convient de l'étudier*. Patriote et juste, autant qu'alors pouvait l'être un guerrier, il aimait ses sujets et cherchait à concilier les intérêts nationaux avec la politique. En lisant ses *Capitulaires*¹, on acquiert la conviction qu'il était d'autant plus grand qu'il savait pratiquer l'économie sans jamais nuire à sa dignité. Par respect pour la nation, il ne voulut point assister aux

* GAILLARD, en écrivant son histoire, semble avoir hérité du génie de son héros. C'est un hommage dû à la mémoire d'un auteur consciencieux, et dont la rare modestie n'a été appréciée que par les compilateurs qui, sans le citer, se sont approprié ses immenses recherches.

¹ BALUZE, t. I^{er}, p. 331, cap. *De Villis*.

assemblées législatives, dans la crainte de les influencer par sa présence. Ses *Capitulaires* sont la preuve la plus irréfragable que la liberté, pour être assurée, a besoin du concours d'une autorité tutélaire. Lorsqu'après lui on voulut contraindre les princes, tous les actes que la violence leur arracha n'eurent d'autre effet que d'avilir le trône et d'opprimer le peuple.

Plusieurs causes principales détruisirent l'œuvre de Charlemagne. 1° L'unanimité des trois ordres n'étant plus exigée, la volonté des deux premiers entraîna celle du tiers-état; et il fut d'autant plus aisément sacrifié, qu'il n'avait ni la force ni le savoir nécessaires pour maintenir ses droits. 2° La faculté donnée à l'empereur de faire des *Capitulaires* qui auraient force de loi, en attendant que l'assemblée les eût ratifiés, fit que les ministres de ses descendants licencièrent les assemblées nationales, pour ne plus gouverner qu'avec de simples ordonnances. 3° Le peuple, opprimé par les seigneurs, n'avait plus de patrie; et les seigneurs, bravant l'autorité du prince, s'occupaient des affaires du royaume, seulement pour mettre leurs biens en sûreté. Mais la quatrième et dernière cause qui contribua davantage à renverser les nobles conceptions du magnanime Charlemagne, fut l'ascendant que les papes exercèrent sur ses timides successeurs.

Quoique Louis I^{er}, son fils, eut reçu la couronne au pied de l'autel, il voulut encore se faire sacrer

à Reims par Etienne V. La papauté conclut de cette déférence qu'elle faisait les empereurs et qu'elle seule pouvait donner l'investiture de l'empire. Alors elle imagina une suzeraineté universelle sur tous les trônes nés ou à naître, doctrine aussi contraire à la raison qu'au bonheur des peuples¹. Louis, abandonnant la force et l'unité de pouvoir qui avaient caractérisé les deux règnes précédens, fut la première victime de cette fatale influence; n'ayant ni la fermeté ni les talens de son père, il rendit méprisable l'autorité royale, en la soumettant au pouvoir clérical. De là les excommunications, les pénitences publiques, et jusqu'au fouet, infligé au monarque par des enfans dont les papes encourageaient la rébellion². Pour éprouver tant de rigueurs, qu'avait fait ce malheureux prince? il avait cru juste et naturel de poser des limites à l'autorité usurpée des évêques. Ce fut cet esprit d'équité d'un roi bon, mais faible, qui souleva contre lui ceux même auxquels il avait assuré de grandes prérogatives. Avec une telle infirmité de caractère il dut renoncer au droit de sanctionner l'élection pontificale; pour cela, dit Pasquier, les Italiens l'appelèrent *Pius*, et les sages mondains de notre France, imputant cette concession à un manque de courage, couvrirent sa pusillanimité du nom de *débonnaire*³. A cette époque

¹ FERRAND (*Esprit de l'Histoire*, par), t. II, p. 306.

² MÉZERAY (*Hist. de France*, par), t. 1^{er}, p. 504, édit. in-4^o.

³ HÉNAULT (*Abrégé chron. de l'Hist. de France*, par), p. 85.

la domination des évêques était si puissante, qu'ils se réunirent en forme de concile à Savonnières près Toul (858), et là, jetant les premiers fondemens du gouvernement théocratique, ils se promirent de rester constamment unis pour *corriger les rois, les grands et le peuple*.

La faiblesse de Louis I^{er} fit perdre à la France la couronne impériale; elle se serait perpétuée chez nous, si ce prince n'eût partagé l'empire à ses enfans¹; leur discorde, provoquée par l'imprévoyance paternelle, nous fit perdre l'alliance des peuples de la Germanie. Ceux-ci, malgré le couronnement de Charles-le-Chauve comme empereur et roi des Lombards (875)², se détachèrent de la France, rendirent le titre d'empereur électif, et le conférèrent à Conrad, duc de Franconie, puis à Henri I^{er}; circonstance d'autant plus fatale à la domination française, qu'au titre d'empereur étaient attachées la suprématie de l'Allemagne et la possession de l'Italie³. Enfin les dissensions du règne de Louis I^{er}, et l'anarchie qui régna sous ses successeurs, engendrèrent de grands désordres, dont les Normands profitèrent pour se livrer aux plus affreux ravages. Toutes les calamités que l'intelligente fermeté de Pépin avait fait cesser recommencèrent avec une nouvelle violence; elles remplirent tout un siècle pendant lequel

¹ MONTESQUIEU (*Esprit des Loix*, par), t. III, liv. XXXI, ch. XXXI.

² VELLÉ (*Histoire de France*, par), t. II, p. 113.

³ FERRAND (*Esprit de l'Hist.*, par), t. II, p. 209.

neuf rois semblèrent ne passer sur le trône que pour l'ébranler et l'avilir ¹.

Le gouvernement féodal à cette époque consolida son empire, les grandes suzerainetés furent établies, et les assemblées nationales n'étant composées que d'officiers du trône et de riches bénéficiers, ceux-ci en profitèrent pour donner des formes légales aux usurpations faites sous des rois impuissans, qui, loin de paraître en monarques dans ces assemblées, ne s'y présentèrent que pour signer eux-mêmes la confirmation des droits usurpés par des sujets plus puissans qu'eux, et qui se préparaient, en détruisant les institutions de Charlemagne, à éteindre tout-à-fait la race de ce héros. C'était pour s'assurer la possession viagère de leurs fiefs que les grands vassaux avaient repoussé les descendans de la première race, et ce fut encore pour s'en assurer la propriété héréditaire que sept d'entre eux, qualifiés du titre de pairs ², consacrèrent une nouvelle dynastie, en élisant pour roi Hugues, surnommé *Capet*, comte de Paris et d'Orléans, au préjudice de Charles de Lorraine, dernier rejeton des Carlovingiens; ses fiefs étaient immenses, et c'est lui qui avait le plus gagné aux spoliations dont les nobles s'étaient rendus coupables envers la monarchie et envers l'Eglise.

Ce ne furent donc ni les lois, ni la nation con-

¹ LEDIEU (*Dumouriez et la Révolution*, par), p. 112.

² HÉRAULT (*Abrégé chronol. de l'Histoire de France*, par), p. 92.

sultée, qui décidèrent entre Charles et Hugues Capet : l'élévation de celui-ci ne fut légitimée par aucune assemblée nationale. Hugues réunit ses parents, ses amis, ses vassaux, eux seuls le reconnurent roi, parce qu'il était possesseur des plus grands fiefs¹. Pour colorer cette usurpation, les Capétiens dirent partout « que Charles avait quitté la France, et qu'un déserteur, un vassal de Germanie, ne pouvait pas régner sur des Français; qu'en renonçant ainsi à sa patrie, il avait à plus forte raison renoncé aux prétentions qu'il pouvait avoir au trône, et qu'ils avaient trouvé dans le royaume un homme digne de gouverner². » A ces raisons graves, puisées dans l'ordre naturel et politique, ils joignirent le prestige religieux, en faisant répandre le bruit (981) que saint Valéri, dont Hugues Capet avait recueilli les reliques, lui était apparu, pour annoncer que lui et ses descendants seraient rois à perpétuité³. Cependant les droits de ce prince reposaient au fond sur des titres réels; il occupait Paris et Orléans, qui alors étaient les deux clefs du royaume, long-temps ravagé par les Normands : ces barbares, en remontant la Seine et

¹ MONTESQUIEU (*Esprit des Loix*, par), t. III, liv. XXXI, ch. xvi.

² DANIEL (*Hist. de France*, par), t. II, p. 402, édit. in-4^e.

³ Admirons ces hommes vivant sous des siècles réputés barbares, et dont la haute intelligence s'était d'elle-même convaincue qu'aux yeux du peuple aucune consécration humaine n'est possible sans l'intervention du principe religieux.

la Loire, avaient été arrêtés par la défense de ces villes¹, et la famille d'Hugues Capet, au lieu de profiter du malheur des temps pour accroître sa fortune, l'employa à sauver son pays. Par ce grand service elle devint mûre pour la royauté, et acquit le droit légal de porter la couronne, puisque, selon le principe de nos aïeux, elle fonda sa légitimité sur de *grands services* ou de *grandes preuves de courage*.

De cette époque date l'organisation fixe et stable de la noblesse et de la féodalité; il n'y eut plus rien d'électif, et les domaines firent les comtes, les ducs et les rois². Les grands transmirent par l'hérédité leurs charges et leurs fiefs, ajoutant à leurs noms des titres et des dénominations qu'ils firent porter à leurs descendants. Les terres, devenues le patrimoine des familles, décidèrent du sort des habitans³; on distinguait à peine l'homme libre de l'homme serf. Les enfans qui ne résidaient pas dans le fief étaient deshérités au profit du seigneur. La couronne se trouvait sans revenus, sans soldats, et dépendait entièrement des grands vassaux. Ce gouvernement, quoique très-odieux, renfermait une constitution aristocratique ferme et vigoureuse; mais dans sa pratique elle était aussi contraire à l'Etat que nuisible au droit des gens. La féodalité, en formant une chaîne d'obligations qui du dernier des citoyens

¹ MONTESQUIEU (*Esprit des Loix*, par), t. III, liv. XXXI, ch. XXXII.

² THIERRY (*Lettre IX^e, sur l'Hist. de France*, par), p. 159.

³ MABLY (*Observ. sur l'Hist. de France*, par), p. 105, 160, 129.

remontait jusqu'au roi, présentait un vice intolérable; plus un seigneur était despote envers son peuple, plus il acquérait de moyens pour s'affranchir de ses devoirs envers son souverain. Le vassal du roi trouvait toujours des raisons pour lui refuser l'obéissance, et les arrière-vassaux de la couronne, sujets à la fois du roi et de son vassal immédiat, se trouvaient placés dans une double servitude¹.

Le démembrement de la puissance immense et même incohérente de Charlemagne, pour tous ceux qui ne croient pas à la possibilité de la monarchie universelle, ne sera point considéré comme une circonstance funeste, puisque la chute de ce grand empire fut rachetée par cette heureuse concentration qui, en renfermant la France dans ses bornes légitimes et naturelles, permit à ses habitans de perfectionner leurs institutions, et d'avoir sur le mot de patrie des idées fixes et précises. L'avènement de la troisième race fut la fin du règne des Francs et la substitution d'une royauté nationale à une domination de conquérans. La nouvelle dynastie, fondée sur l'extinction de la puissance impériale, fortifia l'autorité monarchique et lui fit reprendre dans son intérieur tout ce qu'elle avait perdu. Aussi verrons-nous par la suite que les vassaux, malgré leur rébellion, ne cherchèrent jamais à se mettre sur la même ligne que le souverain, ni même à changer

¹ HÉNAULT (*Abregé chronol. de l'Hist. de France*, par), p. 72.

la forme du gouvernement établi. Cette grande et noble fiction d'inviolabilité, qui rend sacrée la personne du prince, devint une maxime d'Etat et le fondement inébranlable non seulement de la monarchie absolue, mais même de la monarchie représentative. Alors furent réellement posées les bases de notre histoire et de nos anciennes institutions, et nos annales conservèrent leur unité, malgré les changemens survenus dans les mœurs, le langage et la civilisation. Nos anciennes institutions étaient d'autant plus respectables, qu'elles ne résidaient pas dans de vaines paroles ni dans de vagues théories écrites sur des feuilles volantes, mais dans des traditions consacrées par les mœurs, les habitudes et le caractère même de la nation française. Le recueil de nos meilleures lois était écrit par la main du temps, sous la dictée de l'expérience; aussi leur degré de force était si puissant, qu'après un demi-siècle de lutte sanglante, elles ont encore pour elles la grande majorité des notabilités sociales.

CHAPITRE III.

Affranchissement des communes sous Louis-le-Gros. — Les Albigeois. — Pragmatique de saint Louis. — Formation du tiers-état. — Convocation des premiers états-généraux. — Permanence des parlemens. — Assemblée des États sous le roi Jean. — Révolution de 1358. — Les *Jacqueries*. — Traité de Breigny.

(987 — 1358.)

PENDANT les deux premières races, le partage du royaume entre les enfans, à la mort du roi leur père, avait constamment déchiré et failli perdre l'Etat; pour prévenir les inconvéniens d'un vice aussi funeste, Hugues Capet décida que la couronne appartiendrait au fils aîné, à la manière des *terres saliques*, qui ne pouvaient être transmises qu'à ceux qui faisaient profession des armes. Voilà pourquoi les femmes n'étaient point habiles à hériter de ces propriétés. Cette coutume s'identifia si bien avec nos mœurs, qu'aujourd'hui elle est plus forte que la loi même, ayant été gravée, dit Jérôme Bignon, non

sur du marbre ou de l'airain, mais dans le cœur des Français. Ce fut pour éviter d'horribles convulsions que cette hérédité, consacrée par une longue habitude, devint le premier point constitutif de notre ancienne monarchie.

Alors le droit de primogéniture, avantageux pour la stabilité du trône, s'introduisit dans les familles, depuis les plus hautes classes jusqu'aux dernières, et devint un acte injuste, nuisible aux intérêts sociaux et au droit naturel. Pour assurer l'hérédité de la dynastie nouvelle, les six premiers rois de la troisième race, avec le consentement du parlement, furent sacrés et couronnés du vivant de leur père¹. Les peuples avaient eu tant à souffrir des querelles engendrées par les princes qui se disputaient les plus belles portions du royaume, qu'ils applaudirent à cette disposition. Les grands aussi, convaincus des avantages de ce système pour leur propre héritage, l'adoptèrent, quoique l'établissement d'un roi en survivance leur enlevât pour toujours l'exercice de leur droit électif.

A l'usage dangereux de diviser le royaume en autant de parties qu'il y avait d'héritiers, en succéda un autre, qui fit presque retomber dans le vice qu'on avait voulu prévenir. En abolissant l'égalité de partage entre tous les enfans, pour les indemniser de la suppression de leurs droits, on leur donna en

¹ PASQUIER, (*Recherches sur la France*, par).

apanage des provinces érigées en comtés ou en duchés. De là naquit cette foule d'Etats libres, qu'on vit s'élever dans l'intervalle du neuvième au onzième siècle¹. Souvent aussi les rois disposèrent en faveur de leurs filles de villes qu'elles portèrent en dot à leurs maris; l'usage répété de ces dons sous chaque règne diminuait le royaume et l'affaiblissait progressivement. Dans tous ces changemens les peuples n'en étaient pas plus heureux. Ils ne faisaient que changer de maîtres.

Jusqu'alors la nation avait patiemment supporté le joug de la féodalité, et s'était résignée au froissement de l'action et de la réaction des grands qui, se disputant le pouvoir, étaient très-indépendans à l'égard du trône; durant plusieurs siècles, le clergé et la noblesse gouvernèrent la France, et ils s'en acquittèrent de manière qu'on ne peut lire l'histoire de ces temps déplorables sans horreur et sans dégoût, sans plaindre souvent les rois et toujours les peuples. Enfin, le vénérable Suger, abbé de Saint-Denis, et ministre de Louis VI, dit le Gros, après avoir mérité son élévation par ses mœurs et ses vertus, apprit à ce monarque qu'il était roi de toute la nation française, et non d'une ou de deux classes privilégiées, et que, moins il y aurait d'esclaves, plus il aurait de sujets.

Les grands vassaux, rivaux du trône, et les petits

¹ THIERRY (*Lettre IX^e sur l'Histoire de France*, par), p. 155.

vassaux, leurs tributaires, faisaient éprouver aux habitants de leurs domaines des violences et des persécutions qu'ils regardaient comme un droit seigneurial. Cette tyrannie avait contraint les hommes libres et les habitants des campagnes à se réfugier dans des villes et à y transporter la partie mobile de leurs propriétés, pour la soustraire à la rapacité des gens de guerre, formés dans diverses parties de la France du rebut de la nation. Ces mercenaires se vendaient au plus offrant, et lorsque personne ne se présentait pour les acheter, ils faisaient la guerre pour leur propre compte, s'emparaient des tours et des châteaux, attaquaient les petits seigneurs, les rançonnaient, et levaient des contributions dans les campagnes et les villages ouverts.

Louis-le-Gros offrit asile à tous ceux qui vinrent se réfugier dans les villes du royaume; pour fixer le sort des habitants, ils furent affranchis, et les communes fondées constitutionnellement¹, c'est-à-dire qu'il rendit le droit de cité aux anciennes villes de province du temps des empereurs romains, et qui avaient eu le malheur de devenir des villes seigneuriales². C'était le rétablissement des *municipes* gauloises, véritables modèles pour les sociétés civilisées. On doit les considérer comme le berceau d'où sont sorties toutes nos immunités, car le droit des

¹ THOURET (*Observ. sur l'Hist. de France*, par), p. 143.

² DUBOS (*Hist. crit. de l'établiss. de la Monarchie*, par), liv. VI, ch. II.

communes devait un jour fonder le droit constitutif de tout le royaume. Alors le nom de *bourgeois* devint non seulement un titre de liberté, mais encore un titre d'honneur, car il exprimait la franchise personnelle et la participation au pouvoir municipal ¹. Ainsi le roi, qui auparavant n'avait qu'un territoire et des soldats, bientôt après eut des sujets, et leur donna une patrie ². Honneur à la mémoire de Louis et de Suger ; c'est eux qui, dans notre histoire, mériteront les premiers les noms de restaurateurs de la liberté française et de bienfaiteurs de l'humanité.

Ces affranchissemens auraient fait passer dans les domaines du roi toute la population serve des domaines des grands vassaux, si ceux-ci ne s'étaient hâtés de concéder les mêmes avantages aux serfs qui se retiraient dans leurs villes. A l'exemple du roi, ils accordèrent dans leurs terres le droit de commune, et se procurèrent des sommes considérables en vendant des chartes d'affranchissement ³. Ces chartes formèrent une partie de la coutume des provinces ⁴. Sans abolir la féodalité, elles en firent disparaître les effets les plus barbares et les plus oppressifs ; les agglomérations d'individus s'étant multipliées, les campagnes furent mieux cultivées ; le paysan, maître

¹ THIERRY (*Lettre XXV^e sur l'Hist. de France*, par), p. 532.

² MARTIGNAC (*Préamb. du Projet de loi de l'Admin. municip.*, par), session de 1829.

³ THOURET (*Observ. sur l'Hist. de France*, par), p. 132.

⁴ MONTESQUIEU (*Esprit des Lois*, par), t. II, ch. XLV.

de son industrie, prit à *ferme* ou à *cens* ces mêmes terres qu'auparavant il faisait valoir au seul profit d'un autre.

Le nombre des villes libres ayant augmenté avec celui des hommes affranchis, plusieurs d'entre elles, après avoir acquis la liberté, en refusant soumission aux seigneurs, qui la leur disputaient, s'administrèrent elles-mêmes comme de petites républiques; les habitants fédérés entre eux juraient de se soutenir les uns les autres, et de ne plus souffrir qu'on les traitât désormais en esclaves. Le mot de *fédéré* renfermait alors les idées de devoir, de fidélité et de dévouement réciproques, exprimées dans l'antiquité par le mot de *citoyen*¹. Cette vénération pour le souvenir de la grandeur romaine fit qu'ils donnèrent à leurs magistrats le nom de *consuls*.

Les hommes libres réunis dans les villes, s'étant soustraits aux violences des seigneurs par l'organisation des administrations municipales, et surtout par les corporations érigées en compagnies, acquirent ce qui auparavant établissait les droits des princes, des nobles et du clergé, la force. Dès que ces corps constitués connurent la liberté, ils en devinrent très-jaloux, firent valoir leurs prérogatives naissantes, et les accrurent sous la protection du monarque, qui, fort de leur appui, les opposa à tous ses vassaux. Ces sujets immédiats du roi

¹ THIERRY (*Lettre XIII^e sur l'Hist. de France*, par), p. 258.

jouissaient d'un sort plus heureux que les sujets des grands fiefs. Cette comparaison faisait sentir aux peuples que plus ils se rapprochaient de l'unité monarchique, plus ils jouissaient de cette sage liberté qu'un pouvoir paternel a toujours intérêt à défendre.

L'autorité royale, servie par des hommes qui n'étaient plus esclaves, fut à son tour émerveillée de la différence de service; en voyant les heureux fruits qu'elle retirait de ses mesures libérales, elle ne borna point là ses bienfaits envers le peuple; elle envoya dans les provinces des commissaires royaux chargés d'examiner la conduite des seigneurs, la condition des hommes libres, et d'en recueillir les plaintes. Les citoyens, afin de donner plus de durée à cette autorité tutélaire, qui ne les protégeait que par intervalles, demandèrent et obtinrent du roi l'établissement de commissaires résidans, sous les auspices desquels ils s'assemblèrent pour discuter les intérêts communs et prendre les mesures qu'ils jugeaient être utiles. Ainsi le *tiers-état*, après une faible apparition sous le règne magnanime de Charlemagne, commença à se constituer, et se prépara à jouer par la suite un grand rôle dans les assemblées générales de la nation. Chaque province chérissait ses privilèges : ne pouvant les conserver que par la protection du monarque, l'amour pour sa personne devenait en elles un sentiment aussi vif que celui de leur propre conser-

vation¹. De là naquit l'esprit national qui consistait à tout sacrifier pour son roi; étant le vrai protecteur de l'Etat, aimer son roi, c'était aimer sa patrie. Le savoir ayant affranchi le peuple, il devint un titre à la noblesse; et si, depuis, le Français n'a cessé de conserver une forte tendance pour les prétentions nobiliaires, c'est par le désir de faire croire à l'ancienneté de son éducation.

Philippe-Auguste rendit son règne brillant de gloire militaire et de force royale. Sous lui les princes commencèrent à se servir de *gens d'armes* pour les garder, et le roi fut assez riche pour entretenir une armée sans le secours de ses vassaux. Pénétré de sa dignité, il accrut sa puissance par une grande augmentation de territoire. Il donna au royaume la plus belle, la plus riche de ses provinces, en enlevant la Normandie à Jean-sans-Terre; il réunit aussi à la couronne l'Artois, le Maine, la Touraine, le Poitou et l'Auvergne. Alors la partie méridionale de l'ancienne Gaule jouissait d'une grande prospérité; cette patrie de la civilisation avait offert un asile contre les barbares, et cinq siècles après la conquête elle n'avait rien perdu de ses richesses et de son goût pour les arts. Les habitans s'étaient créé une seconde langue romaine, aussi polie et peut-être plus poétique que la première *.

¹ TAILLANDIER (*Des Causes de la Révolut. franç.*, par), p. 6 et 7.

² Jusqu'au neuvième siècle, le langage de la cour de France avait

La guerre contre les Albigeois fournit à Philippe-Auguste l'occasion de s'immiscer dans les affaires du midi : ce fut une croisade contre la liberté des consciences, et le fameux comte de Montfort, qui le premier l'entreprit, donna le dangereux exemple des guerres civiles et religieuses qui pendant si longtemps désolèrent l'Europe ¹. Cette guerre eut des suites politiques immenses; elle éteignit les premières lueurs de philosophie propres à contenir l'ambition papale, et Philippe en retira le grand avantage de réunir pour toujours la *Gaule romaine* à la *Gaule franque*²; il donna ainsi au royaume de France cette vaste enceinte de contrées qu'embrassent deux mers opposées. La puissance du roi fit décliner celle des seigneurs; Philippe-Auguste en profita pour faire rendre contre chacun d'eux les arrêts les plus favorables à son autorité. La cour des pairs, formant le conseil et l'appui de la couronne sous ce règne, se montra avec éclat. Le roi y fit entrer ses chambellans, son chancelier et son connétable.

Vainement la reine Blanche, veuve de Louis VIII, voulut faire de son mari un grand prince; comme régente elle fut plus heureuse, en portant sur son fils ses vues magnanimes. Femme pour le sexe,

été tudesque, c'était ce qu'on appelait *parler français*; la langue actuelle tire son origine de la langue *romance*.

¹ FERRAND (*Esprit de l'Histoire*, par), t. III, p. 8. — BEUGNOT (*Essai sur les Institut. de saint Louis*, par Arthur), p. 96.

² THIERRY (*Lettre IX^e sur l'Hist. de France*, par), p. 168.

homme pour le génie, cette Sémiramis française ouvrit la minorité de Louis IX par une convocation de l'assemblée de la nation, d'abord à Tours, ensuite à Vendôme (1226). On contestait à la reine, non pas la tutelle de son fils, mais la régence. Pour se soustraire aux injustes prétentions de plusieurs seigneurs, elle se retira dans le château de Montlhéry, d'où les communes vinrent délivrer le jeune roi; c'est ainsi que le descendant de Louis-le-Gros reçut la récompense des institutions bienfaisantes de son aïeul. Ce roi qui, par sa piété, prit, sous le nom de saint Louis, un rang si élevé dans notre histoire, ajouta l'empire de la sagesse et des vertus à celui de la politique et des armes; ses qualités dominantes furent la justice et la valeur. Quoiqu'il tint ses assises sous un arbre à Vincennes, il ne jugeait pas pour cela les affaires contentieuses de ses Etats; ses décisions étaient moins des lois que des exemples à suivre. Sous lui Paris commença à avoir une police, et tous les marchands et artisans furent placés en corps de communauté. Enfin, depuis son règne jusqu'à nos jours, nos pères, dans leurs malheurs, pour se soustraire aux vexations de tous les abus de pouvoirs, ne cessèrent d'invoquer les établissemens de saint Louis¹.

Ce prince obligea chacun à prouver son droit par des écrits, des témoins, et par le raisonnement; sous

¹ MAURY (*Panegyrique de saint Louis*, par l'abbé).

lui tout accusé obtint un défenseur. Il voulut aussi que les jugemens de cours seigneuriales fussent soumis à sa révision¹. Par-là il acquit la souveraineté judiciaire. Alors le conseil, qui, sous le nom de *Placita*, l'avait toujours accompagné, fut en définitive appelé *parlement*, à cause des débats qu'entraînaient l'examen et la décision des affaires. Là furent portées toutes les causes des vassaux. Les rapporteurs étaient appelés *conseillers* ou *maîtres de requêtes*. Cette cour, occupée de la discussion des formes et du fond de la procédure, fut obligée d'appeler dans son sein des gens de loi; on les admit d'abord comme clercs, comme subalternes; bientôt, par leur instruction, ils acquirent la prépondérance, et presque l'entrée exclusive. A la faveur de cette belle institution, saint Louis abolit l'absurde coutume des duels judiciaires; il donna des lois à ses domaines, et y créa quatre grands bailliages*, pour rendre la justice à ses vassaux². Bientôt ces utiles établissemens se propagèrent; toute la France en demanda: à mesure que le peuple brisait ses chaînes, il voulait que la justice fondât sa liberté. Ce changement fut un coup mortel pour la puissance des seigneurs, dont le pou-

¹ BEAUMANOIR (*Etablissemens de saint Louis*, par), liv. II, ch. xv et ch. Lxi.

* Sens, Mâcon, Saint-Pierre-le-Moutiers: le quatrième bailliage était dans le Vermandois.

² BEAUMANOIR (*Etablissemens de saint Louis*, par), liv. 1^{er}, ch. i, ii et iii. — LAURIÈRE (*Ordonnance de Philippe-Auguste*, par). — MABLY (*Observ. sur l'Hist. de France*, par).

voir consistait dans l'indépendance de leur justice¹; aussi trouve-t-on dans les ordonnances de ce grand roi les premiers principes d'un système de gouvernement qui affaiblissait la féodalité et favorisait l'indépendance des communes; leur constitution ébauchée devint l'élément le plus fécond de notre prospérité nationale.

On ne saurait trop déplorer la cruauté de Louis IX pour de prétendus blasphèmes; la continuation du massacre des Albigeois, et ce zèle mal entendu de vouloir à tout prix délivrer la Terre-Sainte; néanmoins, gardons-nous de faire tomber sur lui seul des reproches dont les mœurs et les préjugés contemporains méritent tout le blâme. Les lois sévères qu'on lui attribue, et surtout celle qui institua en France le tribunal de l'inquisition, remontent à sa minorité². Ce prince, loin d'être l'esclave des papes, sut discerner les bornes de la juridiction spirituelle et la nécessité d'en réprimer les abus, au point que, devant son siècle, il fit dans des temps d'ignorance ce que n'ont osé faire ses successeurs dans les temps les plus éclairés.

Le clergé français prétendait être exempt de la juridiction du saint-siège en divers cas, et cette exemption était ce qu'on appelle aujourd'hui *les libertés de l'Eglise gallicane*. L'histoire n'en fait men-

¹ THOURET (*Observ. sur l'Hist. de France*, par), p. 139.

² BEUGNOT (*Essai sur les Instit. de saint Louis*, par Arthur), p. 97.

tion qu'à partir de ce règne; cependant plusieurs actes antérieurs attestent qu'elles doivent être beaucoup plus anciennes¹. Quoi qu'il en soit, la célèbre *pragmatique-sanction* de saint Louis, qui depuis a toujours été la base des libertés de notre Eglise, défendit de lever dans ses Etats les décimes exigés par les papes²; elle voulut qu'on maintint la possession des collateurs de bénéfices, et que tous les différens en cette matière fussent réglés par le droit commun. Enfin, elle forçait les évêques, par la saisie de leur temporel, à ne plus abuser de ces interdits dangereux qu'on prodiguait alors sans mesure³.

Louis IX se montra non moins sage dans la guerre du sacerdoce avec l'Empire; il ne partagea point les fureurs de Grégoire IX contre l'empereur Frédéric II, quoiqu'il lui eût offert pour son frère la couronne impériale: rien ne put ébranler la fermeté du saint roi; son esprit de modération s'opposa à faire rentrer dans sa famille une couronne dont elle avait été injustement dépouillée, et jamais il ne voulut profiter de ces excommunications révoltantes par lesquelles les pontifes abusaient du nom d'un Dieu

¹ W. Roscœ (*Vie de Léon X*, par), t. III, p. 62.

² Les exactions intolérables par lesquelles la cour de Rome a misérablement appauvri le royaume, disait saint Louis, cesseront d'avoir lieu, si ce n'est pour d'urgentes nécessités, et du consentement du roi et de l'Eglise gallicane. (FLEURY, *Hist. eccl.*, liv. LXXXII, § 28.)

³ MILLOT (*Abrégé de l'Hist. de France*, par), t. 1^{er}, p. 292.

de paix pour troubler les Etats et nuire autant à l'Eglise elle-même qu'à la société, dont ils auraient dû maintenir l'harmonie. Charlemagne avait su également distinguer l'autorité spirituelle du pouvoir temporel, et prouver que dans un souverain la solide piété doit être éclairée. Aussi les deux grands monarques français que la cour de Rome a mis au rang des saints sont les vrais auteurs des salutaires réformes qui donnèrent à l'Eglise gallicane le respect et la dignité dont elle jouit. En fondant sa liberté, ils fondèrent avec la société civile l'honneur du clergé français, honneur dont il ne cessera de se montrer jaloux que lorsqu'il aura perdu avec l'esprit national son ancien éclat et ses antiques vertus¹.

Les désastres amenés par les croisades, la mort d'une multitude de vassaux et de seigneurs, la détresse de ceux qui, échappés à tant de dangers, revenaient dans leur pays misérables et ruinés, permirent à Philippe III, dit le Hardi, de gouverner sans opposition; une partie de la masse du peuple si longtemps asservie, devenue propriétaire des terres que les nobles avaient été forcés de vendre sous le titre d'alleux ou de francs-fiefs²*, agrandit la classe du

¹ BEUGNOT (*Essai sur les Institutions de saint Louis*, par Arthur), p. 429.

² Ordonnance de Philippe-le-Hardi (an 1275).

* Néanmoins les nobles, pour prouver qu'ils étaient toujours seigneurs de la terre, ne la vendaient jamais sans imposer des servitudes ou des redevances féodales à perpétuité. Souvent même ils exigeaient à titre d'hommage une fleur, un fruit, ou une pièce de gibier.

tiers-état. Cette classe n'ayant de garantie pour la possession que l'autorité du roi, était intéressée à faire cause commune avec lui contre l'injustice des grands. Pour reconnaître le dévouement du tiers-état, Philippe introduisit l'anoblissement en faveur de la fortune, de l'industrie et de la science¹.

Quoique, depuis Louis IX, le parlement fût devenu un tribunal chargé de prononcer sur les appels portés à sa cour, il ne cessait pas pour cela de former le conseil du prince². Philippe IV, dit le Bel, voulut séparer des fonctions incompatibles : il confia l'administration de la justice à une réunion de juriconsultes qui conserva l'ancien nom de parlement, et dont la résidence fut fixée dans la capitale³. Les grands vassaux ou dignitaires formant l'ancienne cour des pairs continuèrent d'accompagner le monarque et d'être son conseil privé⁴. Par suite des vieux usages et des besoins nouveaux, il fut difficile de bien préciser les attributions de ces deux corps qui, quoique séparés, avaient besoin l'un de l'autre. Alors tout se traitait d'après les lois romaines, et leur connaissance exigeait une étude approfondie. Les grands, appelés à prononcer sur les affaires d'Etat,

¹ LEDIEU (*Dumouriez et la Révolution*, par), p. 129.

² BOULAINVILLIERS (*Sur l'ancien Gouvernement de France*, par), t. II, p. 40 à 52.

³ SALLIER (*Essai pour servir d'Introduction à l'Histoire de la Révolution de France*, par), p. 10.

⁴ PASQUIER (*Recherches sur la France*, par), p. 51. — FERRAND (*Esprit de l'Histoire*, par), t. III, p. 39.

furent forcés de recourir aux légistes, et pour ne pas faire aveu d'ignorance ils ne voulurent point se séparer des membres du parlement. La vanité de ceux-ci profita de ce rapprochement pour laisser croire qu'ils faisaient partie de la cour des pairs. Ce seul fait atteste les rapides progrès des prérogatives de la science.

L'institution de deux parlemens sédentaires, l'un à Paris et l'autre à Toulouse, fut le complément de l'organisation judiciaire donnée par Philippe-le-Bel. Ce prince, joignant beaucoup d'audace à une grande sagacité, rendit son règne un des plus remarquables de notre histoire. Il régla que chacun de ces parlemens aurait deux sessions, l'une à Pâques et l'autre à la Toussaint¹. Il créa aussi d'autres tribunaux inférieurs, comme *sénéchaussées* et *bailliages*, dont les décisions pouvaient être portées en appel devant le parlement, où dans les grandes occasions le prince siégeait lui-même.

La nouvelle manière de juger, comparée aux anciens duels judiciaires, fut trouvée si sage, si raisonnable, si avantageuse pour la sûreté des personnes et des biens, que les seigneurs ne tardèrent pas à l'introduire dans leurs domaines. Mais n'ayant ni la capacité ni les moyens de choisir les juges, ils laissèrent au roi la faculté de les nommer; et comme

¹ LA BOULINIÈRE (*Hist. polit. et civ. des trois premières Dynasties*, par), t. 1^{er}, p. 486.

leurs jugemens devaient être soumis à la censure royale, les magistrats, afin de conserver leurs places, négligèrent les intérêts des seigneurs et se firent un devoir d'accroître et de flatter l'autorité souveraine de laquelle ils dépendaient. S'appuyant sur les lois anciennes, ils soutenaient que le roi devait avoir en France le même pouvoir qu'avaient autrefois les empereurs dans Rome lorsqu'ils s'y furent rendus législateurs¹. Cette circonstance, jointe au droit d'appel mal interprété, a contribué à établir cette maxime : *toute justice émane du roi*, et a facilité aux monarques l'acquisition du pouvoir absolu. Le clergé, dans l'espérance de gagner à l'affaiblissement de la noblesse, travaillait aussi à accréditer la doctrine que l'autorité législative appartenait au roi. Ce rapprochement entre le trône et la partie éclairée de la nation s'opéra au détriment de la féodalité.

Philippe-le-Bel établit d'autres parlemens dans les grands fiefs qu'il avait réunis à la couronne², et ils subsistèrent sous les princes à qui ces fiefs furent donnés en apanage. Érigés en cours souveraines, ils ne tardèrent pas à réclamer et à usurper toute l'étendue des droits que s'arrogeait le parlement de Paris. Ce dernier cependant conserva toujours la suprématie que lui donnait sa proximité du trône. C'est lui qui nous empêcha d'être démembrés comme

¹ THOURET (*Observations sur l'Hist. de France*, par), p. 183.

² MONTESQUIEU (*Esprit des Loix*, par), t. II, ch. XXXIX.

l'Allemagne, l'Italie, et qui maintint le royaume en son entier. Administrateur suprême de la justice, il prononçait sur tous les cas qu'on lui renvoyait par appel des cours des barons. Lorsque les règles et les principes de ses jugemens eurent acquis de la consistance et de la régularité, on s'accoutuma à considérer ce corps comme un sanctuaire suprême de justice, et ses arrêts furent reçus avec un tel respect que la puissance royale aurait craint de les attaquer ou de les violer. Souvent même les rois consultèrent le parlement sur les affaires les plus épineuses de l'administration, et réglèrent leur conduite sur son avis, soit pour déclarer la guerre, soit pour faire la paix.

Pendant les croisades, l'absence du roi et des grands vassaux laissait réellement l'autorité dans les mains de ce corps judiciaire : jaloux de ses prérogatives, et utilisant la considération attachée au savoir et à l'expérience, il ne se borna plus au simple examen des affaires contentieuses ; son ambition allait le rendre rival de la puissance souveraine. De juges les magistrats devinrent législateurs, et l'on commença à distinguer deux sortes de noblesse, celle de robe et celle d'épée. Les pairs de France n'ayant plus rien de commun avec ces anciens barons qui citaient les rois à leur tribunal, ne prirent séance au parlement que dans les occasions éclatantes, quand le roi l'ordonnait. Pour les flatter et plus encore pour s'associer à leur illustration, les conseillers au par-

lement les admettaient à partager leur autorité ; mais sous prétexte de les soulager du poids des affaires publiques, ils absorbèrent si bien leur éclatante dignité, que l'ancienne pairie ne devint plus qu'un titre honorifique, une distinction frivole.

Pour enrichir son trésor qu'avaient épuisé ses prodigalités et les guerres de Flandre, Philippe-le-Bel altéra les monnaies (1294) au point qu'on le surnomma le *faux monnayeur*. Cette mesure odieuse amena un changement favorable au trône. Lorsque Philippe eut diminué le titre des espèces, les grands feudataires furent forcés de suivre son exemple ; le peuple murmura, se plaignit : le roi promit de retirer les mauvaises espèces, et rejeta sur les grands l'odieux d'une manœuvre que lui-même avait nécessité. A la faveur de cette accusation, il s'assura l'amour de ses sujets, et défendit aux seigneurs et au clergé de faire battre monnaie. Ce droit, qu'il se réserva exclusivement, le rendit maître de ses vassaux ; car, s'ils voulaient lui faire la guerre, il resserrait l'argent, en augmentait le prix, et réduisait ainsi ses ennemis à une grande pauvreté. En vendant des patentes et des charges aux nouveaux nobles, il excitait la jalousie des anciens ; mais son pouvoir grandissait au milieu de la discorde survenue entre la noblesse ancienne et la noblesse nouvelle. Toutes les terres qu'il leur enlevait furent soumises à son autorité, et il en perçut les droits de franc-fief, comme si elles relevaient de

lui¹. Enfin il entraîna la décadence du pouvoir féodal au point que quelques années après, beaucoup de seigneurs furent forcés de le reconnaître pour leur souverain².

Mais un moyen encore plus puissant qu'employa ce prince pour se concilier l'attachement des peuples, et surtout pour se procurer l'argent nécessaire aux besoins de l'Etat, fut de donner une déclaration de nos droits, qu'il a plu aux historiens d'appeler une *charte* une *concession*, et par laquelle il convoqua séparément les Etats des provinces méridionales, et ceux des provinces septentrionales sous les noms de *Langue d'Oc* et de *Langue d'Oïl*. Ces assemblées se formèrent de la réunion des députés de la noblesse, du clergé, et des représentans des villes qui avaient été établies en communauté, ce qui forma les *trois ordres* comprenant la nation française^{3 4}.

Alors, et pour la première fois, le tiers-état, si long-temps opprimé et si complètement oublié, malgré les belles institutions de Charlemagne et de

¹ LABOULBIFIÈRE (*Hist. polit. et civ. des trois premières Dynasties françaises*, par), t. 1^{er}, p. 488.

² THOURET (*Observat. sur l'Hist. de France*, par), p. 158.

³ PASQUIER (*Recherches sur la France*, par), liv. XI, p. 81 et 87, édition de 1633.

⁴ BOULAINVILLIERS, grand partisan de la féodalité, en parlant de cette fusion, s'écrie : *Dès lors tout fut perdu*. Son ouvrage et celui de l'abbé Dubos semblent être une conjuration l'un contre le tiers-état, l'autre contre la noblesse ; cette observation de Montesquieu rappelle le précepte d'Ovide, *inter utrumque tene*.

Louis-le-Gros, fut enfin compté pour quelque chose; un nouveau droit public se forma en France, et la maxime que nul impôt ne pouvait être levé sans la volonté nationale, devint un principe fondamental de notre monarchie. De là le système représentatif, qui, comme on le voit, est une production du gouvernement féodal perfectionné¹. Il est donc conséquent d'en déduire que l'adoption de ce système était un retour aux formes anciennes, car de tous temps les intérêts de la nation ont été représentés. Sous la première race c'étaient les *Champs-de-Mars*; sous la deuxième les *assemblées nationales*, instituées par Charlemagne; et sous la troisième, où le peuple fut moins opprimé, il eut le droit de faire entendre sa voix dans de nouvelles *assemblées générales*, moins incomplètes, où les trois ordres étaient réunis, et qui, pour cela, prirent le nom d'*états-généraux*. Tous les peuples soumis au gouvernement d'un seul jouissaient dans l'origine des mêmes prérogatives. Les cortès et les diètes germaniques sont les restes salutaires de ces institutions primitives²; ces imposantes assemblées représentatives, en mitigant les vices de l'hérédité et du pouvoir absolu, assurèrent l'indépendance de l'Espagne et du corps germanique. Malheureusement les monarques français, jaloux d'une autorité qu'ils avaient affranchie de

¹ DE MAISTRE (*Considérations sur la France*, par), p. 47.

² MONTGAILLARD (*Histoire de France*, par), t. I, p. 411.

toute entrave, redoutaient la réunion des trois ordres, qu'un moment d'effervescence pouvait tout à coup transformer en représentation nationale ¹.

La nation fut si touchée des bienfaits de ce roi, que, quoiqu'il ait été un des moins justes, elle s'en montra reconnaissante jusqu'à la prodigalité. Elle lui offrit avec un entier abandon son sang et son argent. Après la malheureuse bataille de Courtrai (1296), pendant que les seigneurs refusaient à Philippe-le-Bel les subsides et les services militaires, il obtint par acclamation la taxe la plus énorme qui eût encore été perçue, celle d'un cinquième de tous les revenus, et du centième de la valeur des meubles. Mais ses ministres en abusèrent au point de violenter le peuple, qui volontairement s'était imposé. Au reste, le jugement des Templiers et la continuelle altération des monnaies, ces deux taches du règne de Philippe-le-Bel, seront effacées par l'institution qui rendit ses droits à la classe la plus utile de la société; bienfait immense pour ces temps où les préjugés exerçaient leur fatal empire, et où le pouvoir des papes allait tout envahir.

Boniface VIII venait de mettre le royaume en interdit, pour punir Philippe d'avoir voulu faire exécuter la pragmatique-sanction *, et, sans l'amour de

¹ PAGANEL (*Essai histor. et crit. sur la Révolut. franç.*, par), t. I, p. 31.

* « La collation des bénéfices et des prébendes ne te concerne aucu-

la nation, dont il écoutait les vœux et respectait les droits, jamais ce prince n'aurait pu conserver son autorité. Dans cette cruelle extrémité il consulta la nation, en convoquant les états-généraux (1303). Touchés de cette confiance, ils mirent la couronne à l'abri des entreprises de Rome¹, entreprises d'autant plus dangereuses qu'elles étaient favorisées par les grands vassaux, et que le concile de Latran, en conférant aux dominicains les pouvoirs de l'inquisition, donna aux moines le droit d'exercer les mesures les plus cruelles contre ceux que l'ignorance et le fanatisme accusaient d'hérésie. A cette époque le besoin d'indépendance était si peu senti par le peuple, qu'on doit vénérer la mémoire des princes qui, de leur propre inspiration, au travers des siècles d'ignorance, travaillèrent à son affranchissement

Louis X (le Hutin) ne continua point le règne glorieux de son père; il ne l'imita que dans ses dissipations. Pour obtenir de l'argent, il mit tout à prix, les affranchissemens, les anoblissemens, et tous les emplois administratifs et judiciaires. Violant la loi fondamentale donnée par son père, il envoya des commissaires dans les provinces avec des instructions secrètes pour ravir d'une manière arbitraire la sub-

nement, lui écrivit le pape; et si tu es quelquefois chargé de garder ceux qui vaquent, tu dois en réserver les fruits aux successeurs des titulaires. Nous déclarons hérétiques ceux qui pensent autrement. »

¹ SALLIER (*Essais pour servir d'Introduction à l'Hist. de la Révolution française*, par), p. 9.

stance des peuples. Mais les conseillers du trône, plus sages que le prince, s'attachèrent à consoler la nation, accablée par tant d'exactions. Ils firent déclarer que la nature avait fait les hommes libres, que le royaume, étant appelé le royaume des Francs, les sujets du roi devaient l'être en réalité, et que les affranchissemens dans toute l'étendue du royaume seraient accordés à des conditions justes et modérées ¹. L'ordonnance de Philippe-le-Bel, portant que *les rois de France ne pourraient lever aucun subside sans le libre consentement des trois ordres*, fut renouvelée. Cette loi fondamentale aurait prévenu de grands malheurs, si bientôt après elle n'était tombée en désuétude.

Le parlement ayant cessé d'être ambulatoire, Philippe V, surnommé le Long, fixa le nombre des conseillers et leur partagea les affaires. Il établit des capitaineries pour commander la milice bourgeoise; les fonctions de baillis royaux furent réduites à celles de juges ². Sous ce règne il y eut un grand nombre d'affranchissemens, et une infinité de familles enrichies par l'industrie acquirent des fiefs ou achetèrent la noblesse. La mémoire de ce prince, trop tôt enlevé à l'amour de ses sujets, doit être d'autant plus vénérée par les Français, que son frère, élevé au

¹ *Ordonnances des Rois*, t. I^{er}, p. 583, 635.

² De là a pris naissance l'institution importante et paternelle des juges de paix.

trône sous le nom de Charles-le-Bel, non content de remplir ses coffres à la manière de Louis X, détruisit le bel ouvrage de saint Louis, en accordant aux papes les décimes qui pendant si long-temps rendirent la France tributaire de la cour de Rome.

Il restait encore quatre grands vassaux, les ducs de Bourgogne, d'Aquitaine, de Bretagne et de Flandre, lorsque la branche aînée des Capets s'éteignit en la personne de Charles-le-Bel. La couronne devait passer à la branche des Valois ; Philippe, qui en était le chef, se préparait à se faire couronner, quand Edouard III, roi d'Angleterre, malgré l'acte qui excluait les femmes de la succession au trône de France, y prétendit en qualité de fils d'Isabelle, sœur du monarque défunt. Philippe de Valois l'emporta (1328), au jugement d'une assemblée composée des trois ordres ¹. Cette assemblée débouta Edouard de ses prétentions au trône, moins encore pour se conformer à la loi salique, qui, dans le fond, n'était pas constitutive ²*, mais pour cela seul qu'il n'était pas Français. On répondit même à ses ambassadeurs, qu'en supposant l'extinction de la branche régnante, *la nation était rentrée dans son droit originairé à l'élection de son roi.*

¹ LEDIEU (*Dumouriez et la Révolution*, par), p. 141.

² *Opinion de Jérôme Bignon*, énoncée au commencement du chapitre III.

* La couronne étant considérée comme un grand fief, on suivait l'esprit de cette loi, pour faire de sa succession héréditaire de mâle en mâle une loi fondamentale.

Il fallait cette union du monarque avec la masse de la nation pour faire triompher Philippe VI de la ligue formidable que l'Angleterre allait former contre lui. Cet accord dura peu ; l'impôt de la gabelle, des rigueurs injustes et des prodigalités excessives enlevèrent au roi l'amour des Français, dont il ne méritait ni l'estime ni l'affection. Il restait donc isolé, pendant qu'Edouard portait le fer et la flamme au cœur de son empire. Entraîné par un danger si pressant, il surmonte ses craintes, assemble la noblesse et les communes qui lui étaient restées fidèles ; pour leur demander des secours. Ces communes, dans leur élan patriotique, répondirent à ses désirs ; mais les désastres de Crécy amenèrent une paix déshonorante. Pendant ce règne furent consommés les traités qui donnèrent le Dauphiné à la France sous la condition que l'héritier présomptif de la couronne prendrait à perpétuité le titre de *dauphin*.

La sévérité du roi Jean ; suivie de plusieurs actes de faiblesse, indispose les nobles ; ils se révoltent, et excitent les étrangers à tenter de nouvelles invasions. Jean, placé dans cette cruelle situation, ne pouvant pas même compter sur la fidélité de son fils Charles, que les grands avaient soulevé contre lui, se décida à convoquer les états-généraux de son royaume, pour leur demander des hommes et de l'argent. Cette assemblée (1355) fut remarquable en ce que le roi ayant particulièrement besoin du tiers-état, déclara que les trois ordres voteraient en commun,

et feraient également valoir leurs droits. La nation française, toujours sensible aux actes de justice nationale que lui rendaient ses rois, consentit à la levée d'hommes et d'argent nécessaire pour soutenir la lutte contre Edouard; on statua en même temps que personne, pas même les princes, ne serait exempt de la taxe à laquelle la nation se soumettait. Enfin, qu'il n'y aurait ni paix ni trêve sans la volonté des trois ordres, et que les vœux des deux premiers ne lieraient pas le troisième¹.

Ce fut donc là vraiment la première assemblée qui, soit par le mode de convocation, soit par l'importance de ses décisions, eut ce caractère de nationalité qui constitue les véritables états-généraux. Ses droits ne furent ni octroyés ni concédés, puisque les députés étaient libres de spécifier à quelles conditions ils consentiraient aux demandes de la couronne. Après avoir décidé sur le nombre des troupes et sur la quotité de l'impôt auquel tout le monde devait être soumis, l'assemblée se réserva la nomination des percepteurs, et trois de ses membres pris dans chaque ordre, sous le titre *d'élus*, devaient former pour chaque bailliage une commission permanente chargée de surveiller l'administration du roi, afin que dans l'intervalle des sessions il ne se fit rien de contraire aux décrets de l'assemblée². Ces

¹ Ordonnance de 1355.

² THOURET (*Observat. sur l'Histoire de France*, par), p. 175-180.

sages dispositions contenaient une charte entière que la nation faisait avec son roi, sans déroger à la constitution fondamentale de l'Etat.

Le haut clergé, dans toutes les villes où il possédait l'autorité temporelle et la juridiction féodale, opposa une violente résistance à l'affranchissement des communes; cependant de son côté il avait des devoirs à remplir envers le trône : forcé de les accomplir, il voulut séparer ses intérêts de ceux de la nation; il traita en particulier avec le roi, mais il ne consentit à fournir une part modique des impôts qu'à condition qu'on lui permettrait de dire que c'était volontairement, et qu'on donnerait à sa rétribution le nom de *don gratuit*. C'est par ces prétentions orgueilleuses et le désir de vouloir toujours s'affranchir des lois communes, que le clergé s'est attiré l'inimitié des peuples et souvent même celle des rois.

L'issue malheureuse de la bataille de Poitiers (septembre 1356) livra le roi aux Anglais. L'Etat était alors dans une telle anarchie, que cette défaite n'affecta personne. Tous les partis applaudissaient au désordre, dans l'espoir de profiter des malheurs de la patrie. Le dauphin Charles, échappé au combat, s'empare de la régence, et, au milieu de la consternation générale, il convoque les états-généraux. Mais les conditions imposées par la première assemblée ayant été violées, les membres du tiers-état en témoignent leur mécontentement. Après

avoir fait sortir de l'assemblée les commissaires du roi, qui voulaient en gêner les délibérations, ils s'élèvent contre les dilapidations, et rejettent tous les maux de l'Etat sur les courtisans; sans s'écarter de l'inviolabilité royale, ils accusent les ministres, et les déclarent seuls coupables. Le dauphin Charles, régent, sanctionna la décision des Etats par la fameuse ordonnance de 1356, dont presque tous les articles étaient conformes aux vœux des bons Français.

Mais bientôt le clergé troubla ces formes constitutives, et voulant faire de la liberté son domaine, il provoque l'anarchie. Mû par l'ambition et la haine, il crée des factions et soulève la populace; les paysans s'arment contre leurs seigneurs qu'ils accusent de toute sorte d'exactions, et surtout d'avoir lâchement abandonné leur roi. La révolte s'organise dans Paris, sous la présidence du prévôt des marchands, nommé Marcel, dirigé par Robert Lecocq, évêque de Laon; elle maîtrise les Etats, les tribunaux et les bourgeois; on pille, on assassine indistinctement; la royauté cesse d'être respectée, sa demeure est violée; on couvre le front du jeune prince d'un chaperon rouge et bleu, que le prévôt des marchands avait ordonné au peuple de porter en signe de ralliement*. Tout Paris fut plein de ces chapeaux, qui devinrent alors les coiffures à la mode.

* Les historiens ne sont pas d'accord sur les véritables couleurs de ce chaperon. Mézeray dit qu'il était rouge et vert; Anquetil le fait rouge

Le dauphin, jouet des séditeux et prisonnier de l'évêque de Laon, placé à la tête du conseil, tentait de vains efforts pour les calmer. Il innova dans les habitudes royales, jusqu'à faire une harangue au peuple pour lui rendre compte de sa conduite, et pour gagner son affection. Le peuple, inconstant et partagé dans son attachement, applaudissait, puis retournait à son magistrat, qu'il croyait bien intentionné¹. Enfin c'étaient chaque jour des scènes plus violentes les unes que les autres. Un ecclésiastique ayant tué le trésorier du dauphin, fut puni de mort. Au lieu d'approuver cet acte de justice, l'évêque de Paris réclama les privilèges de la cléricature. Le cadavre fut détaché du gibet, et l'on excommunia ceux qui avaient arraché l'assassin d'une église où il s'était réfugié. Un jacobin, parlant au nom de l'Université, dit insolemment au dauphin que s'il ne satisfaisait pas les chefs de la sédition, on prendrait d'autres mesures. « Vous n'avez pas tout dit », répond aussitôt un bénédictin, et il menaçait le prince avec encore plus d'insolence². Enfin le désordre était extrême et régnait dans tout le royaume. On reprochait au

et blanc ; Millot assure qu'il était rouge et bleu , et c'est plus probable , puisque c'étaient là les couleurs de la ville. Ce qu'il y a de certain , c'est qu'il avait été imaginé avec l'intention de former un signe de ralliement.

¹ MÉZERAY (*Histoire de France*, par), t. II, p. 405.

² MILLOT (*Abrégé de l'Hist. de France*, par), t. II, p. 401.

dauphin de refuser justice au peuple sur ses griefs, et principalement sur les ravages et cruautés des gens de guerre.

Dans ces temps malheureux les plus petites villes se fortifiaient, les villages même se fermaient de murailles contre les courses des pillards; la multitude de châteaux ne servait qu'à faire durer la guerre et saccager les campagnes par les brigands qui s'y tenaient enfermés. Il semblait que la noblesse et les gens d'armes tirassent vanité de la misère publique. Leur luxe prit naissance au milieu de cette désolation. Les gentilshommes, qui jusqu'à Philippe de Valois avaient été fort simples dans leur mise, choisirent cette époque pour se parer de perles et de pierreries; ils passaient le jour et les nuits à se livrer au jeu et à toute sorte de plaisirs. Pour faire face à leurs folles dépenses, ils *taillèrent haut et bas* leurs petits vassaux¹; ceux-ci, pour les satisfaire, étaient forcés de dépouiller le peuple que par dérision on appelait *Jacques bon-homme*².

Marcel, exaspéré par des violences aussi injustes, arme trois mille hommes de métiers qui tous portaient des chaperons rouge et bleu (1358). Il entre dans le palais où était le dauphin, et sous ses yeux fait massacrer les maréchaux de Champagne et de Normandie. Il force ensuite le prince, la commune

¹ BARANTE (*Des Communes et de l'Aristocratie*, par M. de), p. 27.

² MÉZERAY (*Histoire de France*, par), t. II, p. 400.

et le parlement à approuver cet attentat. Il envoie en même temps des agens aux principales villes du royaume, et les invite à se joindre à lui pour travailler à la réforme de l'Etat et aux libertés publiques¹. Ainsi s'écoulèrent les premières années de la captivité du roi ; la fureur et la vengeance des paysans s'exerçaient sur les châteaux ; ils pillèrent des villes et commirent une infinité de cruautés qu'ils appelaient des *jacqueries*, par allusion à la dénomination moqueuse qui leur avait été donnée.

Enfin la fatigue du crime et la mort violente des principaux agitateurs plongèrent la France dans une torpeur favorable aux négociations de paix avec l'Angleterre. Jean, après avoir refusé de faire hommage de sa couronne à Edouard, est réduit à apposer son nom et son sceau à l'infâme traité de Bretigny ; il cède à ce prince dix provinces, et lui donne le titre de roi de France. Charles V, voyant son père prisonnier et obligé de céder à des conditions humiliantes, eut la sagesse de convoquer les états-généraux pour les consulter. D'un accord unanime ils rejetèrent cet odieux traité, et malgré la misère publique ils votèrent de nouveaux secours pour continuer la guerre et obtenir une paix qui du moins n'entachait point l'honneur du monarque et celui de la nation.

Pendant que l'autorité royale croyait pouvoir

¹ MÉZERAY (*Histoire de France*, par), t. II, p. 406.

traiter et aliéner le territoire, la France faisait les plus grands sacrifices pour racheter son roi et sauver la dignité de la couronne. Remarquons aussi que durant cette révolution plusieurs lois fondamentales de l'Etat reçurent de graves atteintes ; néanmoins aucune ne fut entièrement détruite : lorsque le dauphin eut repris l'autorité, la sagesse et la fidélité des états-généraux n'eurent qu'à supprimer ce qui avait été fait d'illégal, et tout rentra dans l'ordre accoutumé.

Qu'on ne me reproche point de m'écarter de mon sujet ni de vouloir l'orner d'épisodes, dans l'intention de rapprocher des événemens si éloignés. Ces faits, malgré leur distance, offrent une analogie frappante avec ceux de notre temps, et prouvent que le désir d'indépendance n'est pas le produit nouveau des siècles éclairés. D'ailleurs ils sont curieux, et apprennent surtout à faire connaître l'esprit français dont nous devons étudier la marche progressive. Au reste, cette guerre civile est celle où l'on vit pour la première fois la classe infime de la société entrer en action et seconder la bourgeoisie de toute son énergie : sous le rapport anarchique, elle est l'histoire abrégée de celle à qui cet exposé doit servir d'introduction, et prouve que les mêmes fautes, commises sous le règne du roi Jean, devaient, plus de quatre cents ans après, reproduire dans des proportions plus grandes¹ les mêmes résultats avec des

¹ FERRAND (*Théories des Révolutions*, par), t. I^{er}, Introd., p. LIV.

circonstances semblables. Je m'attacherai souvent à présenter sous ce point de vue l'exemple du passé. C'est en l'étudiant ainsi qu'il dit aux ministres, d'une voix haute et forte, ce que les passions des hommes ont fait et ce qu'elles peuvent faire encore.

CHAPITRE IV.

Minorité orageuse de Charles VI. — Les *Maillotins*. — Les *Ecorcheurs*. — Réorganisation du royaume. — Assemblées de Bourges. — Lits de justice. — Assemblées provinciales. — Convocation des états-généraux à Tours. — Le cardinal d'Amboise. — Louis XII.

(1364 — 1515.)

CHARLES V, surnommé le Sage, éprouvé par les calamités d'une violente anarchie, avait l'habitude de gouverner, lorsqu'à la mort de son père il prit les rênes de l'Etat. La cause des malheurs publics lui était connue, et il chercha à les réparer. Décidé à reconquérir sur les Anglais les provinces distraites du royaume, il songea à donner une meilleure organisation à son armée. Les chefs de bandes avaient éteint les progrès de la *Jacquerie*. Mais, pour arrêter les excès d'un parti, il fallut tolérer les violences d'un autre, de sorte que la royauté ne souffrait guère moins de l'indiscipline des soldats qu'elle n'avait souffert de l'insubordination populaire. Le roi

changea le mode de recrutement, et ne voulut plus de ces corps formés par les chefs eux-mêmes; il choisit ses officiers, assura la solde et la permanence de l'armée.

Charles V avait obtenu des subsides par la confiance que ses actes inspirèrent. Fier de l'amour de son peuple, il proposa aux états-généraux de citer à son redoutable tribunal Edouard et son fils comme injustes détenteurs de plusieurs provinces. Cette démarche, quoique conforme au noble caractère de la nation, aurait paru insensée si elle n'eût été soutenue par le courage de ses guerriers et le dévouement des Français. A peine sorti d'une si grande crise, la prudence du roi entrevit le danger de trop multiplier les assemblées délibérantes; il recourut à son conseil, formé de prélats, de seigneurs et d'officiers municipaux des principales villes, dont le dévouement avait subi l'épreuve de la guerre civile. Edouard III, en politique habile, chercha à utiliser cette circonstance; pour gagner les parlemens, il leur fit entendre qu'ils étaient opprimés, et qu'il fallait convoquer les états-généraux pour rendre aux Français les libertés que Charles V leur avait ravies.

Sous ce règne on commença à se servir de l'artillerie : alors un nouveau système de guerre changea l'ordre des batailles. La sagesse et l'économie de Charles V accrurent les forces du royaume d'une manière prodigieuse. Il leva cinq armées et fit

construire trente-cinq vaisseaux de ligne. Il reprit sur les Anglais le Poitou, l'Aunis et la Saintonge, et, par la valeur de Duguesclin, il répara les désastres de Crécy et de Poitiers. L'histoire doit rendre hommage aux qualités que développa Charles dans des circonstances si difficiles. Protecteur des lettres, il créa l'établissement de la première bibliothèque publique, et fixa à quatorze ans la majorité des rois.

Sous la minorité de Charles VI, ses trois oncles se disputèrent le pouvoir. Leurs dissensions, les déprédations et les impôts qu'ils osèrent établir, excitèrent le mécontentement et la révolte. A la suite d'une paix humiliante, les états-généraux convoqués demandèrent l'abolition de tous les impôts établis depuis Philippe-le-Bel, alléguant qu'ils n'avaient été accordés que pour la guerre, et qu'ils devaient cesser avec elle. Leurs réclamations furent rejetées et les Etats dissous. Les princes régens voulurent suppléer aux lois par la force, et tout retomba dans l'anarchie. Des exactions, des violences, des vengeance cruelles et plus cruellement punies, provoquèrent l'insurrection dite des *maillotins*, et signalèrent cette première régence que les trois frères, quoique désunis, cherchaient à prolonger.

Indigné de tant de désordres, Charles VI s'affranchit enfin d'une odieuse tutelle, et gouverna par lui-même. Ses premiers actes tendirent à réformer les abus; mais il commit une faute irréparable en

donnant une force nouvelle à l'indépendance du parlement. Autrefois ses membres étaient nommés par le roi; ils obtinrent de s'élire eux-mêmes. Chargés en dernier ressort de l'administration de la justice et de l'application des lois, ils maintinrent avec force l'usage qui leur avait été transmis par les parlements nationaux de la seconde race¹, de faire transcrire et enregistrer les arrêts du monarque consentis par eux, et dont le chancelier conservait l'original. Le parlement put alors se considérer comme pouvoir législatif et pouvoir exécutif, puisque sa sanction ou son refus donnaient force de loi, ou mettaient obstacle aux volontés royales. De là naquit une opposition violente entre les ministres et les conseillers au parlement. Cette querelle allait être un des principaux ressorts de toutes les agitations qui, par la suite, troublèrent le royaume².

Les espérances que donnait ce règne furent bientôt déçues : soit crime, soit accident, l'intelligence du monarque l'abandonna (1392). Les partis du duc de Bourgogne et d'Orléans, jusqu'alors contenus, se disputèrent l'autorité; mais la constitution monarchique était si bien établie dans les mœurs de la nation, qu'elle préférait à l'usurpation le spectacle affligeant de la démence sur le trône. Paris devint le théâtre d'une effroyable anarchie; les bouchers,

¹ HINCMAR, *De Ordine Palatii*.

² THOURET (*Observ. sur l'Hist. de France*, par), p. 209.

réunis aux pelletiers, barbiers et chirurgiens, formèrent une ligue pour soutenir les droits du peuple et du duc de Bourgogne contre les Armagnacs; pour piller et tuer légalement son ennemi, il suffisait de dire : *c'est un Armagnac*¹! Les hommes capables et accoutumés au maniement des affaires furent obligés d'abandonner l'autorité aux gens du peuple, qu'ils appelèrent avec raison *les écorcheurs*. Ceux-ci, sous le prétexte d'établir des principes d'économie politique et administrative, demandèrent des états-généraux, et publièrent des constitutions. Mais toutes ces réformes, dictées par la turbulence et les passions populaires, n'engendrent que des calamités et surtout de violentes exactions contre les riches². Les Anglais, à la faveur de ces discordes, établirent en France leur insupportable domination; conduits par leur roi Henri V, ils s'emparèrent de la Normandie, et la fatale bataille d'Azincourt (1415) renouvela pour la France les malheureuses journées de Crécy et de Poitiers. Henri, maître de Rouen, ne tarda pas à faire son entrée dans Paris. La noblesse et le clergé s'empressèrent de rendre hommage à cet usurpateur.

Jusqu'alors les lits de justice avaient été des séances royales où la sagesse des rois venait consulter le parlement. Mais des princes perfides, voués à la fac-

¹ CAPEFIGUE (*Histoire constitut. et administ. de la France*, par).

² *Chronique de Saint Denis*, ad ann. 1413.

tion de Bourgogne, profitèrent de l'aliénation mentale de Charles VI pour le traîner au sein de l'assemblée, et là, en sa présence, ils firent promulguer leurs lois du *très-exprès commandement du roi*¹. C'est cette violence qui depuis donna naissance aux formes arbitraires qu'employait le despotisme pour contraindre l'autorité parlementaire à toutes les oppressions ministérielles. En vain le roi, dans un moment lucide, défendit aux magistrats de lui obéir si jamais ses officiers se présentaient en son nom pour arrêter le cours de la justice; en vain voulut-il faire effacer des registres du parlement les lois iniques qu'on lui avait arrachées par une fraude abominable, le mal n'était pas moins opéré, et ses successeurs n'éprouvèrent aucun remords d'en consacrer l'usage.

A l'avènement au trône de Charles VII (1422), les malheurs de l'Etat renaissent; aux guerres civiles se joignent les guerres étrangères: après quinze années de combats continuels, ce prince, à la suite d'événemens merveilleux, où l'on fit intervenir la puissance céleste, parvint enfin, avec le secours d'une chaste héroïne et celui de plusieurs généraux habiles, à rentrer victorieux dans Paris où Henri VI, son insolent compétiteur, venu des bords de la Tamise, avait osé se faire couronner. Mais à peine Charles VII eut-il reconquis sa capitale, que la ré-

¹ LE LABOUREUR (*Vie de Charles VI*, par), p. 901, édit. de 1665.

volte de ses grands vassaux lui remit les armes à la main, et lui présenta son fils pour premier adversaire. Cette félonie priva le tiers-état de son droit le plus précieux. L'impôt fut levé sans le consentement de la nation.

Le roi, malgré son indolence et son penchant pour les plaisirs, profita des momens de relâche que lui accordait la fatigue ou la soumission des rebelles, pour réorganiser l'administration du royaume. Les prétentions de l'Université et les abus de la justice devinrent tour à tour l'objet de ses méditations et de ses réformes. Sous le même règne les coutumes de chaque province furent recueillies et observées dans les tribunaux. Cette mesure, quoique sage et bien entendue dans les intérêts locaux, engendra une grande confusion dans notre législation lorsque ces provinces furent réunies sous un même maître.

Depuis saint Louis les libertés de notre Eglise étaient un sujet continuel de contestations avec la cour de Rome : les monarques français approuvaient naturellement une doctrine qui les affranchissait en certains cas du joug de la papauté, en soumettant à leur approbation la nomination aux bénéfices, et en supprimant le paiement des annates et autres droits exorbitans qu'exigeait le saint-siège; à la faveur de ces libertés, ils proscrivirent aussi la coutume scandaleuse de vendre les dignités ecclésiastiques du vivant même des titulaires. Les

choses en étaient à ce point lorsque le concile de Bâle publia plusieurs canons dans le but de mettre un terme aux abus révoltans qui s'étaient introduits dans la discipline religieuse ; mais les décisions de ce concile ne furent point sanctionnées par Eugène IV.

Charles VII, lésé dans une affaire à laquelle se rattachaient les prérogatives de sa couronne, la soumit à l'examen de ses docteurs en théologie. Cette assemblée du clergé se tint à Bourges (1438). Les légats présentèrent leurs canons : on les examina ; mais le clergé de France, se fondant sur les principaux décrets du concile de Bâle, qui venaient de limiter la puissance des papes, reproduisit la pragmatique de saint Louis avec des développemens plus étendus et des formes plus solennelles. Ce concile, où assistèrent le dauphin et les princes du sang, prit le titre de *pragmatique*¹, et décida de la supériorité des conciles sur le pape. En le reconnaissant pour chef de l'Eglise, l'assemblée ne le considéra point comme seigneur du monde entier pour les choses temporelles. Elle abolit les réserves, les annates, rétablit l'élection des évêques, arrêta l'abus des appels au pape, et fixa dans leur ordre respectif les intérêts de l'Etat et ceux du clergé. Toutes ces décisions si chères aux Français devaient détruire le

¹ GAILLARD (*Hist. de François I^{er}*, par), t. IV, p. 16. — W. ROSCOË (*Vie de Léon X*, par), t. III, p. 63.

despotisme pontifical et forcer le clergé à suivre les traces de la primitive Eglise ; approuvées et enregistrées par le parlement, elles pouvaient être considérées comme la charte des libertés de l'Eglise gallicane¹, qui consistent à faire obéir les évêques comme sujets, sans toucher aux droits de l'épiscopat, à les soumettre en beaucoup de choses à la juridiction séculière, et les faire contribuer aux besoins de l'Etat, sans choquer leurs privilèges². Si l'on réfléchit à l'esprit ambitieux de l'Eglise, on ne peut disconvenir que cette pragmatique ne fût une *demi-réforme*, et si le saint-siège l'eût franchement adoptée, il eût prévenu une *réforme radicale*.

Le pouvoir sacerdotal, renfermé dans de justes limites, laissait le trône en repos. Les grands seuls apportaient des obstacles aux volontés royales ; la plupart d'entre eux avaient rendu de nombreux services à la monarchie durant les guerres entre la France et l'Angleterre. Ces services venaient de donner une nouvelle sanction à l'hérédité de leurs fiefs ; mais abusant de cette circonstance, ils conservaient si peu de respect pour les liens féodaux, que, possesseurs de provinces entières, ils levaient sans scrupule l'étendard de la révolte contre le roi de France leur seigneur suzerain. A l'exemple des grands feudataires, chaque petit vassal se montrait

¹ F. BODIN (*Résumé de l'Hist. de France*, par), p. 112.

² VOLTAIRE (*Siècle de Louis XIV*, par), ch. xxxv, p. 99, éd. stér.

indépendant selon son éloignement, l'étendue de son fief, et la force de son manoir. Cette multitude de petits tyrans, secouant le joug des lois, commettait avec impunité les excès les plus inouïs.

Louis XI, d'un caractère sombre et méchant, injuste, dissimulé, avare par goût, prodigue par politique, d'une méfiance extrême, et d'une ruse si habilement exercée que sa pénétration le laissait rarement en défaut; en un mot, infecté de vices qu'il rendait plus odieux par son hypocrisie, avait pour maxime celle de tous les princes pervers et astucieux, *diviser pour régner*. Après avoir été le complice des grands, il dissipa leur ligue; avec le secours des assemblées nationales, selon sa propre expression, *il mit les rois hors de page*, et confondit les projets des seigneurs, qui sous le nom de *bien public* avaient formé une association dans le but de fouler davantage les peuples en ne conservant qu'un fantôme de royauté.

Décoré le premier du titre de *roi très-chrétien*, il se joua de la papauté qu'il fit servir à son ambition : lorsque du vivant de son père il voulut s'emparer de la couronne, il promit au pape Pie II d'abolir la pragmatique-sanction s'il réussissait dans son entreprise. Parvenu sur le trône, le pape lui rappela sa promesse. Louis XI publia bien l'édit d'abrogation qu'il envoya au parlement; mais en secret il donna l'ordre au procureur-général de s'opposer à l'enregistrement, de sorte que le légat du pape quitta

la France sans avoir rien obtenu. Ce prince agrandit le royaume de la Bourgogne enlevée à Charles-le-Téméraire, de l'Anjou, de la Provence et du Maine acquis par testament; de la Cerdagne et du Roussillon obtenus à prix d'argent; il retint par fraude l'Artois et le duché de Bar. Il convoitait aussi la Lorraine, et s'il ne put s'en emparer, il n'en éleva pas moins des prétentions qui pouvaient à ses successeurs en faciliter la conquête.

Bien pénétré des dangers de la féodalité, Louis XI ne songea plus qu'à la détruire; pour y parvenir, il s'entoura d'hommes nouveaux, et souvent de personnages qu'il tirait de la condition la plus basse, pour les élever aux fonctions les plus importantes. Ceux-là étaient ses seuls confidens, il les consultait sur ses projets et leur en confiait l'exécution; tandis que les nobles, accoutumés auparavant à être les compagnons, les favoris, les ministres de leurs souverains, furent traités avec un dédain si affecté et si mortifiant, qu'ils étaient obligés de rester confinés dans leurs châteaux pour ne pas suivre une cour composée de valets, d'astrologues et de bourreaux. L'autorité et la puissance de la haute noblesse étant ainsi affaiblies, le trône, en perdant son plus solide appui, allait être directement exposé aux coups de la multitude; mais Louis XI, en régnant d'une manière absolue, n'était tyran que pour les nobles, et n'avait rien à craindre d'une nation qui lui devait le bienfait d'un gouvernement fondé sur les lois : il rendit ceux qui

en étaient les organes, puissans et respectables, en établissant l'inamovibilité de la magistrature. On peut donc considérer Louis XI comme le véritable restaurateur du pouvoir monarchique fondé par Charlemagne; avant lui il y avait bien un royaume, mais il n'y avait réellement pas de monarchie.

Ce despote ombrageux convoqua souvent les états-généraux; toutefois il eut la précaution d'assister à leurs délibérations, au point d'en faire une simple assemblée de notables. Ceux de Tours (1468) se conformèrent à ses vues secrètes, en déclarant qu'on ne pouvait détacher la Normandie de la couronne pour être donnée en apanage au frère du roi¹, et ils terminèrent par l'inviter à prendre toutes les mesures qu'il croirait convenables pour le bien du royaume. Louis XI, en domptant l'orgueil des grands, provoqua leur révolte; mais en les châtiant il semblait les punir d'avoir été injustes envers la nation. Pour se concilier l'amour des communes, il sanctionna une partie des anciens privilèges dont on les avait dépouillées. Il en accorda à celles qui n'en avaient point encore obtenu, en promit d'autres pour l'avenir, et parvint ainsi à se les attacher en leur faisant croire qu'elles étaient intéressées au succès de ses entreprises. Avec cette politique adroite Louis XI se fit aimer du peuple. Simple et sans

¹ LABOULINIÈRE (*Hist. polit. et civ. des trois premières Dynasties de France*, par), t. II, p. 147. — HÉNAULT (*Abregé chronologique de l'Hist. de France*, par), édit. in-4^o, p. 260.

faute, sa tyrannie paraissait douce en comparaison de celle des seigneurs. Quoiqu'il soit impossible de ne pas mépriser dans ce prince l'homme fourbe, superstitieux et cruel, il serait injuste de lui refuser le titre de despote habile¹, et de ne pas lui savoir gré de l'implacable énergie avec laquelle il abattit au pied du trône l'hydre de la féodalité.

Ce règne produisit un bien momentané; les grands feudataires, dont Louis XI n'avait pu triompher, entrevirent que le pouvoir souverain résidait dans son alliance avec la nation. Pour se la rendre favorable, ils multiplièrent les bons traitemens envers les habitans des villes et des communes de leurs domaines. Ils y abolirent une partie des redevances et des impôts les plus onéreux; ils rassemblèrent aussi des Etats, et accordèrent à leurs provinces des privilèges égaux et même supérieurs à ceux des provinces royales. C'est ainsi que se formèrent les *pays d'Etat*, dans les contrées séparées du royaume, et qui, s'y étant réunis par la suite, s'assurèrent, au moyen d'une *constitution locale* défendue par des *assemblées provinciales*, de nombreux privilèges, tels que l'affranchissement d'une partie des tailles, l'absence des gens de guerre, la libre élection des magistrats, l'inviolabilité du domicile, la justice civile et criminelle attribuée aux officiers choisis par les cités, etc.².

¹ MONTGAILLARD (*Hist. de France*, par), t. I^{er}, p. 178.

² *Censeur européen*, t. X, p. 168.

Sous Louis XI, et plus particulièrement sous ses trois prédécesseurs, les droits des états-généraux avaient été usurpés par les parlemens. Les subsides momentanés qu'ils avaient consentis sous le roi Jean furent érigés à perpétuité, sans la participation de ceux qui devaient les payer. On s'était contenté d'envoyer aux parlemens, pour les enregistrer comme lois de l'Etat, les ordonnances qu'exigeait la levée ou l'augmentation des impôts. C'est ainsi que les volontés royales étaient substituées aux lois fondamentales. Les parlemens, hardis sous les princes faibles, timides sous les princes fermes, furent pour Louis XI ses auxiliaires les plus utiles; ils faisaient aveuglément tout ce que le roi leur ordonnait.

Ces corps s'étant emparés des droits réservés aux états-généraux, les vrais représentans du peuple n'eurent plus ni juridiction ni droit de suffrage en matière législative. On ne leur permit plus que des doléances ou des prières. Néanmoins, par la suite, l'usurpation de ces corps éclairés ne fut point défavorable aux libertés publiques. Se regardant comme les tuteurs nés de nos rois, ils apportaient des obstacles au despotisme, en assujettissant du moins leurs volontés aux formes de l'enregistrement. Lorsque le roi, oubliant que la fidèle observation des lois est l'appui le plus solide de l'autorité souveraine, voulait s'affranchir de cette formalité, il recourait au pernicieux exemple donné

durant l'infirmité de Charles VI par des princes factieux, il convoquait un *lit de justice*; là, entouré des princes du sang, des grands de la couronne et des pairs, il annulait la résistance du parlement, en déclarant *par exprès commandement* qu'il voulait que sa volonté fût suivie.

A la mort de Louis XI, la minorité de Charles VIII nécessita la convocation des états-généraux (1484)¹. Les députés se réunirent à Tours dans les meilleures intentions; mais le mode de délibération prouva combien les constitutions de la France étaient vagues et incertaines. Sans égard pour la tenue des états-généraux précédens, on y délibéra par provinces, dont plusieurs réunies formaient une chambre. L'assemblée, divisée en six chambres, vota par tête. A peine les députés eurent-ils satisfait aux premières demandes de ceux qui les avaient convoqués pour l'établissement d'une régence, que la désunion s'introduisit parmi eux : le clergé et la noblesse refusèrent de concourir aux charges publiques; les représentans des communes étant en minorité, ils furent condamnés à payer seuls.

Mécontens d'une détermination aussi injuste, ils protestèrent contre cet acte illégal, en demandant protection, d'après les naturelles franchises de la France, « contre les violences des seigneurs et les ra-

¹ HÉNAULT (*Abrégé chronol. de l'Hist. de France*, par), édit. in-4°, p. 270.

« pines des soldats , égalité dans la répartition des
 « impôts consentis par les trois ordres, abolition
 « des péages dans l'intérieur du royaume, cessation
 « du paiement des annates, grâces, expectatives et
 « autres astuces romaines, qui sucent l'argent du
 « royaume; rétablissement des élections des magis-
 « trats, abrogation des jugemens par commissions,
 « renvoi des accusés devant leurs juges naturels, et
 « respect pour les règles tutélaires de la procédure;
 « enfin, abandon des évocations, appels, taxes, sa-
 « laires, droit de sceaux et autres inventions fiscales
 « qui font de la justice une marchandise. » A ces
 conditions les représentans des communes assurè-
 rent à Charles VIII « que s'il avait besoin d'argent,
 « ils lui en bailleraient à son plaisir, et que, s'il avait
 « guerre ou quelqu'un qui le voulût offenser, leurs
 « personnes et biens seraient à sa disposition ¹. »

Si l'on poursuivait dans une forme plus étendue l'analyse des documens laissés par les Etats de Tours, on se convaincrail que jamais archives nationales n'ont renfermé de monument plus auguste et plus rempli de sagesse. Là tous les droits des citoyens sont pesés et discutés avec force et précision, et la voix publique, avec un accent à la fois ferme et respectueux, dénonce tous les abus et fait ressortir les plaintes et les demandes des différentes corporations ². Au milieu de cette mémorable assemblée,

¹ COMINÉS (*Mémoires de*).

² MERCIER (*Portrait des Rois de France, par*), t. III, p. 114.

parut un généreux citoyen appelé Philippe Pot, député des Etats de Bourgogne. Dans sa harangue, qu'on croirait dictée par le génie de Cicéron, on trouve ce passage curieux : « S'il survient quelque contestation par rapport à la succession au trône ou à la régence, à qui appartient-il de la décider, sinon à ce même peuple qui a d'abord élu ses rois, qui leur a conféré toute l'autorité dont ils sont revêtus, et en qui réside foncièrement la souveraine puissance ? Un Etat ou un gouvernement quelconque est la chose publique, et la chose publique est la chose du peuple : quand je dis le peuple, j'entends parler de la collection ou de la totalité des citoyens, et, dans cette totalité, sont compris les princes du sang eux-mêmes comme chefs de l'ordre de la noblesse. Vous donc qui êtes les représentans du peuple, et obligés par serment de défendre ses droits, pourriez-vous encore douter que ce soit à vous de régler l'administration et la forme du conseil ? »

Nos aïeux n'ont donc point péché par l'ignorance des principes constitutifs, et il serait injuste d'accuser les anciens états-généraux de n'avoir pas su fixer leurs droits d'une manière invariable, ni assurer leur retour périodique. Tout, depuis long-temps, a été dit sur cette importante matière, et la raison publique, lorsqu'elle voudra s'instruire, trouvera

¹ MASSELIN (*Procès-Verbal des Etats de 1484*, par).

dans nos vieilles annales des exemples d'autant plus frappans, qu'ils nous ont tous été confirmés par les leçons de l'expérience. Si les anciens états-généraux ne firent pas toujours ce qu'on devait en attendre, c'est que les rois et leurs ministres ne les ont jamais convoqués qu'en des momens d'orage, quand l'excès des malheurs rendait leurs secours indispensables. Ce n'était vraiment qu'un appel aux communes pour leur demander des subsides; n'y pouvant défendre leurs droits, il est naturel qu'au lieu de provoquer leur réunion, les communes s'en soient plaintes, et que souvent elles aient même supplié le roi d'Angleterre, en sa qualité de duc de Guienne, de vouloir bien intervenir, pour les dispenser d'une convocation qui était l'annonce de nouvelles vexations et de nouveaux impôts¹. Honneur donc à la modération de nos pères, qui tardèrent si long-temps à se soulever contre l'injustice royale! Pendant plusieurs siècles ils souffrirent avec patience et humilité qu'on reléguât leur délibération au rang d'un pis-aller politique. Il suffit, pour leur justification, qu'après avoir tracé avec énergie les calamités du peuple français, ils aient eu la sagesse et la sagacité d'indiquer le moyen de les faire cesser. Leur mansuétude motivée les affranchit de la responsabilité qui doit seule peser sur la mémoire de ceux qui, par leur incurie ou leur mauvaise foi, en voulant la prolonga-

¹ THIERRI (*Lettre XXV^e sur l'Hist. de France*, par), p. 509.

tion des abus, préparèrent à la civilisation des maux incalculables.

Charles VIII, convaincu que des impôts prélevés sur une seule classe ne pouvaient suffire aux besoins de l'Etat, voulut amener les ordres privilégiés à supporter une partie des charges publiques; mais le parlement accompagna son refus de si vives remontrances, que le roi, placé entre cette opposition et les doléances de son peuple, n'osa point convoquer les Etats, et se décida à établir les impôts modifiés selon sa volonté. Les grands, violemment châtiés sous le règne précédent, se réconcilièrent avec le trône. Cette nouvelle alliance fut cimentée par une coalition anti-nationale.

Les nobles et leurs gens d'armes, en accompagnant le monarque dans son expédition de Naples, donnèrent du calme à l'intérieur. Les richesses du Milanais et du reste de l'Italie servirent à l'entretien des armées, et permirent même à Louis XII de réduire d'un tiers les impôts qui pesaient sur la France. Ce bon roi parut aux états-généraux, convoqués par son ordre en 1506; on délibéra en commun et selon les formes constitutives établies par Charlemagne. Il y eut une chambre haute composée des cardinaux, des dignitaires de la couronne, et des plus grands propriétaires; l'assemblée générale, après avoir exprimé son vœu, le transmet à cette chambre haute, et, selon son avis, le roi acceptait la loi; aussitôt les députés des deux chambres juraient sur l'Evan-

gile de la faire observer. Ce concours des trois pouvoirs ainsi organisé, fait encore autorité pour prouver que le gouvernement représentatif a toujours été celui des Français.

Le cardinal d'Amboise, auteur de cette touchante union, avec des talens médiocres ¹, acquit une belle renommée, parce qu'il fit consister le bonheur du prince dans la prospérité publique; et ce serait un ministre sans reproche, s'il n'eût fait entrer la France dans la ligue de Cambrai, pour se venger des Vénitiens, qui avaient contrarié son élection à la papauté². Cette faute engendra des maux qui détruisirent tout le bien qu'il aurait pu faire. Après sa mort (1510), le conseil du roi n'offrit plus qu'indécision, craintes pusillanimes, et se ressentit de la faiblesse de Louis XII. Ce prince, excellent par sa nature, était placé sur un trône qu'étaient des institutions vicieuses, et dont les abords étaient souillés par l'intolérance, le fanatisme, la galanterie et les restes de la féodalité, qui, quoique abattue, était encore pour le peuple un sujet de larmes et de douleur.

L'ordre que Louis XII établit dans la perception des impôts, son zèle pour la justice, son caractère franc, noble, généreux, et la protection qu'il accorda à l'industrie et au commerce, le rendirent cher à la nation. Une preuve du sens exquis de cette même

¹ FLASSAN (*Hist. de la Diplomatie franç.*, par), t. 1^{er}, p. 295.

² FERRAND (*Esprit de l'Histoire*, par), t. III, p. 214.

nation , lorsqu'elle est bien gouvernée, c'est que sous ce règne elle ne fit point de doléances toutes les fois qu'elle fut convoquée, et qu'au lieu d'adresser à son monarque des plaintes indiscrètes, elle lui décerna le titre de *père du peuple*. Nos aïeux, réunis autour de son trône, ne cessèrent de le louer et de le bénir; à sa mort, l'orateur chargé de prononcer son éloge, sans art, sans talent, produisit une sensation profonde; la douleur étouffa sa voix, et les larmes qui coulèrent sur son visage surpassèrent l'effet qu'aurait pu produire le panégyrique le plus éloquent.

CHAPITRE V.

Découverte de l'imprimerie et du Nouveau-Monde. — Réforme de Luther. — Concordat entre Léon X et François I^{er}. — Influence des doctrines religieuses sur les mœurs politiques.

(1515—1560.)

LE règne éclatant, quoique très-malheureux, de François I^{er}, allait préparer la régénération du peuple français. Par une circonstance unique, la découverte de l'imprimerie et celle d'un Nouveau-Monde signalèrent le même siècle. L'une agrandit le savoir ; l'autre augmenta les richesses, et toutes deux, en créant des besoins factices et un luxe inconnu enflammèrent les esprits et développèrent tous les genres d'ambition. Les spéculations, jusqu'alors resserrées dans des bornes étroites, franchirent les mers et se portèrent d'un hémisphère à l'autre. Le merveilleux des voyages, en excitant les idées de fortune, dissipa la rouille des préjugés. L'instruction

marcha de front avec nos incursions en Amérique. Par la publication des œuvres du génie, la voix de la raison se multiplia et retentit dans tous les cœurs. Les trésors de l'antiquité, cachés au fond des cloîtres, revirent enfin le jour et circulèrent dans le monde. Le flambeau des arts et des sciences, une fois rallumé, ne put plus s'éteindre ; sa lumière, en éclairant les hommes, allait dissiper les ténèbres, ouvrir l'intelligence, agrandir les facultés humaines, et créer la puissance nouvelle de l'opinion publique destinée à tracer autour de la royauté le cercle dans lequel elle doit se circonscrire pour se faire aimer et respecter.

Par suite de cet essor de l'esprit humain, la vérité, commençant à être un besoin, devint un levier pour le monde moral. A cette époque il eût été avantageux pour le christianisme, et plus encore pour la catholicité, que la cour de Rome, sans toucher à l'essence de notre religion, eût renoncé à ses prétentions surannées, qu'elle eût modifié ses doctrines et supprimé quelque chose de son cérémonial superstitieux. Alors les dogmes irréfragables de l'Eglise n'auraient pas été confondus avec des prétentions absurdes ou puériles, lorsqu'elles ne sont pas injustes, et le système religieux respecté n'eût jamais été exposé au mépris de l'incrédulité. Au lieu d'adopter de sages réformes, l'ambition de Jules II et le faste de Léon X maintinrent l'abus des pratiques les plus réprouvées : Rome, loin d'épurer ses mœurs, arriva à un tel degré de cor-

ruption, que le cardinal Bellarmin avouait dans ses écrits que le clergé n'avait aucun respect pour les choses humaines et divines; cette opinion est encore confirmée par les auteurs les plus instruits et les plus respectables ¹.

Mais si en Italie le christianisme n'était plus pour les papes que l'objet d'un culte intéressé ², c'était encore en Allemagne une vraie religion. Luther, indigné de la doctrine des excommunications et de la vente de l'indulgence ³, fait des recherches sur la primitive Eglise. Convaincu par la voix des prophètes que *le juste vit de sa foi*, il prêche une doctrine nouvelle *; le nord de l'Europe l'entend, une grande partie de ses sages et flegmatiques habitants prête l'oreille à la hardiesse de ses opinions, et, à la faveur d'une éloquence vive et impétueuse

¹ GUICHARDIN (*Hist. d'Italie*, par), liv. XIII, n° 14. — FLORIMOND DE REMOND (*Naissance de l'Hérésie de Luther*, par), liv. 1^{er}, ch. VIII, n° 4. — MAIMBOURG (*Hist. de Luther*, par), liv. I^{er}, § 6. — PIC DE LA MIRANDOLE. *Voy. Continuat. de Fleury*, t. XXV, liv. CXXV, n° 4, p. 449.

² FRA-PAOLO (*Hist. du Concile de Trente*, par), p. 4.

³ FERRAND (*Esprit de l'Histoire*, par), t. III, p. 203. (D'après le tarif des taxes de la sacrée chancellerie, l'adultère et l'inceste se rachetaient par 6 livres tournois. L'absolution du parricide coûtait 5 carlins.)

* L'origine de la réforme est singulière. Luther, étant à Rome, pendant qu'il montait les marches de l'église de Saint-Pierre, se rappela que le prophète Habacuc avait dit : *Le juste vit de sa foi*. Cette pensée déterminait sa nouvelle doctrine. (*Note manuscrite trouvée sur la Bible du principal pasteur de Magdebourg.*) J'ai vu à Wittemberg le masque de Luther moulé sur sa figure; il me rappela celui de Mirabeau. Je soumets cette remarque aux physiognomistes.

qui les ravissait ¹, ils sont entraînés à se détacher de l'Eglise romaine.

Tandis que ces événemens se passaient en Allemagne, la Suisse voyait aussi s'opérer une réforme amenée par les mêmes circonstances. Zuingle, pasteur de Zurich, alla plus loin encore que Luther, et se proposa de renverser l'édifice entier du culte établi. Citoyen d'un Etat libre, sa constance et son intrépidité n'éprouvèrent point d'obstacles. Ces deux sectateurs devinrent émules l'un de l'autre, et leurs nombreux disciples propagèrent les innovations religieuses dans presque toute l'Allemagne. La politique elle-même finit par faire cause commune avec les nouvelles croyances, et un culte épuré fut substitué à l'ancien. Les petits princes d'Allemagne, placés sous le double joug des papes et des empereurs, trouvèrent dans la réforme un abri contre leur despotisme, et ils la favorisèrent pour assurer leur indépendance.

Le pouvoir de l'exemple et un sentiment de justice furent les seules causes qui introduisirent le protestantisme en France, où il éprouva de grands obstacles de la part du gouvernement. Calvin y fit beaucoup de prosélytes; il voulut ramener le christianisme à son antique simplicité; mais ses dogmes religieux avaient une tendance à changer les institutions civiles; aussi obstiné et encore plus entre-

¹ BOSSUET (*Hist. des Ariat.*, par), t. I^{er}, liv. I^{er}.

prenant que les réformateurs de l'Allemagne et de la Suisse¹, il eut comme eux à se reprocher l'emportement et le fanatisme. Ce fut donc le refus de céder aux lois de l'équité qui engendra l'examen des idées, leur régénération, une fermentation dans tous les esprits, enfin la tempête des guerres civiles et religieuses.

Notre séjour en Italie nous inspira le goût des arts, des sciences et des lettres. François I^{er} en fut l'illustre protecteur : d'un caractère éminemment français, et d'un esprit chevaleresque, comme la plupart de ses sujets, il était brave, ardent, loyal, généreux, mais léger et fort adonné à ses plaisirs ; la nation, par une conformité de mœurs, l'aimait au point qu'elle allait supporter sans murmurer les calamités de son règne. C'est lui qui dans nos armées introduisit le principe si beau et si vivifiant de l'honneur français. Ce prince, plus enclin à la bravoure et à la galanterie qu'à l'administration de son royaume, se reposait sur un ministre qui depuis sa tendre enfance lui avait donné des preuves du plus entier dévouement : mais le chancelier Duprat, dominé par des passions violentes, allait altérer toutes nos formes constitutives. Pour s'affermir dans les bonnes grâces de son maître, après lui avoir fait augmenter les tailles et les impôts sans le consentement des Etats, il profita du besoin d'argent qu'en-

¹ BOSSUET (*Hist. des Variat.*, par), t. I^{er}, liv. IX.

trahnaient les dissipations du roi, pour lui persuader de livrer à perpétuité les magistratures civiles et judiciaires. Il mit aux enchères vingt places de conseillers au parlement¹. Cette vénalité offrit des ressources au rival de Charles-Quint, mais elle ternit l'éclat dont jouissaient les cours souveraines², et couvrit de deuil le royaume par les arrêts iniques des compagnies dont les membres, ayant acheté leur charge, se crurent en droit de vendre la justice, en raison de ce qu'ils avaient payé la faculté de l'exercer. Néanmoins, par un bonheur inespéré, cette tache originelle s'effaça : les conseillers devenus indépendans, et considérant leur charge à l'égal d'une propriété, se firent un point d'honneur de la conserver à leurs enfans comme un trésor de vertu et de considération qu'il fallait leur transmettre dans toute sa pureté.

Duprat ayant suivi François I^{er} en Italie, entrevit toute l'étendue de la puissance ecclésiastique : son ambition le fit entrer dans les ordres. Pour arriver plus promptement aux dignités épiscopales, il proposa au saint-siège une étroite alliance. Après avoir vendu la justice, il vendit les libertés de notre Eglise, en favorisant la cour de Rome dans le projet d'abolir la pragmatique de saint Louis, que Léon X osait

¹ VOLTAIRES (*Hist. du Parlement de Paris*, par), ch. xvi.

² SALLIER (*Essais pour servir à l'Introd. de l'Hist. de la Révolution française*, par), p. 10.

appeler la dépravation du royaume de France¹, mais dont la sagesse ôtait tout prétexte d'exaction sur notre clergé, et qui, en respectant les liens de l'unité, avait brisé ceux de la dépendance. A la suite d'une conférence de quatre jours, qui eut lieu à Bologne entre Léon X et François I^{er} (1517), Duprat conclut un traité par lequel la France se rendait tributaire de la cour de Rome². François I^{er}, excité par son ministre qui le flattait d'être élu roi des Romains³, ratifia cet acte. L'antique droit d'élection des évêques par le clergé avait été proclamé par l'assemblée de Bourges. Mais, d'après le traité connu sous le nom de concordat de Léon X et de François I^{er}, la nomination à tous les bénéfices en France était expressément dévolue au roi, avec réserve des annates pour le saint-siège : par l'abrogation illégale et anti-canonique du droit d'élection, les dignités ecclésiastiques, ainsi que les évêchés, furent mis à la disposition du monarque, c'est-à-dire de ses courtisans. Quoique la royauté retirât de ce traité des avantages plus grands que ceux qui résultaient de la pragmatique⁴, néanmoins le pape y souscrivit, parce qu'il terminait une affaire dans laquelle tous ses prédécesseurs avaient échoué, et que le nouveau concordat, en anéantissant l'indépendance du clergé

¹ VOLTAIRE (*Essai sur les Mœurs*, par), ch. CXXXVIII,

² PITHOU, *Commentaire sur les Libertés de l'Eglise gallicane*.

³ FLASSAN (*Hist. de la Diplomatie française*, par), t. I^{er}, p. 522.

⁴ W. ROSCOË (*Vie de Léon X*, par), t. III, p. 65.

français, dont on appréhendait la séparation, scellait une alliance étroite entre les deux pouvoirs monarchique et religieux.

Le parlement, avant de l'enregistrer, protesta qu'il ne s'y soumettrait que par *exprès commandement du roi*, et promit de juger toujours selon la pragmatique¹. Le clergé français en appela à un futur concile, et en attendant évoqua celui de Bâle. Il accusa Léon X et François I^{er} d'avoir trafiqué entre eux des droits de l'Eglise et des intérêts de la religion. L'Université, non moins irritée, défendit aux imprimeurs et libraires de publier le concordat. Le roi fut obligé de déployer son autorité pour comprimer les ennemis nombreux de sa transaction avec la cour de Rome, tant ce traité était odieux et jugé contraire aux intérêts de la France! En vain le temps semble lui donner un caractère immuable, l'esprit national le rejette, en songeant qu'il n'a été établi qu'en contravention avec nos lois les plus antiques et les plus vénérées. Pendant longtemps la piété de nos pères fit des prières publiques pour l'abolition d'un acte destructeur de nos liber-

¹ GAILLARD (*Hist. de François I^{er}, par*), t. IV, p. 48. — *Essai historique sur la Puissance temporelle des Papes*, t. I^{er}, p. 287. — DUFAY DE L'YONNE (*Hist. des Parlemens de France, par*), t. I^{er}, p. 157.

^{*} La brochure de M. Hutteau, intitulée *Des Concordats de 1517 et de 1817*, renferme à ce sujet des faits très-curieux. Lemonthey fut le premier qui fit connaître le véritable esprit du traité entre Léon X et François I^{er}. Voyez *Les Quatre Concordats*, par M. DE PRADT, t. I^{er}, p. 300-310.

tés *. L'autorité royale crut y trouver le principe actif de sa conservation ¹; mais elle provoqua des guerres civiles et religieuses qui donnèrent aux factieux le droit de sanctifier la révolte.

Duprat, devenu cardinal en peu de temps, avec l'appui de son maître, se flattait d'arriver aisément à la papauté. En cherchant à détruire l'indépendance du clergé français, il avait un double but, c'était d'étouffer l'esprit de réforme et de tout rattacher à l'unité monarchique et religieuse, tant il avait la conviction que l'union des deux pouvoirs pouvait seule arrêter le progrès des innovations qui, en menaçant l'autel, finiraient un jour par rejaillir sur le trône! Mais ce ministre, en attentant aux libertés de l'Eglise gallicane, qu'il eut le tort de considérer comme un schisme, mit la discorde entre le conseil du roi et le parlement. C'est de lui que vient ce vieil adage si odieux en morale, si contraire à la loi naturelle, et si dangereux pour la prospérité publique, *qu'il n'est point de terre sans seigneur* ². Selon lui, la féodalité était le modèle des gouvernements; l'homme devait redevenir la propriété de l'homme, et la France, habitée par une multitude d'esclaves, n'aurait plus obéi qu'à un petit nombre de maîtres.

* L'antique droit d'élection des évêques par le clergé avait été reconnu par l'assemblée de Bourges.

¹ LEMONTHEY (*Etablissement monarchique de Louis XIV*, par), p. 336.

² MÉZÉRAY (*Hist. de France*, par), t. III, p. 144, édit. in-4°.

La politique de François I^{er}, plus monarchique qu'ultramontaine, opposa toujours une barrière à la propagation du luthéranisme. Les princes d'Allemagne, qui avaient favorisé cette communion dans des intérêts purement matériels, employèrent les plus vives instances pour la lui faire embrasser; ils lui offrirent même leur alliance: il la refusa et se montra inflexible. Cependant la reine de Navarre, sa sœur, qu'il aimait tendrement, l'avait fait consentir à donner audience à Mélanchton, premier disciple de Luther, dont l'éloquence persuasive et l'excessive modération¹ étaient si propres à séduire les cœurs; mais le cardinal Tournon, et surtout Duprat, qui remplissait à la fois les fonctions de chancelier et de légat du pape², redoutant un pareil missionnaire³, peignirent les protestans comme ennemis de l'autorité, et travaillant en secret à la destruction de tous les trônes. Le roi, toujours préoccupé du projet de conquérir l'Italie, contremanda l'arrivée de Mélanchton, suivit les impulsions du saint-siège, et, loin de s'unir aux luthériens, publia contre eux des arrêts très-sévères⁴.

¹ BOSSUET (*Hist. des Variat.*, par), liv. x.

² DURAND (*Hist. du seizième Siècle*, par), t. III, liv. XV, p. 211. — Duprat, ministre de France et de Rome, resserra l'alliance entre les deux pouvoirs. Selon Lemonthey, c'est la politique de ce chancelier, si singulièrement jugé par cet auteur philosophe, qui prolongea de deux siècles l'existence de la vieille monarchie.

³ GAILLARD (*Hist. de François I^{er}*, par), t. IV, p. 271. — VILLERS (*Essai sur l'esprit et l'influence de la Réforme de Luther*, par), p. 112.

⁴ MERCIER (*Portrait des Rois de France*, par), t. III, p. 182. — GAILLARD (*Hist. de François I^{er}*, par), t. IV, p. 272.

Ce furent les conseils de ces deux cardinaux, hommes d'Etat, qui engagèrent François I^{er} à prendre plusieurs mesures indignes de son noble caractère. Quoique humain et généreux, il se montra impitoyable envers les religionnaires. Au commencement de la même année où Duprat mourut (1535), il faisait brûler à petit feu des protestans sur la place de l'Estrapade¹. Toutes ces cruautés, que la philosophie abhorre, étaient provoquées dans des vues politiques bien plus que par esprit de religion; car à la même époque où le roi très-chrétien sévissait avec tant de barbarie contre la religion réformée, il permettait aux Turcs de pratiquer dans Marseille les dogmes de l'islamisme; il souffrait que son pavillon flottât avec celui de Mahomet.

Pour étouffer le cri d'indignation que pouvaient exciter des actes si contraires à notre esprit de tolérance, on proscrivit l'imprimerie. Des censeurs furent nommés pour empêcher la publication et la vente des livres; enfin, on accorda à la Sorbonne le droit d'inquisition sur les consciences. Les protestans, qu'une discussion éclairée aurait pu ramener, se multiplièrent par la persécution; malgré l'horreur des supplices, leurs assemblées secrètes et nocturnes devinrent plus fréquentes. Calvin lui-même se trouvait alors à Paris; ses mœurs étaient pures, son caractère ardent; en prêchant d'exemple, lui et ses compagnons

¹ GAILLARD (*Hist. de François I^{er}, par*), t. IV, p. 263. — BRANTÔME (*Mém. de*), t. I^{er}, p. 231.

furent de nombreux prosélytes¹. Ainsi l'invention de l'imprimerie, la découverte de l'Amérique, et la réforme de Luther, furent les trois grands événemens de ce siècle prodigieux qui engendra en Europe trois grandes révolutions morales, politiques et religieuses. En même temps l'invention de la poudre à canon, ayant introduit l'usage des armes à feu, rendit tout homme l'égal d'un autre homme : elle enleva à la noblesse l'ascendant d'une force qu'elle ne devait qu'à son armure. Cette uniformité dans les moyens d'attaque et de défense enhardit le courage ; elle accrut aussi la tendance vers un esprit nouveau qui, voulant créer une société régénérée, s'appêtait à ruiner de fond en comble le foyer du moyen âge ; car tous ces faits étaient bien plus que des événemens, ils allaient créer pour les peuples d'invariables doctrines.

Le courage qu'eut François I^{er} de disputer l'empire à Charles-Quint, lui assure des droits incontes- tables à l'immortalité. L'histoire ne pourra refuser à ce prince la gloire de n'avoir point été effrayé d'une lutte aussi disproportionnée, de s'être élancé avec un cœur tout français dans une arène où nul autre que lui n'aurait osé descendre. Grand dans ses malheurs, il pensa toujours que rien n'était perdu lorsque l'honneur était conservé, et qu'un roi de France ne devait jamais désespérer de son courage et de celui de sa brave nation. Aussi ses défaites ne

¹ DURAND (*Hist. du seizième Siècle*, par), t. III, liv. XV, p. 215.

furent pas sans gloire; non seulement elles firent présager que la France pourrait un jour lutter contre l'Europe entière, mais encore elles nous préparèrent cet immense avenir que Richelieu devait consommer par sa politique, et Louis XIV par ses armes.

De cette époque datent les beaux jours de l'histoire moderne, et les premières scènes du grand drame qui remplit le seizième siècle. L'autorité royale, qui jusqu'alors ne s'était qualifiée que d'altesse, prit le titre de majesté¹. En rajeunissant les vieilles institutions, elle s'affermir et s'étendit sur des bases plus larges, plus légitimes; au bruit des armes se mêle l'agitation toujours croissante des esprits et leur tendance à innover. En un mot, la face du monde chrétien se renouvelle, et tout le nord de l'Europe se régénère et s'agrandit.

Les lettres brillèrent alors d'un vif éclat; ceux qui les cultivaient commencèrent à prendre part à toutes ces réformes salutaires. Clément Marot, dans des vers légers et badins, et plus encore par sa conduite, brava les censures de la Sorbonne et les bûchers de l'inquisition. Rabelais, d'une manière conforme au caractère des Français, parvint aussi à les éclairer. Excité par les abus que provoquèrent le faste de Léon X et l'immoralité de ses missionnaires, il dévoila les abus et les préjugés religieux. Ses ouvrages, quoique burlesques, sont une critique si

¹ ROBERTSON (*Vie de Charles-Quint*), t. II, p. 84.

sensée et peignent si bien les travers de son temps, qu'ils servent encore de modèles à ceux qui veulent démontrer les vices du système monacal. Enfin Erasme, le plus beau génie de son siècle, hâta le triomphe de la raison en employant le sel de la fine plaisanterie contre le ridicule des faux docteurs et le danger des faux dévots. Si l'esprit conciliateur de ce grand homme eût été mieux apprécié des papes et des princes qui l'entendirent sans le comprendre, l'Europe n'aurait pas à gémir de la cruelle lutte qui s'élève aujourd'hui entre les peuples et les rois.

La morale chrétienne qu'on voulait faire revivre dans toute sa pureté, ayant été instituée par son divin fondateur pour le maintien des droits de l'humanité en prêchant les droits primitifs de l'homme, allait être un appel aux vrais sentimens libéraux. La même hardiesse qui excitait à juger les dogmes religieux était également décidée à réformer les doctrines politiques. La raison, en prenant pour base l'esprit d'examen, entrevit que l'État et l'Eglise s'étaient liés par un intérêt commun, et que cette double autorité devait subir les mêmes modifications. Dès lors nos mœurs, nos lois, nos institutions, allaient être changées, les erreurs détruites et les préjugés vaincus. Avouons cependant qu'il eût été à désirer que cette réforme se fit par l'Eglise elle-même¹ : le danger d'at-

¹ ERASME, *Lettre CVII^e, au duc de Saxe*, liv. XIX; à *Peutingen*, conseiller de l'empereur, *Lettre XXX^e*, liv. XIII. — BURIGNY (*Vie d'Erasme*, par), t. II, p. 56 et 57. — FLORIMOND DE REMOND (*Naissance de l'Hérésie*, par), liv. I^{er}, ch. IX, n^o 4.

tribuer à chacun la faculté d'être son unique interprète pour les Saintes Ecritures faisait prévoir aux gens sages que les chrétiens se diviseraient en nouvelles sectes, et que leur inimitié religieuse serait un jour le plus grand fléau de l'harmonie sociale.

Quoique la réforme, en propageant l'esprit d'indépendance, fortifiât les caractères et les disposât à résister au pouvoir absolu, néanmoins beaucoup de princes l'adoptèrent. Le clergé catholique voulait être indépendant dans sa doctrine et dans ses décisions, tandis que les ministres luthériens reconnaissaient à l'autorité civile le droit de régler leur discipline et de surveiller leur enseignement. Toutefois les effets de la réforme ne furent pas partout les mêmes : accueillie dans le nord, elle fut repoussée dans le midi. Là les prêtres abusèrent de leur triomphe. Alarmés du progrès des lumières, ils portèrent l'investigation dans les consciences, ils firent considérer les opinions religieuses comme des crimes, et le fanatisme s'attribua le funeste pouvoir de les juger.

La France tint un milieu entre le nord et le midi de l'Europe. Cependant, là comme partout, les guerres de religions furent longues et cruelles. On se rappelle encore avec horreur cette époque déplorable où brille le poignard des assassins à travers la flamme des bûchers ; on gémit sur les excès de la faiblesse et de la superstition, mêlée aux voluptés qui remplirent les règnes efféminés de nos derniers Valois. Le seul empire auquel aspirait la cour était alors celui

de la mode¹. Ses mœurs, aussi atroces que dépravées, offraient un mélange de corruption et de barbarie. Il n'y avait plus d'hommes d'Etat, et ceux qui étaient chargés des affaires publiques, au lieu de se sentir humiliés de leur nullité, ne s'occupaient que de parures et de futilités. De là le honteux traité de Cateau-Cambresis (1559), et l'ascendant des Guises, qui firent de la religion un marche-pied pour arriver au trône par des degrés ensanglantés; de là toutes les calamités qui, pendant plusieurs règnes, marquèrent la transition des ténèbres à la lumière, du fanatisme à la tolérance. Le souvenir de ces temps déplorables où des rois, des princes et des prêtres ne paraissent que pour commander ou exécuter des forfaits, influa puissamment sur le caractère de la nation; sans doute les progrès de sa raison s'achetèrent aux dépens de son repos, mais des excès en tout genre et des maux sans nombre l'instruisirent si bien, que le bienfait de la tolérance en matière d'opinion religieuse, après avoir été inoculé dans nos mœurs, fut enfin consacré par nos lois.

¹ LABOULINIÈRE (*Hist. polit. et civ. des trois premières Dynasties de France*, par), t. II, p. 345

CHAPITRE VI.

Catherine de Médicis. — Convocation des états-généraux de 1560. — L'Hôpital. — Conjuraton d'Amboise. — La Saint-Barthélemy. — Henri III; ses mœurs. — Henri IV; sa politique civile et religieuse. — États-généraux de 1614. — Ministère de Richelieu. — La Fronde. — Mazarin.

(1560 — 1643.)

DANS la lutte engagée par le développement des progrès de l'esprit humain, l'extrême inégalité de condition qu'entretenaient la richesse et le pouvoir des deux premiers ordres, commençait à s'effacer. Mais dans chaque parti la violence devenait toujours plus active, et le royaume, en proie à la discorde, était déchiré par des factieux qui, sous prétexte de servir l'Etat, ne travaillaient qu'en faveur du chef dont ils attendaient un accroissement de fortune. Catherine de Médicis, après avoir dominé à la cour comme reine, comme mère, allait encore

remplir le règne de ses deux autres fils de toutes les agitations ou plutôt de tous les crimes que provoquait son caractère faux, ambitieux et méchant. Ayant à appréhender le parti des Bourbons et celui des Guises, elle résolut de les détruire l'un par l'autre, en pratiquant en France les odieuses et cruelles maximes qu'elle avait apportées de l'Italie, si longtemps déchirée par des factions ennemies.

Tous les genres de corruption et de perversité étaient réunis dans l'esprit et le cœur de cette femme, véritable Frédégonde de la troisième race. Forcée, par les plus impérieuses nécessités, d'assembler les états-généraux, elle les convoqua avec le projet de les séduire et d'en obtenir la régence, des subsides et un pouvoir illimité; mais les députés aux Etats, loin de plier sous les principes du pouvoir absolu, se disposaient à soutenir avec fermeté les droits de la nation. Un orage formidable grondait sur le royaume; déjà le culte réformé était devenu celui d'une partie des Français; la politique, voilée du nom de religion, cherchait à l'étouffer.

Ces Etats, quoique assemblés sous les plus tristes auspices, se montrèrent dignes de la haute mission qui leur était confiée; et ce sont, à proprement parler, les derniers qui aient été convoqués dans des vues sincères de bien public. Alors parut l'Hôpital, l'homme le plus vertueux de son siècle¹, et dont le

¹ D'ARGENTRÉ, t. II, p. 432.

cœur semblait être le sanctuaire de nos lois, lorsque la violence et la perfidie se préparaient à les violer avec audace : « Il ne faut point écouter, dit ce généreux magistrat, ceux qui prétendent qu'il n'est pas de la dignité du roi d'assembler les Etats. Y a-t-il quelque chose de plus digne d'un roi, que de rendre justice au peuple ? Et quand peut-il mieux la rendre, que lorsqu'il donne la facilité d'exposer publiquement les plaintes en un lieu où l'imposture et l'artifice ne peuvent se glisser ? C'est dans les assemblées nationales que l'on instruit les rois de leurs devoirs....., devoirs qui, par un abus effroyable, sont aujourd'hui négligés, parce que les rois ne voient et n'entendent que par les yeux et les oreilles des ministres : destinés à conduire les autres, ils sont eux-mêmes conduits et égarés par ceux qui les environnent. »

Ce grand homme finissait son discours en rendant cet hommage à nos droits nationaux : « L'intention du roi est que chacun, sans exception, expose ce qu'il croit utile au bien public, et que ce qui sera réglé, de l'avis de tous les ordres, soit la loi de l'Etat¹. » Attentif à profiter des louables intentions de cette mémorable assemblée, le chancelier l'Hôpital sut leur donner une sanction légale et un caractère durable, par sa célèbre ordonnance (1560), qui, conforme aux vœux nationaux libre-

¹ DE THOU (*Histoire de France*, par), liv. XXVII.

ment exprimés, devint la base de toutes les réformes et de tous les réglemens utiles qu'on a faits depuis en France sur les matières ecclésiastiques et judiciaires. Ces lois augustes ne périront jamais, et leur durée a fixé l'existence de notre empire.

Combien de malheurs auraient été prévenus, si, à l'avènement au trône de Charles IX, les maximes du chancelier l'Hôpital eussent été suivies ! Il voulait qu'on retranchât à jamais de notre langue ces noms odieux de *luthériens*, d'*huguenots* et de *papistes*, qui renouvelaient les anciennes factions guelfes et gibelines, pour ne conserver que le beau nom de chrétien. Des vues aussi relevées produisirent sur l'esprit des députés une influence salutaire : frappés de la puissance de l'ordre et de la sainteté des lois, ils blâmèrent le fanatisme des deux partis. Bien plus, la noblesse et le tiers-état se réunirent pour demander la vente des propriétés foncières du clergé, car le luxe de l'Eglise, l'insatiabilité de ses ministres et les souffrances du peuple, faisaient approuver la sagesse de plusieurs principes de la religion réformée. Mais les fureurs de la ligue ne tardèrent pas à l'emporter sur les efforts du chancelier¹, et ses sages doctrines se perdirent dans le tumulte des passions. Si ce ministre habile eût été écouté, l'exaspération catholique ne se serait pas vengée de la conjuration d'Amboise (1560) par le crime de la Saint-Barthélemy (1572).

¹ FERRAND (*Esprit de l'Histoire*, par), t. III, p. 64.

Après ce jour exécrable, le mal fut porté à son comble; il n'y avait point de sûreté pour les voyageurs, nulle police dans les villes; l'anarchie et les désordres qu'elle entraîne empêchaient l'heureux emploi des facultés et de l'activité humaines. Les gouverneurs des provinces méconnaissaient ou interprétaient à leur gré les ordres de la cour, et les commandans particuliers des villes ne leur étaient pas plus soumis. Les bourgeois, à leur tour, se refusaient à toute obéissance, et prenaient les armes sous le moindre prétexte. Les caisses publiques étaient fréquemment pillées, les comptables frauduleux, protégés par les chefs de l'administration, souvent se partageaient le fruit de ces rapines ¹.

Charles IX avait cessé de vivre, lorsque les protestans, assemblés à Nîmes (10 février 1575), s'étant constitués par un traité, formèrent une espèce de république distincte de l'Etat ², qu'ils voulaient établir d'après un pacte fédératif. De là naquit la secte calviniste qui, quoique secrètement éprise des formes démocratiques, s'est montrée soumise et tranquille sous les monarques justes et indulgens. Quelques hommes éclairés élevèrent leurs vues jusqu'à la tolérance et à la liberté. Ils essayèrent de concilier les deux partis extrêmes en les rattachant aux mêmes opinions morales et politiques. C'étaient les plus

¹ LABOULINIÈRE (*Histoire polit. et civ. des trois premières Dynasties de France*, par), t. II, p. 364-365.

² DE THOU (*Histoire de France*, par), liv. LX.

modérés d'entre les protestans et les catholiques; ils formaient par conséquent le plus petit nombre; mais à leur tête était le duc d'Alençon, second frère du roi, et les Montmorency. Leurs projets les firent appeler les *politiques*; indifférens pour les querelles théologiques, on les taxa d'athéisme. Ils eurent pour ennemis les deux partis opposés, et surtout les Guises, dont ils cherchèrent en vain à paralyser l'influence dangereuse¹. Les maréchaux de Cossé et de Montmorency sont mis à la Bastille. Le prince de Condé fuit en Allemagne; Catherine fait arrêter son fils et le roi de Navarre; deux jeunes seigneurs, favoris du duc d'Alençon, subirent la peine de mort, qu'on n'osa infliger à leur maître.

Le règne d'Henri III, au lieu de faire cesser cette anarchie, mit le comble à l'affliction publique : plus dégradé, plus méprisable que tous les rois français de la première race, il s'amusait de puérilités indignes non seulement d'un prince, mais d'un homme²; chaque jour il donnait des édits bursaux qu'il faisait recevoir par force dans des lits de justice; il créait des charges inutiles pour en gratifier ses favoris qui les transmettaient à leurs cuisiniers, à leurs parfumeurs. Pour achever de donner une idée de ce siècle, remarquons que tous les plaisirs se

¹ MILLOT (*Elémens de l'Histoire de France*, par), t. III, p. 46.

² SULLY (*Mémoires de*), t. I^{er}, p. 252. — Voyez aussi *Journal de Henri III*.

mêlaient à l'injustice et à la cruauté¹. Les folies des devins, les horoscopes et l'astrologie judiciaire déterminaient les criminelles intrigues de la cour. Tandis que les poètes gâtaient l'esprit et le cœur par des vers licencieux et des chansons obscènes, les esprits, raffinés par la renaissance des lettres, s'adonnaient aux pratiques les plus perverses : pour se défaire de son ennemi, on avait recours au sortilège, et souvent au poison.

Henri, livré avec quelques seigneurs aux plus infâmes plaisirs², aimait dans ses débauches à profaner les choses les plus saintes, et c'est en faveur de ses mignons qu'il institua, le jour de la Pentecôte, l'ordre du Saint-Esprit³. On s'étonne que des rois très-chrétiens aient voulu donner tant d'illustration à un ordre que sa triste origine aurait dû condamner à un éternel oubli. Sous Henri III les courtisans reçurent pour la première fois les fameux *acquits comptans* qui furent la vraie cause du pillage de nos finances. Ce prince était tombé dans un tel avilissement, qu'il devint l'objet du mépris public et de la courageuse indignation de la magistrature ; souvent, par l'organe du président Achille de Harlay, elle lui rappela *que ses ordonnances n'étaient pas des lois*. Le parlement même parlait de dresser contre lui un

¹ LABOULINIÈRE (*Histoire polit. et civ. des trois premières Dynasties de France*, par), t. II, p. 332.

² ANQUETIL (*Esprit de la Ligue*, par), t. I, liv. IV, p. 345 et suiv.

³ Voyez *Mémoires de Castelnau*, commentés par le Laboureur.

acte d'accusation, donnant à entendre que tout corps constitué, représentant la nation, pouvait juger son roi.

En s'associant à la ligue, Henri III espérait en être le chef, lorsqu'il n'était que le lieutenant méprisé des Guises. L'impunité qu'il accorda aux factieux enhardit les ligueurs à lui faire les demandes les plus séditieuses : l'indignation fit sortir le roi de son indolence accoutumée ; il montra du caractère, et parut déterminé à punir les attentats des Seize. Après avoir reçu Guise d'un air sévère, et lui avoir fait d'amers reproches, il veut essayer de recourir à la force : 4000 Suisses entrent furtivement dans Paris, et, réunis aux gardes du roi, ils cherchent à s'emparer des principaux postes. La présence de ces étrangers excite un soulèvement soudain : tendre des chaînes, dépaver les rues, garnir de pierres les croisées, former des barricades et les pousser audacieusement jusqu'aux portes du Louvre, tout cela fut l'ouvrage de quatre heures. Les Suisses sont égorgés : Guise arrête les massacres ; et pendant qu'il faisait à la reine-mère des propositions révoltantes, le roi sort secrètement de Paris et se sauve à Saint-Cloud, puis à Chartres, et de là à Blois.

Le peuple, furieux de son départ, vomit contre lui des outrages ; Guise, n'ayant plus Henri III dans ses fers, tient encore la capitale sous ses lois ; il fait tomber les armes des mains des factieux, et à sa voix

les barricades disparaissent. En rétablissant la paix, il change les officiers de ville et les capitaines des quartiers. Tous les emplois furent confiés aux hommes qui lui étaient dévoués. Cependant les Parisiens, revenus à des sentimens plus modérés, envoyèrent au roi une députation pour le prier de revenir dans leur ville, et par divers actes donnèrent à leur repentir un caractère de sincérité.

Henri, après avoir fait avec les Guises un traité d'union, convoqua à Blois les états-généraux; le duc de Guise s'y rendit, et en qualité de grand-maitre fit les honneurs de la première séance. Durant les délibérations, le roi montrait les meilleures intentions; mais plus il accordait, et plus on exigeait de sacrifices : enfin, voyant l'impossibilité de secouer le joug de ses ennemis prêts à le déposer, il eut la lâcheté de faire assassiner le duc de Guise sous ses yeux et après avoir communiqué ensemble avec la même hostie¹. Bientôt les parens du duc sont arrêtés, le cardinal, son frère, tombe également sous le fer des soldats. Ces attentats à la foi publique et la violation d'un serment religieux firent horreur à tous les partis; un cri d'indignation s'élève contre Henri III, et chacun demande au ciel le châtiment du tyran. Si, au lieu d'ordonner un meurtre, il eût eu le courage de faire condamner les Guises juridiquement, cet acte de fermeté pouvait retrem-

¹ DE THOU (*Histoire de France*, par), liv. LV, ch. III.

per sa couronne ; mais il préféra devenir assassin, pour continuer à être un mauvais roi.

A la faveur de l'indignation provoquée par cet événement , Mayenne , un des rejetons des Guises , échappé au massacre, rentre dans Paris, et sous le prétexte de venger ses frères , il vise à usurper la couronne. Pour écarter ses rivaux, il sème la discorde parmi les grands, et à la lueur des torches du fanatisme, il invoque le secours de l'artificieuse cour de Madrid, qui, héritière du système de Charles-Quint, ne cherchait qu'à affaiblir la France. Les seigneurs, de leur côté, méditaient le rétablissement du régime féodal; le parlement refuse de souscrire à ces résolutions destructives de nos libertés, lorsqu'un des Seize, nommé Bussy-Leclerc, vient arracher de ce sanctuaire des lois le président Achille du Harlay, avec cinquante autres conseillers, et les conduit à la Bastille. Ces magistrats étaient les mêmes qui, dans des temps plus tranquilles, n'avaient cessé de déplorer les fautes du roi; pour prévenir sa chute, ils l'avaient invité plusieurs fois à se soumettre à l'empire des lois. Enfin Henri III n'ayant ni le talent ni la force de résister à tant d'orages, fatigué de ne retirer aucun fruit, ni de sa soumission, ni de ses attentats, allait céder à la violence des partis, et sacrifier le principe de la légitimité, lorsque, malgré son aversion pour les religionnaires, il fait trêve avec eux, s'allie avec le roi de Navarre, leur chef; ces deux princes, si long-temps ennemis, réunissent

à la fois leurs intérêts et leurs drapeaux ; l'audace des ligueurs nécessitait cet acte politique et justifiait notre rupture avec le saint-siège.

Rome en frémit ; elle qui avait jeté un voile complaisant sur les meurtres d'Henri III, par le seul fait de cette alliance, le considère comme l'ennemi de la religion. L'Espagne dicte à Sixte-Quint la bulle *in Cœná Domini*, par laquelle le roi de France était excommunié, avec ordre de se rendre à Rome dans soixante jours. Alors la doctrine du régicide fut préconisée dans les cloîtres et par les ligueurs. Jacques Clément, l'un des plus fougueux d'entre eux, se saisit d'un poignard et court à Saint-Cloud assassiner Henri. Les Valois étant éteints, une révolution était fomentée pour exclure les Bourbons, mais elle n'avait d'autre appui que des ennemis étrangers ; et si le clergé et une partie de la noblesse, tenaient pour la ligue, le peuple restait inviolablement attaché à la légitimité. Les grands vassaux, affaiblis par Louis XI, pénétrés des maximes de la vieille monarchie, n'osèrent jamais prétendre à fonder une nouvelle dynastie, quoique les Guises en eussent conçu l'espérance ; ils dissimulèrent leurs projets. La civilisation les avait assez instruits, pour se pénétrer des dangers et des difficultés de l'usurpation. Ils savaient que cette féodalité, source de leur puissance, maintenait une hiérarchie qu'ils ne pouvaient enfreindre, sans tout intervertir pour rendre hommage à un principe que les mœurs rendaient in-

violable, ils revendiquèrent les droits de la deuxième race, comme issus du sang de Charlemagne¹, et lorsque ce titre leur parut par trop futile, ils recoururent au motif religieux, pour donner à leur ambition un caractère respectable et sacré.

La postérité de Hugues Capet allait être détrônée par l'aveugle fureur des factions qu'alimentaient les doctrines ultramontaines, étayées par l'or des Espagnols; mais elle dut la conservation de la couronne à l'anarchie des Seize, qui donnèrent à la France le premier exemple légal des crimes révolutionnaires, aux lenteurs et à la timidité de Mayenne, à la fausse politique de l'Espagne, et au cœur généreux du magnanime Henri, descendant de saint Louis par Robert de Clermont. Ce prince, n'ayant pas été élevé dans les sacristies, apporta sur le trône cet esprit de sage tolérance qu'inspirent la persécution et le malheur. L'intérêt du monarque et même du royaume était d'éteindre tout-à-fait l'esprit factieux chez les grands, et dans le peuple le fanatisme religieux.

Le noble caractère d'Henri IV fut contraint de céder à la force des circonstances; il devint catholique, non par conviction, mais par raison d'Etat. *Paris vaut bien une messe*, est un mot impie prôné par la philosophie, comme ayant concilié la religion avec la politique. Cette alliance aurait été plus

¹ ANQUETIL (*Esprit de la Ligue*, par), t. II, liv. v, p. 12.

solide, si Henri IV, persistant dans la foi de ses pères, eût opéré lui-même la fusion qui pouvait identifier l'Eglise avec la réforme* : alors on n'aurait pas eu besoin de constitution, puisque la charte des peuples est renfermée dans le pur Evangile. L'indifférence de ce prince en matières religieuses fut un acte de scepticisme, et mérite aujourd'hui le blâme des deux communions. Elle lui attira plus d'ennemis que s'il eût cherché par son exemple à gagner le cœur de ceux qui avaient été moins subjugués par ses armes que par sa bonté. Dans le fait, ce n'est point lui qui triompha, puisque par son changement de culte les faux principes et les dogmes dangereux de la ligue restant les mêmes, pouvaient hardiment se flatter de n'avoir pas été vaincus.

Si on examine avec impartialité la conduite d'Henri IV, depuis son abjuration jusqu'à sa mort, on trouvera que l'homme était de la religion réformée, et le roi de la religion catholique. Voulant conserver à tout prix la couronne que les protestans lui avaient conquise, il n'osa pas les opprimer, mais il les trompa : en vain crut-il avoir réconcilié les partis, il n'accorda point assez à celui qui, après la victoire, renonçait à la domination. L'édit de Nantes, malgré des restrictions suffisantes pour calmer les fureurs du fanatisme, n'offrait à la tolérance aucune garantie

* C'est-à-dire adopter des dogmes qui plus tard constituèrent le jansénisme.

politique ¹, il n'empêcha point, après la mort d'Henri IV, la persécution de ceux qui lui avaient aplani le chemin du trône; il n'étouffa pas non plus les guerres de religion, ne calma point la haine des jésuites, ni n'émoussa le poignard des assassins de ce bon roi.

On ne peut encore se dissimuler que sous le règne d'Henri IV la force n'ait été le principe du gouvernement. Pour utiliser à son profit l'influence des opinions religieuses, le roi s'appuyait toujours sur le droit divin; il n'écoutait les doléances et les vœux des notables de son royaume ² qu'en tenant la main sur la garde de son épée. Un jour Sully fut obligé de lui dire « que la nation assemblée ne reconnaissait pas de supérieur qui eût le droit de la réformer, pas même le roi ³. » Si Henri risqua quelques traits de popularité et de charmante bonhomie, c'est qu'il compta toujours sur l'heureux effet de ses qualités personnelles, et sur l'ascendant d'une puissance qu'il avait la certitude d'avoir fortement établie, en alliant beaucoup de fermeté à une extrême franchise. Sous lui les impôts furent levés arbitrairement, et la résistance du parlement comprimée par l'appareil des lits de justice. De là les républicains ont donné à son autorité la qualification d'absolue, mais

¹ FERRAND (*Théorie des Révolutions*, par), t. III, p. 322.

² PÉRÉFIXE (*Histoire de Henri-le-Grand*, par), p. 312. — DE THOU (*Hist. de France*, par), liv. CXVII.

³ SULLY (*Mémoires de*), liv. VIII.

on sait que lorsque la résistance était légale, comme celle du courageux La Guefle¹, loin d'exiler ou d'emprisonner ceux qui contrariaient ses volontés, il les récompensait, retirait ses édits, et confirmait les arrêts de la magistrature. La fermeté d'Henri ne peut donc être blâmée, surtout si l'on songe qu'au sortir de la guerre civile, elle était si nécessaire pour étouffer l'anarchie. Guidé seulement par son cœur et sa raison, ce monarque trouva par instinct les limites du gouvernement paternel, en plaçant l'autorité souveraine dans un juste équilibre avec les lois; et quoiqu'il ait été quelquefois trop généreux avec ses maîtresses et ses favoris, son économie sur tout le reste, son bon sens naturel en administration comme en politique, et plus encore l'habileté et les vertus de Sully, le meilleur ministre qu'ait eu la France, donnèrent à son règne une réputation de sagesse et de popularité justement méritée.

La solennité et les effets des lits de justice semblaient avoir réduit le parlement à ne pouvoir plus faire que des remontrances inutiles. Cependant les prétentions de ce corps n'avaient été qu'assoupies; il le prouva lorsqu'après l'assassinat d'Henri IV, remplissant les fonctions des états-généraux, il disposa du trône, et déclara Marie de Médicis régente du royaume. Alors le gouvernement, des

¹ *Remontrances de La Guefle, procureur-général, de 1611, p. 212.*

mains de Sully, passa dans celles de Concini et de sa femme, compatriotes et favoris de la régente. Cet homme, qui n'avait jamais porté les armes, osa se parer du bâton de maréchal de France, et s'appropriâ les plus beaux gouvernemens. L'indignation, provoquée par de semblables faveurs, fut apaisée par des prodigalités sans nombre. Les grands ne rougirent pas de faire peser de nouvelles impositions sur les peuples; toutes les fraudes, tous les abus étaient permis, pourvu qu'ils fussent lucratifs pour la cour et ses agens. Les survivances étaient données jusqu'à la troisième génération. Rien n'était plus commun que le doublement d'appointemens, depuis le plus opulent office jusqu'au plus petit; c'était enfin un vrai pillage *.

Malgré les misères publiques, les grands ne diminuèrent rien de leur ancienne exigence : les ressources étant épuisées, ils renouvelèrent leurs attentats contre la couronne et eurent recours aux armes. Les communes prirent parti les unes pour, les autres contre. Après des succès variés, on signa la paix *malotruë*, et on se décida à convoquer les états-généraux (4 novembre 1614). Le clergé avait à cette époque une grande considération, la noblesse beaucoup de puissance, et la classe moyenne sans

* La femme de Concini ayant entendu parler de l'énorme revenu que produisaient les *cinq grosses fermes*, crut que c'étaient de riches domaines; elle les demanda à la régente, qui, dans la même ignorance, était disposée à les lui accorder.

force, suivait par nécessité l'impulsion des deux premiers ordres.

Ces Etats se tinrent à Paris; dès leur ouverture, on vit éclater des prétentions exagérées, des remontrances inutiles, et un mécontentement général. Le clergé sollicita vivement la publication du concile de Trente; pour repousser cette agression, le tiers-état réclama la loi fondamentale, et se montra seul attaché aux intérêts de la monarchie, en déclarant sacrilège et détestable la doctrine du droit divin, suivant laquelle le pape s'arrogeait le privilège de déposer les rois pour cause spéieuse d'hérésie. Selon Mézeray, la *cabule jésuitique*, aidée par le cardinal Duperron, non seulement fit rejeter cette proposition comme contraire à l'autorité de l'Eglise romaine, mais même son influence sur la noblesse fit refuser au tiers-état les articles de l'édit de Nantes qui accordaient aux religionnaires la liberté de leur culte. Les nobles, par une demande spéciale, revendiquèrent l'occupation exclusive des premiers emplois; l'exemption de la contrainte par corps et de toute espèce de subsides, avec la livraison du sel des greniers du roi au prix marchand. Quant aux roturiers, on voulait les contraindre à payer de nouveaux droits seigneuriaux, et leur interdire l'usage des arquebuses, des pistolets et même des chiens qui n'auraient pas les jarrets coupés.

La harangue du député Miron, président du tiers-état, malgré les préjugés du temps, parut un monu-

ment de haute sagesse. Il dévoila mieux qu'aucun autre la véritable cause des désordres du clergé; puis, s'élevant avec force contre les excès de la noblesse et des gens de robe, il recommanda au jeune roi le rétablissement de la police et du commerce, la bonne administration des finances, l'abolition des pensions accordées sans nécessité, le soulagement du peuple et la diminution des tailles ¹. Le simple extrait de ce discours suffit pour prouver que l'esprit de sages réformes, depuis bien long-temps, ne cessait d'animer le cœur de tous les bons Français.

La régente, dominée par les deux premiers ordres, n'écoula pas même les doléances que le tiers-état exprimait en faveur de la royauté. Au lieu de mettre un terme aux effrayans abus qui avaient été signalés, on lui fit craindre le ressentiment de l'ordre généreux qu'on voulait opprimer; par le conseil du maréchal d'Ancre (Concini), guidé par Richelieu, alors évêque de Luçon, sous le prétexte que la longueur des discussions entraînerait à trop de dépenses, on congédia les députés des communes, après les avoir invités à remettre leurs cahiers, sous promesse de les examiner avec soin, et d'avoir beaucoup d'égards pour leurs justes réclamations.

Ainsi fut détruit, par un despotisme ombrageux, le spectacle grand et majestueux d'un peuple uni

¹ MÉZERAY (*Hist. de France*, par), t. IV, p. 68, édit. in-4°. — Voy. aussi l'*Histoire des Etats-Généraux*, édit. de Ea Haye, 1788.

avec le pouvoir suprême pour satisfaire à ce qu'exigeaient la justice et les intérêts communs. Ce furent là les derniers efforts de nos libertés expirantes. Depuis ce moment où Richelieu parut, jusqu'à celui où notre révolution éclata, quatre règnes allaient nous faire parcourir tout le cercle des calamités qu'engendre le pouvoir absolu¹, s'appuyant toujours sur la décision du célèbre jurisconsulte Loysel, qui avait établi la maxime absurde et tyrannique *si veut le roi, si veut la loi*^{*}.

Dans ces graves circonstances, le parlement vint au secours de la nation. Conciliant le respect dû à la religion et à ses ministres avec l'empire nécessaire pour réprimer les entreprises de la puissance ecclésiastique, il combattit la morale perverse des jésuites, et déclara par un arrêt l'indépendance de la couronne : ce qui était alors le plus grand service que l'on pût rendre aux rois et aux peuples, et en même temps l'acte de courage le plus signalé. Le

¹ D'EXTRAIGUES (*Mémoires sur les Etats-Généraux*, par), p. 202.

^{*} Cette maxime était extraite des *Instituts d'Ulpien*. Pour plaire à l'empereur Alexandre Sévère, dont il était l'ami, ce légiste courtisan avait dit : « Ce qui plaît au prince a la force d'une loi, puisque par la loi royale le peuple l'a revêtu du pouvoir suprême¹. » Ulpien, dans une émeute, fut massacré avec l'empereur qu'il voulait rendre despote. Le président Hénault a eu le tort grave de propager cette doctrine servile; au mépris de nos droits nationaux, il a soutenu que le roi pouvait lever des impôts sans le consentement des Etats, et que ceux-ci n'avaient que le droit des suppliques et des très-humbles remontrances².

¹ *Digest.* liv. I^{er}, tit. IV. *De Constitutionibus principum*.

² HÉNAULT (*Abrégé chronol. de l'Hist. de France*, par), p. 408, édit. in-4^o.

conseil de régence, composé d'Italiens, de cardinaux ou de prélats qui aspiraient à le devenir, s'empressa, au nom du jeune roi, d'annuler cet arrêt, avec défense qu'il y fût donné suite. « J'ai entendu « vos remontrances, fit-on dire à ce prince, je n'en « suis point content. La reine ma mère vous dira « le surplus. » Bientôt après, Marie de Médicis ordonna au procureur-général Molé de porter au parlement l'arrêt qui condamnait sa décision. Ce magistrat, après l'avoir suppliée à genoux de l'en dispenser, lui dit : « Madame, vous me faites porter un « flambeau qui allumera un incendie dont les flam-
« mes dureront long-temps. — Quoi ! reprit la reine, « est-ce que le peuple remue ? — Non, Madame, ré-
« pliqua Molé, mais nous craignons un changement « dans l'affection des peuples, et la désolation des
« grandes compagnies du royaume qui exercent la
« justice, laquelle fait régner les rois ¹. »

Le peuple murmurait hautement ; les grands de leur côté, indignés contre le favori, eurent l'appui des cours souveraines et du prince de Condé, protecteur des calvinistes. Cette coalition fit revivre dans le cœur de la reine les inquiétudes dont elle s'était crue affranchie par la dissolution des états-généraux. Le parlement se disait leur légataire ; non seulement il prétendait exercer leurs droits, mais aussi tenir la place du conseil des princes et barons qui, de toute

¹ MILLOT (*Abrégé de l'Hist. de France*, par), t. III, p. 173.

ancienneté, avaient été près du roi ; à ce titre il appelait les pairs à ses délibérations , pour décider et discuter les affaires de l'Etat , et y apporter en toute liberté les améliorations convenables ¹. Mais la régente déclara illégales les prétentions d'une compagnie établie uniquement pour rendre la justice aux particuliers. Elle lui prescrivit une obéissance prompte et aveugle, avec défense d'écrire et de parler sur le gouvernement.

Bientôt les favoris du jeune roi lui persuadent de se défaire du premier ministre pour secouer le joug de la régente. Concini est assassiné en entrant au Louvre par Vitri, capitaine des gardes, qui, pour cet exploit odieux, reçut le bâton de maréchal de France ; Louis XIII, homme faible et borné, secondait l'animosité de ses courtisans, impatiens comme lui de se venger d'une soumission qu'ils n'avaient endurée qu'à regret. La femme de Concini fut condamnée au feu pour crime de sorcellerie, et la reine-mère, exilée et traitée avec dureté, soutenue par quelques seigneurs, leva deux fois l'étendard de la révolte.

Le royaume était en proie à la plus violente agitation (1624) ; et si les grands eussent été constamment unis avec le parlement, l'autorité royale eût été limitée par le pouvoir de la pairie , qui, toujours subsistant, aurait fondé en France une haute aristo-

¹ *Remontrances du 16 mars 1615.*

cratie. La reine-mère, réconciliée avec le roi, rentra au conseil ; Richelieu, ancienne créature de Concini, et qui vivait retiré depuis sa chute, avait négocié ce raccommodement ; le chapeau de cardinal fut sa récompense. Elle ne suffit point à son ambition ; il fallait un grand génie pour réparer de grandes fautes ; de Luynes le désigna au roi, dont il était le favori, comme l'homme capable de dissiper les orages prêts à fondre sur la royauté.

Richelieu, ennemi de tout ce qui s'opposait à ses vues, allait faire par des coups d'autorité ce qu'il aurait pu exécuter par la voie légale des parlemens¹ ; il avait en effet la volonté la plus inflexible, et le plus ardent désir de l'imposer aux autres ; c'était le despote par excellence, et l'on peut dire que la tyrannie, conçue et introduite en France par Louis XI, fut définitivement établie et perfectionnée par ce *ministre-roi*. Tout ce que Henri IV n'avait osé entreprendre en faveur de la nation, Richelieu l'exécuta dans l'intérêt du trône. Dompter les grands, leur ôter les moyens qui constituaient leur force, partager leurs gouvernemens, détruire leurs châteaux, d'où ils affectaient des prétentions à la souveraineté ; réduire les libertés et les immunités des villes dont les plaintes avaient fait apercevoir le danger à ceux qui ne voulaient être ni justes ni économes ; enfin, restreindre le pouvoirs de tous les grands corps de

¹ FERRAND (*Esprit de l'Histoire*, par), t. III, p. 64.

l'Etat pour n'avoir plus ni entraves ni contradictions, tel était le plan que le cardinal de Richelieu se proposa, et qu'il atteignit par l'emploi de la séduction poussée jusqu'à l'infamie, et de la force portée jusqu'à la cruauté.

Ne pouvant, comme les Guises, prétendre à la couronne, il conçut le projet de régner en asservissant tout au nom du roi, qu'il rendit l'instrument passif de son autorité. C'est lui qui inventa la qualification de *crimes d'Etat*, et il punissait comme tels tous les délits qui tendaient à diminuer son pouvoir. Pour assujettir à ses volontés les parlemens rebelles, il provoque un lit de justice, et fait enregistrer une déclaration qui ordonnait à toutes les cours du royaume de se renfermer dans leurs fonctions judiciaires, et de ne plus prendre connaissance des affaires publiques, à moins que le roi ne leur en donnât la permission. Il leur était enjoint d'enregistrer tous les édits qui concernaient le gouvernement, sans aucune délibération, alléguant que la monarchie, étant fondée sur l'autorité d'un seul, la volonté absolue ne pouvait se trouver affaiblie sans que l'Etat déchût; qu'en conséquence le roi ne souffrirait pas qu'on mît la main sur son sceptre et qu'on partageât sa puissance ¹. Pendant qu'il préconisait ces principes, la politique perturbatrice de ce ministre était plus active que jamais. Après avoir comprimé le parlement en France, il soulevait celui

¹ Ordonnance du 3 février 1641.

d'Angleterre contre Charles I^{er}, dont il était l'ennemi¹ pour avoir refusé la main de sa nièce.

Les étranges maximes de la tyrannie fructifièrent si bien auprès du trône, que le roi se crut outragé lorsque les provinces réclamèrent leurs privilèges, et on le vit un jour, se bouchant les oreilles, demander comme un furieux s'il avait jamais existé d'autre volonté que la sienne². Haïr le premier ministre devint alors un crime; la nation entière en était coupable, et les bourreaux en punirent le vertueux de Thou et le brave Marillac. L'heure dernière de Richelieu était sonnée (1642); on eût dit qu'il avait ordonné au roi de le suivre. En effet, Louis XIII expira peu de jours après lui. L'histoire placerait ce prince au nombre des rois fainéans, si, en laissant à son premier ministre le soin des affaires publiques, il ne se fût livré à des penchans qui donnèrent à son caractère une réputation méritée de froide tyrannie; dur et méchant envers ses meilleurs amis, implacable envers ses adversaires, la tombe impartiale, en se refermant sur lui, apprend à la postérité qu'il était d'une grande faiblesse d'esprit, et qu'après avoir été mauvais époux et mauvais fils, il ne cessa jamais d'être mauvais roi.

Quant à Richelieu, tout en détestant sa mémoire et en plaignant les hommes qui plièrent sous son

¹ VOLTAIRE (*Essai sur les Mœurs*, par); ch. CLXXX.

² BOULAINVILLIERS (*Hist. du Gouvernement*), t. III, p. 198.

despotisme, on est forcé de convenir que le brillant éclat du siècle qui va suivre est dû à la grandeur imposante qu'il imprima à la couronne de France; il fut le premier à inspirer à la nation le sentiment de sa dignité, et à lui donner en Europe le ton qui convenait à sa puissance. Mais en détruisant le pouvoir salutaire qui balançait le poids du trône, en annulant l'enregistrement qui était une notoriété nécessaire pour légitimer la volonté d'un seul, non seulement la royauté fut libre de ne plus garder de ménagemens, mais même put s'affranchir des formes qui préviennent les vices de l'hérédité, les excès des ministres, et ceux d'un parti qui a toujours spéculé sur la crédulité et le fanatisme des princes.

Anne d'Autriche, épouse du roi défunt, après vingt-trois ans de stérilité, lui avait donné deux fils; elle était nommée régente avec un conseil pour surveiller son autorité. Mais le parlement n'ayant plus à craindre Richelieu, reprit son ascendant, et, pour prouver qu'il pouvait encore paralyser les volontés royales, déclara à la reine la régence absolue, avec l'intention manifeste de revenir aux formes anciennes. Anne d'Autriche, libre dans ses volontés, choisit pour premier ministre Jules Mazarin; Richelieu l'avait connu en Italie, et l'avait attiré en France comme un homme capable de seconder ses vues et de manier habilement les affaires.

Richelieu avait si bien subjugué les esprits, qu'à près sa mort le peuple fut encore dans la stupeur,

et continua d'être docile, malgré les avantages que pouvait lui offrir une minorité orageuse. Mais les grands, quoique domptés par lui, n'avaient point oublié qu'une foule de prérogatives exercées par la couronne étaient un empiétement sur leur pouvoir. Ils n'ignoraient point que dans les temps anciens les hauts barons réglaient avec le prince les affaires importantes, et leurs droits à cet égard se fondaient sur la prétention qu'étant devenus eux-mêmes, et au même titre que Hugues Capet, souverains héréditaires des diverses seigneuries dont le royaume était composé, ils avaient un intérêt direct à ce que son indépendance ne pût être compromise par l'ambition, la faiblesse ou l'incapacité du monarque; et lors même que les rois furent parvenus à absorber ces souverainetés secondaires, leurs anciens titulaires avaient encore conservé, sous les titres de princes, ducs, pairs et grands officiers de la couronne, le droit d'être consultés sur toutes les hautes mesures d'intérêt public. On sait en effet combien de factions et de révoltes n'eurent d'autres motifs que l'injurieux éloignement où les rois tenaient les princes et les seigneurs du gouvernement de l'Etat; pour sortir de leur nullité, ils cherchèrent à se dédommager, sous l'administration de Mazarin, de tout ce qu'ils avaient perdu sous celle de Richelieu¹. Les injures reçues, les intérêts froissés,

¹ LABOULINIÈRE (*Hist. des trois premières Dynasties de France*, par), t. III, p. 167.

les espérances trompées, les craintes éveillées, et la lassitude du joug, bientôt après soulevèrent les grands et les magistrats contre la domination ministérielle. On prit pour prétexte les manières astucieuses d'un ministre qui ternissait l'éclat de ses talens par une ambition démesurée et une avarice sordide.

De là naquit la guerre de la fronde. Mazarin, en ministre adroit, surmonta comme son prédécesseur les difficultés, mais avec des moyens moins odieux. L'un accomplit par la ruse et la séduction, ce que l'autre avait commencé par la violence et la rudesse. La ligue avait dégrossi le génie français, et la fronde acheva de le polir¹. Aussi peut-on dire que cette mutinerie, à la fois criminelle et ridicule, fut la dernière campagne de la féodalité². Quoique le peuple eût pénétré dans le sanctuaire des lois, et qu'il eût soulevé des questions qu'il est si délicat de soumettre à sa curiosité, la France échappa au fléau de l'anarchie par le grand caractère que Richelieu avait légué à l'autorité royale. Son génie veillait encore sur la monarchie; elle se défendit par l'attitude qu'il lui avait donnée, et surtout par le respect dont il l'avait environnée. Mazarin, avec des formes séduisantes, suivit le système de cet homme d'Etat.

Tous les seigneurs qui n'avaient pas été domptés par les rigueurs de Richelieu, furent vaincus par les manières du rusé Mazarin. Appelés à la cour, ils

¹ DE MAISTRE (*Considérations sur la France*, par), p. 39.

² MIGNET (*Histoire de la Révolution française*, par), t. 1^{er}, p. 8.

abandonnèrent leurs manoirs, et, goûtant les délices de la civilisation nouvelle, ils se divisèrent en deux classes. Les uns, forcés à marcher avec le faste royal, oublièrent les dignités féodales tombées en désuétude, se vouèrent au métier de courtisans, et devinrent les domestiques du palais¹. Les autres, plus fiers, substituèrent aux préjugés de l'ancienne chevalerie le mobile sublime de l'honneur, et retournèrent dans leurs terres; de là survint la distinction entre la noblesse de cour et la noblesse de province². L'une était l'ornement et l'appui de la royauté, dont elle ambitionnait les faveurs; l'autre, au lieu de s'humaniser avec une population brillante, éclairée, si nécessaire pour toutes les jouissances de la vie, et surtout pour l'acquittement des impôts, ne trouva de consolation que dans la morgue et la vanité; trop de prétentions couvrirent de ridicules ses mœurs domestiques, et ses habitudes campagnardes alimentèrent les sarcasmes de la comédie et les fréquentes mascarades de la cour³.

On a souvent établi un parallèle entre Richelieu et Mazarin : ce sont des morceaux de littérature où l'esprit a cherché à briller par le rapprochement des antithèses. Mais si, par une analyse et une comparaison exacte des actions qui caractérisent

¹ BARANTE (*Des Communes et de l'Aristocratie*, par M. de), p. 41.

² PUISAYE (*Mém. du comte J. de*), t. I^{er}, p. 33, édit. de Londres.

³ LEMONTHEY (*Essai sur l'Etablissement monarchique de Louis XIV*, par), p. 372.

ces deux ministres, on veut les juger soi-même et bien apprécier leur système politique, il faut apporter des vues vastes et une habitude de réflexion peu commune. Alors l'homme d'Etat se forme et s'éclaire autant par les fautes qu'il remarque que par les traits qu'il admire¹. En donnant au trône un grand éclat, une attitude ferme et vigoureuse, Richelieu et Mazarin remplacèrent la tyrannie de plusieurs par le despotisme d'un seul; à l'époque où Louis XIV prit les rênes de son empire, la nation éclairée ne pouvait plus se plaindre des violences et des excès de la noblesse comme puissance féodale, mais elle gémissait encore sur tous les abus qu'entraînaient les privilèges, les rigueurs du pouvoir absolu et les excès de l'intolérance.

C'est sous ces deux ministres que fut formée par la force, ensuite par la corruption, cette chaîne d'oppression qui, depuis le premier dignitaire jusqu'au dernier agent de l'autorité, ne cessait de peser sur le peuple. Les grands eux-mêmes consentirent à ramper sous leurs maîtres, pour avoir le droit de molester leurs inférieurs². Au reste, Richelieu et Mazarin, dont l'habileté a été trop célébrée, ne prévirent point les conséquences de leur action; ils oublièrent que les pouvoirs censeurs du trône, en contrariant l'autorité royale, sont des tuteurs

¹ FERRAND (*Esprit de l'Histoire, par*), t. IV, lett. xc, p. 228-229.

² RABAUD (*Précis historique de la Révolution française, par*), p. 43.

salutaires chargés de veiller à sa conservation ; ils sacrifièrent tout à un éclat momentané , et lorsqu'après eux un grand monarque eut cessé de vivre, la corruption et l'immoralité , fruits amers d'une excessive servitude , en reprenant leur empire sous ses deux faibles successeurs , préparèrent l'effrayante catastrophe de l'antique monarchie.

CHAPITRE VII.

Traité de Westphalie. — Absolutisme de Louis XIV. — Histoire des jésuites. — Querelles religieuses. — Jansénisme. — Déclaration du clergé de France. — Colbert. — Faiblesse du grand roi. — Révocation de l'édit de Nantes. — Persécutions religieuses. — Leur motif politique. — Fénelon. — Le duc de Bourgogne. — Bulle *Unigenitus*. — Le jésuite Tellier. — Violences contre les jansénistes. — Mort de Louis XIV. — Influence de son règne sur l'esprit français.

(1643 — 1715.)

L'ALLEMAGNE, après avoir combattu pendant près d'un siècle pour ses intérêts les plus sacrés, venait d'assurer ses hautes destinées. Les princes protestans qui soutinrent une guerre de trente années, sous des motifs religieux, avec le secours d'un cardinal, accomplirent de grandes vues politiques : Richelieu, marchant avec son siècle, abandonna la puissance théocratique pour fortifier celle des souverains ; afin de protéger la ligue germanique contre le despo-

tisme de son chef, il prépara l'indépendance de la Hollande, de la Suède et de la Suisse. Ce triomphe fut un événement au milieu d'un siècle fécond en merveilles, surtout si on songe qu'en ce temps-là l'Allemagne, par l'étendue de ses relations et sa centralité, formait la clef de la voûte européenne. Les traités de Munster et d'Osnabruck (1643), en amenant celui de Westphalie, formèrent (1648) le code des nations¹, et terminèrent des révolutions qui semblaient interminables.

Durant ce long congrès *, chef-d'œuvre de la prudence et de la sagesse humaines, l'art de négocier se perfectionna au point que ses décisions diplomatiques devinrent des modèles pour tous les traités subséquens. On y établit comme base du repos social un système d'équilibre qui fit au fort un besoin de protéger le faible. La croyance des protestans, reconnue et respectée à l'égal de la foi catholique, donna un caractère imposant à la liberté de conscience² : la France devint dépositaire de cette balance; et son intervention, en fondant la constitution germanique, posa des limites à l'ambition de l'Autriche³, qui depuis Charles-Quint abusait de sa prépondérance⁴ transmise par les fortes institutions

¹ FLASSAN (*Histoire de la Diplomatie française*, par), t. III, p. 180.

* Il dura cinq ans.

² KOCH (*Hist. des Traités de Paix*, par), t. 1^{er}, p. 163 et 164, édit. de Bâle.

³ FAVIER (*Politique des Cabinets de l'Europe*, par), t. II, p. 87.

⁴ HARDEMBERG (*Mém. d'un Homme d'Etat*, par), t. I, p. 6.

de Charlemagne, et que la France devait détruire depuis qu'elle n'en pouvait plus profiter. Alors la dignité de la puissance impériale fit place au système fédératif. L'ascendant du commerce, inséparable de la civilisation, éteignit l'esprit de chevalerie¹, à l'ombre duquel s'était élevé le régime féodal. La science, en marchant avec les progrès de l'esprit humain, en changeant les mœurs, étouffa les préjugés et bannit la superstition que nourrissaient l'opulence et le crédit de l'Eglise. De tous ces changemens surgirent d'autres bases pour les institutions sociales : la religion ne fut plus, comme autrefois, le principal ressort des cabinets² ; le droit divin parut incompatible avec les mœurs nouvelles, et au lieu de conclure les traités d'après le seul intérêt des souverains, on prit en grande considération l'esprit financier et commercial, dont l'heureuse influence, en assurant le bonheur des peuples, donna aux transactions politiques un caractère légitime et durable.

Que les partisans d'une religion intolérante et absolue cessent de reprocher au traité de Westphalie d'avoir altéré l'essence du gouvernement monarchique, il n'a fait qu'affaiblir le fanatisme religieux ; et l'on doit au contraire applaudir au

¹ FAVIER (*Polit. des Cabinets de l'Europe*, par), t. I^{er}, p. 306.

² VILLERS (*Essai sur l'Esprit et l'Influence de la Réforme de Luther*, par), 2^e édit., p. 92.

génie des hommes d'Etat qui, plaçant la religion hors des affaires mondaines, mirent un terme aux guerres sanglantes qu'avait engendrées jusqu'alors le mélange des choses spirituelles avec les affaires temporelles. Plus on étudie ce traité, auquel les papes seuls ont été opposans¹, plus on acquiert la conviction qu'il fut rédigé par une raison universelle, par une convenance réciproque; et ce qui prouve la solidité du traité, c'est que son esprit a survécu à tous les changemens qui auraient dû l'anéantir².

Lorsque des peuples fondaient leur liberté d'après une organisation qui allait devenir celle de plusieurs Etats européens, le despotisme se fortifiait en France. L'autorité royale, à peine affranchie des dangers du pouvoir sacerdotal, ne tarda pas à être alarmée des progrès de l'esprit d'indépendance populaire, et pour en prévenir les égaremens, se montrait ombrageuse à l'excès envers la nation. Ses doléances lui devinrent importunes, et ses plaintes furent qualifiées de sédition. Autrefois du moins, introduite comme suppliante aux états-généraux, elle y paraissait pour obtenir un allègement aux impôts dont elle était écrasée; mais depuis Richelieu ces Etats n'étaient plus convoqués, et nul espoir de les obtenir : le

¹ HAMELOT DE LA HOUSSEY (*Hist. des Traités de Paix*, par), t. III. — DE KOCK (*Hist. des Traités de Paix*, par), t. I^{er}, p. 165. — Le pape Innocent X déclara par une bulle que les traités de Munster et d'Osnabruck étaient nuls, comme ayant été faits sans son aveu.

² FERRAND (*Esprit de l'Histoire*, par), t. IV, p. 11.

trône et les parlemens s'applaudissaient de leur suppression.

Louis XIV, à sa majorité (1651), trouva le royaume le mieux préparé pour régner sur un grand peuple d'une manière absolue. Avec toute l'effervescence de la jeunesse, ce prince avait un génie vaste, un caractère ardent, impérieux, et bien supérieur à l'éducation méprisante qu'il avait reçue¹; ayant lui-même la conscience secrète de sa supériorité, il ne pouvait résister à en faire usage. Adoptant les maximes de Richelieu, il jugea que l'honneur d'un royaume était sa première force; qu'un Etat, pour être puissant, devait être respecté, et qu'il ne fallait jamais laisser porter atteinte à la dignité du souverain appelé à le gouverner. Ce principe salubre, dont il outra les conséquences, devint pour lui un système arrêté. La nation, à peine sortie du long règne de la féodalité, s'estima heureuse de passer sous celui de la puissance, du génie de la gloire et des arts!

Par une conséquence naturelle des superstitions royales dont on avait enivré l'enfance de ce monarque, il manifesta deux penchans également funestes au peuple, l'orgueil et l'ambition; le premier il osa dire : *l'État, c'est moi*. Ces mots seuls annoncèrent que l'antique constitution du royaume allait être anéantie. En montant au trône, il annonça ne

¹ LEMONTEY (*Etablissement de Louis XIV*, par), p. 415.

plus vouloir de ces assemblées politiques ou délibérantes qui, sous des formes respectueuses et soumises, troublèrent sa minorité. A l'âge de dix-sept ans, en bottes et le fouet à la main, il déclara à son parlement qu'il entendait que ses ordonnances fussent enregistrées sans clauses ni modifications, et qu'il ne souffrirait jamais qu'on agit indépendamment de son autorité. Ce trait de despotisme¹ inconcevable, sous un siècle éclairé, fut malheureusement considéré comme un acte d'admirable fermeté; c'était au contraire une action très-blâmable, et dont les descendants pacifiques du monarque impérieux devaient un jour expier la faute.

Dans la fatale persuasion qu'on pouvait se passer de lois fondamentales, on crut que le pays le mieux administré serait aussi le mieux constitué. Alors l'Etat fut gouverné par un roi revêtu d'un pouvoir immense, et d'autant plus dangereux, qu'il était mal défini en théorie, et très-arbitraire dans la pratique. Un despotisme franchement avoué remplaça ce qui restait de nos anciennes institutions; ainsi l'action du gouvernement allait dépendre, à chaque règne, de la force ou de la faiblesse de caractère du monarque, du ministre sur lequel il placerait sa confiance, ou bien de la concubine qui le subjuguerait en lui prodiguant ses faveurs.

Louis XIV n'eut point de lit de justice à tenir;

¹ FERRAND (*Esprit de l'Histoire*, par), t. III, p. 67.

sous son règne aucun parlement ne se permit de remontrances; il entraîna la nation à sa suite, et sut si bien l'éblouir par les prodiges de la gloire et les chefs-d'œuvre du génie, qu'on n'osa plus parler des états-généraux. Mais l'oubli de cette précieuse garantie devait faire présager une commotion violente, du moment où la nation, privée de l'exercice de ses droits, viendrait à les réclamer avec cette énergie qu'inspire une longue injustice. Eh ! quel moment prenait Louis XIV pour renverser les faibles barrières qui avaient arrêté les volontés absolues de ses aïeux ? celui où l'Angleterre, par une révolution terrible, se préparait à fixer sur des bases sanglantes la liberté des peuples et le pouvoir des rois !

Pour empêcher les progrès de cette révolution, étroitement liés avec ceux de la réforme religieuse, le clergé, alors plein de force, se reposa sur la puissance du monarque. Le trône et l'autel renouvelèrent leur alliance pour asservir les hommes aux volontés de leurs ministres. Ce système politique devait s'étayer du droit divin et des maximes ultramontaines, au moyen desquelles on espérait replacer la France sous la domination de la puissance ecclésiastique. Pour établir ce gouvernement, il fallait changer les mœurs et reformer tout-à-fait l'esprit de la nation. C'était donc par l'éducation, source première de la direction de l'homme, qu'on voulait accoutumer les Français à se défier de leur raison, et les soumettre à une obéissance passive.

De tous les ordres religieux, zélés défenseurs de ce système, aucun par son importance ne pouvait être comparé à l'ordre fameux des jésuites. La question relative à cet ordre et au rôle qu'il a joué dans le monde, se lie essentiellement à mon sujet, et puisque son esprit conserve encore une si grande influence sur les affaires publiques, il convient de faire le résumé de son histoire, qui sera une source d'instruction pour ceux qui la liront avec l'impartialité qui a présidé à sa rédaction. Si on ne connaissait à fond cette institution, on ne pourrait comprendre les querelles du jansénisme, ni lire avec fruit et intérêt les grandes et importantes discussions relatives à la constitution civile du clergé, dont les conséquences réagirent avec tant de gravité sur les événemens de la révolution française. D'ailleurs l'organisation de toutes les sectes et associations politiques est, en général, modelée sur celle des jésuites.

La raison éclairée permet aujourd'hui de traiter cet important sujet avec un mélange de bonne foi et de philosophie, sans lesquelles il n'y a ni juste appréciation ni véritable intelligence des choses passées. On peut le dire hardiment, l'histoire des jésuites est à faire, personne encore n'a décrit fidèlement le caractère et la destinée d'une congrégation qui, selon les uns, attira à la religion une animadversion qui n'aurait dû rejaillir que sur ses ministres infidèles, mais qui, selon les autres, doit

être considérée comme un bienfait de la Providence, puisque la bulle qui lui donna rang dans l'Eglise romaine date de la même année où l'Angleterre s'en sépara. Cette institution, se propageant avec le protestantisme, semblait être une ample compensation que le ciel avait voulu donner aux catholiques pour les dédommager d'une aussi grande défection.

Les jésuites doivent leur existence au zèle ardent d'Ignace Loyola, né en Biscaye. Ancien militaire, blessé au siège de Pampelune, il embrassa l'état religieux, et se retira dans les vallées solitaires de la Catalogne, où il s'exténua par le jeûne et les mortifications, au point qu'il donna des signes d'aliénation mentale, qui, à cette époque, furent qualifiées de visions célestes. Toutefois Ignace se rendit suspect par la singularité de sa conduite et une manie incorrigible de catéchiser. A plusieurs reprises il attira sur sa personne et sur ses projets l'œil vigilant de l'inquisition, dont il connut deux fois les cachots. Après de nombreux pèlerinages en Espagne, en Italie et dans la Palestine, il se rendit à Paris, pour étudier dans les collèges et principaux monastères. L'idée de devenir le fondateur d'un nouvel ordre religieux s'étant affermie en lui, il composa ses *Exercices spirituels*, qui sont une réforme pratique et usuelle pour la conversion des pécheurs.

Ignace possédait au plus haut degré l'art de faire des prosélytes. Pierre Lefèvre, François Xavier, Jacques Laynez de Siguenza, Alphonse Salme-

ron, Nicolas Bobadilla et Simon Rodriguez, furent ses premiers disciples. Assuré de leur dévouement et de leur bonne volonté, il voulut les lier par des vœux inviolables, et les conduisit à l'abbaye de Montmartre (15 août 1534)¹. Après avoir communie avec eux, il leur fit contracter l'engagement de renoncer au monde, de vivre dans une chasteté perpétuelle et d'accomplir le pèlerinage de la Terre-Sainte.

Laynez, théologien subtil et politique profond, avait des opinions ultramontaines si exaltées, qu'elles allaient devenir la base du système de la société. Nicolas Bobadilla était dévoré du zèle apostolique et d'une fougue de caractère poussée jusqu'à l'impudence. François Xavier et Simon Rodriguez étaient les modèles achevés de toutes les vertus chrétiennes. Ces religieux s'étant attachés à Ignace, se mirent en route pour la Terre-Sainte. En passant à Rome, ils trouvèrent cette capitale du monde chrétien violemment agitée par les progrès que faisait alors la réforme de Luther. Ignace en fut alarmé, et dans son exaltation il conçut le plan d'un nouvel ordre monastique spécialement chargé de défendre la catholicité.

Paul III reçut cette proposition avec froideur ; Rome commençait à être fatiguée du grand nombre d'ordres monastiques. Mais lorsqu'Ignace Loyola eut

¹ LAUMIER (*Résumé de l'Histoire des Jésuites*, par), p. 27.

offert de s'engager lui et les siens par un vœu spécial, d'obéir en toute chose au pape, comme supérieur et maître de toutes les autres puissances, Paul III, ravi de cette soumission, s'écria d'un ton inspiré : *Spiritus Dei est hic* ¹, et l'ordre fut établi et reconnu sous le nom de *jésuites* (1540). Ignace fit observer à ses frères qu'institués pour combattre les hérésies sous la bannière du Christ, ils ne devaient point prendre de titre particulier, mais se dire simplement les compagnons de Jésus. Cependant le nom de *jésuites* a prévalu, et, sous ce nom, cet ordre n'a cessé d'être considéré comme une milice instituée pour combattre perpétuellement le protestantisme et raffermir le saint-siège ébranlé ².

Ignace, élu général, fut accueilli par Philippe II, souverain le plus intolérant qu'ait produit l'intolérante Espagne; de là provient l'attachement réciproque entre les jésuites et la cour de Madrid. Quoique par la bulle primitive le nombre des jésuites dût être limité à soixante, Ignace laissa douze provinces de son ordre dans les divers Etats de l'Europe, plus de cent collèges publics et des jésuites par milliers. Laynez et Salmeron parurent au concile de Trente; durant sa longue durée, ils rendirent d'importants services au saint-siège, et se montrèrent les ardens

¹ L'esprit de Dieu est ici. — Voy. *Imago primi sæculi Societatis Jesu*, lib. I, ch. VIII.

² VILLERS (*Essai sur l'Esprit et l'Influence de la Réforme de Luther*, par), p. 308.

défenseurs des prétentions les plus exagérées de la papauté et des abus les plus crians de l'Eglise. Dans la congrégation du 16 août 1563, ils établirent les principes dangereux de l'ultramontanisme. Selon leurs doctrines, les conciles n'avaient pas le droit de réformer la cour de Rome; les annates étaient de droit divin, et le pape étant le vicaire de Jésus-Christ, avait l'autorité de dispenser toutes sortes de lois. Enfin on le déclarait aussi infailible que Dieu lui-même. Ignace étant au lit de mort, établit par ses instructions que l'obéissance passive est la vertu particulière des compagnons de Jésus ¹. Néanmoins, après lui, ceux-ci substituèrent l'intérêt des choses humaines à la droiture de la solide piété; ils érigèrent leur société en gouvernement monarchique, et voulurent la faire respecter en accroissant d'une manière illimitée sa considération, son crédit et ses richesses ².

Quoique les jésuites aient long-temps tenu leurs constitutions secrètes, elles n'en sont pas moins connues; Laynez en fut l'auteur, et on les considère encore comme un chef-d'œuvre de politique: aussi pouvons-nous dire que la société n'eut point de premier âge ³; la maturité fut son point de départ. Elle se composait de cinq classes, sou-

¹ BOURGOURS (*Vie de saint Ignace*, par), liv. V, p. 425.

² LACHALOTAIS (*Premier Compte rendu de la Constitution des Jésuites*, par), p. 55.

³ BAUSSET (*Hist. de Fénelon*, par M. de), t. 1^{er}, p. 17.

prises progressivement les unes aux autres, selon les prérogatives attachées à chacune d'elles. Une de leur doctrine était de se conformer aux mœurs et aux goûts de chacun, de façon à lutter de vivacité avec les emportés, et de gravité avec les circonspects. D'après cette charte monastique, toutes les classes des jésuites dépendaient d'un chef unique qui portait le nom de *général*; sa dignité était à vie; il était assisté d'un profès de chacune des nations dans lesquelles les jésuites étaient établis; mais il n'était pas tenu de déférer aux avis du conseil. Seul il avait le droit de faire de nouveaux réglemens pour la société, sans être obligé de rendre compte des motifs de sa conduite.

Les jésuites unis par la conformité de la morale, la ressemblance de la doctrine, soumis aveuglément à leurs chefs, pénétrés du même esprit, gouvernés par une seule volonté, réunissaient dans leur institution les avantages de la monarchie tempérée à toute la force et la vigueur du pouvoir absolu. Mais oubliant les fonctions dans lesquelles un institut religieux doit se renfermer, ils portèrent leur inquiète activité dans toutes les affaires publiques. A l'aide de ce régime, ils s'étaient formés dans chaque Etat un corps absolument indépendant, ne recevant de lois que celles de leur général, auquel on adressait tous les trois mois un rapport sur l'état spirituel et temporel des royaumes¹. Ce chef suprême, élu pour son génie,

¹ LACHALOTAIS (Note 40^e du *Premier Compte rendu de la Constitu-*

et non pour sa naissance, exerçait une action cachée sur le sort des peuples et des rois. Son pouvoir était illimité, et tel que l'aurait exigé le maître d'une nation destinée à conquérir le monde¹.

La soumission de ce général envers le pape lia étroitement les jésuites avec la cour de Rome; dès lors il régna entre leur association religieuse et les besoins politiques de cette cour une communauté d'intérêts et d'idées qui existe entre les troupes qui font la force et l'autorité qui en dispose. Sans cette circonstance, nul doute que cet ordre ambitieux n'eût alarmé les prétentions pontificales. Convaincue de l'importance des maximes ultramontaines, l'adroite société de Jésus se fit un point de doctrine de les exploiter à son profit; et considérant la religion comme un moyen de parvenir à ses fins, elle assujettit à ses lois une grande partie du clergé, attendant le moment favorable pour donner à son chef l'empire de la papauté, mais avec des attributions supérieures à celles qu'avaient affectées jusqu'alors les pontifes les plus absolus; car les jésuites à la haute influence du pouvoir spirituel, cherchaient à réunir l'administration des choses temporelles avec lesquelles on peut aisément captiver les hommes. Leur ambition embras-

tion des Jésuites, par). Les provinciaux, ou directeurs d'un royaume devaient écrire tous les mois.

¹ RIGERT DE MONCLAR, procureur-général au parlement de Provence (*Plaidoyer dans l'affaire des Jésuites*, par), p. 111.

sant les deux mondes aspirait à la domination universelle¹.

Si l'on médite l'histoire de cette compagnie célèbre, malgré le mal qu'elle a pu faire, on ne pourra s'empêcher de considérer son institution comme une amélioration de l'ordre monastique. En rendant justice à tout ce qu'elle a produit d'utile², on admirera sa constance, son courage, sa persévérance dans les obstacles, et son adresse à exécuter les plans les plus difficiles. Ses membres s'établirent à la fois dans toute la chrétienté et jusque dans les contrées les plus lointaines. Si jamais empire eut un caractère légitime, ce fut celui que la société fonda au Paraguay, où elle conquît les hommes et le territoire, en rendant fécondes des terres qui auparavant étaient le repaire des reptiles et des bêtes féroces³. Chargés de l'instruction publique, les jésuites fondèrent des écoles fameuses, remplirent avec éclat la carrière de la chaire et des missions. Toutes les parties de la littérature, toutes les branches de la physique et des mathématiques furent cultivées par eux avec ardeur et succès.

Indépendamment de leurs relations avec les hautes classes de la société, ils s'attachèrent le peuple

¹ VILLERS (*Essai sur l'Esprit et l'Influence de la Réforme de Luther*, par), p. 297. — *Exposé du Rapport sur les Jésuites*, par l'abbé Chauvelin.

² VILLERS (*Essai sur l'Esprit et l'Influence de la Réforme de Luther*, par), p. 97.

³ LAUMIER (*Résumé de l'Hist. des Jésuites*, par), p. 276.

par des services réels et par mille pratiques de dévotion à sa portée. Profitant avec habileté des vertus et des vices de chaque individu, ils savaient les faire tourner à la gloire de la société et à l'agrandissement de sa puissance¹. Attentifs surtout à captiver les jeunes gens qui annonçaient de grands talens, ils ployaient ces jeunes rameaux aux principes de leur ordre. Ils altéraient même les livres de piété en y intercalant de pernicieuses maximes. Indulgens sur la morale, relâchés dans leur manière de vivre, ils sacrificèrent tout aux formes extérieures. Préférant les pratiques astucieuses à toutes les vertus civiles, on leur doit l'invention des détours, des mots à double entente, des faux-fuyans, et des restrictions mentales. Aussi formèrent-ils des savans, des écrivains, des orateurs, des jésuites enfin, sans pouvoir jamais créer un homme véritablement grand.

Se couvrant du voile de la religion, ils considéraient l'instruction publique comme un monopole qui leur était dévolu. Dans les villes ils formaient des congrégations, établissaient des conférences pour mêler aux instructions morales les opinions qu'ils voulaient faire prévaloir. Directeurs très-accrédités, ils étaient initiés dans tous les secrets; s'ingérant de la conduite intérieure des familles, ils faisaient des mariages, disposaient des fortunes et dic-

¹ TABARAUD (*Essai sur l'état des Jésuites en France*, par), Préface, p. xi.

taient les testamens; toutes choses pour lesquelles ils avaient des facilités merveilleuses; procurées par l'étendue de leurs relations. Ayant fait vœu de renoncer aux dignités ecclésiastiques, ils annoncèrent qu'eux seuls pouvaient sans danger fréquenter les cours. A l'aide de cette feinte humilité, les consciences des princes et des princesses tombèrent dans leurs attributions; installés dans les confessionnaux royaux, ils obtinrent de leurs crédules pénitens une confiance sans bornes qui les éleva, de fait sur la plupart des trônes. Les parlemens, l'Université et le clergé de Paris, indignés de cet esprit d'intrigue, s'opposèrent constamment à l'admission des jésuites en France. Tous ces corps les jugèrent capables de troubler la paix de l'Eglise, et plus propres à détruire qu'à édifier. Mais, soutenus par le cardinal de Lorraine, par les Guises, et surtout par Catherine de Médicis, nièce de Clément VII, ils furent introduits sous Henri II. Ces faits expliquent leur attachement à la ligue, leur inimitié contre Henri III, et les éloges publics qu'ils donnèrent à la mémoire de son assassin.

Le crédit des jésuites et l'abus de leur pouvoir excitèrent contre eux une animadversion presque universelle. Tous les coups qu'on leur portait étaient paralysés par les intrigues et les richesses de ce corps puissant. De tels moyens de défense irritèrent de plus en plus ses ennemis. En France surtout on reprochait à ce colosse redoutable son attachement

aux maximes réprouvées par l'esprit national de notre Eglise¹, son habileté à diriger la conscience des rois, et ses principes régicides contre les souverains rebelles à reconnaître la maxime du droit divin; car la concession qu'ils en faisaient aux rois ne tendait qu'à l'exercer sur eux avec plus d'empire.

L'opposition des parlemens à admettre cette maxime n'était point un acte irréligieux; ils la combattaient comme contraire à la dignité des couronnes qui, sans cela, auraient été placées sous la dépendance de la tiare. La magistrature, fidèle gardienne de nos anciennes constitutions et de l'autorité royale, repoussa constamment les pratiques jésuitiques. Sous les auspices de Henri IV, de concert avec l'Université et les chefs de l'Eglise, elle les avait vivement combattues; quoique les jésuites eussent été rappelés, ils ne pardonnèrent jamais à ce monarque d'avoir soumis les ligueurs; ils persuadèrent au fanatisme que Dieu n'avait pu l'éclairer, et qu'il devait être perpétuellement hérétique². Voilà pourquoi le poignard des assassins fut plongé si souvent dans le sein du meilleur des rois³.

L'esprit d'examen, de chicane et de controverse qu'avait réveillé la secte protestante et la faction jésuitique jeta un grand germe de fermentation dans toute l'Eglise catholique. En France ses apôtres les

¹ BAUSSET (*Hist. de Bossuet*, par M. de), t. II, liv. VI, p. 103.

² FERRAND (*Esprit de l'Histoire*, par), t. III, p. 501.

³ SULLY (*Mémoires de*), t. II, ch. XXX.

plus zélés, sans embrasser tout-à-fait les dogmes de Luther, désiraient d'importantes réformes dans la pratique de leur religion, et même plusieurs points de doctrines et de discipline que les protestans avaient rejetés commençaient à devenir pour les catholiques un sujet grave de discussions. Le concile de Trente, où les jésuites triomphèrent, avait été vigoureusement réfuté par la fameuse histoire qu'en donna Fra-Paolo, théologien du sénat de Venise. Dans ce concile on avait fixé les droits des papes et la hiérarchie ecclésiastique d'une manière tout-à-fait favorable au système ultramontain. Mais tout ce qui touchait aux dogmes était resté indécis. La *grâce*, qui tenait une place si importante dans la croyance des luthériens et dans celle des calvinistes, n'avait point été définie * ; cette circonstance obligea Michel Baïus, professeur à Louvain, d'en faire l'examen. Ce savant théologien, après avoir long-temps combattu les réformés, crut éteindre le schisme en adoptant quelques uns de leurs dogmes **, et cette concession occasiona une violente rumeur (1558),

* Ces discussions paraîtront peut-être un peu fastidieuses, ou du moins on les qualifiera de subtilités théologiques depuis long-temps oubliées ; mais les hommes instruits, versés dans la connaissance du cœur humain, en comprendront toute l'importance. La *grâce*, le *jansénisme*, le *molinisme*, l'*amour pur*, le *libre arbitre*, sont ce que nous appelons aujourd'hui *croyance*, *libéralisme*, *jésuitisme*, *philanthropie*, *indépendance*, *liberté*, etc.

** Voilà ce qu'aurait dû faire Henri IV, avec l'appui, la raison et les lumières de l'Eglise gallicane.

que l'habile Sixte-Quint parvint à calmer momentanément.

Telle était l'opinion que la France et l'Europe s'étaient formée de Luther et des jésuites, lorsque Corneille Jansen, évêque d'Ypres (plus connu sous le nom de Jansénius), réputé pour sa science et pour la pureté de ses mœurs, poursuivit les mêmes errements que Baius, et sous le titre d'*Agostinus* érigea en système les principes qu'il avait cru découvrir dans les livres du docteur de *la grâce* *. Cet ouvrage formant un énorme volume in-folio (1640), écrit en latin, sans ordre et sans méthode, non moins obscur par le style qu'abstrait par la nature du sujet, touchait à des matières si palpitantes d'intérêt, qu'au lieu d'être abandonné à sa destinée naturelle, une foule de profonds théologiens le lurent, l'expliquèrent et l'adoptèrent : l'animosité de leurs implacables ennemis acheva de donner à Jansénius une immense célébrité.

Cinq propositions, tirées de son livre, condamnées d'abord par Innocent X (1655), et ensuite par Alexandre VII (1656), allumèrent dans l'Eglise de France une guerre qui, quoique puérile en apparence, provoqua de nombreux scandales, et dont

* Puisque les propositions de Jansénius sont renfermées dans le *Traité de la Grâce*, par saint Augustin, ne conviendrait-il pas d'appeler *augustins* ceux qu'on désigne sous le nom de jansénistes ? Pourrait-on alors qualifier de schismatiques ceux qui suivent et pratiquent les maximes du plus auguste de tous les pères de l'Eglise ?

les graves conséquences troublèrent l'harmonie dans les grands corps de l'Etat. L'acharnement des sectaires inspira l'indifférence des principes religieux parmi les désintéressés, et contribua à jeter en France les germes d'une révolution morale et politique. Toutefois cette controverse, après avoir long-temps affligé nos pères, produisit néanmoins un grand bien, elle rétablit la discipline ecclésiastique et offrit le spectacle du clergé le plus instruit, le plus réglé de la catholicité. Elle prépara cette longue succession de grands orateurs chrétiens, qui donnèrent tant d'éclat au siècle de Louis XIV. D'un autre côté, la théologie scolastique, avec ses hypothèses hardies et ses distinctions subtiles sur des points qui ne sont pas à la portée de la raison humaine¹, allait donner naissance à l'esprit philosophique.

Les jésuites, zélés défenseurs des maximes de la cour de Rome, irrités de l'abandon où devait tomber leur théologie, se déclarèrent contre Jansénius. Ils trouvèrent dans la maison religieuse de Port-Royal des adversaires redoutables à la fois par le talent de bien écrire et par l'étendue de leur savoir. Le célèbre Pascal, armé d'une dialectique vive et mordante, jeta sur eux dans ses *Lettres provinciales* un ridicule si piquant, qu'elles ont survécu à l'ordre qui les avait provoquées. Les jésuites auraient suc-

¹ ROBERTSON (*Hist. de Charles-Quint*, par), t. 1^{er}, Intr., p. 102.

cômbé dans leur poursuite contre les doctrines de saint Augustin, sans la protection de Richelieu. Ce ministre, avant même que les propositions eussent été condamnées, fit enfermer Duvergier de Hauranne, abbé de Saint-Cyran, pour s'être déclaré l'ami et le zélé défenseur de Jansénius, et avoir osé également censurer sa conduite politique en blâmant son alliance avec les puissances protestantes.

Mazarin, successeur de Richelieu, quoique assez indifférent sur les matières théologiques, aimait peu les jésuites; mais persuadé que les solitaires de Port-Royal entretenaient des relations avec son ennemi, le cardinal de Retz, il excita le clergé à demander l'exécution de la bulle de 1656, qui condamnait les cinq propositions, avec la clause expresse qu'elles étaient fidèlement extraites de Jansénius. Les théologiens, sans défendre le sens littéral des cinq propositions, prétendirent qu'elles n'étaient pas dans l'*Agostinus*. La querelle devint alors plus vive que jamais; on écrivit de part et d'autre une multitude d'ouvrages où les passions humaines étouffant la charité, si fort recommandée aux chrétiens, fournirent aux ennemis de la religion un sujet de triomphe¹.

Louis XIV ne tarda pas à éprouver combien il est dangereux pour un souverain de s'abandonner aux volontés des papes. Malgré les concessions de

¹ BOSSUT (*Vie de Pascal*, par), édit. de Crapelet, t. 1^{er}, p. XLIV.

Louis XI, de Louis XII et le concordat de Léon X, la pragmatique-sanction, instituée par saint Louis, et confirmée par le concile de Bourges, subsistait encore dans toute sa force¹. D'après son droit de *régale*, Louis XIV voulut jouir du revenu des évêchés et bénéfices, jusqu'à ce que les nouveaux pourvus eussent prêté leur serment de fidélité. Cependant quelques provinces ne pouvaient encore jouir de ce droit, mais alors la couronne voulut l'étendre sur toutes les Eglises de France sans exception², afin de mettre un terme aux exactions de ces légats, qui, comme le dit Pasquier, ne venaient en France que pour *rafter* nos bénéfices. La demande qu'ils firent du revenu des évêchés vacans amena une discussion si grave entre Innocent XI et Louis XIV, que ce monarque conseillé par Colbert, et de l'avis même du jésuite La Chaise, son confesseur, fut forcé de convoquer un concile national pour défendre la majesté du trône.

Cette querelle facilita au clergé de France les moyens de faire revivre ses droits contre les prétentions de la cour de Rome; il se constitua en assemblée et prit pour défenseur et rédacteur de ses actes Bossuet, à la fois grand théologien et orateur sublime, qui tout récemment venait d'être nommé à l'évêché de Meaux. Un si digne interprète de l'Eglise

¹ W. Roscœ (*Vie de Léon X*, par), t. III, p. 64.

² BAUSSET (*Hist. de Bossuet*, par M. de), t. II, p. 114.

gallicane pouvait seul, dans de pareilles circonstances, poser les bornes légitimes où devaient s'arrêter des opinions aussi ardues. Avec cet appui et celui de son souverain, le clergé français lutta contre le caractère inflexible et altier d'Innocent XI; il signala sa résistance par la publication de quatre fameux articles, extraits du traité de Pithou, sur nos libertés religieuses, dans lequel l'illustre rédacteur, modifiant l'âpreté de ce savant magistrat, réduisit en ces termes les doctrines de notre Eglise :

« 1° Que les rois ne sont soumis à aucune puissance
 « ecclésiastique par l'ordre de Dieu dans les choses
 « temporelles; 2° qu'un concile général est supérieur
 « au pape, comme celui de Constance l'a décidé;
 « 3° que les coutumes et les lois reçues dans l'Eglise
 « gallicane doivent être maintenues; 4° enfin, que
 « le jugement du souverain pontife, en matière de
 « foi, n'est infaillible qu'après la sanction de l'E-
 « glise. »

Cette déclaration (19 mars 1682), signée par soixante-quatre députés ecclésiastiques, et approuvée par Louis XIV, fut accueillie avec transport et considérée comme un des plus beaux titres de gloire de Bossuet et de l'Eglise de France¹. Elle réunissait trois choses difficiles à concilier : une réserve sage, une précision rare, une logique entraînante² *. Le

¹ BAUSSET (*Hist. de Bossuet*, par M. de), t. II, p. 170.

² FERRAND (*Esprit de l'Histoire*, par), t. IV, p. 500.

* Sur la fin de ses jours, Bossuet voulut revoir le manuscrit de son

parlement où se trouvaient beaucoup de huguenots dont on violentait la conscience¹, la considéra comme un pacte de tolérance religieuse. Il arrêta que les principaux magistrats se transporteront à l'Université de Paris, et dans toutes les facultés de théologie, de droit civil et canonique, pour y faire lire en leur présence l'édit du roi et la déclaration du clergé. Ainsi fut définitivement tracée la route que devait suivre l'Eglise française. Elle fixait au plus haut point de perfection possible l'accord du pouvoir religieux et du pouvoir politique. Après avoir été ouverte par saint Louis, tracée par les Pithou, les Pasquier et une foule de célèbres magistrats, elle fut enfin achevée par Bossuet et Louis XIV².

Le fier Odescalchi, plus irrité que jamais, condamna les propositions du clergé, et refusa les bulles à tous les évêques nommés par le roi. L'ambassadeur français Lavardin, malgré les défenses du pape³, entra dans Rome avec un cortège de gens armés. Enfin la France ne tenait à la communion romaine que par un fil prêt à se rompre⁴. Plus d'un tiers des

ouvrage en faveur de la déclaration du clergé, et l'intituler : *La France orthodoxe*. (Voy. *Annales philosophiques*, 1800, par l'abbé de Boulogne, t. I^{er}, p. 511.)

¹ VILLERS (*Essai sur l'Esprit et l'Influence de la Réforme de Luther*, par.), p. 167.

² FERRAND (*Théorie des Révolutions*, par.), t. I, p. 353.

³ VOLTAIRE (*Siècle de Louis XIV*, par.), t. 1^{er}, ch. XIV, p. 211, édition stéréotype.

⁴ VOLTAIRE (*Siècle de Louis XIV*, par.), t. III, ch. XXXV, p. 115.

évêchés était privé de pasteurs, et le parlement de Paris suppliait le roi * d'assembler un concile national pour aviser aux moyens de remédier aux désordres que provoquait un pontife inflexible. Déjà l'opinion des politiques était d'établir un patriarche indépendant; mais les jansénistes, quoique ayant des opinions communes avec les luthériens, ne purent surmonter la crainte du reproche d'hérésie, et leur conscience timorée sauva en France la papauté. Les jésuites, au lieu de se montrer favorables aux prétentions ultramontaines, soutinrent avec ardeur les doctrines du clergé de France. Cependant la plupart des propositions dont Bossuet prononçait la condamnation étaient extraites des casuistes de leur ordre; mais ce fut sans doute pour ne pas encourir la disgrâce du monarque et celle de son confesseur qu'ils cédèrent aux circonstances, en adoptant des maximes contraires à la puissance des papes.

Colbert, en convoquant l'assemblée du clergé, et en provoquant ses actes, avait bien mérité de sa patrie. La mort de ce grand homme (1683) mit fin à la plus belle moitié d'un règne glorieux. Le chancelier, Michel Letellier, et Louvois son fils, depuis long-temps contenus par ce sage ministre, n'ayant plus à combattre son opposition, excitèrent le

* Arrêt du 23 janvier 1688.

¹ BAUSSET (*Hist. de Bossuet*, par M. de), t. II, p. 188.

père La Chaise à se replacer sous ses véritables bannières; de concert avec lui, ils forcèrent le roi à faire oublier la déclaration du clergé en se déclarant contre les protestans. Long-temps Louis XIV repoussa l'idée de violenter les consciences¹ : mais, ainsi qu'on l'avait fait entendre à François I^{er}, il crut que les innovations religieuses entraînaient avec elles un changement de dynastie, et, pour faire oublier ses démêlés avec Innocent XI, il se décida à donner des preuves d'un catholicisme rigide, ce qui rendit encore plus indissoluble l'alliance déjà si intime de l'autel et du trône.

La révocation du fameux édit de Nantes fut une grande calamité (1685); l'histoire la rappellera toujours pour attester que le premier exemple de persécution légale a été donné par un monarque absolu. Cet édit, émané d'Henri IV, confirmé par Louis XIII, proclamé loi de l'Etat et obligatoire pour tous les rois de France, était un contrat entre le trône et la nation : le traité de Westphalie en avait été la conséquence. Sa violation, conçue par une aveugle intolérance, ralluma toutes les calamités qu'engendrent les guerres civiles. Les enfans protestans furent arrachés à leurs parens pour être faits catholiques; les femmes enfermées et les réformés qu'on surprenait dans les lieux solitaires, assistant

¹ *Considérations sur Louis XIV.* (Voy. Œuvres de ce monarque), t. 1^{er}, p. 192.

aux prédications évangéliques , étaient envoyés aux galères ; ceux qui exerçaient des charges publiques furent forcés d'y renoncer, ou de changer de religion. Pour les contraindre tout fut employé ; faveurs aux nouveaux convertis, exemption de tailles, affranchissement de toute espèce , et lorsqu'ils persistaient à vouloir vivre dans leur croyance, ils étaient exilés ou en proie aux plus violentes persécutions. Les horreurs exercées au nom de la religion, sur quelques points de la France, sont impossibles à décrire ; elles glaçant d'effroi, et seront l'éternelle réprobation du gouvernement qui osa les ordonner. Jamais la barbarie ne fut poussée plus loin d'une part, et la fermeté de l'autre. On vit peu d'abjurations ; les religieux supportèrent le poids des chaînes plutôt que de renoncer à leur foi. Le massacre de la Saint-Barthélemy fut peut-être moins affreux : sous Louis XIV aucun fonctionnaire ne refusa d'exécuter ses ordres, tandis que ceux de Charles IX furent repoussés par plusieurs catholiques zélés, indignés de se voir condamnés au métier d'assassins.

Huit cent mille citoyens paisibles ¹, arrachés aux foyers domestiques, allèrent porter chez l'étranger avec leur utile industrie le secret et l'emploi des premières machines qui fondèrent la fortune manufacturière de l'Angleterre. Leurs biens confisqués servirent à récompenser la noblesse, ou furent achetés

¹ VOLTAIRE (*Siècle de Louis XIV*, par), ch. XXXVI, p. 139.

par d'injustes persécuteurs *. L'Europe indignée se ligua à Augsbourg (1687) contre cette tyrannie qui, en exaspérant les esprits, excita contre les Bourbons non seulement l'inimitié d'une partie de leurs sujets, mais encore celle des princes qui s'étaient séparés de la communion romaine. Léopold I^{er} profita avec habileté de cette circonstance pour donner à la maison d'Autriche l'ascendant qu'elle acquit aux dépens de la France. Une coalition fut provoquée par le prince d'Orange ; et comme la tyrannie réveille toujours la liberté qu'on veut étouffer, ce prince rappela aux Français dans plusieurs manifestes le souvenir presque éteint des états généraux ¹. Sa persévérance à défendre la liberté de conscience fit que les Anglais l'appelèrent sous le nom de Guillaume III à succéder aux Stuarts, qui, par leur obstination à contrarier la volonté nationale, avaient prouvé une incapacité radicale dans l'art de gouverner. A toutes ces fautes de Louis XIV se joignent l'incendie du Palatinat, ordonné de sang-froid et sans nécessité, et le refus de s'allier aux Hollandais, peuple héroïque dont la France aurait dû protéger le berceau, étant ennemis de l'Angleterre par rivalité, de l'Autriche par crainte, et de l'Espagne par ressentiment ³.

* Dans plusieurs lettres de M^{me} de Maintenon à son frère, elle lui recommande de faire, autant que possible, de ces sortes d'acquisitions.

¹ FAVIER (*Politique des Cabinets de l'Europe*, par), t. II, p. 406.

² BARRUEL (*Histoire du Jacobinisme*, par l'abbé), t. II, p. 64.

³ LEMONTEY (*Essai sur l'Etabl. monarch. de Louis XIV*, par), p. 376.

Le retrait de l'édit de Nantes, si agréable au saint-siège, aurait dû lui faire oublier les efforts de la France pour assurer le maintien des libertés de son Eglise. Bien plus, sous Alexandre VIII, Louis XIV se désista de ses prétentions sur le comtat d'Avignon. Mais ce pape, n'ayant pu obtenir des évêques la rétractation des actes de l'assemblée du clergé, publia une nouvelle bulle contre les quatre articles de la déclaration de 1682. Enfin, sous Innocent XII, la cour pontificale s'étant relâchée sur le droit de régale, Louis XIV, satisfait, abandonna les intérêts de son clergé et ceux de la nation ¹. En vieillissant, l'inquiétude et la faiblesse entrèrent dans cette grande âme. Le vainqueur de l'Europe, vaincu par un confesseur atrabilaire et une femme artificieuse, ne put supporter le regret d'avoir contrarié le père commun des fidèles, et secrètement il lui écrivit (1693) une lettre d'excuses que les théologiens considèrent comme l'abrogation de son édit sur les articles émis par l'assemblée du clergé ². Cependant, par la suite, les instructions données à nos ambassadeurs * firent revivre les maximes qui avaient été censurées; n'ayant pas été contredites, la cour de Rome parut enfin consentir à laisser subsister les franchises de

¹ *Annales de la Religion*, t. XIII, p. 200; Notes sur l'*Ultramontanisme*.

² *Mélanges de Philosophie*, publiés par l'abbé de Boulogne, 1807, t. II, p. 297.

* En 1753 et en 1756.

notre Eglise¹. Le parlement de Paris, pour confirmer cette approbation tacite, a souvent renouvelé les clauses de l'édit de 1682, ce qui fait qu'aujourd'hui la magistrature lui conserve toute son autorité.

Sans doute les esprits frivoles considéreront ces événemens comme étrangers à mon sujet; mais ce n'est pas sans motif que je les y ai attachés. Le jansénisme et le protestantisme étaient les factions de ce temps-là. Leurs luttes furent des incidens qui préparèrent les esprits, non seulement à la controverse, mais encore à une violente opposition. En racontant la série naturelle des faits, en les suivant pas à pas dans leur ordre chronologique, on acquiert la certitude que l'opinion religieuse, par son influence sur les mœurs, forme le caractère qui est la cause déterminante des volontés nationales. Au reste, il est temps de le dire et de le proclamer, le récit des dissensions de ces temps reculés est réellement l'histoire de l'esprit révolutionnaire qui aujourd'hui, sous sa vraie forme avouée, réagit dans l'ordre social.

On serait en effet dans une erreur complète si l'on croyait encore que le fanatisme seul porta Louis XIV à persécuter les sectateurs de la religion réformée. Lui et ses ministres étaient trop habiles à déduire la conséquence naturelle des événemens passés pour n'être pas convaincus que la réforme reli-

¹ BAUSSET (*Histoire de Bossuet*, par M. de), t. II, p. 217

gieuse tendait à une réforme politique, et que depuis la révocation de l'édit de Nantes les protestans formaient une faction prête à toute sorte de renversement, pourvu qu'elle pût triompher et se venger¹. Lorsque dans les Cévennes on les combattait avec tant d'inhumanité, c'est qu'on savait fort bien que ce parti, en opposition avec le trône, était le même qui sous Henri III forma le projet de se rendre indépendant. A cette époque il était secouru en secret par l'Angleterre et la Hollande, qui l'excitaient à poursuivre son plan de gouvernement républicain, dans l'intention de contrarier la puissance de Louis XIV. Rien ne le prouve mieux que le discours du maréchal Labaume de Montrevel aux gentils-hommes protestans des six diocèses ravagés par la guerre civile : les ayant convoqués à Nîmes, il leur représenta le tort qu'ils avaient eu de n'avoir pas employé leur crédit à étouffer l'insurrection dès sa naissance; qu'ils se devaient au bien et à la conservation de leur pays, et surtout ne jamais favoriser ces hommes qui, sous le voile de la religion, masquaient leur haine contre toute espèce d'autorité. Il ajouta qu'eux-mêmes seraient sacrifiés à leur rage, s'ils ne ramenaient pas à la modération les paysans des communautés dont ils étaient les seigneurs. Il

¹ *Essai sur l'Art de rendre les Révolutions utiles*, t. 1^{er}, p. 44. (L'abbé Bonnet, auteur de cet ouvrage, le composa en 1801 dans le cabinet du premier consul, et le fond de plusieurs chapitres appartient à Napoléon.)

termina son discours en leur disant « qu'il ne s'agisse
« sait plus de religion; qu'il souhaitait que tout le
« monde fût bon catholique, sans vouloir contraindre
« personne à le devenir; mais qu'il exigeait
« seulement qu'on fût fidèle au roi ¹. »

Clément XI, en renouvelant l'anathème contre les cinq propositions (1705), condamna aussi la doctrine des jansénistes, qui croyaient satisfaire aux bulles apostoliques par un silence respectueux. Cette décision, quoique indifférente au premier coup d'œil, ranima les animosités et la discorde ². Il fallut signer un formulaire où le fait était énoncé en termes très-express. Ceux qui se raidirent furent traités comme coupables. Les solitaires de Port-Royal crurent par des tempéramens apaiser la querelle; à l'imitation des théologiens, ils rejetèrent les propositions, sans vouloir convenir qu'elles appartenaient à Jansénius. Cette restriction fut fatale à la société qui avait été l'école des talents, du bon goût et de la saine littérature.

Les religieuses de Port-Royal, malgré les pressantes invitations de l'archevêque de Paris et les conseils de Bossuet, qui leur assura avoir trouvé dans Jansénius les cinq propositions ³, répondirent que,

¹ *Histoire des Camisards*, t. I^{er}, liv. IV, p. 230, composée d'après l'histoire manuscrite intitulée : *De la Révolte des Fanatiques*, écrite en 1707 par de Labaume, conseiller au présidial de Nîmes.

² MILLOT (*Histoire de France*, par), t. III, p. 333.

³ BAUSSET (*Histoire de Bossuet*, par M. de), t. I^{er}, p. 188. — ANQUETIL (*Histoire de France*, par), t. VIII, p. 37.

n'entendant pas le latin, elles ne pouvaient affirmer que l'auteur eût exposé dans son livre la doctrine que l'on condamnait. Cette sage circonspection irrita Louis XIV; excité par le père La Chaise, il ordonna la dispersion des religieuses, et fit raser leur maison ¹ (1709), regardée comme l'asile de la plus solide piété. L'exaltation produite par cette tyrannie devint telle, que le gouvernement fit déterrer les corps qui étaient dans l'église et dans le cimetière de Port-Royal², pour les dérober à la vénération des jansénistes.

Après les questions de Jansénius et l'affaire de la régale, celle du *Quiétisme* fut encore une chose importante. Fénelon, séduit par une piété douce, une délicatesse exquise de sentimens, épris surtout de la forte envie d'aimer Dieu pour lui-même, adopta les mystiques rêveries d'une âme dévote ³, et lui prêta l'appui de ses vertus. Pour donner plus d'expansion à ces idées, il avait publié les *Maximes des Saints*, ouvrage dont les expressions tendres, affectueuses, reproduisent les extases de sainte Thérèse. Bossuet trouva dans ce livre des doctrines opposées à celles des vrais croyans; il s'éleva contre son auteur avec véhémence, et le dénonça au roi comme

¹ BÉSOGNE (*Histoire de Port-Royal*, par), t. VI, p. 226.

² VOLTAIRE (*Siècle de Louis XIV*, par), ch. xxxvii, p. 169, édit. stéréotype.

³ VOLTAIRE (*Siècle de Louis XIV*, par), ch. xxxviii, p. 288, édit. stéréotype.

novateur. L'affaire, portée à Rome, ne servit qu'à relever l'humilité de Fénelon, et à ternir la gloire de l'évêque de Meaux, dont le zèle prit en cette circonstance tout le caractère de la passion.

Mais la disgrâce de Fénelon était peut-être provoquée par un motif plus grave : gouverneur du duc de Bourgogne, fils du dauphin, il osa, dans un poëme ingénieux, conseiller le roi et censurer ses ministres. Tous les courtisans déclarèrent que l'admirable conception du *Télémaque* était un véritable crime de lèse-majesté ¹. Ce prélat, relégué dans son archevêché, et livré à ses réflexions, ne voyant entre le trône et son élève qu'un vieux monarque touchant à son heure dernière, devait croire que la Providence réservait au jeune prince la gloire de mettre à exécution les grandes maximes de morale politique qu'il lui avait inculquées, et auxquelles il attachait le salut de la France.

Fénelon en effet avait été le premier à prêcher au sein de la cour la nécessité d'utiles réformes. Prévoyant les malheurs réservés à la monarchie si on négligeait plus long-temps d'assembler les états-généraux, il transmit au duc de Bourgogne un projet écrit de sa main ² dans lequel il lui démontrait la nécessité de les rétablir un jour. Mais, pour éviter le danger de leur ressentiment, et celui d'une partici-

¹ BAUSSET (*Hist. de Fénelon*, par M. de), t. III, liv. VI, p. 37.

² BAUSSET (*Hist. de Fénelon*, par M. de), t. III, liv. VII, p. 263.

pation trop brusque à d'importantes innovations, il proposait de les faire précéder d'une assemblée de notables. A la suite des plus hautes considérations sur le gouvernement religieux et la politique extérieure, ce nouveau sage citait comme modèles les Etats provinciaux du Languedoc, où le tiers-état avait une représentation égale à celle des deux premiers ordres réunis, et dont la constitution faisait la prospérité de cette belle province.

Le duc de Bourgogne, éclairé par les vertus de Fénelon, avait dompté ses passions impétueuses par une éducation sainte. La solide piété ayant corrigé son naturel, il fut ramené à un tel degré de sagesse, que ce prince promettait à la France un monarque accompli. Convaincu des imperfections de son aïeul et des vices de l'intolérance, il eût mis ses soins à réprimer le fanatisme religieux; dans le choix des hauts fonctionnaires, il n'entendait point que l'on accordât au détriment du talent une faveur exclusive à la piété. Il voulait adoucir les rigueurs de la justice et établir des administrations provinciales après avoir partagé le royaume en parties à peu près égales. Pour étouffer l'orgueil de la noblesse et relever sa dignité par une louable émulation fondée sur le vrai mérite, il se proposait d'instituer des titres intermédiaires entre ceux de baron et de marquis, jusqu'à celui de duc, de sorte que l'on montât de l'un à l'autre par quelque belle action ou par la continuité du service. Afin d'éviter l'abus des décorations,

et de ne pas prodiguer ni avilir le plus puissant des véhicules pour les âmes bien nées, il eût voulu qu'elles ne fussent données qu'à la suite d'une enquête et sur des droits acquis et motivés. Ces décorations auraient servi de marques visibles pour distinguer chaque titre qui eût été à vie, et jamais héréditaire, de sorte que le fils d'un duc ne serait arrivé que par des promotions méritées au rang et aux dignités dont son père jouissait. Sa maxime était que les rois sont faits pour les peuples, et non pas les peuples pour les rois ¹. Louis XIV découvrit dans la cassette de son petit-fils les plans de réforme qu'il méditait, et, d'une main chagrine, il les livra aux flammes ². Bientôt après, ce modèle des princes, âgé de trente ans, qui voulait unir le trône, le peuple et l'armée par un faisceau d'institutions généreuses, mourut lorsque la France commençait à fonder sur lui des espérances qui, en se réalisant, l'auraient dispensée de recourir à la nécessité d'une révolution ^{*}.

La touchante docilité du chancre de Télémaque ne mit point fin aux querelles théologiques. Le père Quesnel, oratorien déjà connu par des traités d'une

¹ SAINT-SIMON (*Mémoires du duc de*), 1^{re} édition.

² LEMONTEY (*Essai sur l'Etablissement monarchique de Louis XIV*, par), p. 446.

^{*} Louis, dauphin, nommé monseigneur, mort en 1711; Louis, duc de Bourgogne, son fils, mort en 1712; Adélaïde de Savoie, sa femme, morte en 1712; Louis de Bretagne, fils du duc de Bourgogne, et frère de Louis XV, mort en 1712.

haute érudition , publia des réflexions morales sur le nouveau Testament; quoiqu'elles ne continssent que des pensées sur les plus belles maximes de l'Evangile, elles fournirent encore matière à de fâcheux démêlés. Le cardinal de Noailles, archevêque de Paris, aussi distingué par son rang que par ses qualités personnelles, s'était déclaré le protecteur de cet ouvrage, qu'il croyait propre à inspirer les vertus chrétiennes; mais le père Tellier, jésuite, devenu confesseur du roi, par son caractère irascible, ne ménageait rien, et son crédit pouvait tout écraser. Ennemi déclaré de Quesnel et de ceux qu'il soupçonnait de jansénisme, il fit lancer contre des hommes graves et recommandables des lettres de cachet qui répandirent partout la terreur ¹. C'est aux actes arbitraires de cet homme sombre, dur, méchant et faussement zélé, que la société des jésuites doit attribuer une partie de ses malheurs.

Tellier, après avoir dressé des mandemens contre l'ouvrage de Quesnel, fit saisir ses papiers avec ceux du grand Arnaud, dont il était dépositaire; il en rédigea des extraits dans un esprit malveillant, et les remit à M^{me} de Maintenon pour en faire lecture à Louis XIV. Par ces manœuvres perfides, cet odieux jésuite communiqua ses ressentimens au roi, trop affaibli par l'âge pour prévoir qu'en poussant à

¹ LACRETELLE (*Histoire de France pendant le dix-huitième Siècle*, par), t. I^{er}, p. 60.

bout des esprits ardents et inflexibles, il allait réveiller de vieilles querelles qu'il eût été si prudent d'assoupir. Peu de temps après le monarque demanda à Clément XI la censure du livre de Quesnel : ce pontife en admira les beautés¹, mais crut y découvrir des défauts cachés, et par la bulle *Unigenitus* (1713) condamna cent une des propositions de cet ouvrage.

Cette décision alluma une espèce de guerre civile et religieuse. Louis XIV ordonna l'acceptation de la bulle. Une nombreuse assemblée d'évêques fut convoquée à Paris; les uns y consentirent moyennant quelques explications; les autres ne voulurent ni de la bulle ni des correctifs. L'archevêque de Paris continua à se mettre au nombre de ces derniers : secondés par une multitude de communautés et de corporations, ils s'élevèrent contre les décisions du pape, qu'ils regardèrent comme l'ouvrage des jésuites². C'était une guerre civile dans les esprits; on eût dit qu'il s'agissait du renversement du christianisme. Sans doute le manteau de la religion a souvent couvert des persécutions plus cruelles, plus générales, mais à aucune autre époque l'esprit d'intrigue, de haine, de calomnie et de méchanceté, ne revêtit plus honteusement les formes sacrées.

¹ Témoignage de l'abbé Renaudot, conclaviste du cardinal de Noailles.

² LACRETELLE (*Histoire de France pendant le dix-huitième Siècle*, par), t. 1^{er}, p. 57.

On avait fait accroire à M^{me} de Maintenon qu'elle était théologienne, et c'est elle qui persuadait à Louis XIV, étranger aux matières religieuses, qu'il était du devoir d'un roi très-chrétien de sévir contre les hérétiques; tous deux, pour expier leurs péchés, faisaient remplir les prisons de citoyens accusés de jansénisme. Ce qu'il y avait de déplorable, c'est qu'on portait au jésuite Tellier la copie des interrogatoires faits à ces infortunés taxés d'irrégion, eux dont la sévérité de mœurs faisait la censure de la cour qui les persécutait.

La conscience alarmée de Louis XIV le portait à écouter son confesseur de préférence à son archevêque. Tellier, faisant servir à sa vengeance son roi et sa religion, voulait faire déposer le cardinal dans un concile national¹. On se borna seulement à lui défendre de paraître à la cour. Une foule de personnages de tous les grands corps de l'Etat s'élevèrent hautement contre cet acte de rigueur et en rejetèrent l'odieux sur le Vatican. La bulle éprouva une violente opposition; le parlement refusa de l'enregistrer, et déclara que sans le maintien de la quatre-vingt-onzième proposition ainsi conçue : *La crainte d'une excommunication injuste ne doit pas nous empêcher de faire notre devoir*, tous les royaumes de la terre seraient à la disposition des papes, et que tout souverain brouillé avec eux devait trembler

¹ VOLTAIRE (*Siècle de Louis XIV*, par), ch. xxxvi, p. 178, édit. stéréotype.

devant un sujet fanatique. Néanmoins le parlement et la Sorbonne acceptèrent la bulle, mais toujours sous les réserves d'usage, c'est-à-dire le maintien des libertés de l'Eglise gallicane.

Les ennemis du cardinal triomphaient, et l'implacable confesseur était sur le point d'arracher à son trop crédule pénitent de nouveaux actes de persécutions contre les opposans à cette bulle, lorsque la mort de Louis XIV (1^{er} septembre 1715), en changeant la face des événemens, prévint les effets d'une révolte que pouvait faire éclater la prolongation d'un système aussi déplorable. Tels furent les derniers rayons de cet astre dont la splendeur avait ébloui la terre, fixé les regards de l'Europe et l'admiration de la France; des jours tristes et humilians terminèrent ce beau règne. Une intrigante habile et un prêtre impitoyable se partagèrent entre eux le pouvoir du vieux monarque, et ne lui laissèrent que la superficie de roi.

Une compression de dix années avait condamné la nation française à se taire. Le fisc se montrait plus exigeant à mesure que le peuple devenait plus pauvre et qu'on accordait de nouvelles exemptions au clergé* dont les richesses paralysaient toutes les ressources de l'Etat. Les jésuites étaient puissans et inquisiteurs. Leurs maximes intolérantes répan-

* Par l'ordonnance de 1710, Louis XIV déclara qu'il entendait que le clergé; tant pour le passé que pour l'avenir, fût exempt des taxes imposées au reste de la nation.

daient un voile sombre sur la France attristée. La violence et la persécution imposèrent la contrainte à ce peuple qui dans son naturel pousse quelquefois la franchise jusqu'à l'indiscrétion. Enfin, les Français devenaient hypocrites ! chacun, selon son caractère, était dévot par crainte ou par séduction.

La mort de celui qui tenait la nation opprimée relâcha tous les ressorts ; et comme la réaction est égale à l'action, la liberté s'éleva jusqu'à la licence : le grand roi fut inhumé au milieu des clameurs d'une insolente allégresse ; les outrages et les injures de la populace troublèrent le convoi d'un prince aux pieds duquel l'encens de la flatterie avait brûlé pendant plus de soixante ans. Le nom de Tellier était couvert d'opprobre ; ceux même de Louis et de M^{me} de Maintenon ne purent échapper à l'animadversion générale. On prévoyait le scandale qu'allait donner le testament que lui dicta cette femme ambitieuse, et dans lequel la moralité de ce prince sévère se montrait si indulgente pour ses propres faiblesses. En élevant ses enfans naturels au rang des princes du sang, en les déclarant aptes à hériter, il profana la couronne de saint Louis, et jeta la discorde au sein de sa famille ; il l'humilia même en contraignant les trois branches de sa maison à épouser ses filles naturelles après le refus dédaigneux du prince d'Orange ¹.

¹ LEMONTEY (*Essai sur l'Etablissement monarchique de Louis XIV*, par), p. 421.

Ces faits, si contraires aux mœurs et à nos lois fondamentales, en offensant la dignité nationale, parurent un outrage à la religion, et dégradèrent le principe constitutif de la légitimité sur lequel reposait la majesté de l'empire français. Tous les ordres de l'Etat furent blessés de la violation de ce dogme conservateur; et la nation, indignée, frémissait en songeant aux conséquences de l'absolutisme. Dans sa vertueuse fierté, elle ne pouvait se soumettre à l'idée d'être transmise et léguée comme un servile héritage aux fruits de l'adultère et de l'hypocrisie. La morale en politique ne fut pas non plus respectée sous la minorité de Louis XIV; les intrigues de Mazarin pour rendre Charles I^{er} irréciliable avec son parlement sont des faits avérés¹; ajoutons que le grand roi traita avec Cromwel², et qu'après avoir fait rendre à ce régicide les honneurs accordés aux têtes couronnées, de son propre aveu il protégea les restes de la faction du *Protecteur*, pour exciter de nouveaux troubles dans Londres³.

Tout a été dit sur Louis XIV; néanmoins ce n'est que depuis peu qu'il commence à être bien jugé. Un esprit plus libre et plus mûr, sans ôter à sa

¹ MONTGAILLARD (*Histoire de France*, par), t. I^{er}, p. 416.

² Traité du 3 novembre 1655. — Voy. DUMONT (*Corps diplomatique du droit des Gens*, par), t. VI, p. 121.

³ *Instructions pour le Dauphin* (OŒuvres de Louis XIV), t. II, p. 203.

mémoire le brillant cortège dont elle est environnée, a prouvé que l'histoire de sa vie offrait moins d'exemples à suivre que de défauts à éviter : ses profusions et celles de sa cour creusèrent un abîme où le trône aurait été beaucoup plus tôt précipité, si Colbert n'avait trouvé d'immenses richesses par les opérations de commerce que son génie entreprit avec les quatre parties du monde. L'impulsion donnée par l'administration forte et vivifiante de ce grand homme fit rejaillir sur la France un éclat immortel, et permit de faire face aux dépenses en tout genre d'un règne glorieux, mais dont la dernière moitié fut marquée par un faste sans exemple et des calamités sans nombre.

Louis XIV, associant l'honneur national à ses guerres et à ses entreprises, fit du trône le pivot unique sur lequel devait se mouvoir l'administration générale, et ramena sur lui-même, comme représentant du royaume, toute l'importance qu'on attribue dans les Etats constitutionnels aux corps entiers de la nation. Les trois grands pouvoirs sociaux que le monarque réunissait alors sous son sceptre, apportant en tribut le fruit de leur culture ou publique ou privée, concentraient autour de lui tout ce que la fortune et la force de l'autorité pouvaient avoir d'empire sur le cœur de nos pères ; ce prestige sut d'autant mieux leur cacher les vices du gouvernement de ce prince, qu'on y trouvait des traces de grandeur jusque dans son

despotisme et ses prodigalités : si le titre de Majesté n'eût pas encore été donné aux têtes couronnées, c'est pour la sienne que le respect des hommes l'aurait inventé¹.

En illustrant nos armes, il identifia sa gloire avec l'orgueil national : ces palais majestueux, cette maison militaire qui était une armée; ces grands, si vains chez eux et si soumis à Versailles; enfin la pompe de fêtes chevaleresques et le raffinement d'un luxe voluptueux, éblouirent la nation par l'image d'une région enchantée et la croyance de la nature supérieure de son monarque. Fièrre de ses victoires et de l'agrandissement qu'elles lui avaient donné, elle admira son génie, la profondeur de ses conceptions et la fermeté de son caractère. Pendant un demi-siècle, Louis XIV se maintint au plus haut rang parmi les souverains, entouré de splendeur, de pompe et de triomphes. Lorsque la fortune se lassait d'une constance qu'elle n'avait encore eue que pour lui seul, cette même France, toujours grande, toujours généreuse, oublia les fautes de son chef en le voyant aussi magnanime dans les revers que dans la prospérité. Pour réparer ses défaites, elle fit avancer sa jeunesse avec autant de résolution que s'il s'agissait de voler sous ses drapeaux victorieux; après dix ans d'une lutte terrible, elle obtint des

¹ LEMONTEY (*Essai sur l'Etablissement monarchique de Louis XIV*, par), p. 481.

conditions qui, malgré les affronts du traité d'Utrecht (1713)¹, nous conservèrent les avantages de la paix de Nimègue, et assurèrent à notre empire une éternelle durée.

Quoique nous ayons été sévère envers Louis XIV, le ressentiment qu'inspirent ses dernières faiblesses ne doivent point nous faire oublier le souvenir de ses belles actions; par lui les Alsaciens, les Francs-Comtois, les Flamands, sont devenus les dignes enfans de notre patrie. C'est par lui que notre marine florissante nous donna pour colonies Saint-Domingue et d'autres îles considérables. Enfin, l'immense gloire de Louis-le-Grand a été couronnée par la proclamation de son petit-fils comme roi d'Espagne et des Indes : la France alors n'eut plus d'ennemis derrière les Pyrénées, et elle allait profiter de cette heureuse position pour faire face vers le nord aux puissances nouvelles * qui un jour pourraient se déclarer contre elle.

Les Français, passionnés pour la gloire, n'auraient jamais cessé d'être attachés au trône, si ses abords n'avaient été obstrués par l'orgueil, l'intolérance et l'hypocrisie. Ces trois fléaux de la civilisation se cachaient à l'ombre des pratiques religieuses. Des

¹ Kock (*Histoire des Traités de Paix*, par), t. 1^{er}, p. 306 et suiv. Ce traité enlevait à la France l'Acadie, Terre-Neuve, l'île Saint-Christophe, la baie d'Hudson, et obligeait Louis XIV à combler le port de Dunkerque.

* La Prusse et la Russie.

conseillers dangereux, pour raffermir la couronne, voulurent substituer d'autres principes à celui de l'institution féodale, qui n'avait plus pour refuge que les vieux châteaux de provinces ; ils cherchèrent à attacher la religion au maintien de l'autorité. Plus assujettie au roi, moins dépendante du pape que dans les autres pays catholiques, ils espéraient que l'Eglise gallicane, célèbre par son patriotisme, transmettrait d'elle-même cette puissance mystérieuse et naturelle qui émane directement du droit divin. Mais ce dogme pouvait-il être établi et préconisé, au moment où une philosophie audacieuse, en subjuguant tous les esprits, se préparait à attaquer la religion dans ses vérités les plus augustes ?

L'ancien régime dans sa décadence avançait donc chaque jour l'instant de sa chute ; et sans recourir aux progrès de la raison, aux inventions et aux découvertes nouvelles qui, en changeant nos mœurs, devaient aussi changer nos lois, il suffit d'observer que Louis XIV, pour avoir fait de la royauté un fardeau qui excédait les forces humaines, venait de préparer à la monarchie de grandes vicissitudes. Pouvait-il assurer la durée de son ouvrage, lorsqu'il était dans l'impossibilité de léguer des ministres habiles à des successeurs qui n'auraient pas comme lui, pour étayer leur trône, et le prestige des arts et la puissance des armes ? Après ce grand effort de civilisation et de développement monarchique,

la France, enivrée de sa gloire, allait s'endormir sur ses triomphes. Pendant ce temps une sourde agitation régnait parmi la noblesse ; traitant de larcin l'adoption des bâtards, elle faisait revivre son ancien droit de disposer de la couronne à l'extinction de la maison régnante ¹.

Une autre circonstance non moins grave pouvait encore renverser toutes les combinaisons de Louis XIV. On savait que ce monarque, durant sa campagne de Flandre, ayant été moins heureux que le duc d'Orléans son frère, en avait conçu des sentimens de contrainte et de réserve jalouse, qui, quoique dissimulés avec beaucoup d'art, établirent une espèce de défiance sur toutes les actions de Monsieur, au point que depuis lors il ne fut plus appelé au commandement des armées ². Ce prince, livré à lui-même, s'adonna à des goûts si dépravés, que le roi, malgré ses infidélités conjugales, crut souvent avoir le droit de les lui reprocher. Si à ce motif on ajoute les intrigues de M^{me} de Maintenon, qui firent sacrifier à Louis XIV le principe de la légitimité en accordant des prérogatives à ses enfans naturels au préjudice de la maison d'Orléans, dont l'héritier épousa par contrainte une bâtarde de M^{me} de Montespan, on trouvera là les premiers élémens de la discorde entre la branche cadette et la branche

¹ LEMONTREY (*Essai sur l'Etablissement monarchique de Louis XIV*, par), p. 422.

² SAINT-SIMON (*Mémoires du duc de*).

ainée des Bourbons. Cette fatale mésintelligence allait être exploitée par la dynastie d'Espagne, et perpétuer ainsi parmi nous l'esprit de la ligue, qui, malgré nos changemens de mœurs, n'en a pas moins conservé ses honteuses pratiques.

Tandis que la France était alarmée sur ses futures destinées, l'Angleterre se préparait un immense avenir en réalisant les vues d'Edouard III, son vrai fondateur¹. Le génie de Cromwel avait calculé les conséquences du traité de Westphalie; il prévît que le commerce devenait la base de la prospérité des nations, et que la Grande-Bretagne, pour assurer la sienne, devait profiter de sa position et faire sa propriété de la domination des mers. Pénétré de cette haute idée, il fit paraître le fameux *acte de navigation*. Cet acte seul était une révolution. Les autres puissances n'en furent point frappées; leur haine contre Louis XIV les aveuglait au point de ne pas apercevoir les proportions effrayantes du colosse prêt à s'élever. Et lorsqu'on voulut réclamer contre la gêne dont ce système frappait les relations commerciales des autres nations de l'Europe, l'Angleterre soutint comme un droit inhérent à sa position insulaire le plus violent acte de despotisme qu'un peuple puisse exercer sur tous les autres peuples². Alors se dévoila une vérité : c'est que les

¹ ROBERTSON (*Hist. de Charles-Quint*, par), t. 1^{er}, Introd., p. 111.

² FERRAND (*Théorie des Révolutions*, par), t. II, p. 411.

intérêts d'un commerce universel confié à l'Angleterre, en faisant passer dans ses mains les trésors des deux mondes, allaient devenir la source des révolutions politiques qui devaient un jour affliger tous les Etats du continent.

CHAPITRE VIII.

Le parlement comprimé reprend son autorité. — Aspect de la régence. — Dubois. — Le régent. — Système de Law. — Son influence sur les mœurs. — Alliance avec l'Angleterre. — Immoralité de la noblesse et du clergé. — Portrait du régent.

1715 — 1723.

A la mort de Louis XIV, le duc d'Orléans se rendit au parlement accompagné des princes, des pairs et d'un nombreux cortège armé. En peu de mots il exposa avec énergie ses droits; dans la persuasion qu'ils étaient incontestables, on le nomma régent. Enivré par la joie que lui causa sa fortune, il laissa échapper la promesse de gouverner, aidé des conseils et des sages remontrances de la magistrature¹. On ouvrit ensuite le testament, et l'on

¹ Extrait des registres du parlement. — LEMONTY (*Histoire de la Régence*, par), t. 1^{er}, p. 33 et 37.

vit, avec une surprise extrême, qu'au préjudice du duc du Maine on l'avait proclamé régent, car il n'était désigné par le testateur que comme chef du conseil de régence.

Ainsi la volonté du monarque, si respectée de son vivant, fut violée après sa mort. L'acte qui en contenait l'expression ayant été regardé comme l'ouvrage de M^{me} de Maintenon, ne put résister au mépris de l'opinion publique, il fut solennellement cassé; les princes légitimés, des droits excessifs qu'on leur avait concédés, ne conservèrent que les honneurs des princes du sang. On peut dire que l'autel et le trône reçurent une rude atteinte le jour où la raison d'Etat prouva que la volonté des rois, sanctionnée par le clergé, peut être en contradiction avec la morale et la saine politique. Après cet acte, le parlement fut en droit de participer aux affaires de l'Etat; et Louis XIV, malgré les habiles combinaisons de Richelieu et de Mazarin, forcé de confier son testameut à cette espèce de corps représentatif, lui rendit l'exercice des prérogatives de la nation. Nouvelle preuve des inconvéniens du pouvoir d'un seul; ne s'appuyant que sur le prince, il finit avec lui.

Le peuple et la cour se passionnèrent subitement pour le duc d'Orléans. Chacun se faisait une image séduisante des plaisirs qui allaient succéder aux malheurs et à la sombre sévérité des dernières années de Louis XIV. Le régent, en prenant les rênes

de l'Etat, forma sept conseils ou ministères ¹ dont les noms marquaient leurs diverses attributions. Plein de reconnaissance pour le parlement, il le tira de sa longue nullité en lui rendant le droit de remontrances dont il avait été privé sous le règne précédent. La licence des esprits et des mœurs devint une espèce de réaction et de vengeance publique; d'un défaut on tomba dans un autre. La dépravation s'éleva contre l'intolérance ², et la haine qu'inspirait la bigoterie fit de la régence une longue protestation contre les derniers actes du grand roi qui avait élevé le pouvoir souverain à un point incompatible avec nos institutions anciennes et nouvelles.

Le caractère du duc d'Orléans était une excessive facilité de cœur et d'esprit, et un grand penchant pour les plaisirs. Il se laissait gouverner par l'abbé Dubois; cet ancien précepteur du régent acquit sa confiance en lui ouvrant avec cynisme la carrière des vices ³. Dès ses plus jeunes ans il lui persuada que toutes les actions étaient indifférentes en elles-mêmes, et que les lois et les coutumes les faisaient seules considérer comme bonnes ou mauvaises ⁴. Il infecta le cœur de son élève de cet esprit d'immoralité qui, en flétrissant la régence, jeta des

¹ VILLARS (*Mémoires de*), t. II, p. 355. — LEMONTEY (*Histoire de la Régence*, par), t. I^{er}, p. 46 et 47.

² BOISSY-D'ANGLAS (*Essais sur la Vie et les Ecrits de Malesherbes*, par), t. I^{er}, p. 14.

³ VOLTAIRE (*Siècle de Louis XV*, par), t. IV, ch. III, p. 22.

⁴ FLASSAN (*Hist. de la Diplomatie franç.*, par), t. V, p. 9.

préventions funestes sur la royauté et ses ministres. Inspirant à ce prince une grande indulgence pour les fausses doctrines et une confiance aveugle pour les intrigans, il fit ériger en système à la cour du Palais-Royal, de tout donner à la fortune, d'éloigner les hommes fermes, courageux, et de faire plus pour ceux qu'on craint que pour ceux qu'on estime. Des mœurs aussi dépravées n'effrayèrent point les esprits. Elles furent reçues comme une garantie contre les dangers du fanatisme. Après avoir exilé Tellier à Amiens, le régent eut l'honneur d'abolir les édits anti-sociaux qui taxaient les actes civils, et qui, affermés aux *traitans*, étaient perçus en employant des moyens atroces. Avec les apparences d'une équité sévère, il punit ces vampires; mais les sommes énormes qu'il leur fit restituer passèrent dans des mains non moins impures; on les distribua à des courtisans.

Alors tous les vices se délivrèrent de la longue contrainte où les avait placés le rigorisme de Louis XIV; secouant le voile du mystère, ils bravèrent le scandale. Les images de la débauche, les blasphèmes et le cynisme furent substitués au ton noble et réservé de l'ancienne cour. Celle du régent, fatiguée d'avoir long-temps affecté des dehors hypocrites, ne respecta point le deuil du monarque¹. Sous les auspices d'un prince que Louis XIV

¹ LACRETELLE (*Hist. du dix-huitième Siècle*, par), t. 1^{er}, p. 145.

avait ingénieusement appelé un *fanfaron de vices*¹, elle s'abandonna sans ménagement et avec ostentation à ces désordres honteux qui échappent à la rigueur des lois, et qui portent une atteinte funeste à la morale publique. A cette époque furent inventés les bals de l'Opéra *. Le régent aimait à y paraître sans être déguisé, et répondait avec gaieté aux saillies piquantes et familières des personnes masquées. Ceux mêmes qui du vivant de Louis XIV s'assujettissaient aux scrupules pieux de M^{me} de Maintenon, lassés d'avoir long-temps joué la dévotion, étaient devenus les compagnons de débauche du prince et ne gardaient plus de mesure dans les excès de leur libertinage.

Philippe V, malgré sa renonciation, ne voulut pas se fermer le chemin au trône de ses pères, et, pensant qu'il pourrait cumuler deux couronnes s'il arrivait malheur au jeune Louis XV son neveu², chercha à faire prévaloir ses droits au préjudice de ceux de la maison d'Orléans. Le cardinal Albéroni excitait ses projets ambitieux. Favorisé par le mécontentement des princes légitimés, il s'unit secrètement à eux pour corrompre l'armée, enlever le régent, et provoquer une guerre civile. L'ambassadeur espa-

¹ J. VATOUT (*Conspiration de Cellamare*, par), t. I^{er}, p. 9.

* La satisfaction de la cour en fut si grande, qu'on accorda au chevalier de Bouillon (prince d'Auvergne) une pension de 6000 fr. ** pour avoir le premier donné aux Parisiens l'idée d'un amusement dont les Italiens jouissaient depuis long-temps.

** *Mémoires de Dangeau*, novembre 1715.

² SAINT-SIMON (*Mémoires du duc de*), t. V, p. 71, 1^{re} édition.

gnol Cellamare, le duc et la duchesse du Maine, sont à la tête de toutes ces intrigues; découvertes par l'abbé Dubois, elles furent étouffées par la prudence du régent, la fidélité de nos armées, et les talens de Berwick.

L'idée de faire concourir la nation aux changemens de son administration était si naturelle et si conforme aux anciennes constitutions, qu'Albéroni en profita pour promettre aux Français de faire convoquer les états-généraux¹. Adoptant des couleurs opposées à celles de la ligue, il sollicitait l'alliance des protestans du midi, au nom du roi très-catholique. C'est en Bretagne surtout, dont le gouvernement d'Etat était fort indépendant, que l'Espagne ourdit ses trames les plus dangereuses pour exciter le double fanatisme de la religion et de la liberté. Les mesures violentes qu'il fallut employer en domptant cette province, laissèrent parmi le peuple breton une impression défavorable à la royauté. Ainsi cette dynastie d'Espagne, dont l'établissement flétrit un instant les lauriers de Louis XIV, soufflait le feu de la guerre civile au sein de la France qui, pour elle, avait épuisé ses enfans et ses trésors.

Un reste de dissensions religieuses obligea le régent à mettre le cardinal de Noailles à la tête du conseil de conscience. A la faveur de ce prélat, les évêques réveillèrent les anciennes querelles assou-

¹ STAAL-DELAUNAY (*Mémoires de Mademoiselle*), t. II, p. 10.

pies. Le duc d'Orléans, qui se moquait tour à tour des jansénistes et des molinistes, voulut faire taire les deux partis ; mais la loi du silence, en semblable matière, toujours recommandée et sans cesse violée, n'est observée par personne. Les cours de France et de Rome se consumaient en vaines négociations, lorsqu'un nouveau système de finances calma les esprits sous le rapport religieux, et tourna leur activité vers les espérances que donnait la fortune.

Un Ecossais, nommé Law, épris d'un vaste plan de finances, exilé de son pays pour une affaire d'honneur, vint en France et proposa le premier essai de la science du crédit public ; alors les malheurs de la guerre de la succession plaçaient le gouvernement dans une grande détresse. Néanmoins le conseil de Louis XIV rejeta des théories que l'esprit du temps ne permettait pas encore de comprendre ; mais, à la mort de ce monarque, Law revint en France, où il fut favorablement accueilli par les ministres du régent. Ce prince, dans l'espoir d'épargner à la couronne le déshonneur d'une banqueroute inévitable, accueillit un système au moyen duquel on devait satisfaire aux engagemens publics avec des billets remboursables sur les immenses ressources qu'offraient nos établissemens dans la Louisiane et le Mississipi. D'après ces bases, on créa des actions dont la valeur était hypothéquée sur les profits qu'on devait faire en spéculant sur les produits de ces deux vastes contrées, auxquels on ajoutait

les bénéfices du commerce du Sénégal. Cette banque acquit le privilège de l'ancienne compagnie des Indes, instituée par Colbert, et prit les *fermes générales* ¹.

Le système sur lequel Law fondait ses opérations avait, au premier aspect, quelque chose d'imposant. Ouvrant des communications entre les deux hémisphères, il éblouissait l'imagination par le vol prodigieux qu'on faisait prendre au commerce. En flattant l'intérêt, il séduisit et entraîna l'immense majorité des Français. L'esprit d'agiotage s'introduisit dans toutes les classes, et s'éleva du comptoir de l'artisan jusqu'aux hôtels de la pairie. Les princes du sang eux-mêmes prirent part à ce trafic, et, par leurs relations, jouant à jeu sûr, enlevaient tous les bénéfices. Le duc d'Orléans, quoique tenant en main la balance du système, n'en profita point pour accroître sa fortune particulière; en cela bien différent d'autres princes dont les grandes richesses tirent de là leur origine ².

Il n'y avait plus dans Paris ni commerce, ni société; l'artisan, le magistrat, l'homme de lettres, ne s'occupaient que du cours des effets publics. L'argent devint le dieu du jour; on vit même paraître des décisions théologiques dans lesquelles on prononçait que l'anathème lancé par l'Eglise contre l'usure ne s'étendait pas à l'agiotage. Les jansénistes

¹ VOLTAIRE (*Siècle de Louis XV*, par), t. IV, ch. 11, p. 18, édit. stér. — LEMONTÉY (*Hist. de la Régence*, par), t. I^{er}, p. 304 et suiv.

² ANQUETIL (*Louis XIV, sa Cour et le Régent*, par), t. II, p. 363.

seuls, fidèles aux maximes de leur morale inflexible, eurent la gloire de rester purs dans cette démolition générale¹.

L'empressement qu'on mit à acheter des actions qui semblaient reposer sur des fondemens aussi solides, les éleva à vingt fois au-dessus de leur valeur primitive². Les intrigans et les agioteurs firent d'immenses fortunes dans l'espace de quelques mois. Law, abusant de l'ivresse publique, créa tant de billets qu'en 1719 leur valeur numérique dépassa quatre-vingts fois l'argent qui pouvait circuler dans le royaume³. Tous les créanciers de l'Etat furent remboursés avec ces valeurs fictives. L'illusion se soutint quelque temps encore; mais les progrès rapides de la puissance maritime et commerciale de l'Angleterre ayant paralysé les efforts de l'activité industrielle que Law voulait faire prospérer en France, les bénéfices sur lesquels il avait compté devinrent illusoires, la confiance s'éloigna et le crédit disparut.

Le régent, entraîné par le mouvement rapide d'une machine aussi compliquée, crut la rétablir par des arrêts qui achevèrent de la ruiner. Un édit réduisit les actions de moitié; alors l'agitation fut extrême; il y eut des suicides, des assassinats, et

¹ LAGRETTELLE (*Hist. du dix-huitième Siècle*, par), t. I^{er}, p. 307.

² Introduction au *Moniteur*, p. 2, 1^{re} colonne. — LEMONTEY (*Histoire de la Régence*, par), t. I^{er}, p. 306.

³ VOLTAIRE (*Siècle de Louis XV*, par), t. IV, ch. 11, p. 49.

tout ce que la cupidité et le désespoir peuvent enfanter de crimes¹. Trois hommes sont étouffés autour des bureaux de la Banque, et leurs cadavres portés au Palais-Royal. Le parlement fait des remontrances; pour le punir on l'exile à Pontoise; cet acte sévère accroît le mécontentement et porte un coup mortel au système. En vain, pour le relever, Law, déclaré contrôleur-général des finances, employa-t-il les ressources de son génie, et le duc d'Orléans toute son autorité; leurs efforts furent inutiles; on suspendit les paiemens. Les porteurs de billets devinrent créanciers de l'Etat, qui réduisit leurs titres au centième denier de la valeur primitive.

Il faut bien se garder de considérer Law, malgré son mauvais succès, comme un chevalier d'industrie; c'était un homme d'un grand talent; il voulait donner à sa patrie adoptive la fortune vers laquelle marchaient les îles britanniques; s'il succomba, ce fut pour avoir devancé son siècle et n'avoir pas été secondé par le régent : ce prince, dans son intérêt privé, se liait étroitement avec l'Angleterre, au lieu de lui disputer l'empire des mers. Law, le premier, introduisit en France le secret d'une théorie qui, quoique malheureuse dans son coup d'essai, n'en sera pas moins par la suite un acheminement au crédit public et la source de cette prospérité financière qui est aujourd'hui la base de toute la science

¹ LEMONTREY (*Histoire de la Régence*, par), t. 1^{er}, p. 350.

politique des Etats modernes, lorsqu'elle est sagement combinée avec les produits agricoles et les ressources du commerce. Il n'a manqué à Law, pour être un grand ministre, que d'avoir vécu sous un gouvernement constitutionnel.

Son opération désastreuse causa une révolution ; presque toutes les fortunes étant passées en d'autres mains, il n'y eut plus de choix ni de délicatesse dans les alliances ; la misère flétrit d'honorables maisons, et l'argent fit oublier les turpitudes de celles qui s'étaient enrichies. Toutefois ce grand bouleversement ne produisit qu'une sourde rumeur, la soif des plaisirs utilisa les objets de luxe créés par l'industrie ; de là s'ensuivit non seulement un bien-être physique, mais encore une tranquillité morale, inouïe dans notre histoire. Les Français, occupés à jouir de leur nouvelle fortune, ou à recouvrer celle qu'ils avaient perdue, oublièrent la bulle et les remontrances, la querelle des légitimés et la guerre d'Espagne. Enfin la douleur essuya ses larmes, et, selon le caractère de la nation, elle se consola sous les dehors d'une fausse gaieté.

Des événemens inattendus apportèrent encore des distractions aux misères publiques. Autrefois le cabinet de Versailles, convaincu que le meilleur moyen d'arrêter la prospérité des Anglais était d'entretenir chez eux la discorde, en leur imposant un roi dont ils ne voulaient pas, malgré les traités, n'avait jamais abandonné le projet de remettre les

Stuarts sur le trône. Mais lorsque les intrigues d'Albéroni eurent jeté la mésintelligence entre les Bourbons, l'habile lord Stair en profita pour persuader au régent que l'alliance de l'Angleterre pouvait seule lui servir de sauvegarde contre l'animosité de la cour d'Espagne. Ce prince, prévenu en faveur des Anglais, se pénétra de leurs maximes et de leur système représentatif. Sous Louis XIV, malgré les atteintes portées à la légitimité, elle n'en était pas moins respectée; mais sous le régent les Stuarts furent ouvertement délaissés, et une conformité de vues politiques nous unit à l'Angleterre.

L'abandon du principe conservateur de la royauté trouva son excuse dans la conduite du cabinet de Madrid, qui, pour ravir à la maison d'Orléans ses droits à la couronne, avait voulu soulever les Bretons à la voix du fanatisme, tandis qu'elle suscitait la révolte des protestans en invoquant la tolérance. L'union des deux nations rivales fut l'ouvrage de l'abbé Dubois, dévoué aux Anglais qui le souloyaient. La dextérité avec laquelle il triompha d'obstacles qu'on croyait insurmontables amena une quadruple alliance contre l'Espagne. La disgrâce d'Albéroni s'ensuivit. Des succès en apparence si brillans accrurent la réputation de l'immoral ministre, et le rendirent encore plus cher à son maître. Les Anglais seuls profitèrent du traité pour former leurs vastes établissemens coloniaux; aussi peut-on dire que la grandeur britannique est l'œuvre de la régence.

L'effet des débauches nocturnes du régent était de tenir ses facultés engourdies pendant une partie de la matinée. Ayant de la répugnance pour le travail, l'abbé Dubois, sous prétexte de le soulager de mille soins importuns, le rendit étranger à l'administration du gouvernement. Il éloigna du prince ceux qui possédaient les connaissances familières aux hommes d'Etat. L'ambition des dignités ecclésiastiques le portait à captiver le suffrage des princes de l'Eglise¹. Ceux-ci, ravis de compter parmi eux le favori du régent, le secondèrent de tous leurs vœux, et lui montrèrent la pourpre romaine comme le prix de son zèle pour la bulle *Unigenitus*, qui consacrait la puissance du pape et le triomphe des jésuites.

Quoique Dubois eût pris le titre d'abbé, il était marié secrètement²; sans avoir reçu aucun des ordres sacrés, Tressan, évêque de Nantes, les lui conféra tous en un seul jour. Bientôt après le cardinal de Rohan ne rougit pas de le sacrer archevêque de Cambrai, et l'immoral abbé osa s'asseoir sur le même siège qu'avait occupé le vertueux Fénelon. On éprouve un sentiment douloureux en songeant que Massillon se prêta également à cette honteuse profanation des saints sacremens. Elle fut une insulte à la religion, et par conséquent une calamité publique³.

¹ LACRETELLE (*Histoire du dix-huitième Siècle*, par), t. I^{er}, p. 345.

² SAINT-SIMON (*Mémoires de*), t. V, p. 278, 1^{re} édition.

³ FERRAND (*Esprit de l'Histoire*, par), t. IV, p. 314.

Sur ces entrefaites Clément XI mourut. Les intrigues du conclave permirent à Dubois de lier son élévation à celle du nouveau pape. De concert avec le cardinal de Rohan, il promit au cardinal de Conti de lui faire obtenir la tiare s'il consentait à lui donner le chapeau. La faveur de Dubois, fondée sur la promulgation d'une bulle avantageuse aux intérêts de Rome, étayée de deux millions, eut le crédit de faire élire pape le cardinal de Conti, sous le nom d'Innocent XIII. Celui-ci, quoique inconsolable d'avoir souscrit à un pacte aussi honteux, fut forcé d'accomplir sa promesse, dans la crainte qu'on ne divulguât les conditions de son exaltation; Dubois, de son côté, tint celles du marché, en faisant approuver la bulle au grand conseil. Les membres du parlement, exilés à Pontoise pour leur résistance aux mesures désastreuses de Law, menacés d'être envoyés plus loin, craignirent de ne plus voir la capitale; ils négocièrent, et avec quelques modifications enregistrèrent la bulle (décembre 1720). Mais une forte majorité du clergé de France refusait de la reconnaître, parce qu'elle présentait une constitution contraire à ses libertés. C'est en cette occasion qu'eut lieu l'accommodement des quarante, dans lequel tous les points discutés, et qui paraissaient lésés par le saint-siège, furent mis hors d'atteinte. Cet écrit, approuvé par le cardinal de Noailles, donna au clergé de France une organisation nouvelle et conforme à son corps de doctrine.

Dubois, dont le nom souille l'imagination par les actes dépravés qu'il rappelle, non content d'avoir flétri la pourpre, entra dans le conseil de régence, devint premier ministre et prit rang après les princes du sang. Toutes les personnes que cette prééminence usurpée offensait se retirèrent du conseil. Le chancelier d'Aguesseau expia par l'exil un propos courageux qu'il tint à l'odieux favori. Par ce nouveau renvoi il recouvra la bonne renommée, que ses complaisances pour Law avaient momentanément ternie. La fortune scandaleuse d'un ministre avili produisit sur les esprits une sensation profonde. Les vices et l'incapacité de la plupart de ceux qui occupèrent alors les premiers emplois, affaiblirent ce respect qui dispose les peuples à l'obéissance; et le mépris, après avoir passé de la personne aux places, remonta jusqu'à l'autorité suprême qui les avait instituées.

Quel autre sentiment pouvait inspirer le chef du royaume! Plongé dans le délire des sens, s'enfermant avec les compagnons et les compagnes de ses plaisirs, il oubliait la dignité d'homme, pour mieux oublier celle de prince. Les seigneurs devenus ses favoris faisaient assaut de débauche pour mériter la dénomination de *roués*¹, dont ils tiraient vanité, et avec une telle impudence, que pour eux l'hypocrisie eût été une vertu. La haute société sou-

¹ *Mémoires de SAINT-SIMON, DUCLOS, etc. — ANQUETIL (Louis XIV, sa Cour et le Régent, par), t. II, p. 281-282. — LEMONTREY (Hist. de la Régence, par), t. I^{er}, p. 27.*

riait à leur cynisme; battre ses créanciers, assaillir les soldats du guet, enlever les jeunes filles à des parens vertueux, telles étaient les occupations d'une foule de ces hommes perdus échappés à la Grève; et si quelquefois le désordre de leurs affaires les obligeait à faire choix d'une femme au sein d'une famille qui, avec la probité et la fortune, n'avait point de noblesse, ils appelaient cela se *mésallier*, et, pour s'excuser, ils disaient *qu'il fallait de temps en temps fumer ses terres*.

L'impiété avait pour eux un charme irrésistible; les jours que la religion consacre aux plus importantes cérémonies étaient signalés par des actes d'indécence d'une invention nouvelle. La duchesse de Berry, fille du régent, admise à ces orgies, profitait des vices de son père pour obtenir de lui tout ce qui pouvait satisfaire son luxe et sa vanité. Cependant le régent, malgré sa dissolution, conservait encore son jugement et sa raison. On doit dire à sa louange que ses maîtresses exercèrent peu d'empire sur son esprit; elles dominaient ses sens, mais il n'avait pour elles ni attachement ni estime; on ne les vit jamais prendre part aux affaires publiques, et même elles ne retirèrent qu'une portion assez modique de ses prodigalités *.

* Une d'elles s'étant permis quelques questions sur des objets importants, il la conduisit devant une glace, et lui dit en souriant : « Cette tête charmante a été formée pour les caresses de l'amour, et non pour les secrets de l'Etat. »

La cour, bravant tout respect humain, crut pouvoir supprimer jusqu'aux bienséances. Alors le scandale devint familier à toutes les classes de la société; d'une extrémité du royaume à l'autre, tout fut perverti et démoralisé; la fange du libertinage infecta les mœurs, et la dépravation devint une mode. Le luxe le plus effréné, la licence la plus éhontée, passèrent des riches bénéficiers aux simples lévites. Les grands, fatigués de la dignité imposée à leur caractère, ne rougirent pas de se familiariser avec la populace, à laquelle ils prêchaient l'égalité par le désir qu'ils avaient de partager ses vices.

Si jamais une révolution parut nécessaire aux esprits judicieux, ce fut à cette époque où la corruption était si grande qu'une régénération morale et politique semblait indispensable. Trente-neuf seigneurs, toujours excités par la cour d'Espagne et par les princes légitimés, mécontents de leur nullité, demandèrent les états-généraux. Le duc d'Orléans n'était pas éloigné d'y consentir, et alors la réforme se serait peut-être arrêtée dans des limites raisonnables, puisque les novateurs n'étaient pas encore assez exaltés pour rendre le remède plus dangereux que le mal. Mais le cardinal Dubois, voyant dans cette disposition la fin de son crédit, fit entrevoir au prince que cette mesure changerait totalement les formes monarchiques d'après lesquelles la France avait été jusqu'alors gouvernée, et qu'en sa qualité de régent il n'avait pas le droit de porter la moindre

atteinte aux prérogatives royales. Tout tendait donc à détruire l'existence des états-généraux : ils n'étaient cependant point abolis ; mais parce qu'on les redoutait, les ministres cherchaient toujours à les faire oublier.

Louis XV venait d'être déclaré majeur et sacré à Reims (1722). Le duc d'Orléans, après avoir régné huit années, lui rendit avec autant de grâce que de dignité l'hommage d'un premier sujet. Dubois, gorgé de richesses et rempli d'ambition, mourut bientôt après avec le cynisme qu'il avait affecté toute sa vie. Le prince qui venait de descendre du trône ne crut point au-dessous de son rang d'exercer après lui les fonctions de premier ministre. Le peuple en gémissait, dans la crainte de voir se prolonger le même système ; mais, à la grande satisfaction publique, la nouvelle administration fit succéder les éloges aux reproches. Des négociations heureuses avec les étrangers, des soins vigilans pour l'intérieur, et une protection éclairée accordée au commerce, commençaient à donner au duc d'Orléans de meilleurs titres à la renommée, lorsqu'il fut frappé d'apoplexie dans les bras d'une de ses maîtresses.

Ce prince, quoique bon et sensible, gâta par le dérèglement de son esprit et la fougue de son tempérament les heureuses qualités dont il était doué. Malgré son immoralité, il méritera l'indulgence de l'histoire, n'ayant pas profité, au milieu d'une cour aussi dissolue, des facilités qu'il avait pour ar-

river au trône. Faiblement affecté des accusations d'un triple incesté, il fut accablé de douleur lorsque Lagrange-Chancel, dans ses strophes infâmes *, lui eut reproché la mort de la dauphine et des deux dauphins, imputation odieuse et pleinement réfutée par le soin extrême qu'il mit à conserver les jours du jeune roi, dont il était l'héritier naturel. Ce respect pour la légitimité fit oublier les vices du régent, et donna à sa maison un éclat qui long-temps lui procura les douceurs du trône sans lui faire craindre les dangers d'une terrible responsabilité.

* *Les Philippiques.*

CHAPITRE IX.

Louis XV. — Querelles religieuses. — M^{me} de Châteauroux. — Pompadour. — Traité d'Aix-la-Chapelle. — Appelés à la bulle *Unigenitus*. — Kaunitz. — Alliance avec l'Autriche. — Les parlemens. — Pays d'Etat. — Pays d'élection. — Damiens. — Choiseul. — D'Aiguillon. — Pacte de famille. — Traité de Paris. — Mort du dauphin. — M^{me} Dubarry.

1723—1766.

LOUIS XV prit les rênes de l'Etat encore enfant : la nature l'avait comblé de ses plus heureux dons ; sa figure était belle et empreinte de majesté ; un esprit juste et solide annonçait en lui un bon roi ; mais son heureux naturel allait être gâté par les courtisans qui, élevés dans la servitude et la corruption, se disposaient à rendre à leur nouveau maître un culte voisin de l'idolâtrie. Selon l'usage, on lui demanda à son sacre ce qu'il prescrivait touchant le

sort des personnes exilées ou renfermées par ses ordres ; il répondit avec une naïveté charmante : *Je n'ai fait exiler ni arrêter personne.*

Le peuple, instruit des heureuses dispositions que manifestait le jeune prince, forma des vœux ardents pour son existence, dans l'espoir de couler sous son règne des jours moins agités que sous Tellier, moins flétris que sous Dubois. Le duc de Bourbon, en sa qualité de premier ministre, fit bientôt regretter le duc d'Orléans; avide, immoral et opiniâtre, il vivait sous l'entière dépendance de la marquise de Prie, sa maîtresse. Cette femme méchante, cupide et dépravée, désola le royaume par le pouvoir arbitraire dont l'incapacité de son amant la laissa se saisir. Tous deux, malgré leur débauche et leurs dilapidations, affectaient une excessive intolérance religieuse, et ce fut durant l'exercice de leur pouvoir que les édits barbares de Louis XIV furent renouvelés, et que les protestans de France éprouvèrent les persécutions les plus cruelles ¹.

La marquise de Prie ne craignit pas d'irriter Philippe V en rompant le mariage arrêté de Louis XV avec une infante d'Espagne², pour unir le jeune roi à une princesse qui, reconnaissante de son élévation envers le duc de Bourbon, lui offrirait par-là de

¹ LACRETELLE (*Hist. du dix-huitième Siècle*, par), t. II, p. 3. — MONTGAILLARD (*Hist. de France*, par), t. I^{er}, p. 317.

² TESSÉ (*Mém. du maréchal de*), t. II, p. 371, 372 et 373.

sûres garanties. Après de longues recherches , le duc et sa maîtresse firent choix de la fille de Stanislas Leczinski, dépouillé de la couronne de Pologne par le czar Pierre, qui commençait à associer la Russie aux affaires de l'Europe.

Rien n'annonçait encore combien il importait à la France de se déclarer protectrice de la Pologne; aussi les hommes d'Etat cherchèrent en vain le motif qui pût justifier cette alliance. La plupart des Français se plaignirent que leur monarque eût reçu pour compagne la fille d'un prince détrôné, naguère sur le point d'épouser un simple colonel *. De même les courtisans se livrèrent aux murmures et aux railleries à la vue de leur souveraine. Marie Leczinska, quoique spirituelle, douce et modeste, était pourvue de peu d'attraits, et elle comptait sept années de plus que son mari; elle n'avait pas assez de caractère pour le diriger, et trop de reconnaissance pour manquer aux égards qu'elle devait aux auteurs immoraux de ses hautes destinées. Placée sur le trône, elle semblait n'y avoir été appelée que pour y répandre des bienfaits et pour donner de beaux exemples de vertus.

Toutes les intrigues du duc de Bourbon et de la marquise de Prie ne tendaient qu'à éloigner de la cour le vertueux Fleury, évêque de Fréjus. On y parvint; bientôt après le jeune roi, désolé de l'absence

* Le comte d'Estrées.

de son ancien précepteur, le rappelle et assure son triomphe par la disgrâce éclatante de ses persécuteurs ¹. Ce sage vieillard, sans avoir le titre de premier ministre, en exerçait toute l'autorité. Il consacra sa longue faveur à faire le bien, en substituant l'économie aux profusions dont on se plaignait, et en cherchant à étouffer les semences de corruption qui sous le trône de son élève jetaient de profondes racines.

Le traité de la quadruple alliance, opéré par la dextérité du cardinal Dubois, avait été un vrai tour de force en diplomatie. Momentanément il satisfait aux petites passions de la maison d'Orléans, mais il était par trop contraire aux intérêts de la France pour pouvoir long-temps subsister. Afin de replacer le cabinet de Versailles dans le sens de la vraie politique fondée par Louis XIV, Fleury se hâta de rétablir la bonne intelligence entre les deux branches de la maison de Bourbon; dans ce dessein, il engagea Louis XV à faire les premiers pas. Philippe V reçut une lettre de son neveu; elle le félicitait sur l'heureux accouchement de la reine d'Espagne. Cette démarche amena entre les deux souverains une réconciliation sincère, et arrêta les hostilités commencées entre l'Espagne et l'Angleterre.

Malheureusement Louis XV n'envisageait qu'en

¹ VOLTAIRE (*Siècle de Louis XV*, par), t. IV, ch. III, p. 32. — LABOULINIÈRE (*Hist. polit. et civ. des trois premières Dynasties*, par), t. III, p. 263.

simple spectateur les succès et les revers de la France. Fleury, qui chérissait le monarque et l'Etat, voulait assurer leur prospérité; mais il avait besoin d'être secondé. Dans une conférence particulière il fit entendre à son élève la voix qui dirigea ses premiers ans. Plein d'une énergique chaleur, il lui reproche son éloignement pour le travail, et lui rappelle comme un exemple à fuir ces rois fainéans que des maires du palais éloignaient du trône pour les condamner à vivre dans une honteuse oisiveté. Le jeune roi l'écoute, devient rêveur, et cherche la solitude. Le lendemain il fait appeler de bonne heure son précepteur, et lui dit d'un ton pénétré qu'il concevait à quels dangers la trop grande négligence de ses devoirs pourrait un jour l'exposer. Le cœur de Fleury commençait à palpiter de joie et d'espérance, lorsque Louis ajouta : « Si un roi de France abdiquait, à combien s'élèverait sa pension pour suffire à ses besoins et à ses plaisirs ? » A ces mots le vieillard baisse les yeux, soupire, garde le silence, et quelques larmes viennent mouiller ses paupières.

Fleury, forcé de gouverner par lui-même, voulut donner à la France le temps de réparer ses pertes. Il fit oublier ses tentatives de retranchement sur les rentes par un commerce lucratif qui enrichit nos colonies et la nation. Sans doute l'élévation manquait au caractère de ce ministre; mais ce défaut tenait à ses vertus, et surtout à son amour pour l'ordre et pour la paix. Econome, modeste et désintéressé,

en adoptant une politique analogue à ses mœurs, il prouva que la simplicité et la modération dans les temps tranquilles, n'étaient pas des qualités incompatibles avec l'art de gouverner. On pourrait le comparer à Sully, si l'ambition d'être cardinal ne l'eût fait condescendre aux volontés de la cour de Rome, auprès de laquelle on n'obtenait rien sans se montrer zélés défenseurs de la constitution *Unigenitus*¹. Ainsi la pourpre, concédée par une puissance étrangère, égarait un sage ministre et le portait à sacrifier le repos de l'Etat au vain éclat d'une dignité que Dubois avait par trop avilie.

Cette bulle, à laquelle quelques évêques étaient encore opposans, fournit à Fleury l'occasion d'exercer des rigueurs contre l'évêque de Senez. Le cardinal de Noailles, onze évêques, cinquante avocats de Paris, et une foule de docteurs en Sorbonne, s'élevèrent en faveur du prélat condamné. De nombreuses lettres de cachet punirent cette résistance. Pareille opposition d'un curé du diocèse d'Orléans amena aussi une querelle, dans laquelle les gens de loi prirent une part active, et voulurent fixer d'une manière plus naturelle l'étendue des juridictions ecclésiastiques. L'autorité sévit contre eux; le parlement prit leur défense, et, sans être mandé par la cour, se transporta à Marly pour présenter des suppliques. Un arrêt du conseil lui ordonna

¹ LACRETELLE (*Hist. du dix-huitième Siècle*, par), t. II, p. 76.

de ne point s'occuper d'affaires de cette nature; il veut se justifier, en faisant valoir son droit de haute police pour la tranquillité du royaume, et rappelle que, protecteur des droits de la nation, c'est à lui à défendre ses intérêts, et à faire en sa faveur des représentations au prince¹.

Plusieurs de ses membres sont exilés, d'autres renfermés à Vincennes. Les conseillers, sommés de reprendre le cours de leurs fonctions, veulent se démettre de leur charge (1732). Revenus de ce premier mouvement, ils adressent des remontrances pleines de hardiesse et d'énergie. L'ordre des avocats*, les affiliés du barreau, se réunissent à eux; tous s'élèvent contre l'intolérance de la cour de Rome, enhardie par un ministère très-favorable aux jésuites. Cette résistance, les coups d'autorité et l'apparente soumission qui s'ensuivit, au lieu de calmer les esprits, ne firent qu'accroître la haine de la magistrature contre la plus puissante des congrégations religieuses.

Les ecclésiastiques, *acceptans* et *appelans*, formèrent chacun un parti. Les jansénistes, vivement intéressés à ces débats, ne pouvaient faire revivre

¹ BEZENVAL (*Mém. du baron de*), t. I^{er}, p. 348.

* A cette époque, le corps des avocats prit la qualification d'*ordre*, et cette corporation, qui pour la première fois venait de s'immiscer dans les affaires publiques, en formant un quatrième ordre, allait devenir plus dangereuse aux deux premiers que tout le tiers-état. Il est singulier que cet ordre ait survécu à la suppression des autres.

la profonde dialectique d'Arnaud, ni les piquans sarcasmes de Pascal; à défaut de la saine logique de Port-Royal, ils recoururent à des fraudes pieuses. Après avoir lancé avec adresse le ridicule contre leurs adversaires, ils s'attirèrent de justes représailles¹ par la prétention qu'ils avaient de faire croire que la vérité de leurs opinions théologiques était confirmée par des témoignages surnaturels de la volonté divine.

Bientôt les miracles du cimetière de Saint-Médard, où avait été enterré le diacre Paris, l'un des plus célèbres opposans à la constitution *Unigenitus*, occupèrent tous les esprits. Le délire était tel, que l'archevêque, pour motiver la défense d'adresser un culte public à la mémoire du diacre, fut forcé d'alléguer qu'il n'était pas encore canonisé. Le parti désigné sous le nom de *philosophe*, ne redoutant plus le clergé divisé d'opinion, profita de ces ridicules pour faire ressortir aux yeux du public l'abus qu'il y aurait de se soumettre à la domination sacerdotale.

La double élection du roi de Pologne (1733) alluma la guerre dans le Nord. Stanislas venait d'être élu pour la seconde fois, et Louis XV soutint les droits de son beau-père contre l'électeur de Saxe, fortement appuyé par l'empereur Charles VI¹.

¹ LACRETELLE (*Hist. du dix-huitième Siècle*, par), t. II, p. 94.

² KOCH (*Hist. des Traités de Paix*, par), t. II, p. 32, édition de Bâle.

La France, de concert avec l'Espagne et la Savoie, porta la guerre en Italie; elle fut glorieuse pour nos armes. Villars, revêtu de la haute dignité de maréchal-général, vacante depuis Turenne, acheva d'illustrer sa carrière par la prise du Milanais (1734). Contrarié par le roi de Sardaigne, il laissa le commandement au maréchal de Coigny qui cueillait des lauriers aux champs de bataille de Parme et de Guastalla, tandis que le vainqueur d'Almanza * succombait avec gloire en assiégeant Philisbourg.

Nos succès commençaient à alarmer la Russie et surtout l'Angleterre. La prudence de Fleury conjura l'orage. Ses ouvertures conciliantes furent d'autant mieux accueillies, que l'empereur Charles VI, d'un esprit sage et modéré, désirait vivement la paix depuis ses désastres en Italie. Elle eut lieu au grand avantage de la France et de ses alliés. Par le traité, signé à Vienne (1738), nous gagnâmes la Lorraine, dont la souveraineté viagère fut laissée à Stanislas comme indemnité du trône de Pologne¹. En échange, le duc de Lorraine obtint le grand duché de Toscane. Ainsi la réunion à la France d'une belle province, si long-temps désirée, et si inutilement tentée jusqu'alors, fut consommée d'une manière légale par la politique habile d'un ministre pacifique.

* Bervick.

¹ Kock (*Hist. des Traités de Paix*, par) t. II, p. 38, 39 et 40.

Charles VI, par sa pragmatique, avait assuré à Marie-Thérèse, sa fille, la totalité de sa succession¹; quoique la plupart des souverains eussent adhéré aux dispositions testamentaires de cet empereur, à sa mort ils élevèrent des prétentions sur son vaste héritage. Le cabinet de Versailles, au lieu de ne prendre qu'une faible part dans des querelles qui devaient tourner à son avantage, cède aux instances du comte de Belle-Isle, dont l'ambition était justifiée par les talents qui constituent un habile diplomate et un bon général. Son plan tendait à détruire l'influence de la maison d'Autriche et à s'assurer des électeurs, les uns par la séduction, les autres par la crainte², pour disposer ensuite de la dignité impériale en faveur de l'électeur de Bavière.

Frédéric-Guillaume, électeur de Brandebourg, en s'élevant au rang des rois, changea les rapports des puissances de l'Europe. Il prépara par sa prudence et son économie la gloire d'un fils doué d'un esprit supérieur, et qui, sous le nom de Frédéric II, allait se montrer dans cette guerre grand capitaine et politique profond. Placé à la tête d'une armée parfaitement disciplinée, il perfectionna la tactique militaire, et long-temps fut pour ses voisins un sujet de terreur et d'admiration. En agissant de concert avec ce prince, nos premières opérations furent heureuses en Bohême, la prise de Prague

¹ KOCK (*Hist. des Traités de Paix*, par), t. II, p. 46.

² DAMPMARTIN (*La France sous ses Rois*, par), t. IV, p. 301.

illustra nos armes (1741), et l'électeur de Bavière, couronné à Francfort sous le nom de Charles VII, plaçait Marie-Thérèse dans une situation désespérée. Sur le point de recevoir la loi de ses ennemis, elle parvint à en diminuer le nombre; avec des sacrifices et la médiation de l'Angleterre¹, elle détacha de la coalition le roi de Prusse. Ce monarque, après sa victoire de Friedberg, conclut la paix de Breslaw, qui lui permit d'ajouter la Silésie à son nouveau royaume.

L'appui de l'Angleterre, et surtout le dévouement des Hongrois pour Marie-Thérèse, achevèrent sa délivrance et accrurent nos dangers. Il fallut évacuer la Bohême par une retraite précipitée. Belle-Isle, enfermé dans Prague, se fit jour au travers d'une armée nombreuse, et rentra en France à la suite d'une marche habile : long-temps étudiée par les militaires, elle devint pour eux un modèle de retraite. L'électeur de Bavière, dépouillé de ses Etats, fut réduit à s'humilier devant celle dont il avait voulu usurper l'héritage, et obtint un refuge à Francfort, où ses jours s'écoulèrent dans les amers souvenirs d'une grandeur éclipsée.

La France, restée seule à soutenir une guerre où Fleury s'était engagé malgré lui, se signalait encore dans les camps; mais nos succès, entremêlés de fautes politiques et de revers trop mérités, ne

¹ Kock (*Histoire des Traités de Paix*, par), t. II, p. 54 et 55.

firent qu'une faible diversion aux discordes absurdes et frivoles qui agitaient alors l'intérieur du royaume. Une autre circonstance vint aussi aggraver les sollicitudes du vieux Fleury pour son élève; le peu d'attraits de la reine, et la sévérité souvent déplacée de son humeur, avaient détaché d'elle un époux qui tout en rendant un hommage constant à ses vertus, commençait à former des liaisons susceptibles d'altérer la pureté de ses mœurs. En vain Fleury lui adressa-t-il des remontrances énergiques; ce prince, pour la première fois, montra de la fermeté, et lui dit : « Je vous ai confié le gouvernement de mon royaume, laissez-moi celui de ma maison. »

Fleury, sage, prudent, mais par trop débonnaire, mourut avec le regret de n'avoir pu donner la paix à l'Europe (1743). L'abandon dans lequel il laissa la marine, pour ne pas porter ombrage à l'Angleterre, était une faute qui devait être un jour funeste à la France¹. Sans avoir jamais pris le titre de premier ministre, son administration n'en fut pas moins absolue. Moins sévère que Richelieu, plus loyal que Mazarin, il n'eut ni le faste de l'un ni la cupidité de l'autre; aussi s'occupait-il toujours du bien de l'Etat avec modération et une rare équité; son désintéressement mérite d'être célébré², surtout vivant au milieu d'une cour où l'exemple même du

¹ FAVIER (*Polit. des Cabinets de l'Europe*, par), t. II, p. 157.

² VOLTAIRE (*Siècle de Louis XV*, par), ch. III, p. 35, édit. stér.

prince apprenait à sacrifier le bien public à l'intérêt particulier. Il s'éloigna peu du système pacifique de la régence, mais il fit avec droiture et probité tout ce que Dubois n'avait obtenu que par intrigue et à force d'immoralité. L'un travailla pour la France, et l'autre pour son maître.

Le jeune monarque, privé de son mentor, rebuté par les austérités exagérées de la reine, et secouant les principes de sagesse qu'il avait puisés dans les leçons d'un si respectable vieillard, parut se lasser de l'estime publique. Enclin aux plaisirs licencieux, ses penchans désordonnés devinrent plus impérieux à mesure qu'il s'y livrait sans retenue. Trois sœurs de la famille de Nesles, en peu de temps, devinrent alternativement ses maîtresses. L'une d'elles, sous le nom de Chateauroux, dirigea le ministère, affaiblit le crédit de Maurepas et éloigna de la cour le chancelier d'Aguesseau. Extérieurement rien ne semblait être changé, mais tous les ressorts se relâchèrent par la corruption du monarque et de sa cour.

Après la fatale bataille de Dettingen (1743), les maréchaux de Noailles et de Coigny ne purent s'opposer aux progrès des Autrichiens, dont les troupes légères ravageaient l'Alsace; déjà Marie-Thérèse comptait s'indemniser sur nos riches provinces de la perte de la Silésie. Rien ne pouvait tirer le roi de sa voluptueuse léthargie, lorsque la duchesse de Chateauroux parvint enfin à lui donner de nobles inspirations. Rappelant à son amant ses

devoirs, elle le décida à paraître lui-même à la tête de ses troupes, destinées à envahir les Pays-Bas. Le roi voulut marquer sa première campagne par un hommage solennel qu'il offrit à Dieu dans l'Eglise de l'abbaye de Cisoien. Cette piété contrastait d'une manière frappante avec l'indécence de traîner une maîtresse à sa suite; mais on pardonnait les faiblesses de l'amour à un prince dans la force de l'âge, et à qui les passions semblaient ouvrir la carrière de l'honneur et de la gloire.

Louis, maître de Menin et de Courtrai, quitte ses armées en Flandre, pour voler au secours de l'Alsace. La duchesse le suit; à Metz il tombe malade : la crainte de la mort le frappe de terreur; il se confesse, la reine arrive, l'évêque de Soissons Fitz-James, janséniste courageux et sévère, exige le renvoi de sa maîtresse; le roi y consent. Elle est congédiée avec les formes les plus humiliantes, ainsi que la duchesse de Lauragais sa sœur. A la faveur de ce retour aux bons principes, la reine parut reprendre quelque empire sur le cœur de son époux.

La France, alarmée des dangers qu'avait courus le roi, fit éclater dans cette circonstance la preuve touchante de son amour; elle le surnomma le *Bien-Aimé*, et des réjouissances publiques marquèrent la joie qu'excitait le retour de sa santé (1744). Le peuple, dans son ivresse, ne cessait de dire que la maladie du roi était occasionnée par les fatigues de la guerre; qu'il aimait la gloire des camps. Sa

maîtresse disgraciée était accusée d'avoir amolli son courage lorsqu'elle n'avait songé à lui plaire qu'afin de l'arracher à des voluptés indignes d'un roi de France¹. Sur ces entrefaites, Frédéric II reprend les armes contre la maison d'Autriche; il entre en Bohême; le prince Charles de Lorraine abandonne l'Alsace, et la place de Fribourg, prise sous les auspices de Louis XV, suffit pour couronner la gloire d'une campagne qui, un moment, rappela les beaux jours de Louis XIV.

Après sa guérison, le roi revint à Paris. Fatigué d'une contrainte si opposée à l'exigence de ses passions, il envoie M. de Maurepas, son ministre, ennemi déclaré de M^{me} de Chateauroux, lui témoigner ses regrets du passé, et l'inviter à revenir à la cour. En même temps il en éloigne ceux qui avaient provoqué la disgrâce de cette favorite. Elle jouit peu de son triomphe; bientôt après elle mourut avec la croyance qu'on l'avait empoisonnée. Louis, dans les premiers jours, s'abandonna à la douleur; mais sa légèreté et son insouciance ne tardèrent pas à le consoler; il ne donna même aucune suite aux apparences qui déposaient contre les causes secrètes de ce tragique événement². Cependant la manière indécente dont il avait vécu avec M^{me} de Chateauroux à la face de ses troupes, et la faiblesse qu'il fit éclater en la rappelant après

¹ LACRETELLE (*Hist. du dix-huitième Siècle*, par), t. II, p. 500.

² DAMPMARTIN (*La France sous ses Rois*, par), t. IV, p. 345.

sa maladie, produisirent une forte impression sur les esprits, et donnèrent lieu à des propos injurieux que l'on tint assez haut pour la première fois ¹.

Durant les fêtes magnifiques données en l'honneur du mariage du dauphin avec l'infante Marie-Thérèse, Louis XV choisit pour nouvelle maîtresse une femme que l'obscurité de sa naissance semblait priver de cet humiliant honneur; c'était M^{me} Lenormand d'Etiolles, belle, spirituelle, mais légère, ambitieuse et vaine; à l'instigation de sa mère, elle était aiguillonnée par le secret pressentiment qu'elle serait aimée du roi. Dépourvue du grand caractère qui ennoblissait les égaremens de la dernière favorite, elle employait les artifices de la coquetterie avec l'intention de plaire et de séduire. Enlevée à son mari pour devenir concubine royale, elle acheva de secouer toute pudeur, et donna une libre carrière à la licence. Propos, vers, chansons, libelles, tout fut mis en usage pour peindre cet événement des couleurs dont il était susceptible, et afin d'avilir le maître, qui bientôt tomba dans le mépris public, avant-coureur de la chute des rois.

Cette femme, sous le nom de marquise de Pompadour, allait être pendant vingt ans arbitre des destins de la France. Les affaires politiques étaient alors dans un état critique; l'électeur de Bavière ve-

¹ BEZUNVAL (*Mémoires du baron de*), t. I^{er}, p. 359.

nait de mourir, et son fils, oubliant ce qu'il devait à la France, se ligua contre elle avec la reine de Hongrie. Aussitôt de grands préparatifs se font sur nos frontières. La voix de la nation appelle Louis XV aux armées; il part pour la Flandre avec le dauphin; sa nouvelle maîtresse le suit. Là le courage militaire vint encore une fois au secours de la France avilie. La bataille de Fontenoy fut gagnée (11 mai 1745) sur l'Angleterre et la Hollande, par le maréchal de Saxe. La maison du roi se battit vaillamment et contribua à la victoire.

La France, mal appuyée par l'Espagne, éprouvait des revers sur le Rhin. Le prince de Conti, affaibli par les renforts qu'il avait envoyés en Flandre, se vit forcé de repasser ce fleuve. L'Italie venait d'être abandonnée par le maréchal de Maillebois, et les Autrichiens menaçaient la Provence, lorsque la conduite habile et les succès du duc de Boufflers non seulement amenèrent la délivrance de nos contrées méridionales, mais même préparèrent au duc de Richelieu la gloire qu'il acquit en faisant rentrer les armées françaises dans les Etats de Gênes. Toutefois l'équitable histoire doit accorder à son illustre prédécesseur, moissonné à la fleur de l'âge, les honneurs qui lui furent décernés en cette occasion.

L'Angleterre, irritée d'avoir été tenue pendant huit mois dans une situation périlleuse par les secours que la France avait accordés au prétendant Edouard, redoublait d'efforts pour entretenir l'ar-

deur de nos ennemis, et paraissait inépuisable en subsides pour l'impératrice et ses alliés. Mais Louis XV, après avoir consolé son fils d'un douloureux veuvage, en le remariant avec la fille d'Auguste, électeur de Saxe, qui avait détrôné Stanislas, offrit la paix avec tant d'instances qu'il parut poussé par la nécessité de la demander. La marquise de Pompadour régnait sans rivales; aucune maîtresse n'avait exercé sur les affaires une influence aussi directe et aussi pernicieuse. Quoique l'honneur de nos armes se fût soutenu par les victoires de Fontenoy, de Coni, de Raucoux, de Lauffelt, la prise de Bruxelles, de Namur, l'enlèvement de Berg-op-zoom et la capitulation de Maëstrict, nous ne demandâmes aucune indemnité. Toutes les autres puissances en obtinrent au détriment de notre commerce, de notre honneur, de notre gloire. Le traité d'Aix-la-Chapelle (18 octobre 1748), mémorable dans les fastes diplomatiques, récompensa la glorieuse persévérance de l'illustre Marie-Thérèse. Après avoir fait couronner son époux empereur d'Allemagne, elle le mit en jouissance de tous les avantages que lui assurait la pragmatique de son père.

Ce traité, si contraire à la dignité de la France¹, fut dû à l'empressement coupable de M. de Saint-Severin; dans le cours des négociations, il se montra diplomate timide, et si impatient de réaliser les in-

¹ KOCK (*Hist. des Traités de Paix*, par), t. II, p. 82.

tentions pacifiques de la favorite, que le roi lui-même, en apprenant la signature des préliminaires, ne put s'empêcher de lui en faire des reproches ¹. M^{me} de Pompadour, dévouée à l'Autriche, sacrifia ainsi les intérêts et la dignité de la nation au repos de son amant; elle détruisit les vastes combinaisons de Richelieu, les adroits artifices de Mazarin, et le beau caractère de grandeur qu'avait imprimé à la France le règne de Louis XIV, illustré par le génie militaire des Turenne et des Condé. Le maréchal de Saxe vit avec amertume qu'une politique bornée eût fait perdre le fruit de la bataille de Fontenoy; lisant dans l'avenir, il voulait qu'on arrachât la Hollande à l'influence des Anglais, qui regardaient cette contrée comme une tête de pont jetée sur le continent pour s'immiscer dans toutes les affaires de l'Europe.

Parmi les dures conditions imposées à la France, aucune ne dut lui être plus pénible que celle impérieusement exigée d'expulser du royaume le prétendant Edouard. Ce prince, après avoir reçu chez nous un accueil hospitalier, sans respect pour le malheur et le droit sacré d'asile, fut enlevé sur l'escalier de l'Opéra par le major des gardes françaises Vaudreuil, lié, garrotté, et jeté dans le donjon de Vincennes ². Il

¹ Lettre de M. de Puisieux, ministre, à M. de Saint-Severin, 10 mai 1748.

² VOLTAIRE (*Siècle de Louis XV*, par), ch. xxv, p. 219.

ne dut sa liberté qu'à la promesse qu'il fit d'aller chercher un refuge en Italie ¹.

La marquise de Pompadour n'avait d'autres vues, en s'occupant des affaires du gouvernement, que de conserver l'empire qu'elle exerçait sur l'esprit du roi. Indifférente sur les raisons d'Etat, les jansénistes, les molinistes, les philosophes et le parlement étaient tour à tour l'objet de ses faveurs et de ses tracasseries. Interrogeant sans cesse des hommes éclairés, elle apprit d'eux à bégayer le langage des affaires, et des lambeaux de leur conversation se fit une science dont elle se parait à propos. Le roi, ébloui de ces lueurs politiques, voulut que tout se traitât chez elle, et le sort de la France se décidait dans un boudoir ². Au comble de la faveur, elle provoqua la disgrâce du ministre Maurepas, qui avait insulté à ses charmes par une épigramme moins maligne que grossière.

Aux intrigues de la galanterie se joignaient celles du clergé. Le contrôleur-général de Machault, par ses talents et les vertus d'une âme forte, semblait être jeté parmi des hommes médiocres et corrompus, pour prévenir la décadence de la monarchie; il prouva d'une manière évidente que le clergé possédait le tiers des biens, et qu'il éludait de contribuer aux

¹ FLASSAN (*Hist. de la Diplomatie française*, par), t. V, p. 598 et 431

² DUHAUSSET (*Mém. de madame*), *Essai sur madame de Pompadour*, p. xxviii.

dépenses de l'Etat. Cherchant à détruire un abus funeste à la prospérité publique, il proposa au roi l'édit de main-morte qui interdisait au clergé d'accumuler des biens nouveaux (1749). Les dispositions de cet édit, scellées par le chancelier d'Aguesseau, étaient si sages, qu'il n'avait éprouvé aucune contradiction. Mais, lorsque le contrôleur-général voulut provoquer une estimation des biens de l'Eglise pour la faire concourir aux charges de l'Etat, le clergé déclara qu'ayant toujours eu le droit de discuter l'impôt et de l'accorder librement sous le nom de *don gratuit*, il persistait à vouloir défendre et conserver ses anciens privilèges. A l'aide de son crédit et de ses richesses, non seulement ses immunités lui furent laissées, mais il parvint encore à jeter une grande défaveur sur les ministres qui avaient osé vouloir y porter atteinte. Machault surtout devint l'objet particulier des plus basses intrigues, et ses services n'empêchèrent point l'arrêt de son exil. Jusque dans sa retraite, des lettres anonymes continuèrent à le menacer du fer et du poison ¹.

Le triomphe du clergé parut odieux à la nation, éclairée sur l'excès de ses abus; son immoralité et son esprit de persécution, nés à la fois des excès de l'intolérance et de l'hypocrisie, soulevèrent en France une haine aveugle contre le sacerdoce; malheureusement il prêtait plus que jamais aux traits enveni-

¹ Note communiquée par un des descendants de M. de M...

més de ses ennemis; le scandale des nouvelles dissensions religieuses¹ affaiblit aussi son autorité en la commettant avec la magistrature. Christophe de Beaumont, archevêque de Paris, possédait toutes les vertus de son saint ministère; mais sa foi, animée d'un zèle qu'excitait un caractère inflexible, lui fit concevoir le scrupule de profaner les sacrements, en les accordant à des mourans suspects de jansénisme. Il remit en vigueur l'usage des billets de confession, qui attestaient le nom du directeur et la foi du pénitent à l'égard de la bulle *Unigenitus*.

D'après cette décision, plusieurs personnages marquans, et notamment le duc d'Orléans, *dit le dévot*, se trouvèrent privés, à l'article de la mort, des secours spirituels. Le parlement, qui ne reconnaissait que les excommunications signifiées, jugea qu'il y avait lieu à appel *comme d'abus*, et décréta les prêtres qui refusaient les sacrements aux ennemis de la constitution papale (avril 1752). Le clergé se plaignit, et accusa l'autorité judiciaire d'empiéter sur la juridiction ecclésiastique. Louis XV, malgré les désordres de sa vie privée, avait beaucoup de respect extérieur pour les formes religieuses; il cassa l'arrêt du parlement, avec la promesse de faire justice des prêtres dont le zèle trop ardent serait déclaré dangereux. Malgré son désir de voir assoupir ces querelles, le parlement insista; un nouvel arrêt enjoit

¹ ANQUETIL (*Hist. de France*, par), t. IX, p. 9.

gnit de respecter la bulle comme loi de l'Eglise et de l'Etat, et ordonna le silence sur ces matières théologiques. Mais les esprits étaient trop échauffés pour obéir, et le clergé et la magistrature se firent une guerre dans laquelle le roi compromit son autorité en ne voulant intervenir que comme médiateur, lorsqu'il aurait dû parler en maître.

Le haut clergé, profitant de la faiblesse royale, provoquée sans doute par une conscience timorée, renouvela le langage qui caractérisait son despotisme dans les temps d'ignorance; il ne craignait pas de dire au roi dans ses représentations : « Encore
« que votre dignité vous élève au-dessus du genre
« humain, vous baissez la tête devant les prélats;
« vous recevez d'eux les sacremens, et vous leur
« êtes soumis dans l'ordre de la religion : vous
« suivez leurs jugemens, et ils ne se rendent point
« aux vôtres. »

Bientôt après, au sujet d'une religieuse morte sans avoir été administrée, le parlement mit l'archevêque de Paris en cause, menaça de saisir son temporel, et convoqua les pairs¹. Le roi fait défense à ceux-ci de déférer à l'appel du parlement. Ce corps répond aussitôt par des remontrances et persiste dans ses poursuites. La cour, plus offensée du ton impérieux de la magistrature qu'elle ne l'avait été de celui du clergé, cassa les délibérations du

¹ DUFAY DE L'YONNE (*Histoire des Parlemens*, par), t. 1^{er}, p. 233.

parlement, et lui défendit, sous peine de désobéissance, de s'immiscer dans l'affaire du refus des sacremens. Loin d'enregistrer ces lettres patentes, les magistrats déclarèrent qu'ils refuseraient leur service jusqu'à ce qu'il eût plu au roi de recevoir leurs remontrances.

Louis XV crut ne pouvoir fléchir sans nuire à son autorité : par le conseil du comte d'Argenson, les membres des enquêtes et requêtes furent exilés. La grand'chambre, livrée au même esprit d'insubordination contre l'autorité royale, fut envoyée d'abord à Pontoise, ensuite à Soissons. Vainement on voulut former une chambre royale pour suppléer au parlement dans la distribution de la justice; les avocats, procureurs et greffiers, dont l'influence croissait avec les dissensions civiles, refusèrent de remplir leur ministère auprès de cette chambre.

La naissance du duc Berry (23 août 1754), qui depuis fut l'infortuné Louis XVI, fournit au roi l'occasion de se relâcher de sa sévérité. Il consentit à la réintégration du parlement; les évêques persistèrent avec une nouvelle opiniâtreté dans l'exercice de leur doctrine. Alors le parlement sévit contre eux, mais avec l'appui du roi, qui disgracia et exila même l'archevêque de Paris. Les rigueurs, loin d'abattre cette âme ardente, lui donnèrent une nouvelle énergie. La haute faveur que ce succès attirait à la magistrature, la rendit entreprenante; elle voulut attaquer la bulle. Le conseil, en s'y op-

posant, ranima l'esprit du clergé que le retour du parlement avait humilié. Enfin, Benoît XIV, pontife d'un esprit conciliant et sage, fut consulté. Par un bref, il modifia la bulle. Néanmoins le parlement rejeta ce moyen conciliatoire, tant sa juste indignation contre l'opiniâtreté du clergé commençait à prendre un caractère grave.

Pendant que le ministère cherchait à calmer nos dissensions intérieures, un événement inattendu fit éclater la première étincelle d'un incendie qui bientôt après embrasa les quatre parties du monde. Par le traité d'Utrecht, la France avait fait, en faveur de l'Angleterre, le sacrifice de l'Acadie. Les limites de cette contrée ouvrirent un vaste champ aux prétentions des deux Etats, et troublèrent la paix de leurs colonies. Les Anglais, pour étendre leurs établissemens et resserrer les nôtres, cherchaient encore à s'emparer de plusieurs contrées qui jusqu'alors avaient été regardées comme neutres¹. La guerre était sur le point de recommencer, lorsqu'un jeune officier français, nommé Jumonville, porteur d'une sommation au commandant anglais, ayant avec lui une escorte armée, sembla vouloir attenter aux droits que les Anglais croyaient avoir sur les terres voisines de l'Ohio. Le major Georges Washington, fils d'un riche propriétaire de la Virginie, montrait une grande habileté dans

¹ LLOYD (*Hist. de la Guerre d'Allemagne en 1756*, par), Disc. prélimin., p. 1 et 11, trad. par Roux FAZILLAC.

la carrière des armes ; chargé de veiller sur cette frontière, il soupçonna que ce détachement avait des intentions hostiles, et profita d'une nuit sombre et pluvieuse pour le surprendre¹. Dans cette attaque, Jumonville fut tué et ses soldats faits prisonniers. Bientôt après le chevalier de Villes, son frère, le vengea, il fit capituler Washington. Tels furent les commencemens d'un homme qui, dans la suite, a rempli de si hautes destinées, et qui trouva dans ses premiers adversaires les généreux libérateurs de son pays.

Cet événement, par l'animosité qu'il excita et les mesures qui s'ensuivirent, obligea le gouvernement français à considérer la guerre comme déclarée². Il releva les fortifications de Dunkerque. Bientôt après, cinq de nos escadres parcoururent les mers, et dans les deux hémisphères menacent les colonies anglaises. Belle-Isle, nommé général en chef d'une nombreuse armée campée sur les bords de l'Océan, fit craindre aux Anglais, par son caractère entreprenant et fécond en ressources, que la menace d'une descente ne s'effectuât. En même temps Richelieu et Maillebois s'emparaient de Minorque, pendant que La Galissonnière remportait une victoire éclatante sur la flotte de l'amiral Byng, chargé de secourir cette île (1756).

Richelieu, vainqueur, traversait la France, acca-

¹ RAMSAY, David (*Vie de Washington*, par), p. 7.

² FLASSAN (*Hist. de la Diplomatie franç.*, par), t. VI, p. 29.

blé sous le poids des honneurs et des récompenses¹, lorsque l'infortuné Byng, condamné par des juges sévères, reçut la mort avec fermeté. Le sang de cette généreuse victime, immolée à la raison d'Etat, prépara les nombreuses victoires maritimes des Anglais, en établissant parmi eux cette maxime injuste, mais favorable à la puissance des empires : *qu'une grande nation ne peut pas être vaincue à moins d'être trahie*. Le cabinet britannique déploya toutes les ressources de sa politique pour nous susciter de nouveaux ennemis; il ouvrit des négociations avec le roi de Prusse, vivement alarmé des dispositions de l'Autriche et de la France, qui semblaient se rapprocher, l'une pour reprendre la Silésie, l'autre pour s'emparer du Hanovre, et empêcher l'illustre maison de Brandebourg de s'élever au rang des rois². Frédéric accueillit avec empressement les offres de l'Angleterre, et conclut avec elle une alliance qui eut pour but de prévenir nos invasions en Allemagne.

M^{me} de Pompadour, après avoir dicté le honteux traité d'Aix-la-Chapelle, ne pouvait être pénétrée ni des intérêts ni de la dignité de la France; elle écoutait avec une prédilection marquée les propositions que lui faisait Kaunitz. Ce premier ministre, à qui la maison d'Autriche doit la conservation et

¹ DAMPMARTIN (*La France sous ses Rois*, par), t. IV, p. 415.

² LLOYD (*Hist. de la Guerre d'Allemagne en 1756*, par), édit. in-4°, Disc. prélim., p. vi, trad. par Roux Fazillac.

l'agrandissement de ses domaines, réunissait toutes les qualités de l'homme d'Etat; il avait l'art de manier les esprits pour les amener à ses vues, et surtout beaucoup de dextérité dans la conduite des affaires. Sa politique paraissait dégagée de mauvaise foi; toute sa dissimulation consistait à ne pas dire ce qu'il pensait, et non à dire ce qu'il ne pensait pas. Il ne flattait ni les caprices ni les opinions de ses maîtres, et, loin d'être avide du pouvoir, il menaçait de l'abandonner lorsqu'on rejetait les mesures salutaires dont il sentait la nécessité¹. Ancien ambassadeur auprès de Louis XV, il connaissait la faiblesse du roi et les intrigues de sa cour; sa pénétration profita avec habileté de la sensation que produisit à Versailles l'alliance des cabinets de Londres et de Berlin: il charge le comte de Staremborg, son successeur, d'utiliser cette circonstance pour resserrer les liens qui rapprochaient les deux maisons de Lorraine et de Bourbon, si long-temps rivales². L'occasion était d'autant plus favorable, que M^{me} de Pompadour, ulcérée par les piquantes railleries de Frédéric³, ne cessait de seconder auprès du roi les desseins de Marie-Thérèse, qui, malgré l'austérité de ses principes, lui avait écrit un billet familier

¹ FLASSAN (*Hist. de la Diplomatie franç.*, par), t. VI, p. 54.

² FLASSAN (*Hist. de la Diplomatie franç.*, par), t. VI, p. 45.

³ FAVIER (*Politique des Cabinets de l'Europe*, par), t. I^{er}, p. 35.

— DUHAUSSET (*Mémoires de madame*), p. 157.

dans lequel elle lui donnait le titre de *cousine*¹. La favorite, enivrée de vanité, dès ce moment fut tout-à-fait vouée à l'impératrice; elle engagea le roi à donner l'ordre à l'abbé de Bernis de s'entendre avec le comte de Staremborg, au sujet de l'alliance projetée. A la suite de longues conférences, vivement combattues dans le conseil du roi, les deux négociateurs, sous les auspices de M^{me} de Pompadour, signèrent (1^{er} mai 1756) un traité d'alliance entre la France et l'Autriche².

Ainsi fut amenée la guerre de Sept-Ans, guerre opiniâtre, glorieuse pour la Prusse, et d'autant plus fatale à la France qu'elle avait pour but de dépouiller notre allié naturel au profit de l'Autriche notre irréconciliable ennemie. Une femme légère et frivole, de son voluptueux boudoir, ordonna les plans de campagne, devint la protectrice des généraux inhabiles qui compromirent nos armes et anéantirent notre marine; nouvelle preuve que chez les Français, plus encore que chez aucun autre peuple, les revers éprouvés sur les champs de bataille sont souvent les fatales conséquences des intrigues de cour et des fautes d'une imprévoyante diplomatie.

L'Autriche, afin de rendre la Prusse et la France irréconciliables, engagea celle-ci à chercher sur le

¹ FERRAND (*Théorie des Révolutions*, par), t. III, p. 166. — GEORGEL (*Mém. de l'abbé*), secrét. d'ambass. à Vienne, t. 1^{er}, p. 234-235.

² FLASSAN (*Hist. de la Diplomatie franç.*, par), t. VI, p. 50. — KOCK (*Hist. des Traités de Paix*, par), t. II, p. 86.

continent de tristes indemnités pour ses pertes coloniales. La cession des Pays-Bas, et même le partage de la Prusse ¹, furent le leurre politique dont elle se servit pour engager le cabinet de Versailles à diriger ses principales forces vers le nord de l'Allemagne; gouffre fatal où allèrent se perdre nos trésors, le sang de nos soldats, et l'honneur de nos armes; car la France, n'agissant que comme puissance secondaire, se rendait l'exécutrice aussi zélée qu'aveugle des décrets du conseil aulique ². Cette alliance, qui par la suite devint le sujet de tant d'irritation et d'amères controverses, eût été bien entendue si elle se fût borné à assurer à la France une paix continentale qui lui permît de diriger ses efforts contre l'Angleterre pour pouvoir un jour assurer la liberté des mers ³. Le véritable esprit du traité fut dénaturé; l'abbé de Bernis, quoique rempli de tact et de finesse ⁴, mais aveuglément dévoué à M^{me} de Pompadour, oublia dans cette importante négociation le grand principe de Richelieu et du judicieux Fleury, qui, malgré leurs dignités ecclésiastiques, établirent comme point fondamental de notre diplomatie, de veiller aux intérêts des Etats protestans de l'Allemagne.

Le patronage salulaire que nous accordions à ces

¹ PEYSSONNEL (*Situation polit. de la France*, par), t. I^{er}, p. 20.

² FAVIER (*Politique des Cabinets de l'Europe*, par), t. II, p. 83.

³ FLASSAN (*Hist. de la Diplomatie franç.*, par), t. VI, p. 53.

⁴ *Notice sur le Cardinal de Bernis*, par LOMENIE DE BRIENNE.

puissances intermédiaires ayant été abandonné, les électeurs furent forcés, par la versatilité de la cour de Versailles, de se jeter dans les bras du roi de Prusse. Ce monarque devint alors, au préjudice de notre suprématie continentale, le protecteur des libertés germaniques. Le dauphin en avait si bien prévu les suites fâcheuses, qu'en apprenant la négociation du traité il envoya un Mémoire à l'abbé de Bernis pour lui prouver que cette alliance serait le renversement de tous nos principes politiques, et qu'en la contractant, non seulement la France ne tiendrait plus la balance du Nord, mais qu'elle perdrait le titre précieux de protectrice de l'indépendance de l'Italie et de la confédération germanique *. Enfin, dans un traité où aucune clause ne nous était favorable, nous reçûmes la loi de l'Autriche, à qui nous étions en droit d'imposer des conditions ¹.

Par une conséquence fatale du traité de 1756, il s'établit au sein de la cour de Versailles et dans le ministère une lutte déplorable entre notre ancienne diplomatie et le système politique du cabinet de

* *Observations sur le Traité d'alliance entre Louis XV et Marie-Thérèse*, ouvrage composé par ordre du dauphin. C'est d'après l'esprit de ce Mémoire que Favier, en diplomate consommé, écrivit son fameux *Traité de la Politique des Cabinets de l'Europe*. Dumouriez, son élève, fidèle à sa doctrine, en la faisant adopter à la Convention, détacha la Prusse de l'Autriche, et sauva la république, tandis que les courtisans qui réfutèrent Favier, pour engager Napoléon à renouveler avec l'Autriche le traité d'alliance de 1756, furent les funestes conseillers qui provoquèrent la chute de son empire.

¹ FAVIER (*Politique des Cabinets de l'Europe*, par), t. I, p. 281.

Vienne. Il excita la discorde au sein de la famille royale, occasiona le mécontentement des grands, et répandit dans toute la France une animosité contre l'Autriche, qui contribua beaucoup à accélérer les scènes tragiques de la révolution, et surtout à faire éclater la guerre sanglante dont les deux nations eurent à gémir pendant plus de vingt années ¹.

¹ PAOLI CHAGNY (*Histoire de la Politique des Puissances de l'Europe, par le comte de*), t. I^{er}, ch. v, vi, vii et viii.

L'auteur, très-versé dans les secrets de la politique russe, prouve que le cabinet de Saint-Pétersbourg a toujours profité avec habileté des troubles de la France et des guerres de l'Autriche, pour s'assurer la conquête de la Turquie.

CHAPITRE X.

Des parlemens sous Choiseul. — Traité de Paris. — Mœurs du roi.

1756 — 1766.

LA France n'était parvenue à former un grand royaume que par la réunion successive de ses provinces ; chacune d'elle ayant conservé ses coutumes et ses privilèges, le gouvernement se servait avec habileté de ses propres lois pour altérer les anciennes, et de là résultait entre ces provinces et les ministres des sujets de plaintes qui donnaient lieu à de graves différens. D'après nos anciennes constitutions, l'autorité du roi était si bien limitée, que le revenu de ses domaines devait suffire à l'entretien de sa maison ; et, quoique le royaume eût l'apparence d'une monarchie absolue, il n'était au fond

qu'un assemblage d'Etats indépendans ¹. Dans une contrée le monarque était roi de Navarre, dans une autre duc de Bourgogne, comte de Provence, Dauphin de Vienne, etc. Sous ces dénominations particulières il exerçait divers degrés de pouvoir qui souvent contrariaient son autorité et nuisaient à l'administration générale de son vaste empire. Plusieurs provinces avaient conservé le système électif, et se gouvernaient comme des républiques fédératives, placées sous la protection commune du monarque, et sa volonté, pour être juste, devait varier suivant les pays : ceux d'*Etat*, ayant une constitution particulière, votaient leurs impôts, et n'acceptaient les ordonnances royales qu'après avoir été approuvées par une assemblée provinciale composée des trois ordres. Dans chaque province ou généralité il existait un intendant nommé par le roi, mais dont la position était différente, selon les privilèges du pays. Dans ceux d'*élection* l'intendant était le délégué du roi, avec toute la latitude du pouvoir exécutif et administratif. Dans les pays d'*Etat*, il n'était en quelque sorte que le commissaire du roi auprès des Etats provinciaux ².

Pour obtenir de l'argent de chacune de ses provinces, le roi était obligé d'employer plusieurs modes différens : il *demandait* l'assise aux Etats de

¹ MACINTOSH (*Apologie de la Révolution française*, par), p. 214.

² MARTIGNAC (*Exposé du Projet de Loi municipale*, par M. de).
session de 1829.

Languedoc, il l'*ordonnait* en Bourgogne, il l'*achevait* en Bretagne, etc. En Béarn, le premier article de la coutume était un serment du roi d'en respecter les privilèges¹. Sans cette condition, la province refusait de lui être fidèle. Dans les intendances, l'impôt était levé militairement. En dernière analyse, rien n'était si mal défini, et ne pouvait être mieux contesté que la volonté du roi absolu; et bien que dans ses arrêts il employât toujours la formule : *voulons, mandons et ordonnons, car tel est notre plaisir*, il se trouvait souvent contrarié par son respect pour nos droits et pour nos usages; enfin, quoique son pouvoir fût arbitraire, il n'en usait que très-sobrement, dans la crainte de s'aliéner les provinces qui, malgré une apparente servitude, jouissaient au fond d'une foule de franchises particulières, qu'elles perdirent en voulant conquérir une liberté générale et commune à la France entière. Aussi peut-on affirmer qu'aujourd'hui rien n'est plus puissant que le chef d'un gouvernement représentatif, lorsqu'il est aimé et respecté de ses sujets.

Le peuple français avait donc dans ses anciennes constitutions de fortes garanties contre les abus du pouvoir; et sauf quelques cas très-rares, la puissance royale était extrêmement tempérée. La population des villes présidait elle-même au choix

¹ *Remontrances du Parlement de Paris au Roi*, 17 avril 1788.

de ses magistrats. Malgré le criminel usage des lettres de cachet, le plus pauvre particulier, soumis aux lois, jouissait d'une tranquillité parfaite. La robe, devenue le patrimoine des familles en qui un long exercice avait acquis une haute illustration, corrigeait la vénalité des charges par des mœurs pures et d'honorables services; ses arrêts étaient prononcés avec équité par des hommes considérés qui, ne tirant pas leur subsistance du gouvernement, se montraient inaccessibles à la corruption comme aux séductions du pouvoir. Pour bien apprécier l'antique magistrature, il faut connaître la discipline intérieure des parlemens, et la sévérité de leurs réglemens qui, sans rudesse, donnaient à tous leurs actes une imposante dignité. Ces cours souveraines renfermaient dans leur sein un grand nombre d'hommes illustres, non seulement par leur profession, mais encore dans la haute administration, dans les conseils d'Etat et dans la diplomatie; accoutumés à méditer, ils possédaient la raison et l'expérience des affaires. Chez eux la foi, la science, le courage et la pudeur se transmettaient comme des biens héréditaires. Ainsi étaient consacrées ces formes augustes et solennelles qui, dans l'exercice de l'autorité, ne laissent voir que la justice, et dans l'emploi de la force que l'exécution d'un secours à la loi.

Dès que Richelieu eut détruit les grands pouvoirs intermédiaires qui séparaient le trône de la nation ,

et qu'il n'eut laissé aux ducs et aux barons *in partibus* que les privilèges qu'ils exerçaient sur la bourgeoisie, tout ce qui avait été autorisé se réduisit en distinctions purement vaniteuses, ou en droits seigneuriaux que nécessitait l'administration communale; mais la nation, renfermant dans son sein une force et des facultés dont le gouvernement négligeait de fixer l'emploi, dut être agitée et regarder d'un œil jaloux les classes privilégiées que le pouvoir souverain refoulait sur elle. N'ayant plus, pour se soutenir, l'appui des préjugés et des mœurs d'autrefois, ces classes parurent une vraie superfétation dans l'ordre social; leurs prétentions blessaient l'amour-propre de la nation et l'excessive délicatesse de ses sentimens. L'orgueil des nobles de provinces excitait surtout une vive irritation; privés par la couronne de leurs anciennes prérogatives, ils s'en dédommageaient en usant largement, envers la bourgeoisie, d'un reste d'importance attaché à leur ancienne condition.

L'autorité des rois de France, quoique douce et tempérée, n'ayant jamais été réglée comme celle des rois d'Aragon par les cortez, et celle des rois d'Angleterre par le parlement, était donc illimitée; seulement, modifiée par des coutumes reçues, elle était mise en dépôt dans les mains des états-généraux, puis, par altération, dans celles des parlemens, et ceux-ci sentaient que l'essence du gouvernement exigeait une séparation et une ba-

lance de pouvoirs, afin que la monarchie ne devînt pas *despotique*, de *féodale* qu'elle avait été. Quoique les conseillers au parlement, n'ayant pas d'autorité législative, ne pussent être regardés comme les représentans de la nation¹, ils s'étaient prévalus, dans les temps postérieurs, de leur crédit et de leur ancienne considération, pour s'opposer aux innovations et aux abus de l'autorité, au moyen du refus de l'enregistrement des édits pour les levées d'argent. Tel était le sage moyen que nos pères, à défaut d'états-généraux, avaient trouvé entre l'absolutisme des rois et la licence des peuples. Cette précaution, enveloppée des formes les plus décentes et les plus respectueuses, fut toujours considérée par les bons princes comme un tempérament indispensable; loin d'être une entrave à leur autorité, elle n'était au fond qu'un obstacle aux dérèglemens de leurs ministres. Tous les rois, pénétrés de leurs véritables intérêts, s'étaient soumis à cet usage, d'autant plus salulaire, qu'outre son principe de justice, il les déchargeait d'une partie de la haine que l'exécution des lois rigoureuses, mais nécessaires, attire souvent à l'autorité suprême; plus d'une fois la résistance passive, mais raisonnée, de la magistrature suffit pour éclairer la royauté². Depuis Richelieu, des ministres plus impérieux

¹ ROBERTSON (*Vie de Charles-Quint*, par), t. I^{er}, p. 232.

² FERRAND (*Esprit de l'Histoire*, par), t. III, p. 61.

qu'habiles, privés de ses talens, ne purent imiter que ses violences : après avoir supprimé les états-généraux, ils accoutumèrent les rois à s'indigner des remontrances de leurs parlemens, et ce qui avait été respecté par saint Louis, Charles V dit le Sage, et le bon Louis XII, semblait n'être plus qu'un acte de rébellion aux volontés absolues des successeurs de Louis XIII.

Pendant les parlemens, soit comme grands conseils de la couronne, soit comme réunions séditieuses de nobles en révolte, ou bien comme suppléant aux états-généraux, autrefois convoqués pour donner de l'argent, n'en avaient pas moins perpétué les formes conservatrices qui assurent les fortunes et les libertés publiques; et malgré quelques vices inséparables de toutes les institutions humaines, ils offraient des avantages immenses à la monarchie dont ils étaient les soutiens, et aux libertés nationales dont ils étaient les défenseurs ¹. Sans eux, sans le ressort qu'ils entretenaient dans les âmes, la nation, privée d'appui, livrée à des autorités que les ministres pouvaient acheter ou intimider, n'aurait pas tardé à tomber dans une véritable servitude.

Les parlemens, si long-temps comprimés par Louis XIV, avaient repris sous la régence et sous Louis XV leur ancienne autorité, fortifiée de tout l'éclat que donnaient à la magistrature l'étendue des

¹ TAILLANDIER (*Causes de la Révolution française*), t. 1^{er}, p. 17.

lumières et l'ascendant de sa popularité. On en comptait treize à cette époque. Leurs résidences étaient Paris, Rouen, Rennes, Bordeaux, Pau, Toulouse, Aix, Grenoble, Dijon, Besançon, Metz, Douai et Nancy. L'Alsace, le Roussillon et l'Artois avaient des conseils supérieurs à Colmar, à Perpignan et à Arras. Les parlemens, institués dans les principales provinces pour maintenir la défense de leurs droits et de leurs privilèges particuliers, poussaient les prétentions aussi loin que celui de Paris, et entre eux pouvaient rejeter ce que d'autres avaient admis. Sans avoir été élus par la nation, ils formaient autant d'assemblées représentatives qu'il y avait de provinces dans l'Empire; leurs membres, éloignés de la cour, étaient moins exposés à son influence éducatrice, et conservaient ainsi des mœurs plus pures et une vertu plus rigide. Ces parlemens, par des usurpations successives, tenaient l'administration sous leur dépendance, et réduisaient l'autorité du gouvernement à la seule partie militaire.

La formalité de l'enregistrement des ordonnances royales, qui dans l'origine se bornait à une simple fonction, se changea pour le parlement de Paris en un droit de *veto*. Ce droit, usurpé sur les états-généraux, rendait ce corps le censeur de la royauté. Lorsque le roi voulait s'affranchir de ce frein salutaire, il annulait la résistance du parlement en convoquant un lit de justice, où il prenait une détermination forte ou timide, selon qu'il était puissant

ou faible. Si la résistance était prolongée, le souverain ne pouvait employer contre les magistrats que l'exil, et cette peine engendrait un grand mal, puisqu'elle suspendait le cours de la justice. Pour obvier à cet inconvénient, un certain nombre de juges, tirés des autres tribunaux, étaient chargés de suppléer le parlement et de juger les causes pendantes. Mais les avocats et les procureurs refusaient leur service. Cette union parfaite entre tous les gens de loi plaçait la cour et les ministres dans un embarras extrême; souvent le roi, forcé de pardonner au parlement, le rappelait et lui cédait en partie pour qu'il reprît ses fonctions. Cette condescendance, en rendant la magistrature plus puissante, faisait faiblir graduellement l'autorité royale; car on peut dire en l'honneur des parlemens qu'ils étaient bien moins prompts à enregistrer que le peuple à payer.

Après les excès d'un zèle religieux poussé jusqu'à la barbarie, après les exigences d'un pouvoir qui tenait la nation sous un joug humiliant, une longue lutte allait commencer entre la cour, les parlemens et le clergé, en présence d'une nation éclairée de plus en plus sur ses droits, épuisée par de longues guerres, indignée de l'intolérance et fatiguée de fournir aux caprices de ses maîtres tour à tour voluptueux et conquérans. De là cet esprit habituel de méfiance et d'opposition qui dura pendant tout le règne de Louis XV, et qui devint formidable par le désordre des finances. Etablissant un combat

continuel entre le conseil des ministres et le parlement, il allait donner lieu à des recherches dange-reuses propres à faire naître et résoudre des ques-tions dont l'examen seul est toujours pour l'Etat un sujet de trouble et de discorde.

A cette époque, les armemens contre l'Angleterre, les expéditions du Canada, les pertes essuyées à Terre-Neuve, et l'armée qui des bords de la Meuse était prête à marcher sur le Hanovre, nécessitaient des dépenses énormes. Pour établir de nouveaux impôts on avait besoin de l'enregistrement du parlement; ce corps refusait de souscrire aux moyens rigoureux qu'exi-geait la continuité des hostilités, et ne voulut point assister au lit de justice que le roi convoqua.

Afin d'affranchir le trône d'une pareille dépen-dance, le chancelier Guillaume de Lamoignon ex-posa au roi le danger où les prétentions du parle-ment pouvaient plonger l'Etat, et lui fit convoquer un second lit de justice pour enregistrer trois dé-clarations. La première renouvelait l'injonction du respect dû à la bulle *Unigenitus*. La seconde était relative à la police du parlement. La troisième sup-primait la majeure partie de la chambre des en-quêtes, foyer ordinaire de toutes les résolutions susceptibles de contrarier la cour. Beaucoup de ma-gistrats persistèrent dans leur refus d'assister au lit de justice; les autres, frappés d'une violence inat-tendue, crurent honorable pour eux d'offrir leur démission. Cent quatre magistrats renoncèrent à

leur charge. Les seuls présidens et un très-petit nombre de conseillers résistèrent à l'opinion publique, déjà fortement prononcée contre toutes les mesures émanées de la prérogative royale.

Une espèce de frénésie s'empara des Parisiens à la lecture des remontrances sur les impôts que le parlement mêla adroitement à ses représentations sur les affaires de l'Eglise. Le schisme régnait au sein du clergé et la discorde au milieu des familles. Les propos contre le gouvernement étaient violens et faits pour exalter toutes les têtes, surtout celles des jeunes parlementaires, dont l'opposition contre la cour était franchement déclarée; presque tous avaient été exclus par le règlement du dernier lit de justice. La fermentation était alors si grande et l'indignation contre la personne du roi parvint à un si haut degré qu'elle égara l'esprit à la fois sombre et ardent¹ d'un domestique nommé Damiens, qui frappa le roi (1757) d'un coup de canif. Le meurtrier saisi avoua qu'il n'avait été poussé au crime que par le mécontentement général, et surtout, dit-il, pour apprendre à Louis XV à mieux gouverner ses Etats. On trouva sur lui de l'or et un livre de prières. L'humanité n'a point encore pardonné à l'ancienne législature un supplice de trois jours qu'endura ce vrai stoïcien. Pour un roi méprisé la flatterie se fit bourreau². Des courtisans, des femmes même de la

¹ VOLTAIRE (*Siècle de Louis XV*, par), t. V, ch. xxxvii, p. 79-80.

² DE MAISTRE (*Considérations sur la France*, par), p. 15.

cour crurent prouver leur attachement au roi en allant voir écarteler Damiens ; malgré les tortures les plus horribles, il expira sans avoir fait la moindre révélation. L'exaltation était son seul complice.

Ce sinistre événement attira d'abord la disgrâce de M^{me} de Pompadour ; les alarmes dissipées, elle reentra en faveur, et les ministres Machault * et d'Argenson, qui l'avaient souvent contrariée, furent sacrifiés à son triomphe. Mais comme le motif ignoré d'un grand crime attire les soupçons sur celui qui peut en recueillir le fruit, on poussa l'horreur jusqu'à douter des vertus de l'héritier présomptif de la couronne. Chef d'un parti dévot et frondeur qui avait l'imprudence d'en faire le protecteur des mœurs et le zélé défenseur de la religion, il vivait, ainsi que son épouse, dans une contradiction continuelle avec le roi ; cette circonstance donna à penser que les jésuites, impatiens de jouir du règne favorable que leur promettait ce prince, avaient voulu accélérer par un assassinat le terme de leur situation pénible. Le comte de Stainville, depuis duc de Choiseul, au retour de son ambassade à Rome, fut accusé d'avoir persuadé au roi que cette dernière assertion n'était pas dénuée de vraisemblance. Ce qui accrédita le plus ce soupçon est une apostrophe foudroyante de Louis XV à son

* Cet ancien contrôleur des finances avait été appelé au ministère de la marine.

fil; lui reprochant un jour de se laisser courber sous le joug des jésuites, le dauphin lui avoua que sa confiance en eux était telle que s'ils lui disaient de descendre du trône, il en descendrait. *Et s'ils vous disaient d'y monter*¹ ? reprit le roi d'un ton sévère.

Les dépenses occasionées par la guerre contre la Prusse, en faisant négliger l'entretien de la marine, nous mirent dans l'impossibilité d'opposer des forces navales capables de lutter avec succès contre celles de l'Angleterre. Ainsi furent perdus les premiers avantages remportés dans l'Inde. Il fallut lever le siège de Madras ; la Martinique, la Guadeloupe, le Canada, succombèrent à la fois ; et, comme si ce n'eût pas été assez de ces revers pour causer de l'irritation et répandre le désordre parmi une nation remplie d'honneur et si passionnée pour la gloire de ses armes, la rivalité des généraux et leurs accusations réciproques vinrent encore provoquer des procédures, qui furent autant de brandons jetés dans ce foyer de discorde.

Aux pertes immenses que notre commerce éprouva par l'effet de nos désastres dans les deux Indes, se joignirent la honteuse déroute de Rosbach (5 novembre 1757), la perte des batailles de Minden et de Crevelt, et surtout la défaite sans combat de la belle armée navale de M. de Conflans, destinée à

¹ LAMETH Alex. (*Histoire de l'Assemblée constituante*, par), t. 1^{er}, Introd., p. LXI.

porter des troupes de débarquement sur les côtes de la Grande-Bretagne ¹. Alors l'indignation publique éclata contre M^{me} de Pompadour, protectrice zélée de tous les généraux incapables. La France, dans sa douleur, affligée d'une guerre aussi désastreuse, changeait sa haine en mépris pour son roi. Le bon sens national faisait entrevoir que la balance de l'Europe serait brisée à notre désavantage si nous laissions détruire la monarchie prussienne; aussi Caraccioli, ambassadeur de Naples, renommé par la vivacité de son esprit et la finesse de ses aperçus, disait avec vérité: « C'est le bon génie de la France qui lui a fait perdre la bataille de Rosbach ². »

Sur la fin de 1758, M. de Paulmy, successeur du marquis d'Argenson son père, avait été remplacé par le maréchal de Belle-Isle, qui, par la sagesse de ses réglemens et sa fermeté à les faire observer, aurait peut-être rétabli la discipline dans l'armée, si sa carrière eût été plus longue ³. Enfin l'abbé de Bernis, éclairé par les conséquences de son fatal traité, s'occupait à les réparer; ses instances pour la paix lui nuisirent ⁴ dans l'esprit d'une protectrice, encore plus sensible aux flatteries d'une impératrice qu'aux adulations poétiques. Néanmoins, il reçut le cha-

¹ WEBER (*Mémoires de*), t. I^{er}, p. 87-88. (Ces Mémoires sont en grande partie l'ouvrage de M. de Lally-Tolendal.)

² FAVIER (*Politique des Cabinets de l'Europe*, par), t. I^{er}, p. 278.

³ ANQUETIL (*Histoire de France*, par), t. IX, p. 54.

⁴ *Notice sur le cardinal de Bernis*, par LOMÉNIE DE BRIENNE.

peau de cardinal, qui lui avait été promis en récompense des services rendus à l'Autriche. Mais, afin d'empêcher les effets de son repentir, on l'envoya à Rome muni d'instructions pour continuer à entretenir dans le sacré collège un parti sage et voué à la France. Il devait aussi suivre avec ordre et méthode le plan d'attaque contre les jésuites qu'avait entrepris le duc de Choiseul. Celui-ci le remplaça à Vienne; après deux mois et demi de séjour, il renouvela l'alliance de 1756 avec des clauses encore plus favorables à l'Autriche¹. A force de se rendre agréable à Marie-Thérèse, ce ministre parut destiné à devenir le fidèle exécuteur des volontés de cette princesse. A la mort du maréchal de Belle-Isle, M^{me} de Pompadour le fit arriver au double ministère de la guerre et des affaires étrangères. Sa réputation de frondeur et de philosophe était peu faite pour lui attirer la bienveillance du monarque, quoiqu'elle fût alors le gage d'une grande capacité.

Choiseul, né Lorrain, fils d'un ancien ambassadeur de la maison d'Autriche, et même parent de l'empereur, ne pouvait qu'être plein de déférence pour la cour de Vienne. Hardi, entreprenant, il avait assez d'habileté pour s'en faire supposer davantage, et assez de talens pour paraître un génie. Son âme, forte, élevée, ne doutant jamais des affaires, du moment qu'il les avait conçues, était éprise du noble

¹ KOCH (*Histoire des Traités de Paix*, par), t. II, note, p. 90.

amour de la gloire, et lui inspirait une telle fermeté qu'à la vue des obstacles il redoublait de courage pour les surmonter. Malheureusement Choiseul réunissait à l'esprit frivole de son siècle toutes les manières d'un vrai courtisan; ce défaut altérait ses plus belles qualités et ternissait l'éclat de son caractère; aussi convenait-il parfaitement aux circonstances. Le règne de Louis XIV eût été trop imposant pour lui; sous Louis XV, au contraire, tout s'étant amoindri, jusqu'au trône même, il se trouva dans son cadre, et la faiblesse du monarque donna plus de relief à l'assurance de son ministre; profitant de l'apathie de son maître, il accumula sur lui-même toutes les fonctions et dignités; parvenu au comble de l'élévation, rien ne pouvait contre-balancer sa prépondérance dans la conduite des affaires. Quoique privé du titre de premier ministre, dont Louis XV ne voulait plus depuis la mort de Fleury, il en jouait le rôle et en réunissait tous les pouvoirs. Sans les maîtresses il serait devenu un vrai maire de palais.

Les trente premières années du règne de Louis XV avaient été heureuses et brillantes. Le gouvernement, déchargé de l'énormité de ses dettes, par l'effet du système de Law, s'était montré avec éclat sous le ministère pacifique du cardinal de Fleury. Les ministres Machault et d'Argenson contribuèrent à la gloire de cette époque. Depuis l'éloignement de ces hommes d'Etat le ministère était désorganisé et sans vigueur. Des courtisans, spéculant sur les vices

et l'incurie du maître, achevèrent de pervertir les mœurs d'un prince que son indolence seule eût défendu du danger des passions, si des intrigues préparées avec art ne l'eussent amené à ce degré de corruption qui, vers les dernières années de sa vie, fut l'éternel opprobre d'un long règne.

La dissolution de la cour était la principale cause du désordre dans les finances. On évalue à cinq cent millions des dépenses qui, par leur nature ignominieuse, demeurèrent essentiellement secrètes¹. Des milliers de famille leur durent l'infamie et l'opulence; les unes puisèrent dans le trésor public le prix attaché aux plus avilissantes faveurs, les autres y trouvèrent un dédommagement à leur déshonneur. Dès l'origine de cette dépravation, le parlement de Paris prouva que sous Louis XIV les bons non motivés ne s'élevèrent qu'à dix millions, tandis que ceux de Louis XV surpassaient déjà une somme dix fois plus considérable, avec cette différence que Louis XIV, mettant de la dignité jusque dans ses défauts, eut l'art de les ennoblir par le brillant de la galanterie, tandis que son petit-fils, en ruinant la France, se déshonorait par des passions abjectes dont le bas peuple même fuit la honte².

Madame de Pompadour, surintendante des plaisirs obscurs et passagers du roi, ne rougissait point de favoriser tous ces désordres. C'est elle qui intro-

¹ *Moniteur* (Introduction au), p. 2.

² ANQUETIL (*Histoire de France*, par), t. IX, p. 6.

duisit l'usage, parmi les dames de la cour, de retirer un bénéfice sur les places de finances qu'elles faisaient avoir à leurs protégés¹. Le ton de sa maison, ses équipages, ses châteaux, ses parcs, son mobilier, n'étaient pas ceux d'une maîtresse, mais bien d'une reine de France; tandis que la véritable reine, la vertueuse Marie-Leczinska, mise à l'écart, oubliée, sans crédit, gémissait avec le dauphin, avec les princesses ses filles, avec le cardinal de Luynes, le président Hénault et le père Griffet, de la vie scandaleuse du roi, de ses profusions et de la dégénération politique du cabinet de Versailles². Toutefois leur opposition timide et respectueuse n'osait point éclater contre les dérèglements du roi et les vices de la cour.

Une mesure d'étiquette, quoique puérile en apparence, amena des changemens dans les mœurs

¹ SENAC DE MEILHAN (*Portraits et Caractères des Personnages distingués du dix-huitième Siècle*, par), p. 20-21, publiés par M. le duc de Levis.

² SOULAVIE* (*Mém. historiq. et politiq. du Règne de Louis XVI*, par), t. 1^{er}, p. 175.

* C'est à tort que cet auteur est sans autorité dans l'opinion publique. Sous la forme de compilations, il a publié les documens les plus importants et les plus secrets touchant les règnes de Louis XV et de Louis XVI. Non seulement les cartons du comité de salut public lui furent ouverts, mais encore on le chargea de mettre en ordre les archives et papiers trouvés dans les maisons abandonnées par les princes et les nobles émigrés. Là il recueillit des matériaux immenses pour l'histoire. Soulavie, dans ses vieux jours, m'en dévoila l'importance, et me permit de les examiner. Aussi puis-je affirmer que la Restauration, au lieu de chercher à les décréditer, en niant l'authenticité des pièces originales, aurait beaucoup mieux fait de ne pas les laisser passer en Angleterre, surtout en songeant que, livrées à des mains ennemies, elles ne seront pas analysées et jugées avec la prudente circonspection que nous y avons apportée.

qui influèrent sur nos destinées. Durant l'hiver de 1759 à 1760, plus de femmes qu'à l'ordinaire demandèrent à être présentées. Le duc de Duras, fatigué de ces sollicitations multipliées, crut les écarter en faisant décider qu'un homme ne monterait dans les carrosses et que sa femme ne serait présentée, si leurs titres de noblesse n'étaient antérieurs à 1400. Alors une fièvre généalogique atteignit la noblesse; aisément elle parvint à se procurer des titres vrais ou faux, mais qui suffirent pour appuyer ses prétentions. Beaucoup de grands seigneurs, dont les titres n'étaient pas anciens, se trouvaient exclus des honneurs de la cour, et l'exception faite, en leur faveur, n'en était pas moins une humiliation. Ainsi, cette mesure qui avait pour but d'accroître la dignité du trône, produisit un effet contraire. Elle amena à Versailles une foule de gentillâtres qui n'auraient jamais quitté leurs manoirs sans ce règlement inconsidéré. La jalousie des courtisans, blessés d'être assimilés et confondus avec des hommes pauvres et inconnus, jeta la discorde et entretint, parmi les nobles, des sentimens de haine et de mépris, à une époque où la nation se riait de toutes ces démarcations offensantes si contraires à son esprit d'égalité.

Dès son entrée au ministère (1758), Choiseul trouva dans le duc d'Aiguillon le chef dange-reux d'une violente opposition. Ce grand seigneur, petit-neveu du cardinal de Richelieu, était

l'intime ami du dauphin, et il exécutait tout ce que la réserve imposée à l'héritier de la couronne¹ empêchait ce prince de faire lui-même. Mais Choiseul, fort du crédit de M^{me} de Pompadour et de l'appui des parlemens, soutenu par les jansénistes et les philosophes, cherchait toujours à rattacher les intérêts de la France à ceux de la maison d'Autriche, et dédaignant les autres liens politiques, il fit supprimer pour 20 millions de subsides annuels dont la plus forte partie était accordée à la cour de Rome.

Toutes ces circonstances le rendaient peu agréable au dauphin. Le duc d'Aiguillon, au contraire, s'appuyait de l'influence d'un nom puissant et respecté pour s'opposer aux progrès d'une politique nouvelle. Héritier des maximes de Richelieu, et comme lui provocateur de l'inimitié des Bourbons contre la maison de Lorraine, il suivit de point en point une conduite opposée à son rival, en cherchant à affaiblir l'Autriche, afin que la France fût toujours grande et forte. A l'exemple de son oncle, d'Aiguillon ne pouvait souffrir les parlemens. Protecteur déclaré des jésuites, de concert avec eux, unis aux sulpiciens et aux dévots de la cour, il faisait face au parti puissant des novateurs. Ainsi le parti d'Aiguillon avait tout à espérer d'un change-

¹ SOULAVIE (*Mém. hist. et polit. du Règne de Louis XVI*, par). t. 1^{er}, p. 129.

ment de règne; celui de Choiseul, au contraire, en avait tout à craindre.

L'état de guerre où se trouvait la France augmentait l'embarras du trésor public; ses administrateurs, révoqués chaque année, ne pouvaient rien opérer d'utile. La première opération financière de Silhouette, parut justifier le choix de ce ministre, avantageusement connu pour avoir restauré les finances du duc d'Orléans. En réduisant de moitié les profits des fermiers généraux, il procura au gouvernement un bénéfice de 72 millions. Quelques économies dans les dépenses et la suspension de divers droits onéreux ajoutèrent au concert de louanges dont on accablait le nouveau ministre. Mais elles se convertirent en haine du moment qu'il voulut attaquer les classes privilégiées¹. Silhouette ayant exigé l'égale répartition de l'impôt territorial, entre les citoyens, comme le seul moyen susceptible de former la base d'un système régulier de finances, malgré l'édit enregistré en lit de justice (1759), éprouva de la part de la cour une opposition invincible à la réforme, qui seule pouvait rendre la vie à toutes les branches de l'administration. Cet homme vertueux, privé des moyens créateurs qu'il avait indiqués, fut contraint de se retirer pour ne pas recourir aux mesquines inventions de ses devanciers. Bertin, son successeur,

¹ ARQUETIL (*Histoire de France*, par), t. IX, p. 63.

remplaça la subvention territoriale qui n'avait pu être réalisée, en créant de nouveaux vingtièmes, un doublement de capitation et des emprunts de diverses natures qui excitèrent un mécontentement dont l'Angleterre profita pour refuser la paix, dans la persuasion que l'épuisement de nos ressources nous forcerait bientôt à l'accepter sous de plus dures conditions.

Après la victoire de Berghem, remportée par le maréchal de Broglie, les négociations recommencèrent (1760). Le duc de Choiseul s'y prêta sans sacrifier la dignité de son souverain, tandis que le fameux lord Chatam employait dans ses relations les formes les moins propres à opérer un rapprochement. L'Espagne et l'Angleterre étaient sur le point d'en venir à des hostilités, quand la France crut de son honneur et de son intérêt de proposer ses bons offices en faveur d'un monarque parent et allié de la maison régnante; mais le ministre anglais, qui sans doute avait déjà le pressentiment du projet que méditait Choiseul, répondit avec fierté qu'en aucun temps la France n'aurait le droit d'intervenir dans les affaires de la Grande-Bretagne. Ce ton de hauteur amena la prolongation d'une guerre avantageuse aux Anglais, chez qui circulaient des richesses immenses, résultat des entreprises de leurs armateurs.

La politique du cabinet de Versailles avait trois systèmes différents : l'un tendait à favoriser l'extension de la Prusse, l'autre de s'allier avec l'Autriche, et le troisième à conserver les relations les plus intimes

avec l'Espagne. Ce dernier système avait toujours été celui du sage Fleury, et Choiseul conçut le projet de le faire revivre, malgré son incompatibilité avec le traité, qui nous unissait à la maison d'Autriche. Il eût au contraire parfaitement concordé avec l'alliance de la Prusse, qui, par sa position topographique, ne pouvait concevoir aucune jalousie de la prospérité de la maison de Bourbon sur les principaux trônes du midi de l'Europe.

Quoi qu'il en soit, Choiseul, n'ayant plus de ménagemens à garder avec l'Angleterre, triompha de l'orgueil de son premier ministre en publiant le fameux traité du *pacte de famille* (1761). C'était le résumé de la politique française pendant plus d'un siècle. Ce chef-d'œuvre de notre diplomatie réussit, grâce à un profond secret¹, et apprit à l'Europe étonnée que le vœu formé par l'illustre fondateur de la dynastie régnante en Espagne était enfin accompli. Ce traité n'était point en effet une alliance ordinaire; il contenait les clauses les plus favorables à une étroite intimité, et permettait aux peuples placés sous le sceptre des Bourbons de se regarder et d'agir comme s'ils ne formaient qu'une seule et même nation. Par une sage politique, unie aux motifs des liens du sang ils devaient se réunir contre toute agression et marcher de concert dans la poursuite de leurs intérêts communs, de sorte qu'ils semblaient rendre leur

¹ KOCH (*Histoire des Traités de Paix*, par), t. II, p. 109.

puissance immuable, en mettant leurs couronnes à l'abri des vicissitudes des siècles. Ce pacte de famille, cimenté par l'alliance avec l'Autriche, jusqu'au renversement de la monarchie, fut le système fixe du cabinet de Versailles ¹. Admirable conception ! elle bloquait l'Angleterre sans troubler la paix du continent.

Le maréchal de Broglie, après avoir repoussé les ennemis derrière la Lippe, de concert avec le prince de Soubise, combina le plan d'une attaque générale. Peu d'actions militaires furent préparées avec autant de soin et avec plus d'intelligence que celle qui eut lieu devant Willinkhausen (1761). Mais le maréchal de Broglie, mal secondé par son collègue, vit échouer ses habiles dispositions, et une action qui semblait lui promettre une victoire éclatante se changea tout à coup en une déroute complète. M^{me} de Pompadour protégeait le prince de Soubise, et, au grand scandale de l'armée, l'auteur de cette défaite conserva le commandement au détriment de celui qui n'avait vu flétrir ses lauriers que par la fatale rivalité d'un compétiteur jaloux.

Sur mer la fortune nous était également contraire; nos flottes anéanties, et la mort de nos plus intrépides marins livrèrent aux Anglais nos riches colonies, et détruisirent pour jamais la compagnie française dans l'Inde ². Pondichery, à la suite d'une longue rési-

¹ FLASSAN (*Hist. de la Dipl. franç.*, par), t. VI, p. 112, 320 et 321.

² KOCH (*Hist. des Traités de Paix*, par), t. II, p. 107.

stance, fut forcé de capituler. Le malheureux Lally, son gouverneur, quoique d'une bravoure au-dessus de tout éloge, ne tarda pas à éprouver les effets de l'inimitié quelui avait attirée son caractère bouillant et emporté. Fort de sa conscience, il se présente à Choiseul en lui disant : *J'apporte ici ma tête ou mon innocence*. Ses ennemis ne furent point touchés de ce mouvement généreux; on l'enferme à la Bastille; livré au parlement, il périt sur l'échafaud, au grand regret de l'immense population parisienne, qui ne vit dans le guerrier que l'on conduisait au supplice, un bâillon à la bouche, qu'une victime immolée pour couvrir les fautes d'un ministère assujetti aux volontés de la cour.

Tous les vices dominaient en France, et tous les talens gouvernaient l'Angleterre, lorsque nos ministres signèrent le traité de Paris (1763), qui, en compromettant la dignité nationale, porta un coup funeste à notre prospérité. Il en coûte trop à la fierté française, cruellement outragée par ce traité ignominieux, pour en faire connaître les dures et humiliantes conditions. Qu'il suffise d'apprendre qu'une partie de nos plus anciennes colonies fut cédée à l'Angleterre¹, et qu'en lui laissant la possession de Gibraltar, on lui accorda la domination de la Méditerranée; outre cela, il fallut souffrir qu'une frégate anglaise se tint dans le port de Toulon pour

¹ KOCH (*Histoire des Traités de Paix*, par), t. II, p. 120.

veiller au désarmement de la flotte, et recevoir un commissaire à Dunkerque, chargé de présider encore une fois à la démolition des ouvrages de défense et au comblement de ce port. Ces circonstances sont si humiliantes qu'elles imprimèrent une flétrissure ineffaçable à la mémoire du monarque assez efféminé pour oublier qu'avec l'énergie des Français et l'argent consacré à ses plaisirs, il avait plus de moyens qu'il n'en fallait pour soutenir la gloire du grand peuple dont il souillait l'honneur et compromettait les destinées. Ecrivains, magistrats et militaires furent indignés de ce traité, et le réprouvèrent par des actes éclatans, tant ils avaient la triste conviction que la puissance britannique allait grandir et s'élever sur les débris de celle de la France.

- Ce fut à l'époque même où nos pères avaient à rougir des conditions auxquelles on venait d'obtenir la paix, que de vils courtisans firent élever la statue équestre du roi dont les fautes, les dissipations et les négligences avaient amené cette longue série de disgrâces. Ce ne fut donc pas sans motif que par la suite les ennemis de la royauté appelèrent *place de la Révolution* le lieu où fut élevé ce triste monument de la plus basse flatterie; aussi puis-je affirmer que si les maux d'une époque désastreuse pouvaient être attribués à un seul homme, on ne devrait pas hésiter à en rejeter tout l'odieux sur la mémoire flétrie du Sardanapale français.

La nation française avait long-temps reporté sur

le trône ses affections patriotiques ; un grand amour de gloire militaire déterminait sa prédilection pour son souverain, qu'elle considérait, à la manière de ses aïeux, comme le chef suprême des armées. Ce sentiment belliqueux avait entretenu dans l'esprit du peuple un profond respect pour ses rois. Mais ni la régence, ni le siècle de Louis XV n'eurent qualité pour entretenir ce prestige. L'incapacité des généraux faillit éteindre l'ardeur militaire qui constitue notre véritable esprit national. C'était toujours la même valeur chez le soldat, mais ce n'était plus la tactique des Turenne, des Condé, des Villars. Les belles destinées de la France semblaient toucher à leur déclin. La victoire de Fontenoy était tout ce qu'on pouvait opposer aux nombreux désastres de la guerre de sept ans. Et doit-on s'étonner que le dévouement et l'enthousiasme des Français pour leurs rois aient commencé à décroître, lorsque ces mêmes rois oublièrent que leur légitimité avait pour fondement les vertus guerrières, et qu'au lieu de les cultiver ils vivaient dans une telle dépravation, dans une telle oisiveté, que leur règne n'était plus pour nous qu'une longue suite d'opprobres et d'humiliations !

La postérité s'étonnera peut-être que Choiseul ait osé souscrire au traité de Paris. Mais, nous l'avons déjà dit, ce ministre, quoique doué d'une certaine élévation et d'une énergie de caractère peu commune chez la noblesse dégénérée, était plein

de respect pour M^{me} de Pompadour, et cette lâche déférence lui attire aujourd'hui le blâme de l'histoire, qui, oubliant ses talents, le citera comme ayant en cette occasion sacrifié l'honneur national aux voluptés de son maître : pour amasser de l'argent, dont la cour était insatiable, il réduisit les provinces à la misère en accaparant les blés dont il laissait le monopole au gouvernement. Toutes ces fautes le poussèrent par la suite à une autre faute non moins grande pour la royauté. Le désir de venger des affronts auxquels il avait souscrit, lui fit préparer la révolution d'Amérique, source première de celle qui devait en France renverser la monarchie¹.

M^{me} de Pompadour, dont le nom ne rappelle que des traités ou des actes humiliants pour les Français, survécut peu à la dernière infamie consacrée sous ses auspices. Elle mourut de langueur (1764) et avec un courage qu'on ne devait pas attendre d'une âme flétrie par les voluptés. Louis XV, insensible à toutes les affections du cœur, parut se trouver soulagé d'être débarrassé d'une femme à laquelle il ne tenait, depuis la disparition de ses charmes, que parce qu'elle lui procurait la douceur de se livrer à ses plaisirs sans songer lui-même aux moyens de les satisfaire. Sa famille conçut alors l'espoir de l'arracher à ses anciennes faiblesses ; mais bientôt abju-

¹ BOUILLÉ (*Mémoires de*), ch. 1^{er}. — CHOISEUL (*Mémoires du duc de*), Pièces justificatives.

rant les derniers sentimens de la pudeur, il accueillit un vil objet de la dépravation publique. Une courtisane nommée M^{lle} Lange *, remise à un valet de chambre du roi par le comte Dubarry, devint l'héritière des privilèges et des honteuses fonctions de M^{me} de Pompadour.

Malgré une prostitution précoce, sa beauté avait un grand éclat. Présentée à Louis XV, elle l'enflamma par ses refus artificieux. Bientôt après, une impudente familiarité, nouvelle pour un roi, devint le piquant attrait qui réveilla la langueur de ses sens émoussés¹, et elle le domina par la perfection de la débauche et l'obscénité de son langage. Une cour corrompue, mais recherchée dans ses désordres, est elle-même surprise de l'enthousiasme que montrait le monarque, en sortant des bras d'une femme qui repoussait la pudeur pour exciter la volupté. Ni les révélations qu'on lui fait, ni les conjectures qu'il doit en déduire, ne peuvent arrêter Louis dans l'âvilissante fureur de ses nouveaux penchans. A tout moment il veut revoir celle qui rajeunit son corps et dégrade son âme; à tous ses familiers il reproduit sa honteuse ivresse. Aucun d'eux n'ose croire à la durée de ce caprice, et les plus adulateurs dédaignent d'affecter du respect pour une femme si long-temps méprisée.

* Son véritable nom était Jeanne Vaubernier.

¹ ARQUETIL (*Histoire de France*, par), t. XI, p. 96.

Au milieu de cette corruption, le dauphin, affligé dans ses penchans vertueux, parut être atteint d'une maladie lente, inconnue aux médecins. Eloigné du roi, en butte aux vengeances de ceux dont il censurait les mœurs par sa conduite exemplaire, il dépérit jusqu'à ce que la mort vint, à l'âge de 36 ans, trancher le fil des jours infortunés de ce nouveau Germanicus (1765). Modèle de toutes les vertus privées, il mourut, quoique en proie aux plus vives douleurs, avec le sang-froid d'un héros et la résignation d'un sage. L'étendue variée de ses connaissances solides, les excellentes qualités de son cœur, son esprit ferme, éclairé et surtout éminemment national, attestent que la France, en perdant ce prince, fut privée d'un grand roi. Sa fidèle compagne ne lui survécut que de quinze mois; elle s'éteignit aussi avec la triste appréhension que sa mort n'était pas naturelle. Ils ne furent point enterrés à Saint-Denis, mais bien à Sens, où le dauphin avait désiré que reposât sa dépouille mortelle. La reine ne tarda pas à suivre ses enfans au tombeau; dans ses souffrances prolongées, elle montra au grand jour à quel degré sublime la résignation chrétienne élève l'humanité. Ses traits touchans portaient aussi l'expression plaintive des plus cruels soupçons, et ils paraissaient naturels, lorsqu'on se rappelait que, dans les vieux jours de Louis XIV, trois dauphins et une dauphine étaient morts aussi la même année, laissant de funestes impressions sur

la moralité d'une cour partagée entre la dévotion et le concubinage.

Le parti Choiseul avait fait planer sur les amis du dauphin un soupçon de complicité avec Damiens. Ceux-ci, à leur tour, accusèrent Choiseul d'avoir, par le poison, abrégé les jours de leur protecteur, et tous s'accordèrent pour entretenir dans cette opinion les enfans du dauphin, destinés à régner. Au reste, de part et d'autre ces soupçons injurieux sont fort hasardés, et je n'en ai fait mention qu'afin de montrer l'acharnement des factions placées autour du trône, et pour faire entrevoir à quelles calamités la France devait s'attendre en songeant qu'elle était gouvernée par des hommes livrés à tous les désordres, d'une excessive immoralité, et qui s'accusaient entre eux de meurtre et d'empoisonnement.

L'espérance de voir Louis ramené à de meilleurs principes semblait se ranimer par les coups successifs qui moissonnaient tant de membres de la famille royale. Mais ces événemens sombres et douloureux n'apportèrent aucuns changemens à sa vie privée. Aucun mémoire contemporain n'atteste qu'il ait donné le moindre témoignage de regrets, et tous s'accordent à raconter que, sans respect pour les mânes encore plaintifs de sa femme et de ses enfans, il se livra plus que jamais à l'enivrement des voluptés. La cour même en paraissait indignée. Richelieu, dont les mœurs étaient si bien adaptées

avec le scandale, montrait seul à la favorite une admiration sans réserve : toujours aux aguets pour étouffer les remords de son maître, il accordait tout à ses passions, et déclarait qu'aucun genre d'honneur n'était au-dessus de la beauté. Bientôt M^{lle} Lange rougit du surnom sous lequel chacun la connaissait ; l'homme de cour qui avait fait trafic de ses charmes, apprit qu'on pouvait se marier pour la forme ; et moyennant un prix convenu, son frère donna son nom à une prostituée¹. Ce pacte infâme lui valut le titre de comtesse Dubarry.

Cependant le roi paraissait effrayé des obstacles d'une présentation : faire passer sa maîtresse d'une maison de débauche dans les appartemens de la vertueuse Leczinska, était un scandale que sa dépravation n'osait encore donner. Le parti de Choiseul ne cesse de dire que M^{me} Dubarry ne sera pas présentée, celui du duc d'Aiguillon affirme qu'elle le sera ; enfin Richelieu veut qu'un acte éclatant recommande aux hommages de la France la courtisane qui déshonorait les vieux jours du roi ; lui-même se chargea de lever les scrupules de cette âme avilie : « Le moment est venu, lui dit-il, d'opposer « une fermeté inflexible à cette répugnance morale », qu'il qualifie de révolte, de coupable intrigue. Il ajoute « qu'une fidélité sujette à tant de restric-

¹ SENAC DE MEILHAN (*Portraits et Caractères*, par), publiés par M. le duc de Levis, p. 24.

« tions était suspecte; que le dépit et la jalousie de
« n'avoir pu attirer à soi les faveurs du prince se
« cachaient sous ce vain faste de vertu, et qu'enfin
« ce serait cesser d'être roi que de ne point faire
« respecter ses penchans à ses ministres et à sa
« cour. » Entraîné par de si perfides conseils, le
roi prend la résolution d'accorder à sa maîtresse
tous les honneurs dus à une reine..... Richelieu,
pour compléter son avilissement, se charge de la
présentation, et c'est lui qui, d'un ton triomphant,
annonça à la cour assemblée *madame la comtesse
Dubarry*¹ !

Dès ce jour, la vie privée du monarque cesse
d'être un sujet digne de l'histoire. Versailles se peuple
de nouveaux hôtes étonnés de s'y voir ! Tous sor-
tent des lieux où s'entretient la corruption d'une
capitale immense. Dans ce séjour où la licence et
la débauche même se voilent sous des expressions
réservées, on entend un langage plus cynique que
celui de la régence. La favorite, imperturbable dans
son effronterie, met en œuvre toutes les recher-
ches de la volupté pour subjuguier un prince blasé
sur les plaisirs. Le petit-fils du grand roi applaudit
aux indécences d'une prostituée, à des saillies ob-
scènes qui seraient un crime dans une bouche pure.
Enfin, beaucoup de courtisans, vieillis par le liber-
tinage, ne voient qu'avec horreur le vice dans

¹ LACRETELLE (*Hist. du dix-huitième Siècle*, par), t. IV, p. 222.

une telle nudité. Ceux qui ont fléchi vingt ans devant M^{me} de Pompadour résistent à ce nouvel avilissement.. Le peuple insulte à la conduite du souverain. Chaque jour des libelles nouveaux lui apprennent les noms obscurs de ceux qui, avant lui, ont souillé sa conquête, et s'il prête l'oreille aux clameurs de la multitude, les refrains qu'elle chante sont une allusion à ses amours scandaleux*.

* La chanson dite *la Bourbonnaise* dut toute sa vogue aux traits satiriques qu'elle renfermait contre Louis XV et sa maîtresse; on soupçonna le ministre Choiseul de l'avoir commandée.

CHAPITRE XI.

Maupeou. — Lachalotais. — D'Aiguillon. — Portrait de Calonne. — Le duc d'Orléans et les Bretons. — Mariage du dauphin, duc de Berry. — Renvoi de Choiseul. — D'Aiguillon. — L'abbé Terray. — Suppression des parlemens. — Parlemens Maupeou. — Vie scandaleuse de Louis XV. — Sa mort.

1766 — 1774.

LOUIS XV, adorateur du repos nécessaire à ses jouissances, ne put jamais sacrifier paisiblement à son idole. Les impôts, qui s'étaient multipliés pendant la guerre, subsistaient encore durant la paix. Les parlemens ayant repris, pour les affaires temporelles, un juste ascendant sur le clergé, restaient seuls pour s'opposer aux abus et pour soutenir la lutte contre les prétentions de la royauté. Réunissant l'honneur à l'indépendance, ils se regardaient comme les seuls

gardiens de nos libertés , et vivaient dans une défiance continuelle du ministère qu'ils étaient toujours prêts à censurer.

Un refus peu ménagé attira au parlement de Besançon une éclatante disgrâce; la plupart des autres prirent sa défense; celui de Paris fit des remontrances. N'ayant pas été écouté, il érigea en principe que tous les parlemens se devaient une mutuelle assistance. Il parla même de se liguier avec ceux des provinces pour former entre eux les diverses classes d'un seul parlement que l'on considérerait comme le corps représentatif de la nation¹.

Pour mettre un terme à une querelle aussi dangereuse, on révoqua l'exil des membres du parlement de Besançon. Les conseillers de Paris transigèrent avec le trône : à la suite d'un lit de justice ils consentirent à la perception d'un second vingtième. Pour prix de cette déférence, Laverdy, conseiller, fut nommé contrôleur-général, et Charles de Maupeou, ancien premier président, reçut les sceaux avec le titre de vice-chancelier. Ce dernier, pénétrant et bon observateur, était une acquisition précieuse pour la cour; ayant long-temps vécu au milieu des cabales anti-royales, il en connaissait parfaitement la tactique et les manœuvres². Sa sagacité allait mettre tout en œuvre pour en affaiblir le danger.

¹ VOLTAIRE (*Dictionnaire philosophique*, par), article *Parlemens*.

² GEORGEL (*Mémoires de l'abbé*), t. 1^{er}, p. 198.

Les autres parlemens, éloignés du théâtre des séductions, montrèrent plus de fermeté à l'égard des impôts. Celui de Toulouse se fit mettre aux arrêts par le duc de Fitz-James, commandant du Languedoc. Le parlement de Paris, pour venger la dignité blessée de la magistrature, décréta de prise de corps ce gouverneur. Mais, oubliant le principe qu'il avait émis avant sa réconciliation avec la cour, il réclama exclusivement l'examen de cette affaire, en alléguant que le duc de Fitz-James, étant pair de France, à lui seul était réservé le droit de procéder contre les pairs, dont la cour ne pouvait siéger que dans son sein. Les autres parlemens rendirent des arrêts contre les privilèges qu'affectait celui de Paris, de pouvoir seul former la cour des pairs. Ces prétentions réciproques, précieusement recueillies par Maupeou, en jetant la discorde au sein des parlemens, contribuèrent à affaiblir une puissance qui, depuis sa lutte contre les jésuites, exerçait un grand empire sur les autres corps de l'État, et surtout une espèce de suprématie sur le corps épiscopal.

Aux nombreux empiétemens du parlement se joignait celui de vouloir casser les actes de l'autorité religieuse. Alors eut lieu cette grave démarche de trente-deux évêques, et d'un nombre égal d'autres ecclésiastiques formant l'assemblée du clergé. Ils allèrent en députation à Versailles, et adressèrent au roi un discours dont la première phrase était ainsi conçue : « Sire, quelle est donc cette puissance qui

« prétend s'établir à la fois sur les débris de l'autel et du trône? » Le parlement, irrité d'une telle apostrophe, ne respire que vengeance; une violente querelle s'engage entre tous les pouvoirs, et leur mésintelligence excite partout un désordre affreux. Louis XV, excédé et vraiment malheureux d'une telle discorde, semblait dire à ses ministres : « Faites ce que vous voudrez, pourvu que les choses durent autant que moi ¹. » En attendant, il investit son chancelier de toute son autorité pour faire cesser ces combats trop répétés qui troublaient son repos et ses plaisirs. Maupeou conçut alors le projet d'affranchir la royauté du frein parlementaire; selon son expression, il promit de retirer la couronne du greffe ². Ce plan, par son importance, allait le rendre le premier homme de l'Etat.

Bientôt une affaire plus grave encore que celle du parlement de Toulouse survint en Bretagne. Les Anglais, durant la guerre, tentèrent une expédition contre cette province; le duc d'Aiguillon, qui en était gouverneur, malgré le témoignage de Voltaire, se conduisit mal en cette occasion ³. Son caractère altier, méchant et haineux l'ayant rendu l'objet des railleries et des sarcasmes du public, il voulut se venger par de nouveaux actes de violence.

¹ GEORGEL (*Mémoires de l'abbé*), t. 1^{er}, p. 499.

² WEBER (*Mémoires de*), t. 1^{er}, p. 94-96.

³ BEZENVAL (*Mémoires du baron de*), t. 1^{er}, p. 362-363. — VOLTAIRE (*Siècle de Louis XV*, par), ch. xxxv, p. 54, édit. stéréot.

Le parlement le fit admonester par l'organe de Lachalotais, son procureur-général. Ce magistrat, auteur d'un rapport énergique contre les jésuites, s'était attiré la haine des nombreux amis de cet ordre, et ceux-ci, unissant leur inimitié à celle de d'Aiguillon, l'accusèrent d'un complot contre le trône.

Les magistrats bretons, indignés de cette calomnie et des vexations auxquelles ils étaient en butte, s'en plaignirent et demandèrent justice. Ne pouvant l'obtenir, ils donnèrent leur démission, et la province se trouva sans tribunaux. Par ordre de la cour, Lachalotais, son fils et trois autres conseillers furent jetés dans les fers. Des commissaires tirés du conseil reçurent l'ordre d'aller instruire le procès de ces magistrats, accusés d'avoir oublié leurs devoirs au point d'adresser au roi des libelles injurieux.

Dans cette cause célèbre parut pour la première fois, et sous un jour défavorable, un homme destiné à jouer un rôle marquant dans le cours de cette histoire; c'était Charles de Calonne, fils d'un premier président du parlement de Douai. Brûlant du feu de la jeunesse, il était plein de génie, orné des grâces les plus séduisantes, mais dévoré d'une ambition telle, que, quoique placé dans un poste éminent, sa carrière était encore trop bornée pour son inquiète activité et l'étendue de ses moyens. Procureur-général, il se rendit l'espion du ministère à l'égard de Lachalotais; désigné comme commissaire du gouvernement avec Lenoir et Senac de Meilhan,

tous trois voués au parti d'Aiguillon, ils allèrent en Bretagne informer sur ce déplorable procès; on assure qu'ils partirent avec un projet de sentence de mort dicté à Versailles contre les magistrats accusés, et Calonne, rapporteur de la commission, eut la déloyauté de se présenter comme le juge le plus sévère du collègue dont il avait été le délateur.

L'affaire fut portée à Saint-Malo et suivie par ce même Calonne avec tant d'ardeur et tant de violations de formes, qu'il était difficile de ne pas y voir la main de la vengeance, dirigée par un parti vindicatif et puissant. La condamnation de ces magistrats paraissait résolue; déjà des bourreaux s'apprétaient à les torturer, lorsque le parlement de Paris, réveillé par le danger d'abandonner ses collègues au ressentiment de ses propres ennemis, fit des remontrances si légitimes que le roi, alarmé du danger de faire périr des magistrats dont le dévouement méritait les honneurs d'une couronne civique, se hâta de suspendre les pouvoirs de la commission de Saint-Malo, et de renvoyer Lachalotais et ses co-accusés devant leurs juges naturels. Pour tâcher de faire fléchir ces illustres victimes de l'absolutisme, la cour envoya l'historiographe Duclos, leur compatriote, homme *droit et adroit* *, qui vint leur prêcher la clémence du pouvoir et les douceurs de la liberté. Aussitôt

* Ce mot heureux de Louis XV peñt à merveille un écrivain aussi ingénieux qu'estimable citoyen.

que Lachalotais père l'eut entendu, il lui dit d'un ton grave : « Si vous venez ici comme ami, je vous embrasse et suis à vous; si au contraire vous venez comme séducteur, tournez le dos et repartez ¹. »

Ces stoïques magistrats, après avoir été enfermés à la Bastille, dévoilèrent les perfides manœuvres qu'on avait employées pour les perdre. Telle était la faiblesse de Louis XV, que ce monarque, tout en les déclarant innocens, leur imposa la mesure rigoureuse de s'éloigner de leurs foyers; et le duc d'Aiguillon, quoique violemment inculpé, n'en fut pas moins renvoyé dans son gouvernement avec une autorité plus grande. Afin de prouver sa reconnaissance à la cour qui l'avait si bien servi, ce seigneur résolut de priver les Bretons des privilèges dont ils s'enorgueillaient. Les Etats et le parlement de Rennes se réunirent pour rejeter le règlement qui leur ôtait la faculté de fixer et de lever les impôts. Ils adressèrent au roi un mémoire si touchant, que les ministres l'interceptèrent, dans la crainte qu'il ne produisît son effet sur le cœur d'un prince dont le manque de caractère ajoutait encore à sa timidité naturelle.

Lorsque dans un Etat il s'élève un parti opposé au gouvernement, les premières espérances de ce parti se portent naturellement sur un des princes

¹ SOULAVIE (*Mémoires historiq. et politiq. du Règne de Louis XVI*, par), t. 1^{er}, p. 65.

les plus rapprochés du trône. Cette vérité politique a donné lieu de croire qu'à cette époque le duc d'Orléans * reçut dans ses terres de Villers-Cotterets une députation de Bretons mécontents, qui lui déclarèrent que quarante mille de leurs compatriotes étaient disposés à un soulèvement général contre le souverain qui dépouillait les magistrats de leurs offices, de leurs propriétés et de leur liberté; qui déchirait le traité d'union entre la Bretagne et la France, et ravissait militairement à toute une province les privilèges, les lois et les conditions reciproques d'un pacte contracté librement. On assure qu'ils manifestèrent à ce prince la ferme résolution de tout oser pour reconquérir leur indépendance, pourvu qu'un prince du sang consentît à se laisser couronner.

Le duc d'Orléans s'étudiait à n'inspirer aucune jalousie au chef de la nation; très-circonspect dans ses rapports avec la cour, il évitait avec soin, par une conduite irréprochable, d'éveiller la calomnie. Après avoir traité avec réserve les députés bretons, et repoussé leurs offres séditieuses, il ajouta qu'ayant l'honneur d'être premier prince du sang, il voulait rester fidèle au roi¹, et qu'attaché de cœur au chef de sa famille, il ne se prêterait jamais

* Père de Louis-Philippe-Joseph.

¹ SOULAVIE (*Mémoires historiq. et politiq. du Règne de Louis XVI*, par), t. II, p. 114. — MONTJOIE (*Hist. de Louis-Philippe-Joseph d'Orléans*, par), t. 1^{er}, p. 6.

à allumer le flambeau de la guerre civile¹. On dit qu'alors les députés jetèrent les yeux sur le duc de Chartres son fils; mais l'histoire n'a pu suivre leurs relations, si ce n'est à Versailles, lors de l'ouverture des états-généraux, où nous verrons se former un *club breton* qui par la suite devint le club des jacobins. Toutefois, malgré mes recherches à ce sujet, rien n'a pu me prouver que les motifs de la révolution se soient rattachés aux souvenirs de cette époque.

L'agitation en Bretagne prit un tel caractère qu'il fallut en faire part au roi (1769). Le président Ogier, homme sage et fort considéré dans la magistrature, envoyé dans cette province avec le duc de Duras, détermina Louis XV à rappeler le duc d'Aiguillon et à rendre aux Bretons leurs magistrats. Les courtisans, pour colorer la disgrâce de leur chef, lui obtinrent le commandement des cheveau-légers de la maison du roi, place d'honneur et de confiance. Le parlement de Rennes, rétabli dans la plénitude de son autorité, ordonna une enquête pour découvrir les auteurs et instigateurs des troubles de la province. Les dépositions prouvèrent que les jésuites s'étaient voués au parti d'Aiguillon par esprit de vengeance contre Lachalotais qui le premier avait demandé la suppression de leur ordre.

¹ HIPPOLYTE DE LAPORTE (*Biographie universelle*, par), art. Orléans (Louis-Philippe duc d').

L'enquête ayant été particulièrement dirigée contre le duc d'Aiguillon, accusé d'exactions, d'abus de pouvoir et de séduction, pour compromettre les magistrats qu'il voulait perdre en leur prêtant les crimes les plus atroces, il en résulta un procès si grave, que le duc de la Vrillère, oncle de d'Aiguillon, et ministre de la maison du roi, persuada au chancelier Maupeou qu'il fallait le faire juger par la cour des pairs, et exiger que les séances se tinssent à Versailles, sous prétexte que le roi voulait y assister. Maupeou fit approuver ce projet à Louis XV; il se persuadait qu'en laissant en apparence un libre cours à la justice, d'Aiguillon, par l'influence de son crédit, ne pouvait manquer d'être honorablement acquitté, et qu'il retirerait de ce jugement un nouveau degré de faveur qui tournerait à l'avantage de tous deux.

La bonté de la cause des Bretons, et l'éloquence de leurs avocats, paraissaient faire une grande impression sur l'esprit public et sur celui des juges. Alors les amis de d'Aiguillon représentèrent au roi que le duc serait peut-être forcé, pour se justifier, de communiquer les instructions en vertu desquelles il avait agi. Le monarque, effrayé des suites de cette affaire, convertit la séance des pairs en lit de justice (juin 1770), et, par l'organe de son chancelier, déclara que dans les débats de cette cause on ne se permettrait pas de soumettre à l'examen et à la critique les ordres émanés du trône; qu'il régnait

dans ce procès une animosité révoltante , et que Sa Majesté, ne voulant plus en entendre parler, arrêta, par la plénitude de sa puissance, toute procédure ultérieure, et imposait un silence absolu sur les accusations réciproques.

Le parlement, outré de ce déni de justice, déclara que le duc d'Aiguillon, gravement inculpé de faits qui entachaient son honneur, serait suspendu de ses fonctions de pair jusqu'à ce que, suivant les formes prescrites par les lois, il se fût pleinement justifié. Le roi se tint offensé de cette contravention à ses ordres, et le lendemain rendit un arrêt qui cassa celui du parlement. Alors nouvelles remontrances de ce corps; il se proposait de continuer le procès, si le chancelier Maupeou n'eût décidé le roi à se rendre lui-même à Paris pour enlever du greffe toutes les pièces de la procédure. Dans un nouveau lit de justice, tenu bientôt après, le parlement eut la mortification de voir siéger le duc d'Aiguillon. L'opinion publique, qu'on ne peut jamais maîtriser, murmura de l'acte arbitraire du roi, et se prononça contre le duc qui ne répugnait pas à se laisser absoudre par une mesure illégale.

A l'expiration des vacances, les magistrats firent encore des remontrances; n'étant pas écoutés, ils suspendirent leurs fonctions judiciaires, pour ne s'occuper que d'une question qui alors agitait tous les esprits, la cherté du blé. Les calculs honteux de la cupidité fiscale, en spéculant sur la subsistance du

peuple, avaient fini par faire renchérir les grains d'une manière si exorbitante qu'il n'était plus permis aux pauvres d'y atteindre. La postérité pourra-t-elle le croire? tous les impôts onéreux à la nation, tous les gains illicites que l'on faisait sur elle, étaient affectés aux dépenses de M^{me} Dubarry, et à l'entretien du *Parc aux Cerfs*, repaire honteux, où de jeunes et innocentes beautés étaient enfermées pour servir aux plaisirs d'un satrape blasé dont il fallait raviver les sens amortis ¹.

Arrêtons-nous sur un tableau plus moral, plus touchant, qu'offrit à cette époque le mariage du Dauphin, petit-fils de Louis XV, avec Marie-Antoinette d'Autriche, fille de Marie-Thérèse. Cette alliance, ménagée par la politique de Choiseul, malgré le schisme dans l'Église, la persécution de la magistrature, et l'embarras des finances, donna lieu à des fêtes où la cour déploya une rare magnificence (30 mai 1770). Par une fatalité, qui depuis a été regardée comme le lugubre horoscope des calamités qui devaient accompagner ces époux malheureux, le prévôt des marchands Bignon revendiqua à M. de Sartine, pour cette grande solennité, l'exercice de la police. Mais inhabile dans la direction de cet art nouveau, ses dispositions furent si mal combinées, que les spectateurs qui arrivaient, luttant avec ceux qui voulaient se retirer, occasionèrent un tumulte

¹ GEORCEL (*Mémoires de l'abbé*), t. I^{er}, p. 387.

affreux. Dans ce désordre plus de douze cents personnes, placées sur des échafaudages dressés dans la rue Royale ou sur le pont tournant, furent renversées dans les fossés profonds dont la place est entourée, ou bien écrasées et étouffées par la multitude refoulée sur elles. Les familles victimes de ce déplorable accident éprouvèrent la consolation de voir leur affliction partagée par le dauphin et sa jeune épouse; tous deux en cette occasion donnèrent des témoignages touchans de leur bon cœur et de leur sensibilité.

Les autres princes, frères du dauphin, furent également mariés à deux sœurs, princesses de Savoie. Louis XV se trouva ainsi au milieu d'une cour renouvelée; mais au lieu de rassembler ses petits-fils et leurs épouses autour de lui, de s'intéresser à leurs plaisirs et de goûter avec eux les douceurs que doit éprouver un vieillard au milieu de sa famille, ce prince, toujours dominé par des passions qui, avec l'âge, devenaient de plus en plus dégoûtantes, n'aimait qu'à se renfermer avec les complices de ses débauches. Heureux si la honte de sa conduite l'eût assez isolé pour en dérober la vue à ses enfans! mais par une immoralité qu'on ne saurait qualifier, dans le premier repas qu'il donna à la dauphine, au château de la Muette, après avoir assigné une place distinguée au méprisable objet de ses amours¹, il

¹ CAMPAN (*Mémoires de madame*), t. I^{er}, p. 53. — ANQUETIL (*Histoire de France*, par), t. IX, p. 152. — WEBER (*Mémoires de*), t. I^{er}, p. 23.

osa demander à la future reine comment elle trouvait M^{me} Dubarry.

Par une de ces intrigues de cour, si dangereuses sous un roi sans énergie, le parlement perdit son plus ferme appui. Le duc de Choiseul, après avoir ménagé la réunion de la Corse à la France, malgré l'opposition de l'Angleterre, semblait être arrivé au comble de la faveur. Certain du pouvoir que la reconnaissance exerce sur les belles âmes, il s'était un moment flatté de posséder dans Marie-Antoinette une puissante protectrice ; mais cette princesse, quoique destinée au trône de France, douée d'une rare beauté et d'un heureux caractère, ne jouissait d'aucun crédit, tandis que celui de M^{me} Dubarry augmentait chaque jour, et celle-ci accédait d'autant plus volontiers à faire prévaloir le système de d'Aiguillon, qu'en secret elle était attachée à lui par des liaisons intimes.

Choiseul, au contraire, lui avait voué un tel mépris qu'il refusa constamment de vivre avec elle en bonne intelligence ¹. Ce ministre se croyait indispensable, et les grands projets qu'il méditait ayant été goûtés, lui firent croire qu'il pourrait l'emporter sur la favorite. La duchesse de Grammont, sa sœur, et surtout la princesse de Beauveau, qui ne pouvaient souffrir M^{me} Dubarry, se réunirent à lui pour la faire chasser du palais. Un jour, au sortir d'un travail très-

¹ SENAC DE MEILHAN (*Portraits et Caractères*, par), p. 33.

important avec le roi, Choiseul, tout radieux de l'accueil gracieux dont il avait été honoré, se vanta d'amener bientôt le prince à se défaire de sa maîtresse, qu'il qualifia d'une épithète grossière. Cette injure étant parvenue à la comtesse Dubarry, elle courut se jeter aux pieds du monarque voluptueux dans un désordre que sa douleur rendait encore plus piquant, et, embrassant ses genoux, elle se plaignit tout en larmes de son plus cruel ennemi, « d'un homme, dit-elle qui, en trompant le roi, « voulait troubler son repos et la paix du royaume. » Bien instruite du caractère du prince et de son indécision, elle-même fit appeler le duc de la Vrillière et lui dit : « Sa Majesté congédie M. de Choiseul ; « prenez ses ordres et hâtez-vous de les exécuter¹. » Le faible Louis XV, avant de céder, voulut consulter l'abbé de Laville, premier commis des affaires étrangères, vieilli dans les négociations et dans tous les secrets des cabinets, pour lui demander si le renvoi de Choiseul n'entraînerait aucun inconvénient dans la marche des affaires. Et lorsque cet abbé, gagné par M^{me} Dubarry, eut donné l'assurance que ce renvoi ne pouvait contrarier que la cour de Vienne, il ordonna au duc de la Vrillière, sinistre messenger des arrêts de la cour, d'aller annoncer à M. de Choiseul qu'il était remplacé par le duc d'Aiguillon. La lettre de cachet, rédigée dans des termes

¹ GEORGEL (*Mémoires de l'abbé*), t. I^{er}, p. 180.

sévères, lui assignait sa terre de Chanteloup pour lieu de son exil (24 décembre 1770).

Jamais ministre, au faite de la grandeur, n'obtint un triomphe pareil à celui du duc de Choiseul dans sa disgrâce. Son hôtel fut assiégé par les flots de la multitude, qui venait s'y faire inscrire. Des grands de la cour, et même des princes du sang, que la conservation de leurs charges auraient dû retenir à Versailles, bravèrent toutes les défenses et allèrent le complimenter. Pour la première fois l'esprit d'opposition les rendit courtisans du malheur; lorsque Choiseul partit pour Chanteloup, les applaudissemens et les acclamations lui exprimèrent qu'on croyait voir s'éloigner avec lui les derniers restes de l'honneur français et des libertés publiques ¹. La dauphine elle-même donna un témoignage éclatant de ses regrets. « Quand vous verrez le duc de Choiseul seul, dit-elle à Biron, dites-lui que je n'oublierai jamais ce que je lui dois, et que je prendrai tous les jours à lui l'intérêt le plus sincère ². »

Son éloignement n'étouffa point l'opposition puissante et dangereuse qui s'était élevée. Outre ses amis, il eut pour lui les nombreux adversaires de Maupeou, tous les membres des parlemens, et ceux qui, dans le choix de la favorite, avaient vu la dégradation du monarque et l'avilissement de la cour. Ceux aussi

¹ WEBER (*Mémoires de*), t. I^{er}, p. 103-104.

² LAUZUN (*Mémoires du duc de*), p. 103

qui envisageaient les violences faites à la magistrature comme le triomphe d'un despotisme sans frein, devinrent les plus zélés partisans de Choiseul. On alla même jusqu'à ériger une colonne où furent gravés les noms de ceux qui osèrent braver le ressentiment du monarque. Cet enthousiasme se prolongea pendant tout le règne de Louis XV, et forma une espèce de faction empressée à exalter le duc de Choiseul et à discréditer ses successeurs.

Choiseul avait cherché en effet à susciter la guerre aux Anglais en excitant contre eux le cabinet de Madrid, et en appuyant le mécontentement de leurs colonies américaines. Il ne pouvait supporter l'idée d'avoir été forcé de souscrire à l'humiliant traité de Paris, et son ambition était de venger la France de cet éternel affront. Aussi disait-il souvent, au sujet du vaste territoire cédé par nous à l'Angleterre au nord de l'Amérique, qu'elle fondait un empire gigantesque qui lui préparait des inquiétudes et des disgrâces. Ses projets contre la Russie étaient non moins vastes. Il voulait s'entendre avec l'Autriche pour empêcher Catherine de s'emparer de la Pologne; déjà il avait armé les Turcs contre cette impératrice, et à Varsovie il provoquait la fédération des Polonais, indignés de l'asservissement de leur pays, en leur promettant les secours nécessaires pour reconquérir leur indépendance.

La disgrâce inattendue de ce ministre, en renversant ses nobles projets, excita dans toutes les cours

une grande sensation. Catherine, dont il ne cessa d'arrêter l'ambition, contrariée de son influence, affectait de l'appeler *le cocher de l'Europe*. Informé de son renvoi, elle ne craignit plus de s'opposer à la confédération des Polonais, et sous de vains prétextes envahit leur pays. La France n'avait envoyé à leur secours qu'un faible corps de quinze cents hommes, et un jeune officier nommé Dumouriez, fils d'un gentilhomme de Cambrai; il avait fait la guerre de Sept-Ans avec une distinction telle, qu'à l'âge de vingt-deux ans il fut décoré sur le champ de bataille de la croix de Saint-Louis. A la paix, mis à la réforme, il parcourut l'Italie, l'Espagne et le Portugal. Les observations qu'il rapporta de ses voyages étaient de vraies reconnaissances à la fois militaires et diplomatiques ¹. Ses talens et sa bravoure plurent à Choiseul, qui, après l'avoir employé en Corse, l'envoya comme colonel en Pologne, où il combattit le fameux Souwarow. Après la disgrâce de ce ministre, cet officier fut remplacé par Viomesnil; ce dernier, enfermé dans Cracovie, y soutint un siège opiniâtre, et ne capitula qu'à la suite d'une belle défense.

Louis XV avait auprès de lui un conseil secret, qui l'instruisait de tous les intérêts diplomatiques de la France, et auquel il demandait des avis, non pour les suivre, mais pour pouvoir blâmer ses ministres

¹ LEDIEU (*Dumouriez et la Révolution*, par), p. 32.

lorsque les choses avaient mal tourné¹. Le comte de Broglie était à la tête de ce ministère occulte. Quoiqu'il eût l'esprit très-juste, son peu de savoir l'obligeait à donner toute sa confiance à son secrétaire, homme d'un rare mérite en fait de connaissances et de conceptions politiques; ce secrétaire, nommé Favier, devenu l'âme de ce conseil, y fit entrer Guibert, si connu par ses théories dans l'art de la guerre, et ce jeune Dumouriez, que nous venons de signaler comme plein de talent, et dont l'ambition sera couronnée par une grande célébrité. En vain la sagacité profonde de Favier ne cessait de s'élever avec force contre le système créé par le cardinal de Bernis², et trop servilement suivi par Choiseul; Louis XV, par faiblesse, ne sut jamais adopter aucun des bons avis que lui donnait ce conseil, composé d'hommes éminemment distingués. Il disgracia même le comte de Broglie, et fit mettre Favier et Dumouriez à la Bastille, pour complaire à la favorite, mal traitée dans leur correspondance³, qui renfermait une critique raisonnée de tous les actes diplomatiques.

Le démembrement de la Pologne était résolu, malgré l'opposition que la moitié de l'Europe pouvait encore y apporter. Catherine fut assez adroite pour déterminer le roi de Prusse au partage de plu-

¹ DUMOURIEZ (*Mém. de*), t. I^{er}, ch. VII, p. 147, édit. Baudouin.

² FAVIER (*Politique des Cabinets de l'Europe*, par).

³ DUMOURIEZ (*Mémoires de*), t. I^{er}, ch. X, p. 254.

sieurs provinces de ce vaste royaume, sans lui accorder les places importantes de Thorn et de Dantzig qui, enclavées dans ses Etats, avaient toujours été le but constant de l'ambition de la maison de Brandebourg. L'Autriche, alarmée du voisinage de la Russie, voulut empêcher ce partage; mais vaincue par les offres les plus séduisantes, elle y consentit moyennant la cession de la Lodomerie et de la Galicie orientale, partie la plus considérable sous le rapport de la richesse et de la population. Non seulement ces trois puissances jouirent impunément du fruit de leur usurpation, mais elles tinrent encore un langage ironique, en cherchant à couvrir cet attentat du prétexte spécieux de la justice et de l'humanité¹. La Pologne se vit ainsi réduite au tiers de ce qu'elle était avant ce démembrement qui prépara son entière dissolution².

Le prince Louis de Rohan, ambassadeur à Vienne, donna, dit-on, l'éveil sur cette importante négociation³; toutefois les mémoires contemporains assurent que le cabinet de Versailles n'en fut point informé. Un an entier se passa avant la signature du traité, et durant tout ce temps la léthargie de nos ministres fut complète. Quand la publicité leur en

¹ Déclaration du comte de Stackelberg, ministre de Russie en Pologne.

² *Histoire politique, administrative, civile et militaire de la Prusse*, t. 1^{er}, p. 20.

³ GEORGEL (*Mémoires de l'abbé*), t. 1^{er}, p. 240-241.

eut fait entrevoir les graves conséquences, ils ne lui opposèrent que le silence de la confusion. Ainsi Louis. XV, après avoir avili la noble couronne de France par ses traités antécédens, n'osa adresser une seule note au sujet de cet inique démembrement. Ce prince égoïste, n'ayant que des idées de puissance viagère, se souciant peu de l'avenir, par un simple retour au bon sens qui caractérisait son incurie, se contenta de dire : « Si Choiseul eût été « ministre, le partage de la Pologne n'aurait pas eu « lieu¹. » Pour plaire à M^{me} de Pompadour, il avait entrepris la malheureuse guerre de Sept-Ans, et dans cette circonstance le sort d'un grand peuple, de qui dépendait la sûreté de l'Europe, ne put jamais lui inspirer un sentiment généreux, ni le faire sortir de sa déplorable inaction. D'Aiguillon crut se justifier en remettant au roi un mémoire où il s'efforçait de lui démontrer que ce partage était le résultat nécessaire du système politique suivi par son prédécesseur.

L'Autriche, convaincue du tort d'avoir participé à cette odieuse spoliation, s'excusa sur ce que la France avait refusé son secours, en faisant déclarer par son principal ministre que la cour de Versailles verrait avec indifférence tout ce qui se passerait en Pologne. On trouve la preuve de ce fait

¹ SOULAVIE (*Mémoires histor. et polit. du Règne de Louis XVI*, par), t. 1^{er}, p. 134.

dans nos archives diplomatiques¹. La correspondance secrète que le comte de Broglie entretenait avec Louis XV, six ans auparavant, ne cessait de prédire le partage de la Pologne; et les premiers indices du traité qui devait le consommer avaient été long-temps à l'avance révélés par le comte de Vergennes². Il est à remarquer que les trois souverains qui, dans la destruction de la plus vieille nation du nord, donnèrent l'exemple des plus brutales hardiesses de la force dont l'histoire garde le souvenir, furent des adeptes de cette philosophie qui était alors la véritable reine du monde, et qu'elle a même osé célébrer cet attentat par la bouche de celui qui fut son patriarche et son premier ministre^{*}. Nouvelle preuve que la flatterie et la séduction se glissent aussi dans le cœur de ceux qui s'annoncent pour être les gardiens vigilans de la morale et les conservateurs des bons principes.

La conduite de d'Aiguillon laissait subsister des impressions nuisibles à son ministère. Pour les détruire et balancer la réputation de son prédécesseur, il s'était efforcé de réparer, par beaucoup d'application, ce qui pouvait lui manquer de connaissances positives. Calme, mesuré, et plus réfléchi que Choiseul, il aurait eu même plus de péné-

¹ FLASSAN (*Hist. de la Diplomatie française*, par), t. VII, p. 87.

² FAVIER (*Politique de tous les Cabinets de l'Europe*, par), t. I^{er}, p. 128-129 et 138.

* Voltaire.

tration, s'il n'eût été trop enclin à ses passions haineuses. Son caractère, adonné aux petites intrigues, aux petits moyens, le rendait peu propre au gouvernement d'un grand Etat, et faisait qu'il ne pouvait, à l'imitation de son rival, embrasser les affaires politiques dans un vaste horizon. Mais sa famille était puissante. C'est dans la haine des maisons Choiseul et d'Aiguillon qu'on trouve le germe de la discorde qui, en agitant les esprits, prépara et amena au sein de la cour les événemens qui devaient un jour renverser la royauté¹.

La France était alors gouvernée par trois hommes dangereux, le duc d'Aiguillon, le chancelier Maupeou et l'abbé Terray : celui-ci, administrateur des finances, avait un caractère dur, et point de moralité ; à l'exemple de ses deux collègues, il bravait l'opinion publique avec une audace inouïe. Dans le parlement, d'où Maupeou le tira pour en faire un ministre des finances, il développa sa facilité pour le travail et un talent particulier dans l'art d'égarer l'opinion par des rapports fallacieux. Cet homme, vil et fiscal, ne cessait de dire au roi qu'il ne serait sûr de l'impôt qu'en le faisant voter par l'ordre qui ne le payait pas, ou qui en payait le moins².

Dans l'impossibilité de se procurer de l'argent d'une manière licite, l'abbé Terray s'empara des

¹ SENAC DE MEILHAN (*Portraits et Caractères*, par), t.... p. 37.

² *Correspondance politique et officielle de Louis XVI*, t. II, p. 175.

caisses publiques, et ruina les créanciers de l'Etat pour satisfaire au luxe de la cour et aux caprices de M^{me} Dubarry, qui souvent s'amusa à exiger de lui des complaisances basses et serviles. Le chancelier Maupeou partageait cet avilissement, et il supposa un degré de parenté entre les Dubarry et lui pour devenir plus intime avec cette favorite¹. Ainsi, plaisir, amour, diplomatie, lois, gouvernement, fortune publique et privée, grandeur royale, probité financière, dignité magistrale, tout était confondu, avili et s'agitait ensemble dans les mains impures qui jetaient au hasard les destinées de la France.

Tant d'exactions et de turpitudes accroissaient de jour en jour la haine contre le gouvernement et les ministres; toutes les classes de la société semblaient se coaliser contre eux. A la haine publique se joignait celle non moins dangereuse des magistrats, indignés de voir qu'on éludait les formes usitées, et seules capables de réprimer les violences ministérielles. Leur puissance augmentait avec leur popularité. La nation, toujours éprise pour les défenseurs de ses droits, les entourait de sa faveur, sans trop examiner le mobile de leur résistance²; elle ne voyait donc de sécurité et ne fondait son espoir que sur les parlemens. Mais le chancelier Maupeou ne tarda pas à montrer sur quels fragiles roseaux

¹ WEBER (*Mémoires de*), t. 1^{er}, note de la page 101.

² LÉON THIESSÉ (*Résumé de l'Histoire de la Révolution française*, par), p. 19.

elle avait mis son appui. Ennemi des cours souveraines, il fut assez hardi pour méditer la ruine de la corporation puissante qui seule pouvait contrarier la cour et mettre des bornes à ses volontés arbitraires. Appuyé par d'Aiguillon, il s'abandonna sans réserve à ce vaste projet.

L'archevêque de Paris, également aigri contre la magistrature, se réunit à eux. L'abbé Terray, en marchant sur les traces de l'abbé Dubois, voulait être cardinal et s'associa à ce grand coup d'État. Ils furent merveilleusement secondés par M^{me} Dubarry, intéressée à la suppression du régime légal. Sous prétexte que le page qui accompagna Charles I^{er} dans sa fuite était un Dubarry, sa vanité lui fit acheter le beau portrait de ce prince, peint par Vandick, pour le placer dans sa chambre ¹. Là, dans ses entretiens familiers avec le roi, elle ne cessait de lui faire contempler l'image du prince infortuné qui avait succombé sous les coups de son parlement. Lorsque les choses furent arrivées à leur point de maturité, le chancelier, à la manière de Richelieu, établit comme raison d'Etat la nécessité de délivrer l'autorité royale d'une opposition constante, et qui depuis cinquante ans ne cessait de contrarier ses desseins. Les parlemens, irrités contre les violences de ce ministre, multiplièrent leurs mercuriales. Alors M^{me} Dubarry, excitée par les courtisans, qui étaient aussi les siens,

¹ CAMPAN (*Mémoires de madame*), t. I^{er}, p. 54.

trouvait dans son esprit vif et naturel des ressources pour réveiller l'apathie d'un monarque indolent. A chaque remontrance du parlement, elle disait au roi : « Encore une tentative pour vous ôter peu à peu l'autorité, et en venir de loin à vous détrôner ¹. »

Louis XV, frappé de cette idée, tint un lit de justice (septembre 1770), et enjoignit aux cours souveraines de ne plus employer dans leurs actes les mots *unité* et *indivisibilité* des parlemens ; il menaça même de les détruire, et leur reprocha amèrement d'avoir négligé leurs devoirs envers les particuliers, pour ne s'occuper que des affaires et de la situation du royaume. En réponse à ces injonctions, les conseillers firent valoir leurs droits et leurs services. Ces réclamations leur attirèrent des réprimandes encore plus sévères. Pour s'en venger, les conseillers cessèrent leurs fonctions : on leur ordonna de les reprendre ; ils répondirent qu'ils attendaient avec soumission les événemens dont ils étaient menacés.

Dans ces graves circonstances, Maupeou entrevit que le moment était arrivé d'exécuter le coup qu'il préparait. Son plan, quoique simple, était le résultat d'une vaste conception, et se trouvait renfermé dans le fameux édit où il était déclaré au parlement que le roi, étant par son essence suprême législateur, avait le droit exclusif de régler et ordonner. Néanmoins,

¹ SOULAVIE (*Mémoires historiq. et politiq. du Règne de Louis XVI*, par), t. 1^{er}, p. 403.

disait l'arrêt, « Le roi pouvant être mal conseillé et
« donner des lois préjudiciables à l'Etat, Sa Majesté
« veut bien permettre et même inviter les parlemens,
« où se trouve un grand foyer de lumières, à faire
« des représentations avant l'enregistrement. » S'ils
persistaient, malgré les instances du trône, on leur
permettait d'itératives remontrances; mais si le
souverain croyait ne pas devoir retirer la loi, il ne
restait plus aux parlemens que la voie de l'enregis-
trement et de l'obéissance aux lettres de *jussion*.
Une résistance plus prolongée devenait rébellion
et encourait la forfaiture.

La grand'chambre, composée des têtes les plus
mûres, penchait pour l'enregistrement avec des mo-
difications; mais celle des enquêtes, composée des
jeunes magistrats exaltés, s'éleva contre cet avis avec
une telle véhémence, que les chambres assemblées
rejetèrent l'édit. Plusieurs lettres de jussion furent
envoyées au parlement; il n'y répondit qu'en main-
tenant son arrêté. Enfin, dans la nuit (19 janvier
1771), le ministre fit réveiller les conseillers par
deux mousquetaires qui signifièrent à chacun de
reprendre ses fonctions, avec l'ordre d'exprimer
par *oui* ou *non* son consentement ou son refus.
Dans l'étourdissement d'un réveil aussi brusque,
plusieurs donnèrent une adhésion forcée, mais
réunis le lendemain à ceux qui avaient refusé, ils se
retractèrent et l'opposition devint unanime.

Bientôt après les conseillers apprirent que leurs

charges étaient supprimées, et que des lettres de cachet les exilaient dans des lieux éloignés. Ni promesses ni menaces n'ayant pu les ramener aux volontés ministérielles, Maupeou se décida à dissoudre ces grands corps pour leur en substituer d'autres plus dociles et moins dangereux. Les parlemens, malgré des attributions usurpées, avaient consolé les Français de la longue absence, ou plutôt de la perte des états-généraux; surtout depuis qu'en luttant contre la cour, ils semblaient prendre les intérêts de la nation. Aussi le mécontentement et les murmures devinrent extrêmes en recevant la nouvelle de leur suppression ¹. La noblesse même oublia ses griefs, et les ducs et pairs se constituèrent les défenseurs de la corporation qui, depuis saint Louis, avait travaillé avec une constance soutenue à la ruine de la pairie.

Au milieu de l'agitation universelle, la cour des aides indignée demanda en ces termes la convocation des états-généraux : « Par qui, sire, les intérêts de la nation seront-ils défendus contre vos ministres? « le peuple dispersé n'a point d'organe pour se faire entendre. Interrogez donc la nation elle-même, « puisqu'il n'y a plus qu'elle qui puisse être écoutée « de Votre Majesté ². » Le parlement de Rouen, dans « ses remontrances, exprima le même langage.

¹ DAMPMARTIN (*La France sous ses Rois*, par), t. V, p. 65.

² *Remontrances de la Cour des Aides*, du 18 février 1771.

Néanmoins la fermeté du pouvoir imposa silence aux mécontents, et fit fléchir les caractères les plus opiniâtres. Le roi se rendit à Paris (13 avril 1771) avec solennité, pour y tenir son dernier lit de justice, et former la grand'chambre de son nouveau parlement auquel il donna pour premier président M. Berthier de Sauvigny, conseiller d'Etat. « Je vous
« ordonne, dit-il à la chambre assemblée, de com-
« mencer vos fonctions. Mon chancelier viendra vous
« installer. Je défends toute délibération contraire à
« mes volontés, et toute représentation en faveur
« de mon ancien parlement; car je ne changerai
« jamais. »

Bientôt après Maupeou présenta trois édits; le premier cassait les anciens parlemens, le second confirmait les nouveaux, et le troisième supprimait la cour des aides pour avoir osé porter au pied du trône des doléances dont le vertueux Lamoignon de Malesherbes avait été l'organe. Les provinces, contenues par ces mesures vigoureuses, demeurèrent soumises, quoique sourdement agitées. Cependant le chancelier, impatient d'organiser ses nouvelles cours et de les assujettir à ses réformes, gagna ou intimida les conseillers des anciens parlemens, soit par ses insinuations, soit par ses menaces; ils enregistrèrent l'édit de suppression avec remboursement des offices, et la création de quatre autres juridictions séantes à Blois, à Clermont, à Châlons et à Poitiers, auxquelles on donna le nom de *con-*

seils supérieurs. Le public appela ces parlemens les *parlemens Maupeou*.

Dans leur composition on fit entrer tout ce qu'il y avait de plus décrié dans le barreau et dans la magistrature. Tous ceux qui se présentèrent y furent admis; on ne pouvait trouver une autre espèce d'hommes, puisqu'il s'agissait de se dévouer au mépris, à la haine publique, en siégeant à la place des juges qui, dans la commune opinion, succombaient victimes de l'arbitraire. Maupeou, en allant lui-même installer son parlement traversa, sans être ému, une foule frémissante de colère; répandue autour du palais, elle lui demandait, par ses clameurs et ses cris, le rappel des exilés. Les princes du sang ne voulurent point reconnaître les nouveaux magistrats, et, dans une adresse énergique, ils protestèrent contre les changemens apportés aux lois constitutives de l'Etat¹.

Les conseillers aux anciens parlemens, dispersés sur la surface du royaume, offraient au peuple le spectacle de magistrats irréprochables, punis pour avoir été ses défenseurs, et devenus les martyrs de leur attachement à leurs devoirs². Toutes les têtes s'exaltèrent en leur faveur; jusque dans les rues, on entendait crier à l'injustice, à la tyrannie. Le parti Choiseul surtout se prononçait avec violence³. Les

¹ Adresse du 12 août 1771.

² PUISAYE (*Mémoires du comte J. de*), t. I^{er}, p. 59, éd. de Londr.

³ BEZENVAL (*Mémoires de*), t. I^{er}, p. 368.

femmes aussi se distinguèrent par l'ardeur qu'elles mirent à épouser cette querelle; elles se firent le soutien de ce qu'on appelait les constitutions de l'Etat. Selon le bruit des salons, la monarchie allait crouler, et les conseillers aux parlemens étaient des victimes égorgées sur l'autel du despotisme.

L'adroit chancelier, en délivrant la cour de corps turbulens, et qui visaient à la suprématie du pouvoir, réalisa quelques uns des vœux que formait depuis long-temps le parti philosophique. Il promit de refondre les lois criminelles, de réduire l'immense ressort du parlement de Paris, et de supprimer la vénalité des charges; mais on ne s'y trompa point, ces avantages étaient achetés par la dépendance de la magistrature. De là plus de remontrances, plus de contre-poids aux volontés de la couronne. Voilà pourquoi le public ne voulait pas d'une justice perfectionnée aux dépens des derniers restes de sa liberté. Toutefois les Parisiens, inconstans et frivoles, ne purent persévérer dans leur ressentiment; des caricatures et des chansons furent la seule vengeance qu'ils retirèrent de l'insulte faite à leurs magistrats; ainsi fut oublié le despotisme de Maupeou, qui ne frappait d'ailleurs que sur des corps orgueilleux, esclaves sous Richelieu, rebelles sous Mazarin, et qui renfermaient dans leur sein les juges de l'imprudent Lally, de l'innocent Calas, et de l'infortuné La Barre¹. Lorsque tout fut consommé, Louis XV dit au

¹ ANQUETIL (*Histoire de France*, par), t. IX, p. 124.

dauphin (Louis XVI) : « Je viens de travailler pour vous, songez à soutenir mon ouvrage ¹. »

La nouvelle organisation des cours de justice jeta dans tous les cœurs une aversion profonde contre le pouvoir absolu. Les magistrats outragés dans leur honneur, ruinés par la perte de leurs charges héréditaires, éprouvaient le ressentiment de l'injure et le besoin de la vengeance. Si l'affront fait à leur caractère ne fut pas par la suite une des premières causes de leur résistance à l'autorité royale, du moins est-il certain que cette autorité les avait frappés, et les leçons fournies par l'histoire prouvent assez qu'une corporation aussi redoutable, se perpétuant dans son même esprit, ne pouvait jamais pardonner.

Tout prospérait au gré du chancelier Maupeou, il exerçait sur Louis XV un ascendant qui faisait oublier celui des ministres les plus despotes. Quoique ses opérations eussent obéré le trésor de 15 millions distribués à ses créatures, et chargé l'Etat d'environ 100 millions de remboursements à effectuer, de nouvelles taxes, ajoutées à la masse des impôts, comblèrent ce vide énorme. M^{me} Louise, fille du roi, et M^{me} Dubarry, avec des mœurs opposées, servaient également les projets du chancelier, et engagèrent les princes et plusieurs pairs qui s'étaient déclarés contre ses mesures à retirer leurs protestations ².

¹ CLERMONT-GALLERANDE (*Mémoires pour l'Histoire de la Révolution française*, par), t. I^{er}, p. 8.

² *Portraits des Hommes célèbres de la Révolution*, Suppl., t. III, p. 191, art. Maupeou.

Malgré ce calme momentané , on blâmait de toute part l'enregistrement forcé des édits les plus onéreux à la nation , les formes arbitraires de la justice , la vénalité des places , toutes dévolues à la fortune ou aux seuls titres de noblesse. Des lettres de cachet sans nombre , arrachées ou surprises à l'autorité et souvent vendues par des courtisanes , deux banqueroutes , des milliers d'infractions à la foi publique , la réunion du domaine de l'Etat à celui de la couronne ; enfin une augmentation de tailles et de nouveaux impôts sur les denrées de première nécessité , étaient des actes intolérables auxquels la nation ne se soumettait qu'avec le frémissement de la colère et de l'indignation ; surtout en songeant qu'ils avaient été imaginés pour grossir , aux dépens des sueurs du peuple , le coffre distinct et séparé d'un prince à la fois prodigue envers ses maîtresses , avare envers ses sujets.

Les malheurs de l'Etat et l'avilissement du trône excitèrent contre le souverain la haine générale. Cependant les hommes timides et les coryphées d'une secte toujours en extase devant le pouvoir , gardèrent le silence , ou se bornèrent à faire circuler des plaintes anonymes qu'une circonspection timide enveloppait encore de craintifs ménagemens. Un seul orateur chrétien , digne interprète de la Divinité , puisa dans la véritable source de toute force et de toute vérité cette résolution magnanime qui fait seule retentir à l'oreille des grands les paroles sacrées.

Réunissant à une figure majestueuse des mœurs irréprochables, le vénérable Beauvais, évêque de Senez, prêcha en présence de la cour le jour de la Cène. La parfaite connaissance qu'il avait des Saintes Ecritures fournissait à ses sermons les applications les plus ingénieuses, et souvent les plus terribles. Son texte « *encore quarante jours et Ninive sera détruite* », lui offrit une foule d'allusions. Il peignit sous les traits les plus attendrissans les malheurs accumulés sur le peuple; il découvrit les plaies profondes de l'Etat; enfin sa voix tonnante, s'élevant contre la dépravation de la cour, lui fit peindre avec véhémence le roi sous les traits d'Ozias, qui, après s'être rassasié de voluptés, finit par en chercher d'une espèce nouvelle dans les vils restes de la corruption publique, et dont le corps, expirant au milieu des horreurs d'une maladie cruelle, fut frappé de la corruption anticipée des tombeaux et privé des honneurs de la sépulture. A cet effrayant tableau, l'auditoire est saisi de terreur, et Louis, pensif, demeure immobile. Il frémit surtout en se rappelant ces paroles éloquentes de l'orateur sacré : « Le peuple sans doute n'a pas le droit de murmurer, mais il a du moins le droit de se taire, et le silence des peuples est la leçon des rois. » Ces paroles lui parurent la condamnation de sa vie; ses traits prirent l'expression d'une sombre mélancolie; bientôt après on acquit la triste conviction que des avertissemens aussi sublimes n'avaient fait que le fortifier

de plus en plus dans le vice de l'hypocrisie; scrupuleux à remplir ses devoirs de chrétien, il alliait à la fois les excès du libertinage le plus dégoûtant aux dehors les plus fervens d'une haute piété.

En effet Louis XV, au terme de sa vie, redevint dévot comme il le fut à Metz quand les approches de la mort eurent effrayé son âme timorée; mais les pratiques religieuses n'opérèrent point un retour sur lui-même ni ne lui inspirèrent le désir de profiter de ses derniers momens pour réparer les fautes d'un long règne. Cependant il avait reçu par la maison de Noailles divers mémoires de son père qui lui indiquaient l'art de conserver la soumission des peuples, et de prévenir les causes générales de la dissolution des Etats. Mais ce prince, enfermé dans son sérail, et nul dans le gouvernement, était loin de suivre des conseils aussi salutaires; il ne songeait qu'à lui, et, dans son froid égoïsme, lorsqu'il portait ses regards sur l'avenir, pensant qu'il ne laisserait à son successeur qu'une couronne à demi-brisée, il se bornait à dire : *J'ignore comment les choses iront après moi, et comment Berry s'en tirera* ¹. En apprenant cette incurie, Clément XIV n'avait pu s'empêcher de citer la prospérité du royaume de France sous Louis XV, pour prouver qu'il existait une providence ².

¹ SOULAVIE (*Mémoires historiq. et politiq. du Règne de Louis XVI*, par), t. II, Disc. prélim., p. xxix.

² BÉZENVAL (*Mémoires de*), t. I^{er}, p. 237.

Sur la fin de ses jours, la fausse dévotion du roi ne servit qu'à faire ressortir ses vices; jamais il ne s'abandonna à une plus grande dissolution qu'à l'époque où il aurait dû s'amender. Infecté d'une maladie incurable, provoquée par d'anciennes débauches, ses chirurgiens et ses plus intimes favoris avaient établi que, pour rajeunir leur maître et attirer au dehors ses humeurs morbifiques, il convenait de les lui faire inoculer à de jeunes personnes fraîches et bien portantes ¹. C'est en s'adonnant à cette pratique criminelle qu'il reçut à son tour le virus de la petite-vérole, qui venait de se déclarer sur la malheureuse fille à laquelle il s'était livré. Cette complication de maux le frappa d'une maladie mortelle, dont il supporta les douleurs avec patience et résignation.

Alors s'engagea au sein de la cour une espèce de rixe pour savoir si Louis XV recevrait les secours religieux. Le parti de Choiseul, qui était celui de la dauphine, le voulait pour éloigner M^{me} Dubarry; mais le maréchal de Richelieu, ayant été son protecteur, ne cessait de dire qu'il ne fallait pas l'exposer à cet affront. L'évêque de Carcassonne exigeait au contraire que le monarque, après avoir été confessé et administré, expulsât sur-le-champ sa concubine pour donner un exemple éclatant de re-

¹ SOULAVIE (*Mémoires historiq. et politiq. du Règne de Louis XVI.* par), t. I^{er}, p. 150.

pentir à la France et à l'Europe chrétienne, qu'il avait scandalisées. Aucun courtisan n'osait se charger d'amener le roi à une pareille résolution; lui-même le comprit en se trouvant seul avec M^{me} Dubarry. « Je sens que je suis mal, lui dit-il; je ne veux « pas recommencer la scène de Metz; il faut nous « séparer. » Dans la même soirée, s'étant confessé, il fit appeler le duc d'Aiguillon pour lui donner des ordres relatifs à l'objet de ses derniers remords. « Faites-la conduire sans bruit à votre campagne de Ruelle; je saurai gré à M^{me} d'Aiguillon du « soin qu'elle en prendra. » L'archevêque de Reims, Laroche-Aimond, grand aumônier, administra au roi les derniers sacrements, ensuite il demanda publiquement par son ordre et en son nom pardon des scandales qu'il avait donnés ¹.

Louis XV, après avoir partagé ses jours entre les pratiques du libertinage et de la dévotion, se livra aux approches de sa mort à des alternatives cruelles d'espérance et de désespoir; entrevoyant avec effroi sa prochaine dissolution, il ne parlait que de l'abîme de feu qui allait s'ouvrir, disait-il, pour punir une vie jusqu'à la fin si luxurieuse. Quelquefois, néanmoins, il se reposait sur la miséricorde de Dieu; mais, au souvenir de ses débauches, il retombait dans de nouvelles terreurs et promettait encore d'édifier son peuple s'il recouvrait la santé. Souvent on

¹ ANQUETIL (*Histoire de France*, par), t. IX, p. 134.

le voyait se frapper la poitrine, puis il demandait un crucifix et de l'eau bénite, qu'il jetait sur lui-même et sur son lit pour en chasser les démons. Il envoyait de l'argent à tous les couvents pour faire dire des messes¹. Chaque moment, chaque minute, arrache de ses mains défaillantes une parcelle de l'autorité, qui lui devient plus chère à mesure qu'il la sent s'échapper. De son lit de douleur le monarque mourant peut entendre parmi les favoris restés autour de lui, ceux même qui naguère étaient les plus serviles, déceler une impatience secrète, et lui reprocher cette longue agonie qui les empêche d'aller des premiers baiser la main d'un autre maître.

La famille royale et toute la cour, prosternées dans l'imposante chapelle du château, récitaient les prières de quarante heures en présence du saint sacrement exposé pour demander à Dieu la guérison du roi. Bientôt un épais nuage couvre le ciel, la nuit enveloppe l'Eglise de ses voiles sombres; un long coup de tonnerre retentit jusqu'aux appartemens les plus reculés; des torrens de pluie résonnent sur les vitraux; le sifflement de l'orage éteint en partie les flambeaux allumés sur l'autel. Les éclairs redoublent de minute en minute; ils font pâlir les lampes sépulcrales, et lancent un jour terrible dans cette lugubre obscurité. Tantôt le roulement sourd, tan-

¹ SOULAVIE (*Mémoires historiq. et politiq. du Règne de Louis XVI*, par), t. 1^{er}, p. 150.

tôt les éclats menaçans de la foudre, semblent vouloir anéantir sous les ruines du palais le souvenir de l'immoralité et des débauches royales. Le ciel tonnant lorsqu'on l'invoquait pour celui qui pendant si long-temps l'avait osé braver, et les hymnes pieux s'élevant à travers le bruit de la tempête, produisaient sur tous les visages les impressions de la terreur.

Ces signes manifestes de la colère divine, unis par la pensée à la mort du chef d'un grand empire, et tout près de là son jeune héritier et sa belle compagne versant des larmes aux pieds du Dieu qu'ils imploraient; le tombeau où ils voyaient descendre leur père, et surtout le trône où ils allaient monter¹, offraient une scène si imposante et si terrible, que sa morne solennité fut d'un sinistre présage pour le règne qui allait commencer.

Bientôt un bruit impétueux et sourd retentit dans les galeries du palais (10 mai 1774), c'étaient les courtisans qui, en foule, désertaient l'antichambre du souverain expiré; ils quittaient un astre éteint pour se presser autour d'une aurore nouvelle. Marie-Antoinette et son époux, salués par eux, apprirent ainsi qu'ils allaient régner; un secret pressentiment de leurs futures infortunes paraît les émouvoir, et tous deux, par un mouvement spontané fait pour attendrir les cœurs, se jetèrent à genoux;

¹ WEBER (*Mémoires de*), t. I^{er}, p. 41-42.

Louis XVI, élevant ses yeux vers le ciel, dit à haute voix et d'un ton prophétique : « O mon Dieu !
« quel fardeau ! aidez mon insuffisance à le porter ! »

¹ CAMPAN (*Mémoires de madame*), t. 1^{er}, p. 79. — DE LIMON (*Vie et Martyre de Louis XVI*, par), p. 18.

CHAPITRE XII.

Suppression de l'Ordre des Jésuites.

Louis XV mourut au milieu de la dissolution publique, provoquée par l'excès de son immoralité. Le mépris qu'on lui avait voué, exprimé hautement pendant sa vie, poursuivit jusque dans la tombe les restes infects d'un monarque sans pudeur. Ses favoris mêmes eurent honte de les accompagner jusqu'à leur dernier asile, et pour s'en dispenser, ils alléguèrent une contagion qu'aucun intérêt ne donnait plus le courage de braver. Sans doute, la vie privée de ce prince présenterait de hautes leçons pour les rois, en leur prouvant que l'exemple de leur conduite influe puissamment sur le sort de leur couronne. Mais un tableau aussi dégoûtant ne servirait qu'à rappeler les traits de débauche que Suétone a recueillis et qui prouvent que le dernier degré de corruption mit fin à la do-

mination des maîtres de l'univers. Le règne de Louis XV, de l'aveu même des hommes qui ont pour la royauté un respect religieux, a été l'époque la plus misérable de notre histoire¹. Toutefois la sage liberté lui doit de la reconnaissance, puisque l'aspect des vices sur le trône produisit sur nos mœurs une amélioration sensible; il dissipa l'auréole des têtes couronnées qui se croyaient dispensées d'avoir des vertus pour régner; depuis lors, la cour eut des mœurs moins corrompues et cessa d'être dominée par des maîtresses.

Malgré cette grande concession à l'opinion publique, l'ancienne monarchie, si puissante et autrefois si respectée, allait finir avec Louis XV; mais pourquoi fallait-il que son infortuné successeur s'offrît en holocauste pour effacer ses infamies et racheter les souillures d'une cour dégénérée? Prêts à demander compte au malheureux Louis XVI du trône qui s'est écroulé sous ses pas chancelans, il est d'une justice rigoureuse de bien connaître toutes les institutions qui devaient lui servir de confort et d'appui. Par-là nous saurons comment un empire florissant, après la catastrophe de son chef, tomba tout à coup d'une grande prospérité au dernier degré de misère. C'est dans les mœurs seules que nous trouverons la cause de cette cruelle péripétie: l'immoralité des grands, en passant dans le bas peuple, allait

¹ CHATEAUBRIAND, *Conservateur*, t. II, p. 556.

le rendre injuste et cruel, au point de faire retomber sur un roi bon et pacifique l'horreur que lui avait inspirée une ancienne tyrannie. Pour se rendre compte des progrès que fit cette immoralité, il faut rechercher les causes premières qui donnèrent une fausse direction aux forces vitales de l'esprit humain.

La plupart des événemens qui ont amené les excès de la révolution française dérivent de l'oubli des doctrines qui assujettissent chacun aux devoirs de sa position sociale; et puisque c'est aux institutions religieuses et philosophiques que se rattachent encore nos discordes civiles, il convient d'achever l'histoire des jésuites pour pouvoir jeter un coup d'œil rapide sur la résistance que leurs principes auraient pu opposer à l'esprit d'innovation qui, à cette époque, envahissait toutes les classes de la société. Cet examen fera connaître le degré d'importance que cet ordre conservait; par-là, on s'assurera s'il avait encore cette force morale, cet ascendant d'autorité qui, en comprimant les esprits, pouvaient seuls empêcher les grands événemens survenus en France peu d'années après son entière suppression. Je parlerai ensuite de la secte des philosophes qui, en disputant aux jésuites l'empire de l'opinion, ont exercé la plus haute influence sur le caractère et la disposition des peuples. Par cette discussion grave et impartiale, seront enfin jugés les deux partis qui divisent encore le monde, l'un en voulant l'as-

servir aux dogmes d'autrefois, l'autre en cherchant à l'affranchir des salutaires préjugés de la vieille éducation.

Les ennemis déclarés d'une société avide de domination ne cessaient de travailler à sa perte en la dépeignant sous les plus sombres couleurs. Durant le ministère de Choiseul, elle trouva dans cet homme d'Etat un adversaire redoutable. Pendant son ambassade à Rome, il s'était attiré la haine des jésuites pour avoir détruit l'effet de la bulle *Unigenitus*, en obtenant du pape qu'on n'exigerait plus de billets de confession avant d'administrer les malades mourans. Forcé d'étudier leur institution, il s'était convaincu par lui-même que le général de l'ordre, au moyen du vœu secret qui lie les volontés de ses religieux à la sienne, était instruit de tout ce qui se passait dans les cabinets des princes et dans l'intérieur des familles. Son ressentiment contre eux était motivé sur la morale pernicieuse de ces pères, et sur le danger de conserver au sein de l'Etat une association aussi contraire à la vraie piété qu'au bonheur et au repos des nations.

L'extinction des jésuites que ce ministre ne cessait de solliciter était motivée sur leur empiétement progressif de toutes les choses temporelles, sur leurs attentats en matière de propriété, sur les tracasseries qu'ils excitaient dans les cours et jusqu'au sein des grandes maisons. Il affirma que ces religieux étendaient leur despotisme sur les universités, les

cours de justice, les princes et les rois, qu'ils enseignaient et approuvaient le régicide au profit d'un culte qu'ils exploitaient pour leur compte; aussi les représentait-ils comme toujours prêts à porter le poignard sur le cœur d'un prince s'il n'était pas leur disciple, et à disposer de sa couronne en faveur du souverain étranger qui consentirait à être le protecteur de leur congrégation¹. Cette doctrine, ajoutait-il, a été mise en pratique contre la personne d'Henri III, d'Henri IV, de Louis XIII, et même de Louis XIV; puis il citait comme exemples récents le crime de Damiens et la conjuration tramée contre le roi de Portugal.

À l'instigation des jésuites, le duc de La Vauguyon, leur zélé partisan, fit rédiger par le conseiller Lefebvre d'Amecourt un mémoire où l'on accusait Choiseul d'avoir formé le projet d'anéantir la religion². Une guerre mortelle était déclarée entre les compagnons de Jésus et ce premier ministre, lorsqu'une circonstance inattendue donna à ce dernier pour auxiliaire le ressentiment d'une femme puissante. M^{me} de Pompadour, voyant décliner ses charmes, voulut conserver son crédit à la faveur d'un titre respectable, et demanda à être dame d'honneur de la reine. Pour obtenir cette dignité il fallait se conformer aux mœurs de la cour, en faisant choix d'un

¹ Compte rendu par Bureau de Saint-Pierre au parlement de Dijon. Dans ce long rapport il les accusa de simonie, de blasphèmes, de sacrilège, d'irréligion, de parjure, de vol, d'homicide, et de régicide.

² BEZENVAL (*Mémoires du baron de*), t. I^{er}, p. 247.

confesseur. Elle jeta les yeux sur le père de Sacy ; mais ce jésuite n'imita point les Cotton, les La Chaise, les Tellier ; au lieu d'adopter les restrictions de son ordre et de chercher à concilier l'inflexibilité du dogme avec les égards pour le monde et la faiblesse humaine, il exigea de sa pénitente un repentir sincère, et l'abandon d'une conduite réprouvée par la morale. Loin de se soumettre à ses conseils, elle en fut irritée, et conçut contre les jésuites une haine profonde. Son ressentiment devint d'autant plus dangereux qu'à cette même époque Marie-Thérèse, et surtout Joseph II son fils, contrariés par eux dans leurs projets sur l'Italie, manifestaient aussi le désir de les détruire.

L'animadversion de ces grands personnages, mise en œuvre par le parti appelé philosophique, ne tarda pas à se propager, et bientôt toutes les calamités furent attribuées aux jésuites. La nation entière, irritée contre eux, enviait l'exemple que venait de donner le Portugal, et paraissait impatiente de trouver une occasion favorable pour expulser de son sein cette société. Elle se présenta naturellement dans un procès scandaleux que les jésuites eurent à soutenir contre des négocians de Lyon et de Marseille, ruinés par la banqueroute du père Lavalette, leur agent à la Martinique. Cet homme hardi et spéculateur, oubliant ses devoirs, fit publiquement la banque¹,

¹ GEORGEL (*Mémoires de l'abbé*), t. I^{er}, p. 58. — LAUMIER (*Résumé de l'Histoire des Jésuites*, par), p. 441 et suiv.

et se livra à des entreprises qui échouèrent par les affronts et les insultes que les Anglais firent subir à notre pavillon durant la guerre de 1755.

Il résulta de cette affaire, dont les parlemens s'emparèrent, que les compagnons de Jésus avaient violé leurs vœux et les canons de l'Eglise en se livrant à des opérations commerciales, et qu'à l'aide de cette infraction ils s'étaient procuré des richesses immenses, consacrées à gagner des créatures dans tous les royaumes. En compulsant leurs livres, on y trouva des assertions impies, sacrilèges et attentatoires à l'ordre civil. Alors parurent les comptes rendus des constitutions des jésuites de l'avocat-général Joly de Fleury au parlement de Paris, des procureurs-généraux de Monclar, Bureau de Saint-Pierre et Lachalotais. Ces écrits, pleins d'une éloquence à la fois forte et insinuante, firent la plus grande sensation. Celui de Lachalotais surtout obtint un succès de vogue; on se l'arrachait, on le dévorait, et il entraîna l'opinion publique. Du résumé de ces divers plaidoyers il résultait que les jésuites, vrais diplomates en soutane, s'étaient chargés d'opérer dans l'ordre religieux une véritable révolution appliquée aux mœurs et aux connaissances nouvelles.

Afin d'exercer une influence directe sur les affaires temporelles de tous les gouvernemens, ces religieux avaient jugé convenable, sous un siècle savant et plein d'urbanité, de repousser le spectacle rebutant

de l'ignorance, du pédantisme et de la crasse monacale. Le trafic des choses du ciel ayant séparé de l'Eglise les croyans les plus fervens, ils s'étaient imposé l'obligation de renoncer à toute rétribution pour l'exercice des fonctions ecclésiastiques. Affectant les formes les plus polies, avec les apparences d'une excessive austérité de mœurs, ils réunissaient à la fois les talens agréables aux connaissances qu'on acquiert par de longues et brillantes études. Pour ne pas perdre leur temps en prières et en oraisons, ils étaient dispensés par un article formel de leur constitution, des offices et des autres pratiques pieuses qui autrefois remplissaient la vie monastique. De ces réformes avantageuses naquirent d'autres abus, qui devinrent chez les jésuites une source principale d'écarts et de corruption.

Pour se maintenir et s'enrichir, que de complaisances, que de bassesses, que de sourdes intrigues et d'officieux mensonges! Que de donations habilement arrachées, que d'héritages captés par des efforts en tout genre! Des trafics honteux, une avidité sans bornes, aliénèrent aux jésuites les peuples, qu'ils auraient dû conquérir par la pratique des vertus. Marchant ainsi d'inconséquences en inconséquences, ils oubliaient la morale chrétienne et affectaient beaucoup d'indifférence pour les diverses formes de gouvernement. En France, où l'Etat était monarchique, ils fomentèrent les passions populaires contre la légitimité d'Henri IV, et en Angle-

terre, où les institutions étaient libres et représentatives, ils conspirèrent pour le pouvoir absolu des Stuarts. Au reste, cette longue et mémorable enquête prouva que l'existence des jésuites dans le royaume était l'effet de la tolérance, et non le fruit de l'adoption, et qu'il n'y avait d'autres formalités à suivre pour les détruire qu'à dégager des liens de l'ordre ceux qui voudraient rester en France¹. Après leur avoir défendu de recevoir aucuns novices, leurs collèges furent fermés.

Cette décision irrita Clément XIII, pontife plus pieux qu'éclairé, et surtout son principal ministre, le cardinal Torregiani. Ils voulurent d'abord recourir aux moyens violens qui, deux siècles auparavant, auraient mis le royaume en feu. Mais l'évêque de Laon, Rochechouart, alors ambassadeur, calma le ressentiment du pape, et de concert avec le père Ricci, général de l'ordre, il fut convenu qu'on aurait recours à des moyens plus sages et plus concilians². Ricci et le père Legallic étaient connus de Choiseul; ils écrivirent à ce premier ministre, et s'élevèrent fortement contre les décisions préjudiciables à leur ordre. En même temps les partisans des jésuites attachés à la cour intercédèrent auprès du roi pour qu'il réfléchît long-temps avant de livrer un corps fameux à la discrétion des magistrats impatiens de venger leurs anciennes injures.

¹ *Exposé du Rapport sur les Jésuites*, par l'abbé Chauvelin.

² FLASSAN (*Hist. de la Diplomatie française*, par), t. VI, p. 492.

Louis XV, n'ayant jamais été contrarié par la morale des jésuites, avait pour eux de l'attachement, quoique convaincu que leur obéissance aveugle à une cour étrangère était incompatible avec celle due à leur propre souverain; il aurait voulu seulement réformer les abus qui résultaient de leur constitution. Dans ce dessein, il prescrivit que pendant un an il ne serait rien statué sur tout ce qui pourrait concerner cet ordre. La révision des pièces de cet important procès étant ordonnée, des commissaires pris parmi son conseil s'adjoignirent des évêques; ils examinèrent tous les griefs imputés aux jésuites, et pour remédier aux inconvéniens de l'autorité absolue que la cour de Rome exerçait sur eux, ces commissaires dressèrent une déclaration qui devait servir de règlement aux jésuites, tant pour la doctrine que pour la discipline, et par laquelle ces religieux promettaient d'adhérer aux libertés de l'Eglise gallicane. Le pape refusa d'abord son approbation à cet arrangement; mais le général des jésuites lui ayant représenté qu'il était des circonstances malheureuses où la prudence exigeait le sacrifice des plus chers intérêts, il prit le parti moyen de laisser aux jésuites de France la liberté de se conformer au nouveau règlement, sans vouloir leur en donner l'approbation selon les formes.

Les constitutions des jésuites furent de nouveaux soumises à l'examen d'une assemblée extraordinaire d'évêques. Sur cinquante et un prélats, réunis chez

le cardinal de Luynes, quarante-cinq se montrèrent favorables à la société et donnèrent des témoignages éclatans de l'intérêt qu'ils prenaient à sa conservation ¹. Néanmoins ils furent frappés de l'autorité excessive du général, et la regardèrent comme nuisible et contraire aux lois du royaume. D'après ces décisions, la commission instituée par le roi conclut à la nécessité, non d'éteindre la société, mais de modifier sa discipline. On envoya au pape Clément XIII un plan d'accommodement, d'après lequel les jésuites devaient être maintenus, pourvu que le général fût remplacé en France par un vicaire qui prêterait serment de fidélité aux lois du royaume.

Pour prouver au père Ricci combien il importait qu'il consentît à la nomination d'un vicaire, on lui assurait que toutes les poursuites commencées par les parlemens contre les jésuites cesseraient de plein droit s'il adhéraît à la réforme. Et Choiseul, qu'on a peint comme très-acharné contre cet ordre, employa cependant tous les moyens de conciliation pour le conserver avec les modifications nouvelles. « Vous « ne devez pas cacher, disait ce ministre à notre « ambassadeur à Rome, que le roi ne connaît pas « d'autres moyens pour sauver les jésuites, et si leur « général se refusait à un expédient indiqué par « leurs constitutions mêmes et autorisé par leur « fondateur, il se rendrait responsable au public, à

¹ ANQUETIL (*Histoire de France*, par), t. IX, p. 91.

« lui-même et à sa compagnie, des malheurs qu'elle
« pourrait éprouver ¹. »

Mais Ricci, qui avait été si prudent lorsque les modifications apportées à son ordre ne touchaient qu'aux prérogatives du saint-siège, ne put entrevoir avec la même modération un changement qui altérerait sa propre autorité, et le pape à son tour, après s'être offensé de voir revivre dans cette affaire les libertés de notre Eglise, ne se montra point opposé à la création d'un vicaire des jésuites. Cependant Ricci insiste plus que jamais pour le maintien de ses prérogatives, et ne veut à aucun prix consentir à ce qu'on porte la moindre atteinte à l'obéissance passive, exclusive, que lui doivent tous les membres de l'ordre. Et comme le pape insistait vivement pour lui arracher cette concession, il lui répondit avec hauteur, en parlant des jésuites, *sint ut sunt, aut non sint*. Clément XIII, piqué d'un propos si altier, dut se rappeler que Benoît XIV avait dit au précédent général des jésuites, *mon frère, il est de foi que j'aurai un successeur, mais il n'est pas de foi que vous en ayez un*.

Quoi qu'il en soit, dès ce jour l'arrêt de proscription fut prononcé, et le 6 août 1762, le pape, cédant aux instances des cours de France, d'Espagne, de Portugal et de Naples, après bien des difficultés, et s'être réservé le droit d'agir ultérieurement selon

¹ Dépêche du comte de Choiseul (16 janvier 1762.)

le temps et les lieux ¹, confirma l'arrêt qui défendait aux religieux de cet ordre, établis dans ces royaumes, d'en porter l'habit, de vivre sous l'obéissance du général et d'entretenir avec lui aucune correspondance directe ou indirecte. Le faible Clément XIII, après avoir prononcé son allocution, sortit du consistoire les yeux baignés de larmes, sans attendre la réplique des cardinaux et sans demander leur avis, voulant par-là donner à penser que la volonté des ennemis de la religion et la haine des parlemens de France l'avaient emporté sur les efforts de son zèle ².

Les jésuites s'élevèrent avec force contre cet arrêt; ils demandèrent à justifier les assertions de leurs casuistes, qu'ils assuraient avoir été tronquées par ceux qui les avaient recueillies : « La doctrine d'un corps, disaient-ils, est prouvée par celle qu'il a constamment enseignée dans des temps de paix, d'ordre et de liberté, et non d'après des maximes isolées avancées durant les discordes civiles et les guerres religieuses. » Ils demandaient aussi où était le corps de délit constaté qui les faisait proscrire ? Les opinions extravagantes qu'on leur prêtait se seraient en effet retrouvées chez les théologiens de tous les ordres; mais c'était aux jésuites qu'on en voulait ³. Quelques parlemens se déclarèrent pour

¹ Reservato jure procedendi ad ulteriora, suis loco et tempore.

² FLASSAN (*Histoire de la Diplomatie française*, par), t. VI, p. 506.

³ VOLTAIRE (*Siècle de Louis XV*, par), ch. xxxvi, p. 168.

eux ; toutefois le plus grand nombre leur fut contraire. Obligés de quitter leurs maisons , l'Etat vendit les biens dont ils jouissaient , et fixa à chacun d'eux des pensions alimentaires , sous la condition d'abjurer leur ordre. Néanmoins l'autorité royale ne tarda pas à les mettre à l'abri des persécutions , et, tout en confirmant la dissolution des jésuites en France , elle permit à ceux qui persistaient dans leurs vœux de vivre comme particuliers sous l'autorité spirituelle établie par nos lois.

Quoique en France et en Espagne les jésuites eussent été expulsés , ils n'en conservaient pas moins une influence pernicieuse , qui bientôt s'étendit sur la famille des Bourbons. Ferdinand , duc de Parme , avait suivi l'exemple des princes dont il était issu , en réprimant les abus monastiques et en s'opposant aux empiétemens du saint-siège , qui s'étendaient jusqu'à vouloir juger les affaires contentieuses de son duché. Il défendit à ses sujets de solliciter au dehors , sans sa permission expresse , aucun bénéfice de ses Etats , et déclara nul tout rescrit venant de Rome qui ne serait pas revêtu de son approbation. Le Vatican qualifie ces sages mesures de sacrilège ; il excommunie le grand-duc , ses ministres , et pousse la violence jusqu'à vouloir séquestrer le duché¹.

Par une conséquence naturelle du principe qui

¹ VOLTAIRE (*Siècle de Louis XV*, par), ch. xxxix, p. 97, édition stéréotype.

fit proscrire les jésuites, la France adopta la pragmatique du duc de Parme; de là survint une rupture avec le saint-siège, durant laquelle nos troupes s'emparèrent d'Avignon, au milieu des feux de joie que firent les habitans. Cet événement prouva que si dans des temps d'ignorance le clergé avait voulu faire considérer l'exercice de ses immunités comme un dogme sacré, le moment était arrivé où les princes à leur tour étaient excités à revendiquer des droits imprescriptibles, lorsque les prérogatives de leur couronne se liaient essentiellement à l'intérêt des peuples.

L'inflexibilité de Clément XIII pouvait avoir des suites funestes pour le catholicisme, surtout à une époque où il n'était plus possible de faire revivre les erreurs des siècles qui long-temps firent supporter les entreprises téméraires de l'Eglise. Ces prétentions outrées indisposèrent les cours de Versailles, de Naples, de Madrid, et même de Vienne. Venise réformait les communautés religieuses sans le concours du pape, la Pologne aussi cherchait à diminuer son autorité. Mais l'élection de Ganganelli, sous le nom de Clément XIV, provoquée par le cardinal de Bernis, en calmant les esprits, donna l'espoir d'un rapprochement. Le premier soin de ce pontife fut de lever les censures de son imprudent prédécesseur.

Les prétentions de la cour de Rome touchant l'affaire du duc de Parme, ayant été provoquées

par un reste de l'esprit qu'il s'agissait d'éteindre, les souverains dont les droits étaient lésés par de semblables doctrines s'élevèrent de nouveau contre un ordre perturbateur. Frédéric II appelait les jésuites les *gardes du corps* du pape¹. Charles III, roi d'Espagne, leur était aussi contraire, et Joseph II, n'étant alors que prince impérial, écrivit plusieurs lettres à Choiseul et à d'Aranda pour les presser d'anéantir tout-à-fait une corporation « qui employait « de continuel efforts pour troubler et régenter « le monde, qui avait persécuté Fénelon, enfanté « la bulle *in Cœnâ Domini*, et rendu Rome si mé- « prisable². »

Les ministres des principales cours de l'Europe conjurèrent alors le Vatican, au nom de ses propres intérêts, d'abjurer à jamais une morale perverse, en achevant de sévir contre un ordre qui, repoussé par les puissances catholiques, trouvait encore à Rome une protection offensante pour elles. Clément XIV, d'un esprit doux, conciliant, et fait pour honorer la papauté, pressé par les plus vives instances, demanda un délai pour examiner cette grande affaire. « Je ne puis, disait-il, détruire une « confrérie célèbre sans avoir des raisons qui me justifient aux yeux de Dieu et de la postérité. » Après de longues recherches et de mûres réflexions, il

¹ CLIV^e lettre du roi de Prusse à Voltaire, an 1767.

² Lettres de Joseph II à Choiseul et au comte d'Aranda; janvier 1770 et juillet 1773.

donna le fameux bref (21 juillet 1773) qui, ajoutant la sanction religieuse aux arrêts de l'autorité civile, abolit la compagnie de Jésus et l'effaça du tableau des ordres religieux *.

En annonçant cette décision, le cardinal de Bernis écrivit au roi : « Le pape ne serait que trop justifié d'avoir supprimé cet ordre s'il laissait publier les pièces du procès, mais son amour pour la paix l'en a empêché. » Dès ce moment les jésuites auraient dû cesser d'exister : en contravention avec la cour de Rome, ils allèrent s'établir chez des princes schismatiques, qui, n'ayant pas encore éprouvé les effets de leurs dangereuses intrigues, ne pouvaient partager l'animadversion que ces religieux s'étaient attirée; ils les accueillirent par esprit d'opposition au système des Bourbons, jusqu'à ce que de nouvelles manœuvres, inséparables de leur ordre, eussent fait repentir ces princes de leur avoir accordé un imprudent asile.

C'est ici le lieu d'examiner si l'influence jésuitique, quoique dangereuse pour la royauté, n'aurait pu lui prêter des secours efficaces. Communément on croit que le pouvoir qui s'en débarrassa se priva par la suite de l'unique contre-poids qui eût pu balancer les progrès de l'esprit d'innovation. Cet esprit

* En haine de cette suppression, le parti jésuitique a publié contre Clément XIV les plus atroces calomnies. Voyez l'ouvrage de l'abbé Proyart, intitulé : *Louis XVI détrôné avant d'être roi*, pag. 222 et suivantes.

ayant ouvertement éclaté avec l'inimitié contre les jésuites, les deux événemens ont été confondus, et l'un a été pris pour la conséquence de l'autre¹. Les philosophes accréditèrent cette idée en voulant s'attribuer le mérite d'avoir été les principaux auteurs de la destruction d'un ordre fameux, sans réfléchir qu'entre eux il existait une frappante analogie; ils travaillèrent ensemble à la révolution; en effet, une morale corrompue, des doctrines flexibles, à l'égal des principes impies, ouvrirent les voies à l'anarchie et à l'incrédulité.

Et quand même les jésuites auraient pratiqué une morale austère, ils n'auraient jamais pu changer des dispositions qui remuaient toutes les âmes, agitaient tous les cœurs, et qu'avaient fomentées les philosophes et les encyclopédistes, pour la plupart sortis de leurs écoles *. Puisque leur zèle n'avait pu étouffer l'ascendant des opinions qui amenèrent la révolution, comment auraient-ils pu arrêter son essor lorsqu'elle était sur le point d'éclater? Leur esprit, opposé au désir d'un nouvel ordre social, ne pouvait être d'aucune utilité dans une régénération politique. Auraient-ils pu maintenir la paix dans un pays qu'ils avaient troublé en y jetant des semences de guerre? Le savoir, en marchant, les laissa en arrière. Dépassés par leurs rivaux dans la carrière

¹ TABARAUD (*De l'état des Jésuites en France*, par), p. 286.

* Voltaire, Helvétius, Raynal, Cérutti, Millot, Morellet, Sieyès, etc.

des sciences, des arts et des lettres, ils n'avaient plus sur eux ni sur l'opinion l'autorité imposante que donnent les facultés intellectuelles.

L'histoire nous apprend que nulle part les jésuites ne conjurèrent une seule guerre civile; elle atteste au contraire que sous la ligue, sous la fronde, leur influence tant vantée fut bien loin de calmer les esprits et de consolider le pouvoir. A la vérité ils auraient engagé le trône absolu dans un système d'opposition plus vaste et plus dangereux; mais, vu l'entraînement général, il n'eût servi, comme fit le père Péters auprès de Jacques II, qu'à redoubler l'exaltation d'un parti terrible. Jamais une résistance cauteleuse n'aurait pu, par des voies hypocrites, arrêter l'élan d'un peuple généreux; et lorsque des pratiques ténébreuses sont employées pour contrarier la volonté d'une nation franche dans son enthousiasme, irritée de ces lâches détours, elle passe subitement des plus nobles sentimens à la férocité la plus cruelle. Par-là les excès de la révolution eussent éclaté dès son aurore d'une manière encore plus sanglante, et, dès 1789, on serait subitement passé aux horreurs de 1793; nul doute que ce même esprit qu'on invoque aujourd'hui pour fermer l'abîme des révolutions, en conseillant à Louis XVI une conduite ambiguë, n'ait aiguisé la hache qui frappa ce prince infortuné.

Exploitant la religion à leur profit, les jésuites mêlèrent toujours les passions humaines aux jouis-

sances du monde, et peut-être se seraient-ils accommodés des lois de la république avec cette même résignation qui, sous Louis XIV, la régence et Louis XV, leur fit respirer les odeurs empestées des débauches royales. Depuis Gabrielle d'Estrée jusqu'à la dernière des courtisanes entrée dans l'alcôve des rois, ils vécurent à la cour sans chercher à la corriger. De nos jours ils transigèrent des premiers avec les colonies, affranchies du joug de l'Espagne, et s'établirent à Saint-Domingue pour y concilier leurs doctrines avec celles des nègres révoltés. Enfin, lorsque le parti populaire était dans toute son effervescence, auraient-ils pu étayer un trône vermoulu, puisque tout récemment la seule apparition de leur fantôme inanimé a, comme en Angleterre, renversé par deux fois la monarchie restaurée ?

CHAPITRE XIII.

Des hommes de lettres sous Louis XIV et Louis XV.

APRÈS avoir prouvé que les pratiques jésuitiques n'étaient plus compatibles, même avec nos anciennes institutions, il convient d'examiner l'influence des lettres, des sciences, et de la philosophie du dix-huitième siècle sur les mœurs et le caractère des Français. Là nous trouverons les principes vivifiants d'une sage révolution, principes glorieux et salutaires pour les esprits judicieux qui savent s'arrêter dans les limites de la saine raison; mais qui, mal interprétés par les esprits faux et dangereux, deviennent la cause véritable de cette inquiétude secrète qui fait que le peuple égare n'a point encore trouvé un sage milieu entre les vices du despotisme et les excès de l'anarchie.

Le siècle de Louis XIV, ayant été le siècle des lumières, préparait celui de l'indépendance. Les

vives clartés que répandirent les écrivains célèbres de cette époque sur l'universalité des citoyens firent ressortir les vices et les abus de l'ancien gouvernement. Ces beaux génies, choqués des erreurs de leur siècle, auraient de leur vivant, par l'influence de leurs écrits, modifié les habitudes monarchiques, si des chefs-d'œuvre en tout genre, en inspirant une émulation louable, n'avaient donné aux esprits une direction tout-à-fait étrangère à la politique. Mais l'impression n'en était pas moins produite; la haine du despotisme marchait avec les progrès de la pensée, destinée à le détruire un jour.

Tous les grands hommes français ou étrangers, auteurs de notre gloire littéraire ou scientifique, furent aussi les vrais auteurs de notre régénération. Ils propagèrent de nouveaux systèmes, de nouvelles idées, et une indépendance de principes et d'opinion, qui nous préparèrent à la liberté, en nous apprenant à la chérir. En Angleterre, Roger Bacon avait reculé la limite des sciences exactes, stationnaires jusqu'au treizième siècle; le chancelier François Bacon, restaurateur de la vraie philosophie, par le génie dont ses œuvres étaient empreintes, dissipa les ténèbres de l'ancienne métaphysique, et sa méthode créa la nouvelle instruction. Jean Bodin, sous Henri III, mit au jour son traité de la république; habile à discuter les droits de son pays, il les défendit aux Etats de Blois avec éloquence et une rare équité. Domat surtout, par ses études profondes

sur le droit public, alluma un flambeau qui devait éclairer ses successeurs. Grotius , Puffendorf et de Thou rendirent à l'histoire sa véritable forme ; par eux elle réunit la critique à la philosophie, dont elle ne devait jamais être séparée. Charron, Montagne, Bayle, Mallebranche, Leibnitz, Shaftesbury, Hobbes, Pascal , publièrent des ouvrages importants sur le droit public et le gouvernement civil, moral et religieux. Ils exposèrent avec force, précision, et sagesse les droits et les devoirs des hommes en société.

L'esprit de la littérature, mis à la portée de tout le monde, en se communiquant rapidement, eut une influence plus grande encore. Molière le premier vengea la religion et la piété des insolens outrages de l'hypocrisie. Sa main hardie brisa le masque sur le front des plus dangereux ennemis de la vertu. Il purgea la société des travers qui en altéraient le charme, des formes pédantesques qui en gênaient le commerce, des vices qui en troublaient l'harmonie. Les faux nobles surtout excitèrent la plaisanterie ; irrités de cette irrévérence, ils criaient à la démagogie, tout comme les faux dévots se plaignaient des progrès de l'irréligion. Mais la mordante censure de notre Aristophane, en dévoilant sur la scène les travers de certains hommes titrés, jeta une grande défaveur sur la noblesse ; le ridicule qu'il déversa sur elle s'étendit en général sur les hautes distinctions sociales, de même que les ennemis de

la religion tournèrent contre elle les armes qui avaient servi à démasquer les tartufes.

Le sage et timide Racine attaqua les défauts de la magistrature; les traits qu'il lui lança furent si mordans, qu'il fallait nécessairement une réforme dans ses coutumes si elle ne voulait courir le risque de compromettre sa dignité. La Bruyère, initié dans tous les secrets du cœur humain, traça d'une main habile le portrait des grands de la cour, et leurs vices furent promptement reconnus et signalés. Fénelon, en donnant Minerve pour guide au jeune Télémaque, faisait sentir, par des allusions frappantes, tout ce qu'avait de calamiteux le faste de Louis XIV et le despotisme de Louvois. Les ingénieux apologues de La Fontaine dévoilèrent aussi les vérités les plus hardies; et celui qu'on appelait jadis le *bonhomme*, dans ses moralités, allait fournir des sentences aux anarchistes les plus éhontés. Boileau, long-temps avant les philosophes modernes, avait dit dans son *Lutrin* : « Abîme tout plutôt, c'est l'esprit de l'Eglise. » Mais par la fatale tendance des imperfections humaines, les prêtres, les nobles et les magistrats reconnurent la justesse de ces hautes critiques sans vouloir en profiter; ils riaient de ce qui au fond des cœurs excitait des frémissemens de rage. Dès lors la masse du peuple français commença à mépriser ses anciennes idoles.

Corneille surtout répandit l'esprit républicain; la plupart de ses chefs-d'œuvre montrent dans tout

son éclat la vertu luttant contre la tyrannie ¹. L'impression que fit sur le vulgaire son langage sublime inspira la haine et la défiance contre les dépositaires du pouvoir; il jeta dans tous les cœurs les premiers germes de l'héroïsme et de l'indépendance. Aux accens de ces écrivains célèbres, l'opinion se formait et mettait au rang des préjugés tout ce qui attirait, sans les mériter, le respect et la vénération des peuples. Toutefois les Français d'alors, accoutumés à confondre l'honneur avec une fidélité chevaleresque, se soumettaient à l'obéissance passive, par un principe d'esprit public qui plaçait dans le monarque la fortune de leur pays. Ne connaissant l'histoire que par la traditions des écoles, leur respect pour le gouvernement se maintenait, grâce aux hommes de génie qui florissaient sous la tutelle du grand roi; d'ailleurs, Louis XIV avait si bien lié toutes les parties de son administration, que l'opinion, esclave de la sienne, n'avait de force que pour lui soumettre toutes les volontés; protecteur des lumières, il prouva qu'elles ne sont nuisibles qu'aux ignorans qui les dédaignent.

Ce monarque, en exécutant ses vastes projets d'une main hardie, avait reculé les bornes de sa domination : mais tandis que la Sorbonne, consultée sur les limites du pouvoir royal, répondait que le mo-

- ¹ A. JOUFFROY (*Fastes de l'Anarchie*, par), t. 1^{er}, préliminaire, p. 44.

narque était libre de fixer lui-même les impôts, puisque tous les biens lui appartenaient, et qu'il pouvait aussi en disposer comme de sa propriété, de vrais ministres de la religion réfutaient ces honteuses doctrines. Massillon, s'élevant au-dessus de toute crainte, osa dire à Louis XIV : « Oui, Sire, c'est le
« choix de la nation qui mit d'abord le sceptre entre
« les mains de vos ancêtres; c'est elle qui les éleva
« sur le bouclier et les proclama souverains. Le
« royaume devint ensuite l'héritage de leurs succes-
« seurs; mais ils le durent originellement au con-
« sentement libre des sujets. Leur naissance seule les
« mit ensuite en possession du trône, ce furent les
« suffrages publics qui attachèrent ce droit et cette
« prérogative à leur naissance. En un mot, comme
« la première source de leur autorité vient de nous,
« les rois n'en doivent faire usage que pour nous.
« Les flatteurs vous rediront sans cesse que vous êtes
« le maître, et que vous n'êtes comptable à personne
« de vos actions; il est vrai que personne n'est en
« droit de vous en demander compte; mais vous le
« devez à vous-même, et si je l'ose dire, vous le
« devez à la France qui vous attend, et à toute
« l'Europe qui vous regarde. Tout vous est permis,
« mais cette licence est l'écueil de l'autorité, loin d'en
« être le privilège ¹. »

¹ *Sermon pour le jour des Rameaux*, 1^{re} partie, édit. stéréotype, p. 137, 138.

En vain Bourdaloue, Mascaron et Fléchier, d'un coup d'œil sûr et rapide, jugèrent les nations et les conquérans, les crimes et les vertus; en vain ils rappelèrent la puissance de la main divine qui, en retirant son appui, renverse les royaumes et leurs maîtres; en vain la plume énergique de Bossuet avait aussi tracé le tableau des révolutions qu'amène le temps, dont la marche rapide dévore et engloutit les peuples et les rois; chacun admirait ces vérités sublimes, mais personne n'en profitait. Cependant la civilisation suivait à pas de géant sa marche triomphante.

D'après de tels exemples, on ne pourra disconvenir que le christianisme purement professé est à lui seul la plus salubre et la plus formidable opposition aux abus du pouvoir. C'est dans les pères de l'Eglise qu'on trouve les plus beaux exemples de cette résistance toute divine que la religion doit opposer à la tyrannie. Nos grands prédicateurs, pleins de cet esprit, parlèrent avec autorité aux rois et aux grands, et leur rappelèrent avec énergie les devoirs qu'autrefois de saints évêques n'avaient cessé de prêcher aux premiers empereurs chrétiens, encore enclins à tous les vices du paganisme.

En prêchant la vérité, ces orateurs sacrés furent aussi les apôtres de la révolution : disons mieux, si leur langage eût trouvé moins d'incrédules, il eût prévenu les sanglans effets de l'irritation et de la force, en amenant des réformes et des changemens

proscrit par la censure et négligé par la légèreté des Français, peu portés à méditer, n'avait produit qu'une faible sensation, lorsqu'au moyen d'un abrégé audacieusement conçu *, les principes subversifs qu'il renfermait se répandirent et inspirèrent une tendance à se dégager des idées que l'éducation avait consacrées. Ces principes enseignèrent à la jeunesse que l'esprit, pour s'élever, ne doit pas se régler sur les choses établies, et qu'arbitre suprême de tout ce qui a été dit ou fait, il ne doit donner son assentiment qu'à ce qui paraît conforme à la raison. Ce système ébranla les doctrines sociales qui avaient pour appui les mœurs et les croyances. Il prit un essor inconcevable, devint hardi jusqu'à la témérité, et suscita une classe d'écrivains d'autant plus redoutables qu'à la faveur d'un titre vénéré ils poussèrent l'intolérance à l'égal des sectes les plus fanatiques. Ces prétendus sages crurent qu'en affranchissant l'homme de ses devoirs on le rendrait heureux, et qu'en l'aigrissant on saurait mieux le gouverner. Alors le monde s'accommoda d'un système qui flattait toutes les passions; trop séduisant pour ne pas charmer la jeunesse, assez bien raisonné pour ébranler l'âge mûr, il enleva tous les suffrages, renversa tous les obstacles, et bientôt même l'emporta sur la religion, base fondamentale de notre organisation sociale.

* Cet abrégé fut fait par l'abbé du Marcy.

Malgré notre réprobation pour les auteurs sceptiques dont les théories hasardées engendrèrent l'athéisme, gardons-nous de confondre tous les auteurs philosophes dans un anathème général. Louons au contraire ceux d'entre eux qui, malgré quelques erreurs inséparables de tant de systèmes hardis, écrivirent avec l'intention pure de corriger les gouvernemens et non de les renverser, pour soulager les hommes et non pour les soulever ¹. Leurs ouvrages délivrèrent l'esprit humain des erreurs dogmatiques qui arrêtaient sa marche et tenaient les peuples et les rois dans une odieuse dépendance. En protégeant les uns et les autres contre les effets sans cesse renaissans du fanatisme, ils placèrent l'ordre dans la justice et le pouvoir dans les lois. Si à côté de ces grands avantages se trouvent les inconvéniens attachés aux choses les plus parfaites, on doit s'en prendre à ces charlatans, à ces ambitieux qui, empruntant un langage hypocrite, surprirent la confiance de la multitude, l'agitèrent dans tous les sens, et lui firent un crime de sa modération. En qualifiant de vertus tous les excès, ils entraînèrent cette même multitude de la haine des abus à la haine des personnes, de la conquête des droits aux emportemens de la démagogie, enfin de la servitude des superstitions aux fureurs de l'intolérance. Il faut donc réserver toute notre indignation contre

¹ RIVAROL (*Mémoires de*), p. 87.

les ministres de ces empires dégradés qui, méprisant les conseils de la sagesse, donnèrent le temps aux esprits faux et turbulens d'interpréter les ouvrages de la pensée de manière à les faire servir d'instrumens dangereux à ceux qui n'avaient pas assez de lumières pour les lire avec fruit.

Après le siècle de Louis XIV, les hommes de lettres qui suivaient la carrière des talens et du génie se voyant dans l'impuissance d'arriver au degré de perfection de leurs modèles, prirent une direction nouvelle; c'est en cultivant les sciences et la philosophie que la plupart d'entre eux s'illustrèrent. Une foule de découvertes en astronomie, en chimie, en physique et en mathématiques présentèrent des vérités utiles, des phénomènes curieux, et des jouissances positives. A mesure que les seuls intérêts matériels exerçaient leur empire, la morale, quoique préconisée, ne fut plus qu'un vain étalage de maximes sans aucune influence sur la conduite des hommes et des choses. La doctrine avilissante des matérialistes, après avoir dégradé les individus, altéra les affections et les nobles sentimens du cœur. L'attente de cette vie éternelle qui seule console le malheureux et sauve du désespoir les victimes de l'injustice; enfin, l'immortalité de l'âme, le plus précieux des présens de l'Être-Suprême, fut méconnue, dédaignée, outragée.

Le gouvernement n'avait pas des vues assez pénétrantes pour prévenir les effets d'une marche si

contraire à la prospérité de l'Etat; dédaignant les lettres, il ne pouvait calculer la portée de leur funeste direction. Ceux qui les cultivaient ayant cessé de recevoir à la cour du régent et à celle de Louis XV les encouragemens qui donnent aux talens de nobles inspirations, leurs muses errantes se livrèrent tour à tour à des chants érotiques ou à des poésies sacrées. En cessant d'être honorés par le prince, ils soignèrent moins leur renommée et conçurent des sentimens haineux contre la cour, assez malavisée pour les priver de la considération et des faveurs qui les avaient attachés au trône pendant la brillante période d'un règne plein de grandeur politique et de gloire littéraire¹. Pour se dédommager d'un dédain si sensible à leur amour-propre, les hommes de lettres formèrent entre eux une association, qui devint dans l'Etat une république puissante; et, comme pour commander à l'opinion, le premier pas nécessaire est de s'arroger un empire sur ceux qui la dirigent; ils s'emparèrent avec méthode et persévérance de toutes les avenues qui conduisaient à la célébrité.

L'éducation, dont l'influence est si grande sur le sort des Etats, était également vicieuse pour l'avenir de la jeunesse. Dans les collèges on inspirait l'égalité, on préconisait les sentimens républicains, et, par

¹ VOLTAIRE (*Siècle de Louis XV*, par), art. Houdard-Lamotte.—*Biographie universelle*, art. J. B. Rousseau, Lagrange-Chancel, Saurin, etc.

une étrange contradiction, si on était patricien, il fallait être vain et fier, tandis qu'un plébéien, né avec des talens et des vertus, ne pouvait être placé qu'au nombre des ilotes. Les jeunes gens qui aspiraient aux palmes littéraires n'étant plus encouragés par les ministres, et sachant qu'ils n'obtiendraient les suffrages des tyrans de l'opinion publique qu'en professant leur doctrine, ne se lançaient dans la carrière qu'avec l'affiche de l'incrédulité et le mépris des saines doctrines; méditant la chute des trônes, ils se livraient aux élans d'une liberté illimitée.

A cette époque plusieurs ouvrages importants sur le droit public et le gouvernement civil furent publiés en France, en Angleterre et en Allemagne. Ceux de Locke produisirent une révolution morale. Leur lecture répandit dans tous les esprits de nouvelles lumières, et servit de flambeau à ceux qui rédigèrent la constitution des Etats-Unis. Montesquieu, dès son début dans le monde, sous la forme de *Lettres persanes*, osa attaquer le christianisme par une critique subtile et mordante. Plus tard il embrassa la défense de principes conformes à l'âge mûr¹. Mais quoique les pensées de l'immortel auteur de *l'Esprit des Lois* soient révérees comme des dogmes sacrés, elles pouvaient fournir matière chez les esprits su-

¹ MONTESQUIEU (*Esprit des Lois*, par), t. II, liv. XXIV, ch. 1^{er}, II, III, IV, V, VI et VII (*passim*).

perficiels à de dangereuses interprétations. Apprenant à réfléchir sur la nature des divers gouvernemens, il dit peu de choses de notre ancienne constitution, ou plutôt il s'arrêta au point où ses recherches auraient été infiniment utiles. Ce silence en faisait d'autant plus la censure qu'il parlait avec une sagacité profonde de celle de l'Angleterre qu'il citait comme la meilleure qu'on puisse offrir aux peuples civilisés. Les conséquences qu'il en déduisit furent toutes basées sur les doctrines fortes mais libérales que la raison, le temps et les heureuses fautes du despotisme ont fait éclore. Planant au-dessus des vices de son siècle, il apprit à une cour corrompue que l'honneur devait être le principe des monarchies et le partage de leur noblesse. Déjà on avait le pressentiment que l'opinion de ce grand homme serait celle des siècles ! Malheureusement il ne discutait que la théorie, car il était défendu, sous des peines sévères, de proposer aucune application *.

Voltaire, fier d'une renommée fondée sur les plus brillantes productions, après avoir, pendant plus de soixante ans, cueilli des palmes littéraires, donna à son siècle une impulsion nouvelle. Ennemi des préjugés civils et religieux, toute sa vie fut consacrée à les déraciner. Pour établir un ordre philosophique dominant sur l'opinion générale, il travailla

* La manière brusque dont se termine l'*Esprit des Lois* prouve que ce grand ouvrage n'est que l'introduction d'un autre ouvrage plus grand encore.

constamment à anéantir le despotisme, à détruire la juridiction ecclésiastique, et à n'imposer à la liberté d'écrire d'autres bornes que celles de l'esprit humain. Les plaisanteries fines, les anecdotes piquantes, et le coloris enchanteur répandu sur tous ses ouvrages, lui attirèrent une foule de lecteurs, qui devinrent aussitôt ses partisans les plus zélés. La plupart des livres contre la religion sortirent de sa plume ou de celle de ses amis¹, entre autres la thèse scandaleuse à laquelle l'abbé de Prades (1751), théologien de Saint-Sulpice, prêta l'appui de son ministère et de son nom.

Tout porte à croire également que le fameux ouvrage de J. Meslier, curé d'Étrepigny, où le grossier matérialisme est érigé en corps de doctrine, a été composé par la secte des prétendus philosophes. Dans la correspondance que Voltaire et d'Alembert eurent à ce sujet, après avoir manifesté une feinte indignation, ils approuvèrent la doctrine de Meslier, et formèrent des vœux pour qu'elle couvrît la terre². D'Alembert se chargea d'en répandre plusieurs milliers d'exemplaires, et Voltaire promit de la faire circuler jusque dans les *cabanes de la Suisse*³.

Les premiers essais de la philosophie moderne

¹ PAILLET DE WARCY (*Vie de Voltaire*, par).

² *Lettre de Voltaire à d'Alembert*, Ferney, février 1762. — *Idem* du 25 février, du 12 juillet 1762. — *Idem au comte d'Argental*, février et mai 1762. — *Idem à Damilaville*, 8 février, 6 décembre 1762. — *Lettre de d'Alembert à Voltaire*, 31 mars 1762.

³ *Lettre de d'Alembert*, 31 juillet 1762. — *De Voltaire*, 15 septemb.

n'avaient agi que sous le voile de l'anonyme, par des moyens détournés et des brochures clandestines; mais alors ils obtinrent un tel succès, que tous ceux qui les lisaient auraient voulu les avoir composés, et si les anathèmes de l'Eglise et les arrêts de la magistrature foudroyaient les doctrines et faisaient brûler les livres des auteurs irréligieux, leurs discours et leurs écrits, en se multipliant, malgré la prohibition, développaient dans tous les âges et dans toutes les conditions un esprit incrédule et un caractère indépendant. L'impiété étant devenue une puissance, la hardiesse et le génie de ceux qui la professaient, ébranlèrent les croyances établies dans nos mœurs et frayèrent ainsi les voies aux bizarres écarts de l'imagination et à tous les abus de la liberté. Cet esprit, en s'appliquant à ruiner les fondemens de nos devoirs, en se jouant des opinions religieuses¹, et s'exerçant ensuite sur les principes politiques, brisa toutes les barrières et substitua le désordre de la liberté et les confusions de l'égalité aux sages gradations dont l'ordre social se compose.

La vaste entreprise de l'*Encyclopédie* présenta d'abord l'exécution de l'idée grande et lumineuse qu'avait conçue le génie créateur du chancelier Bacon; mais rédigée avec une coupable hardiesse, elle contribua beaucoup au succès des novateurs².

¹ NECKER (*Mémoires de*), t. 1^{er}, p. 24, édition in-12.

² BURKE (*Réflexions sur la Révolution de France*, par), édition d'Egton, p. 198.

Voltaire, Diderot, d'Alembert, qui en étaient les chefs, auraient peut-être échoué dans ce qu'ils appelaient leur sainte entreprise, si de puissans protecteurs ne leur en avaient facilité l'exécution. Les secours leur vinrent de là où ils devaient attendre une grande résistance. Non seulement le roi de Prusse était leur Mécène, mais encore les princes de Wurtemberg, l'électeur palatin et le duc de Brunswick goûtèrent les fruits de la nouvelle philosophie; la princesse d'Anhalt-Zerbst remercia Voltaire de lui avoir envoyé le poëme de *la Pucelle*¹; la margrave Willemine de Bareith se moquait avec lui des saints et des apôtres; elle signait sœur Guillemette, et donnait à Voltaire le titre de frère; il résulta de ces indécentes familiarités, que les philosophes n'eurent plus de respect pour les princes et les rois, et même dans leur ingratitude ils changeaient le nom de la grande Catherine en celui de *Catau*².

On ne doit plus être surpris des progrès de l'esprit révolutionnaire, lorsqu'on sait que les hommes les plus intéressés à l'étouffer étaient assez insensés pour travailler à la propagation d'un système qui tendait à leur ruine. A la manière empressée dont ils accueillaient les philosophes, on peut dire que ceux-ci étaient autant de livres dangereux qu'on trouvait dans tous les salons; et si beaucoup de

¹ XXXIX^e Lettre de la Princesse d'Anhalt à Voltaire.

² XC^e Lettre de d'Alembert à Voltaire, 1773.

nobles en France n'accordaient à leurs œuvres que ce sourire qu'ils eussent donné aux rêveries d'un poète en délire, la classe inférieure, imbue des nouvelles doctrines, s'enflammait à la lecture d'un écrivain éloquent, et cherchait à réaliser par des actes la brillante chimère qui occupait ses esprits. Alors la subordination parut une contrainte, et la licence devint un besoin.

Un autre écrivain plus éloquent encore, mais plus sophiste que Voltaire, voulut aussi s'ériger en défenseur des droits de la nature et de la raison. Rousseau, sous le prétexte de faire ressortir quelques vérités, crut avoir tracé dans son *Émile* une sorte de transaction entre les adversaires et les partisans de la religion révélée. Il sépara dans le christianisme la morale du dogme ; dans l'une, il trouva un sceau divin ; dans l'autre, celui de l'imposture. Ce moyen terme accrut le mal, il fut plus dangereux que les froides conclusions des matérialistes, parce qu'alors la philosophie se montra décente et modérée. Dans le nombre de ceux qui se passionnèrent pour ces principes, étaient les *économistes*, gens probes, très-voués à leur patrie et pénétrés d'intentions droites et pures. En rêvant le bonheur du peuple, ils étaient plus frappés de l'excès des abus que des dangers de sa régénération.

Séduit par le succès de ses brillantes théories, Rousseau d'une main hardie déchira le voile dont le clergé et la noblesse couvrirent le berceau de

nos institutions. Dans le plus important de ses ouvrages, après avoir proclamé la souveraineté du peuple, il distingua la puissance législative de la puissance exécutive. Il considéra celle-ci comme un emploi dans lequel le roi, simple officier du peuple souverain, n'exerce le pouvoir dont il est dépositaire, que sous la condition de le voir modifier et reprendre à volonté. En répétant au peuple qu'il était toujours libre et toujours maître de déposer ses rois, il lui apprit à s'en passer. L'auteur du *Contrat social* donnait à sa république la liberté et l'égalité pour bases, sans marquer les nivellements à faire, ni les supériorités à laisser subsister, pour la majesté et la durée de l'édifice. Ce qu'il avait imaginé convenir à un petit Etat, parut applicable à un grand empire. Cette faute égara ses lecteurs, et tous séduits par de brillantes chimères, les considérèrent comme des vérités incontestables. Ils crurent retrouver les titres du genre humain à la lecture de Rousseau; son livre fut leur évangile, et dans peu le *citoyen de Genève* devint *citoyen de l'univers*.

A cette époque (1764), l'entreprise hardie du prince Edouard, en Ecosse, donna lieu à reproduire la grande question de la souveraineté du peuple. Les plans, les instructions, les manifestes, auxquels travaillèrent ensemble, pour la cause de ce prince, le cardinal de Tencin, le marquis d'Argenson, le duc de Richelieu, et Voltaire lui-même, ne reposèrent

plus, comme autrefois, sur la doctrine du droit divin, mais bien sur celle d'un contrat synallagmatique, c'est-à-dire réciproquement obligatoire entre les souverains et les sujets; de là se fortifiait l'opinion que tous les peuples ont le droit de se choisir un prince ¹. Le marquis d'Argenson, après avoir écrit plusieurs ouvrages politiques, avait si bien séduit l'esprit de son frère le ministre, que celui-ci, dans le conseil du roi, saisissait toutes les occasions pour s'élever contre le pouvoir et préconiser les idées de liberté.

L'autorité grave et imposante qui donna le plus de poids à toutes ces théories fut l'abbé Mably. Dans ses *Observations sur l'histoire de France*, à la suite de recherches profondes, il découvrit les principes et l'essence de notre gouvernement. Dans son traité sur *les Devoirs et les Droits du Citoyen*, il établit que, sans états-généraux, il n'y avait en France ni vraie constitution ni monarchie légitime ². Cet ouvrage, justement regardé comme dicté par le génie de la liberté, en faveur des Français de toutes les classes, les éclaira sur leurs droits et sur ceux du monarque; il indiqua la source des maux qui affligeaient les vieilles nations, et nous apprit que le grand principe social était l'égalité des hommes devant la loi.

¹ VOLTAIRE (*OEuvres de*), t. 1^{er}, p. 355, édition Baudouin.

² MABLY (*Des Droits et des Devoirs de Citoyen*, par), Lettre VIe (*passim*).

Les idées de réformes que ces divers ouvrages inspirèrent étaient encore accrues par tout ce que Delolme et John Adams publièrent bientôt après sur la constitution d'Angleterre et sur celle des Etats-Unis d'Amérique. Les écrits de ces hommes supérieurs propagèrent une foule de vérités utiles; de leur école sortit une multitude de disciples qui formèrent le tribunal éclairé de l'opinion publique où furent jugés les ministres, les prêtres et les rois. Mais leurs doctrines, pour achever l'œuvre commencée, nous tirèrent d'un abîme pour nous précipiter dans un autre plus grand encore, celui des abstractions politiques; aussi cette philosophie allait avoir sa folie, et la tolérance son fanatisme.

Les mœurs de la noblesse et du clergé, perverties sous le régent, achevèrent de se corrompre sous le long règne de Louis XV. Les prêtres surtout, encouragés par l'exemple des Dubois, des Tencin, des Terray, bravant l'opinion publique, dédaignèrent de remplir les devoirs de leur saint ministère; affectant de ne plus croire à la religion des Racine, des Bossuet, ils affluaient dans la capitale pour porter dans les boudoirs le produit de leurs bénéfices ou de leurs canonicats; plusieurs d'entre eux travaillèrent pour le théâtre, d'autres faisaient imprimer leurs poésies légères, ou publiaient leurs œuvres badines, et leurs vers souvent obscènes obtenaient à la cour un succès d'enthousiasme.

¹ BARRUEL (*Hist. du Jacobinisme*, par)

Un sentiment d'émulation pour les lettres et la philosophie s'était emparé de la plupart des grands seigneurs. Dans leurs salons, encore décorés de tous les emblèmes de la féodalité, il paraissait piquant de traiter de préjugés les distinctions de rang et de naissance. On n'allait à Versailles qu'en se plaignant; on répétait que rien n'était ennuyeux comme la cour; il était du bon ton d'être avec elle dans une constante opposition¹, et lorsque, dans le palais du roi, on y jouait les tragédies républicaines de Voltaire, on voyait les seigneurs applaudir avec enthousiasme les vers qui, par la suite, provoquèrent le régicide. Ces principes d'indépendance ou plutôt de déraison trouvaient dans quelques familles illustres des partisans véritables, et d'autant plus zélés qu'en les faisant valoir leur philanthropie se montrait plus généreuse; mais au fond, chacun tenait à ses prérogatives et n'affectait de les dédaigner que dans la persuasion qu'on aurait une considération plus grande pour ceux qui paraissaient les mépriser.

Dans la marche des événemens qui conduisirent la France à un autre régime, non seulement les philosophes s'attachèrent à propager des principes funestes, mais encore les négocians, les propriétaires, les avocats, les artistes, dans leurs sociétés, tranchaient hardiment sur les parties les plus délicates du sacerdoce et de l'Etat. Ces réunions devenues politiques donnèrent naissance aux clubs, établis à

¹ GENLIS (*Mémoires de madame de*), t. III, p. 257.

frais communs, qui furent ouverts et organisés pour y préparer avec méthode un système offensif et défensif contre la cour *. Là on adoptait les mœurs anglaises ; toutes les classes de citoyens y étaient admises¹, et cette fusion volontaire préparait la fusion légale de nos futures assemblées nationales.

Voltaire, en jetant du ridicule sur la religion et ses ministres, n'avait encore ébranlé que les traditions établies par le culte catholique. Mais la raillerie qui, en matière de croyance, est la plus grave des insultes, excita les novateurs à attaquer la majesté divine, avec l'intention formelle de renverser celle des rois. L'autel et le trône avaient fait alliance pour défendre mutuellement leurs prérogatives, et par malheur les ministres de l'un et de l'autre fournissaient contre eux des argumens terribles : alors les sarcasmes de Voltaire et de son école redoublèrent ; par l'effet de nos mœurs, ils nuisirent aux principes sociaux sans étouffer les préjugés nuisibles ni les prétentions mal placées. Ils produisirent une sensation plus vive que n'avaient fait jusqu'alors les impiétés de Boulanger, de Fréret, de Lamétrie, de d'Holbac et autres matérialistes. Leurs

* Au commencement du règne de Louis XV (de 1724 à 1731), il a existé un club dit de l'*Entresol*, composé de grands personnages qui se réunissaient pour censurer tous les actes du gouvernement. On y lut même un Mémoire sur la nécessité de convoquer les états-généraux. (Voyez *Mémoires du marquis d'Argenson*, p. 258.)

¹ GARAT Domin.-Jos. (*Mémoires historiques sur le dix-huitième Siècle*, par), t. II, p. 266.

ouvrages, inconnus au peuple, n'étaient accueillis que par les nobles et les prêtres; et quoique ceux-ci profitassent des abus de la religion et de la royauté, ils croyaient que les réformes ne pourraient jamais les atteindre; par ton, ou par mode, ils ne cessaient de faire chorus avec les philosophes. Les magistrats aussi partageaient l'erreur commune; ils applaudissaient à Diderot lorsqu'il outrageait les prêtres et les nobles, et ceux-ci riaient avec Voltaire de son irrévérence pour les parlemens.

En voyant les philosophes saper tour à tour la religion et l'Etat, en voyant des ecclésiastiques, la honte de leur ordre, se réunir gaiement à eux avec des ministres méchans ou imbéciles, avec des nobles ignorans ou atteints des vices du jour, remplis de préjugés gothiques et libéraux, voulant allier les idées nouvelles au ridicule de leurs prétentions surannées, on eût cru assister au spectacle affligeant de la démolition d'un grand édifice ¹. Il n'y avait donc plus d'unité et d'harmonie que dans la faction philosophique; mettant à profit la légèreté des uns ou la passion des autres, elle marchait droit à son but, et, favorisée par la désunion de ses ennemis, elle faisait des progrès à la fois faciles et rapides.

Elle comptait aussi sur l'appui de plusieurs cours étrangères. Catherine II était jalouse de la prospérité de la France, et Frédéric, roi de Prusse, se sou-

¹ CHATEAUBRIAND (*Essai philosophique, historique et moral sur les Révolutions*, par).

venait que nous avions voulu démembrement ses Etats; ne pouvant nous atteindre de vive force, ils trouvèrent de puissans auxiliaires dans le parti novateur qui allait renverser le gouvernement français, en cherchant à y faire l'application de ses dangereuses théories. Ces souverains, à la tête des encyclopédistes, dont les chefs avaient un plan vaste d'organisation nouvelle, descendirent pour ainsi dire du trône pour se mettre de niveau avec les partisans de la secte lettrée; ils la caressèrent comme une puissance alliée, et profitèrent de son influence, de même qu'ils avaient utilisé celle des jésuites proscrits. En accueillant les élémens de discorde qui régnaient en France, ils espéraient nuire à sa grandeur et par conséquent diminuer le poids de ses décisions dans la balance politique de l'Europe.

Dans ce dessein ils appelèrent à leur cour les soi-disant nouveaux sages et se les attachèrent, non seulement par des présens et des pensions, mais encore par une correspondance périodique et amicale. Si la cour et les parlemens poursuivaient quelquefois les écrits de Voltaire, si le roi envoyait Diderot au donjon de Vincennes, une lettre de Catherine, une flatterie de Frédéric, le titre d'instituteur d'un prince, une clef de chambellan, dédommageaient le philosophe, et l'excitaient à réitérer ses attaques¹. Les choses en étaient arrivées

¹ SOULAVIE (*Mém. hist. et polit. du Règne de Louis XVI*, par), t. I^{er}, p. 203.

au point qu'un grand seigneur préférerait un mot de Voltaire ou de d'Alembert à la faveur la plus signalée du prince.

Les francs-maçons ont été long-temps accusés d'avoir conspiré contre toutes les monarchies, et surtout de s'être associés à l'esprit révolutionnaire qui renversa notre ancienne constitution ¹. D'après les recherches les plus approfondies, nous pouvons affirmer que cette assertion est d'une complète inexactitude : le but de la franc-maçonnerie n'avait rien de commun avec la révolution ²; son origine se perd dans la nuit des temps; elle subsistait en Ecosse, et fut apportée en France par les Stuarts, après la révolution de 1688 ³. Pendant leur séjour à Saint-Germain, ils lui donnèrent une direction particulière en faveur de la légitimité et de la religion catholique. Le merveilleux de l'institution attira dans les loges les intrigans et les jongleurs de tous les pays et de toutes les opinions : on les reçut comme professant des vérités sublimes, et ayant des rapports directs avec des êtres surnaturels ⁴: alors seulement la franc-maçonnerie prit un caractère dangereux ; mais on peut dire qu'elle cessa d'exi-

¹ Tel est l'esprit des ouvrages de l'abbé Barruel, et celui du professeur anglais Robison, intitulé : *Proofs of a Conspiracy*, etc.

² *Essai sur l'art de rendre les Révolutions utiles*, t. I^{er}, p. 39.

³ DULAURE (*Histoire civile et politique de Paris*, par), t. VIII.

⁴ MOUXIER (*De l'Influence attribuée aux Philosophes et aux Francs-Maçons*, par), p. 136.

ster du moment où elle donna naissance à de nouvelles sociétés politiques réellement séditieuses.

C'est surtout dans les Universités d'Allemagne que ces affiliations furent avidement accueillies sous le nom d'*illuminés* ; plusieurs hommes célèbres formèrent une association d'où les royalistes prétendent que dérivent les jacobins ¹. Le professeur Weishaupt, leur chef, cherchant à contre-balancer l'ascendant que les enfans de Loyola exerçaient en Bavière ², organisa sur le modèle de leur constitution une secte absolue et dominante. Tout en détestant les jésuites, Weishaupt admira leurs lois et leur régime, qui, sous un même chef, faisaient arriver au même but tant d'hommes dispersés dans l'univers, et il résolut de les imiter, en se proposant des vues diamétralement opposées ³. Ces vrais jésuites de la philosophie veulent aussi parvenir ténébreusement au pouvoir universel, en régnant sur la destruction de toutes les autorités ; persuadés que l'excellence de leur doctrine et l'étendue de leurs facultés doivent leur faire obtenir la préséance sur tous les autres hommes ⁴.

¹ GEORGEL (*Mémoires de l'abbé*), t. II, p. 484. — BARRUEL (*Histoire du Jacobinisme*, par), t. III, ch. 1^{er} et suivans.

² HARDEMBERG (*Mémoires d'un Homme d'Etat*, par), t. I^{er}, p. 62.

³ MIRABEAU (*Monarchie prussienne*, par), t. V, article *Religion*, p. 97.

⁴ VILLERS (*Essai sur l'Esprit du Protestantisme et de l'Influence de la Réforme*, par), p. 292.

Dans la correspondance du professeur Hoffmann, on trouve que ces propagandistes travaillaient l'esprit des peuples sous toutes les zones ; que leurs émissaires étaient répandus dans les quatre parties du monde, et surtout dans les capitales. D'après eux, un système de gouvernement sans roi, fondé sur une liberté et une égalité absolues, devait embrasser l'univers, et la France devenir le théâtre choisi de leurs premiers essais ¹. Aussi dès que la révolution eut éclaté, tous les illuminés s'en réjouirent, et l'un d'entre eux écrivit à un de ses collègues : « Les affaires vont toujours mieux en France; j'espère que dans peu d'années cette flamme prendra aussi partout, et que l'embrasement deviendra général; alors notre ordre pourra faire de grandes choses ². » Toutefois gardons-nous d'admettre que les illuminés aient servi la révolution française d'une manière matérielle : ce que nous avons dit touchant les francs-maçons leur est particulièrement applicable; aussi les hommes les plus sensés persistent à dire qu'ils n'y ont contribué que par la propagation de leurs principes purement intellectuels ³, qui consistaient à s'emparer des emplois publics, et à rendre par la suite les gouvernemens inutiles, au moyen de la chimérique espérance de faire un jour pré-

¹ BARRUEL (*Hist. du Jacobinisme*, par l'abbé), t. V, p. 225.

² *Lettre de Mauvillon, ami de Mirabeau, à l'illuminé Cuhn*, juin 1791.

³ *Essai sur l'art de rendre les Révolutions utiles*, p. 50 à 53.

dominer le règne de la vertu ¹. Ils n'ont pas créé la révolution, mais ils en ont formé le caractère.

Il existait encore une autre secte plus dangereuse, quoique moins puissante que celle-ci, composée de quelques charlatans ou aventuriers, dont Mesmer, Bletton et Cagliostro étaient les chefs; avec eux parut un nommé Saint-Martin, qui créa la secte des martinistes, et le fameux comte de Saint-Germain ^{*}, initié dans toutes les loges pour y vendre le secret de *son immortalité*. Tous ces sectaires avaient des affiliés dans la plupart des cours de l'Europe, et des comités de correspondance qui, au moyen de signes mystiques et de calculs cabalistiques, exaltaient l'imagination et s'emparaient des facultés morales de leurs adeptes, au point que ceux-ci suivaient leur rite avec une ferveur et une crédulité qu'on n'aurait pas trouvées même dans les classes les moins instruites. Enfin mille circonstances trop longues à raconter ont fait dire à un habile observateur ², que si la révolution n'eût pas interrompu la direction que la mode avait prise, elle allait devenir très-favorable aux idées superstitieuses.

Les grands corps de l'Etat, au lieu d'arrêter cette

¹ MOUNIER (*De l'Influence attribuée aux Philosophes sur la Révolution française*, par), p. 219.

^{*} Qu'il ne faut pas confondre avec le ministre de la guerre, quoique celui-ci fût également enclin à la mysticité.

² MOUNIER (*De l'Infl. attrib. aux Philosophes sur la Révol. française*, par), p. 72.

espèce de démente, se laissaient entraîner par le torrent; une foule de personnages graves, distingués par leur naissance, leur fortune et leurs emplois, enfin des ministres et des princes de l'Eglise, abusés par les impostures de Mesmer et de Cagliostro, en partageaient les étranges folies¹. Le théâtre surtout, dont l'effet est d'influer sur les mœurs d'une manière active, ne tarda pas à être envahi par l'esprit du jour. Autrefois, l'action dramatique représentait les plébéiens jouets véritables des nobles; Beaumarchais, par une innovation démocratique, entreprit au contraire de livrer les grands à la risée de leurs subalternes. Son *Mariage de Figaro* portait avec lui le cachet d'une révolution, et ce fut aux nobles les plus en crédit, à ceux mêmes qui paraissaient avoir servi de modèle à son *Comte Almaviva* qu'il fit les premières confidences de cet ouvrage; ils s'en déclarèrent les protecteurs avec une chaleur telle que le gouvernement, quoique attaqué sous toutes les formes, fut forcé de céder, et qu'un monarque austère se vit amené à souffrir la représentation d'une pièce dont la scandaleuse licence était le moindre inconvénient.

Tous les principes de liberté, tous les germes de révolutions jetaient de si profondes racines, qu'il était aisé de prévoir les résultats que produiraient bientôt les attaques continuelles contre le trône.

¹ Voy. *Mémoires de l'abbé Georgel*. — DULAURE (*Hist. civ. et polit. de Paris*, par), t. VIII, p. 478.

Voltaire lui-même ne le dissimulait point, et il écrivait à ses amis : « La lumière s'est tellement répandue, « qu'on éclatera à la première occasion, et alors ce « sera un beau tapage. Les jeunes gens sont heureux, « ils verront bien des choses ¹. » Duclos manifestait la même opinion en disant qu'il existait une certaine fermentation de raison qui tendait à se développer, et le vieux Fontenelle avoua plus d'une fois qu'il était épouvanté de l'excès de suffisance qu'on affectait dans tous les rapports sociaux.

Tandis que les philosophes français pronostiquaient une révolution qu'ils avaient imprudemment provoquée, ceux de l'Allemagne, plus sages, quoique non moins libéraux, indiquaient les moyens de prévenir une commotion violente. « Il y a une trop « grande masse de lumières répandue en Europe, « disait Meiners ², pour que toute la puissance souveraine puisse espérer de l'éteindre. Aussi le devoir de « tout ami des hommes est de crier aux oreilles des « princes que la seule manière de n'avoir pas à redouter des plaintes fondées est d'en écarter les motifs. « La vérité et la franchise ne sont jamais des causes de « révolutions, ce sont plutôt les abus et les injustices « qu'on s'obstine à ne pas vouloir détruire. » De même Wieland ne cessait d'affirmer qu'il était absurde

¹ *Lettre de Voltaire à M. de Chauvelin* (avril 1764), t. VIII, p. 315, édit. de Beaumarchais.

² MEINERS (*Histoire de l'inégalité des Etats*, par), p. 642.

d'espérer arrêter les progrès de l'esprit humain par des moyens tyranniques. « L'empire des préjugés est « passé, disait-il; de nos jours il n'y a plus que la « raison qui puisse corriger les écarts de la raison. »

CHAPITRE XIV.

Composition des armées françaises, depuis leur origine jusqu'à la déclaration de guerre, avril 1792.

DANS cette composition à la fois civile, politique et militaire, l'histoire des deux premières parties résulte des faits et de la marche des événemens, étroitement liés avec les actes de la diplomatie et la décision des assemblées délibérantes. Mais pour bien apprécier les victoires et les conquêtes d'une nation qui toujours fit reposer son honneur et son indépendance sur la gloire des armes, il convient de savoir quels furent ses commencemens dans l'art militaire, et de suivre ses progrès afin d'apprendre à la postérité étonnée de nos prodiges, comment le noble caractère français, essentiellement porté à la guerre, éleva la nation à ce haut degré de puissance qui effaça ses erreurs politiques, et lui mérita

le surnom de *grande*, des peuples mêmes qu'elle avait vaincus.

Depuis les commencemens de la monarchie jusqu'au règne de Charles VII, qui le premier introduisit l'usage des armées permanentes¹, le monarque déterminait le contingent d'hommes à prélever sur les grands vassaux de la couronne; les arrière-vassaux étaient pareillement obligés de donner un nombre de soldats proportionné à l'importance de leurs fiefs. Chaque troupe, conduite et commandée par le seigneur, avait sa bannière ou son drapeau : de là l'origine des armoiries. Cette convocation s'appelait *ban* pour les barons, et *arrière-ban* pour les vassaux de ceux-ci.

A l'exception des gens d'église, tous les Français étaient tenus au service militaire personnel, depuis dix-huit ans jusqu'à soixante. Parmi les feudataires, les uns fournissaient des chariots, des chevaux de trait ou de charge; les autres une somme d'argent; d'autres encore des vivres; enfin il y en avait qui n'étaient tenus qu'à la garde des châteaux. Outre leur contingent en infanterie, les grands vassaux devaient amener plusieurs cavaliers. Le temps du service était limité selon l'importance et la durée des expéditions; le terme varia depuis quarante jours jusqu'à quatre mois. Ceux qui ne se rendaient pas exactement à la convocation faite par le roi,

¹ ROBERTSON (*Hist. de Charles-Quint*, par), t. 1^{er}, Introd., p. 128.

payaient une amende ; ceux qui étaient attachés à sa maison , étaient en outre condamnés à faire abstinence de vin et de viande autant de temps qu'ils avaient tardé à se rendre à l'armée.

Quoique les fastes militaires de Philippe-Auguste, de saint Louis, de Charles V, de Louis XI, de Charles VIII et de Louis XII, brillent de faits éclatans, ce n'est guère que vers la fin du quinzième siècle, et lorsque l'invention de la poudre, appliquée aux armes à feu, créa un nouvel ordre de bataille *, que l'état militaire de la France eut assez de consistance pour pouvoir fournir matière à des considérations historiques. En luttant contre la puissance de Charles-Quint, François I^{er} donna à son règne militaire une haute renommée. Ce roi, après avoir perdu son infanterie allemande à la fatale bataille de Pavie, augmenta l'armée française et la fit commander par ses plus grands seigneurs ; ceux-ci prirent le nom de capitaines des bandes : il voulut même former un corps particulier d'infanterie, sur le modèle des légions romaines, qu'il appela aussi légion ; mais l'existence de cette nouvelle milice dura peu, et on en revint aux bandes, qui n'étaient que de cinq cents à six cents hommes, au lieu que les légions étaient de six mille hommes. François I^{er} institua (1544) la charge de colonel-général de l'infan-

* En 1470, Louis XI fit jeter en fonte douze canons qu'il appela *les douze pairs* ; sous lui l'armée française commença à faire usage de l'artillerie de campagne.

terie, et celle de général des galères. Les fonctions des maréchaux-de-camp étaient temporaires, et c'est sous Henri IV seulement qu'ils en eurent le titre par des brevets à vie. Charles IX (1567) créa la place de colonel-général de cavalerie; et Henri III, en donnant (1584) au duc d'Epemon la charge de colonel-général de l'infanterie, en fit un officier de la couronne¹.

Durant les guerres d'Italie et celles de la ligue, l'art militaire éprouva des changemens qui hâtèrent ses progrès; on commença à établir des règles sûres dans l'art de faire mouvoir les troupes, et dans celui plus difficile encore d'ordonner le siège des places. Le régiment des gardes fut formé par Charles IX; François I^{er} n'avait eu pour escorte que deux cents archers : notre état militaire prit un accroissement considérable sous les derniers Valois, quoiqu'il n'eût pas encore la stabilité et l'étendue qu'il acquit sous Henri IV et Louis XIII, dont les troupes furent constamment sur pied, mais en petit nombre, pendant la paix. Quant à la marine, elle fut totalement négligée lors des guerres civiles; à cette même époque l'Espagne et le Portugal armaient de nombreux vaisseaux pour étendre leur découverte et protéger leur commerce.

Les autres puissances de l'Europe n'avaient encore

¹ HÉNAULT (*Abrégé chronologique de l'Histoire de France*, par), édit. in 4^o, p. 568.

ni armées permanentes, ni système militaire fixe et régulier ; elles ne levaient des soldats qu'à l'occasion des guerres, et les augmentaient ou les réformaient ensuite, selon leurs ressources ou leurs besoins. Après la paix de Vervins, et lorsque Henri IV voulut faire la guerre au duc de Savoie (1600), il n'avait que six ou sept mille hommes d'infanterie, six canons, et quinze cents chevaux disponibles¹. La lutte terminée glorieusement en trois mois, il licencia aussitôt les troupes levées pour la soutenir.

Il conserva seulement quatre compagnies de gardes-du-corps, de cent dix hommes chacune ; dix-neuf compagnies de gendarmerie, trois compagnies de cheval-légers, cent trente-huit arquebusiers ou *carabins* à cheval, formaient sa cavalerie, dont le total s'élevait à deux mille six cents hommes : son infanterie, composée de vingt compagnies de gardes françaises, de gardes suisses et des régimens de Picardie et de la Baulne, ne s'élevait qu'à quatre mille cent hommes².

Il n'existait aucune des villes fortifiées, qui depuis coûtèrent des sommes immenses ; Metz fut notre première place : la garnison de Calais, réputée la plus forte du royaume, était de quatre cents hommes ; en temps de paix les principales forteresses étaient confiées à une ou deux compagnies

¹ *Mémoires du duc de Sully*.

² SERVAN (*Recherches sur la force de l'Armée française*, par), p. 5.

d'infanterie et à la garde du gouverneur, entretenue comme lui aux frais de la province *. Les habitants prenaient les armes au besoin, et devenaient soldats pour garder et défendre leur pays; ils soutenaient même des sièges sous les ordres des gouverneurs. Six millions suffisaient alors pour la totalité des dépenses du département de la guerre; et sur cette somme, administrée par Sully, on payait des pensions à beaucoup d'officiers que la paix avait laissés dans le besoin, et qu'on voulait s'attacher pour l'avenir. Malgré les préparatifs faits contre la maison d'Autriche, ce sage ministre s'était ménagé les moyens d'augmenter encore la force de l'armée d'une manière proportionnée aux grands desseins du roi : au point qu'à la mort de ce prince, le trésor public était plein, et les arsenaux pourvus d'un matériel évalué à vingt-six millions. On peut juger de l'accroissement de chaque arme, en observant que, comme grand-maître de l'artillerie, Sully pouvait offrir au roi quatre cents pièces de canon.

L'armée destinée pour les Pays-Bas et l'Allemagne devait se composer, d'après l'organisation qui lui avait été donnée, de cinquante mille hommes : les forces de la France, jointes aux troupes auxiliaires du duc de Savoie, du pape, des Vénitiens, de l'Angleterre,

* La ville de Saint-Malo avait pour garnison des chiens dressés à faire la nuit un service vigilant. (*Dictionnaire de terre et de mer*, par M. le général Bardin.) C'étaient les oies du Capitole.

du Danemarck et de la Suède, formaient un total de cent soixante-cinq mille fantassins et vingt-six mille cavaliers¹ prêts à fondre sur l'Espagne et sur l'Autriche. Malgré ces immenses préparatifs, rendus inutiles par l'assassinat de Henri, le département de la guerre ne dépensa en 1610 que neuf millions*, tant Sully avait mis d'économie dans son administration.

Louis XIII, en soutenant six guerres civiles et cinq guerres étrangères, n'eut pas plus de troupes permanentes en temps de paix qu'Henri IV. Le régiment des gardes suisses et celui de Picardie furent portés de six cents hommes à deux mille (1620). La première compagnie de mousquetaires fut créée deux ans après. C'est sous ce prince que l'on commença à connaître le titre de lieutenant-général des armées : il n'y avait auparavant que des maréchaux-de-camp, même en petit nombre, sous les maréchaux de France.

Louis XIII augmenta la cavalerie légère, et plusieurs régimens d'infanterie renforcèrent l'armée, au point qu'en 1635 elle s'élevait à près de cent mille hommes, dont environ dix-huit mille de cavalerie. Alors les frais du ministère de la guerre dépassèrent quatre-vingt-cinq millions de notre monnaie. Les débris de l'armée suédoise, formée par

¹ SERVAN (*Recherches sur les forces de l'Armée française, depuis Henri IV jusqu'en 1805*, par), p. 17.

* Equivalant aujourd'hui à 22 millions.

Gustave-Adolphe, après la mort de ce roi guerrier, vinrent se ranger sous les drapeaux français¹; ils portèrent dans nos rangs l'exemple d'une discipline inconnue. De cette école sortit le grand Turenne.

Louis XIV augmenta d'environ moitié l'armée laissée par Louis XIII; mais son entretien devint si coûteux, que Letellier, ministre de la guerre, sentit la nécessité de diminuer les charges du trésor, tout en conservant sur pied une armée considérable. Déterminé à entretenir le plus de troupes, au meilleur marché possible, il opéra des réductions progressives sur les profits souvent illicites des chefs de corps, de sorte que la solde diminua d'un tiers². Louvois, fils de ce ministre, en succédant à son père, alla encore plus loin, et porta l'administration militaire à un degré de perfection qui contribua essentiellement aux victoires de Louis XIV, et à fonder la réputation glorieuse des troupes françaises.

Depuis près de deux siècles le mode de recrutement était volontaire. Ce système que les rois substituèrent aux levées féodales, en soudoyant des régimens étrangers, puis en enrôlant des vagabonds, n'avait jamais été suffisant, et on fut forcé de recourir à des enrôlemens forcés. François I^{er} et

¹ CARION DE NISAS (*Histoire générale de l'Art militaire*, par), t. II, p. 104.

² SERVAN (*Recherches sur la force de l'Armée française*, par), p. 35.

Henri IV en firent contracter sous différentes dénominations ¹. A la mort du duc d'Epemon, la charge de colonel-général ayant été supprimée, l'administration de la guerre prit un accroissement tel qu'elle forma un ministère, définitivement institué et organisé par Louvois. Cet homme d'Etat, dans le militaire, opéra la même révolution que Richelieu en politique.

Alors les mestres de camp des régimens d'infanterie prirent le titre de colonels. Les soldats des différentes armes commencèrent à être distingués par la couleur de leurs habits. Bientôt l'uniforme, introduit dans tous les corps comme simple moyen de discipline, eut cette influence que les signes extérieurs exercent sur la multitude, et rendit plus grande encore la démarcation qui existait entre le soldat et le citoyen. On institua des grenadiers, d'abord au nombre de quatre par compagnie, dans le régiment du roi, qui était de nouvelle création. L'exercice militaire fut assujetti à un règlement; on ne se servit plus de piques, et la baïonnette au bout du fusil devint l'armement établi. Louis XIV créa des écoles d'artillerie à Douai, puis à Metz et à Strasbourg. Avant lui il n'y avait de hussards que chez les nations étrangères. Trente régimens de milice furent formés et équipés par les communes; ces troupes étaient soumises à des revues, mais elles n'abandonnaient point la culture des champs.

¹ JOMINI (*Hist. des Guerres de la Révol.*, par), t. I^{er}, Intr. p. 219.

En 1671, le service des Suisses à la solde du roi devint stable en paix comme en guerre, au lieu qu'auparavant ils étaient licenciés à la fin de chaque campagne. Louis XIV (1682) établit aussi des compagnies de cadets, pour les troupes de terre, et des compagnies de gardes-marines. Un nouveau régiment de carabiniers fut formé en 1693 par M. le duc du Maine; d'autres corps, plus fastueux qu'utiles, excitèrent ensuite des jalousies, amenèrent le découragement et le goût du luxe, sans rendre l'armée ni plus intelligente, ni plus nerveuse. Le corps des ingénieurs pour la construction des places fortes et la conduite des sièges est dû à Louis-le-Grand, qui sut employer les talens extraordinaires de Vauban.

En ce temps-là on faisait beaucoup plus la guerre aux places, aux camps retranchés, aux positions militaires, qu'aux forces organisées¹. Une bataille n'était souvent que la conséquence d'un siège. Tout marchait sagement et d'après les probabilités d'un calcul. Les officiers du génie étaient si rares et si précieux, que le roi, plein de sollicitude pour eux, ne cessait de recommander, dans ses instructions, de ne jamais les envoyer à la tranchée sans qu'ils fussent couverts de la cuirasse et du pot de fer, dont l'armée française commençait à abandonner l'usage. Pour maintenir la discipline et l'observation des réglemens militaires, on institua

¹ CHAMBRAY (*Des Changemens survenus dans l'Art de la Guerre*, par le marquis de), p. 6.

des inspecteurs-généraux, puis des directeurs, qui rendirent compte de l'état des troupes, et surveillèrent la conduite des commissaires des guerres.

Louis XIV eut sous les armes cent quatre-vingt mille hommes, et il porta successivement ce nombre à quatre cent cinquante mille, en y comprenant les soldats de la marine. Afin de maintenir son faste militaire en temps de paix, il établit à Compiègne, en 1698, un camp de soixante-dix mille hommes, consacré à l'instruction de ses trois petits-fils; on y fit le simulacre de toutes les opérations d'une campagne. Enfin, vers le milieu de son règne, pour réprimer la passion des duels, un tribunal de maréchaux de France fut chargé de juger les ducs et pairs, et même les princes du sang, sur tout ce qui touchait aux lois militaires et à celles de l'honneur. Louis, en créant *l'ordre du tableau*, donna un caractère positif aux grades, et ses ministres assujettirent à une organisation jusqu'alors inconnue les *marches-routes*, les *camps d'instructions*, les *hospitaux militaires*, et les *casernemens*¹.

Il connaissait bien le caractère français le grand monarque qui, en dotant la France de riches provinces, en fortifiant nos frontières, en joignant nos deux mers, en bâtissant Versailles et les Invalides, conçut la noble pensée d'associer la gloire à l'utile. Son âme élevée sentit que le prince, après avoir

¹ BARDIN (*Dictionnaire de terre et de mer*, par le général), article *Ministère de la Guerre*.

acquis une si grande renommée par les armes, ne devait se montrer ni ingrat envers les services, ni impuissant dans la manière de les récompenser. Pour associer à son illustration ceux qui la lui avaient procurée, il institua l'ordre militaire de Saint-Louis, que son historien le plus sévère n'a pu s'empêcher d'appeler le chef-d'œuvre de son âge mûr¹. Sous le patronage du roi le plus brave et le plus pieux de notre histoire, il fit de la vertu et du courage une religion nouvelle. François I^{er} n'avait fait qu'introduire l'honneur dans nos camps, mais Louis XIV l'identifia avec l'esprit de l'armée, et en fit le point constitutif de sa monarchie. Il fonda donc son empire sur *l'honneur*. Culte indéfinissable, tout français, plein de charmes et de mystères, et si beau, si puissant par lui-même, qu'il fait consister le mérite à servir moins pour la fortune que pour la gloire, et à la manière du modèle des chevaliers français, à vivre sans reproche et à mourir sans peur. O vous qui sous le titre de roi êtes appelés à gouverner des Français, étudiez les beaux jours du siècle de Louis XIV, et vous apprendrez comment on étouffe les révolutions et comment on crée des dynasties.

La force de l'armée française, portée si haut sous Louis XIV, fut considérablement affaiblie sous son successeur; et même dès les premières années de la régence, elle éprouva une réduction notable, sur

¹ LEMONTY (*Essai sur l'Etablissement monarchique de Louis XIV*, par), p. 411.

laquelle se modelèrent les autres puissances de l'Europe, qui avaient également besoin de réformes pour éteindre leurs dettes et rétablir l'ordre dans leurs finances. Néanmoins le régent, en butte aux cabales de ses ennemis, voulut s'attacher les troupes; il augmenta leur solde¹. Pendant la guerre provoquée en 1733 par la double élection du roi de Pologne, la France tint sur pied plus de deux cent mille hommes. Après le traité d'Aix-la-Chapelle, elle n'eut plus qu'une armée de cent soixante-sept mille hommes; ces forces pouvaient être augmentées au besoin de cinquante-cinq mille hommes de milices, répartis en cent dix bataillons. Ce service, où s'était également introduit l'esprit de privilège et d'exemptions, en pesant sur le peuple, était considéré comme une des charges les plus vexatoires de l'ancien régime : on l'assimilait aux corvées, et le tiers-état en demandait l'abolition.

A cette époque, les succès militaires de Frédéric II obligèrent l'Autriche à maintenir une puissante armée pour conserver sa prépondérance politique. La Russie, instruite par les guerres de Charles XII, fut de même obligée de donner un grand accroissement à ses forces. La France ne s'aperçut pas de l'augmentation progressive des moyens militaires de ses rivaux; devenue l'alliée de l'Autriche par le traité de 1756, elle crut n'avoir plus rien à craindre.

¹ SERVAN (*Recherches sur les forces de l'Armée française*, par).
Voy. 1^{er} Tableau.

du côté de l'Allemagne. Cependant, lorsqu'elle commit l'imprudence de servir d'auxiliaire à l'Autriche contre la Prusse, elle se vit forcée d'entretenir trois cent trente mille hommes, indépendamment d'une milice bourgeoise, qui fit le service de l'intérieur; elle soudoya de plus dix-huit mille Saxons ou Wurtembergeois.

Après le fatal traité de Paris, Louis XV ne conserva sur pied que cent soixante mille hommes, dont vingt-sept mille de cavalerie; mais tandis que la France désarmait, les puissances de l'Allemagne et du Nord ne cessaient d'accroître leurs forces; pour organiser les nôtres, le système de recrutement n'était pas en harmonie avec les avantages qu'on devait retirer d'une armée permanente; à chaque levée, il fallait recomposer de nouveaux cadres, ce qui rendait pour long-temps les recrues inhabiles au maniement des armes. On y remédia en conservant les sous-officiers, et on fit de simples retranchemens dans l'effectif des soldats. Enfin, en 1774, on fixa les fonds du ministère de la guerre à quatre-vingt-quatre millions, et vingt mille recrues, levées chaque année, devaient maintenir l'armée sur le pied de cent cinquante mille hommes, avec la faculté de l'augmenter sur-le-champ de soixante-dix mille hommes.

La tactique et les manœuvres prussiennes devinrent alors un objet de mode, et l'engouement pour les minuties de l'instruction militaire fut poussé

jusqu'au ridicule; aligner des soldats, les faire mouvoir comme des automates, était une science pour les généraux. Luckner assistant aux manœuvres du camp de Vaussieux, voulant faire l'éloge de la vivacité de nos fantassins, si admirables dans les combats, ne put s'empêcher de dire en parlant aux officiers français : « Vous avez beau tourmenter vos hommes, vous aurez le bonheur de ne pouvoir jamais en faire des Allemands ¹. »

Louis XVI, doué d'un caractère pacifique, ne fit rien, non seulement pour maintenir l'organisation de l'armée, mais même pour entretenir cette ardeur naturelle aux Français, et qui, en les portant à la guerre, les détourne souvent d'une passion encore plus dangereuse. N'ayant aucunes vues politiques et militaires, il ne pouvait sentir la nécessité d'institutions guerrières, qui, aux jours du péril, auraient fait la sûreté de son trône. Le vertueux maréchal Dumuy, quoique inébranlable dans les vieilles doctrines, s'était occupé, durant son ministère, de donner à la France une armée bien constituée, mais il mourut sans avoir eu le temps d'exécuter ses projets. Il avait formé auprès de lui un comité des inspecteurs d'infanterie et de cavalerie, qui, en discutant les améliorations dont ces deux armes étaient susceptibles, opérèrent quelques heureux changemens.

¹ CARION DE NISAS (*Hist. gén. de l'Art milit.*, par), t. II, p. 349.

Le comte de Saint-Germain, en succédant au maréchal Dumuy, arriva avec un plan d'organisation tout préparé¹. Les différentes réformes qu'il fit subir à l'infanterie et à la cavalerie furent d'un grand avantage pour l'ordre, la discipline et l'économie; les régimens acquirent une organisation parfaite. Ce ministre, ennemi des abus, sentit l'urgence d'un code militaire et la nécessité d'améliorer la tactique. Sous son administration, nos forces restèrent à peu près les mêmes; toutes les réductions ne portèrent que sur les troupes de luxe, trop favorisées par le duc de Choiseul.

Pendant la guerre d'Amérique, le prince de Montbarey renforça les régimens d'infanterie employés par détachemens sur les vaisseaux destinés pour les colonies ou les Etats-Unis. Sous le maréchal de Ségur, les démonstrations hostiles de Joseph II envers la Hollande firent mettre une partie des troupes sur le pied de guerre; mais on désarma aussitôt après le traité de Fontainebleau, malgré l'état formidable des forces autrichiennes, qu'on portait à quatre cent mille hommes. Necker, à cette époque (1782), évalua les dépenses de la guerre à quatre-vingt-six millions; cinq ans après, les Etats, réunis aux notables, les portèrent à cent seize; on créa un conseil d'administration de la guerre, composé du ministre de ce département et

¹ ROCQUANCOURT (*Cours d'Art et d'Histoire militaire*, par), t. II, p. 138.

de plusieurs généraux ; mais la faveur dicta les choix, et les décisions de ce conseil n'amènèrent qu'à des innovations funestes pour l'armée. Cependant la guerre d'Amérique ranima l'émulation de tous les militaires, et plusieurs beaux faits d'armes prouvèrent que notre armée, comparée à celle de Louis XIV, n'avait point dégénéré de son ardeur belliqueuse. C'est à cette époque que l'illustre Guibert, en simplifiant la théorie des exercices et évolutions, produisit les éléments qui servirent à l'ordonnance des manœuvres d'infanterie, ouvrage estimé par sa précision et sa clarté ¹, et qu'on adopta deux ans après (1791), lorsque les gardes françaises l'eurent exécuté avec intelligence et précision. En même temps on commença à organiser de l'artillerie légère, à l'imitation des Prussiens.

Mais en perfectionnant l'art de la guerre, on oublia de réformer l'ordonnance du ministre Ségur, qui était une des premières causes du mécontentement de l'armée ². Les grades et les emplois supérieurs restèrent toujours le partage exclusif d'un petit nombre de familles privilégiées. Cet abus, si humiliant pour le noble caractère français, décourageait tous ceux qui suivaient la carrière des armes. On s'étonne qu'il n'ait pas été supprimé par le roi,

¹ JOMINI (*Histoire des guerres de la Révolution*, par), t. I^{er}, Intr. p. 215.

² BOISSY-D'ANGLAS (*Essai sur la Vie de Malesherbes*, par), t. II, note, p. 270.

au moment où il lui importait de faire de larges concessions pour assurer son autorité. Mais tels étaient les préjugés d'alors, que le trône croyait pouvoir ne trouver appui et secours que dans la noblesse, et que Guibert lui-même, rapporteur du conseil de la guerre, quoique plein de patriotisme, disait souvent avec bonne foi, qu'à l'imitation de nos ancêtres les nobles seuls devaient commander aux soldats.

Les corps du génie et de l'artillerie, sans être soumis à l'organisation vicieuse qui affectait les troupes de ligne, n'en étaient pas moins enthousiastes de révolution; la plupart des officiers en adoptèrent les principes, et les sous-officiers se réjouirent des innovations qui ouvraient à leurs facultés une plus vaste carrière; car tout annonçait que bientôt on établirait un mode d'avancement où les droits de l'ancienneté et ceux du talent seraient sagement balancés.

Enfin, en 1789, M. de Puysegur succéda au comte de Brienne; la force de l'armée ne s'élevait qu'à cent soixante mille hommes, y compris trente mille de cavalerie. Ainsi, au commencement de la révolution, nos forces militaires étaient bien inférieures à celles des grandes puissances. Notre influence diplomatique ne pouvait plus compter, les finances se trouvaient dans la plus grande détresse : l'armée ne tenait plus à l'autorité qui l'avait instituée; occupée de manœuvres aussi rebutantes que frivoles, elle

n'avait plus d'existence réelle aux jours de la révolution¹, soit que le roi voulût s'en servir pour réprimer l'effervescence populaire, soit qu'il voulût l'opposer aux nombreux ennemis extérieurs que cette même révolution allait nous susciter.

L'esprit français, éminemment guerrier, était plein de force, d'énergie, et dans l'intérieur toutes les influences morales et politiques se réunissaient pour demander un changement de régime qui allait donner aux armées une organisation nouvelle. A partir de cette époque, les froides combinaisons de l'intérêt, les convenances de famille et les règles surannées de la tactique, furent tout-à-fait mises de côté pour faire place à un système nouveau basé sur l'enthousiasme que donne le patriotisme. Le mot de *liberté*, un amour immense de gloire, et surtout l'horreur du joug étranger, poussèrent des milliers de Français à la défense de leur pays. Tout citoyen étant devenu soldat, on ne confia plus l'honneur et le salut de la patrie qu'à ses enfans. Ceux-ci, en combattant pour leur indépendance et la conservation de leurs foyers, prouvèrent qu'un grand peuple est toujours invincible lorsqu'il est animé par cette force de volonté qu'inspirent le sentiment de l'honneur et l'esprit de liberté.

Après que l'Assemblée nationale eut décrété

¹ CARION DE NISAS (*Hist. gén. de l'Art milit.*, par), t. II, p. 407.

(16 décembre) la suppression des troupes provinciales, dix-huit mois s'écoulèrent avant qu'elle songeât à réparer le vide que laissaient dans l'armée soixante mille soldats. Cependant l'Autriche et la Prusse, depuis nos discordes civiles, redoublaient leurs armemens. En vain les hommes prudents et courageux pressaient le gouvernement de mettre la France sur un pied pareil à celui de ses voisins, une confiance exagérée dans les gardes nationales était la cause véritable de la sécurité de l'Assemblée¹. Toutefois nos trois millions d'hommes armés n'auraient pas garanti la France de l'invasion, s'ils n'avaient été appuyés d'un noyau de troupes de ligne accoutumées aux dangers des combats et à la discipline des camps. Les divisions militaires territoriales venaient d'être créées, soumises à un général commandant, et administrées par un ordonnateur; elles correspondirent directement avec le ministre de la guerre, et donnèrent ainsi une impulsion prompte et habile aux levées d'hommes appelés à défendre l'Etat.

Aux approches de la guerre, les régimens ne pouvant plus recruter suffisamment pour se mettre au complet, décidèrent le ministre de la guerre Duportail à demander une levée de cent mille hommes, pour être organisés en bataillons et remplacer les troupes provinciales. Ensuite on décréta une nouvelle réquisition de trois cent mille hommes²; de là naquit entre

¹ JOMINI (*Hist. des guerres de la Révol.*, par), t. 1^{er}, Intr. p. 221.

² SERVAN (*Rech. sur les forces de l'Armée franç.*, par), p. 159.

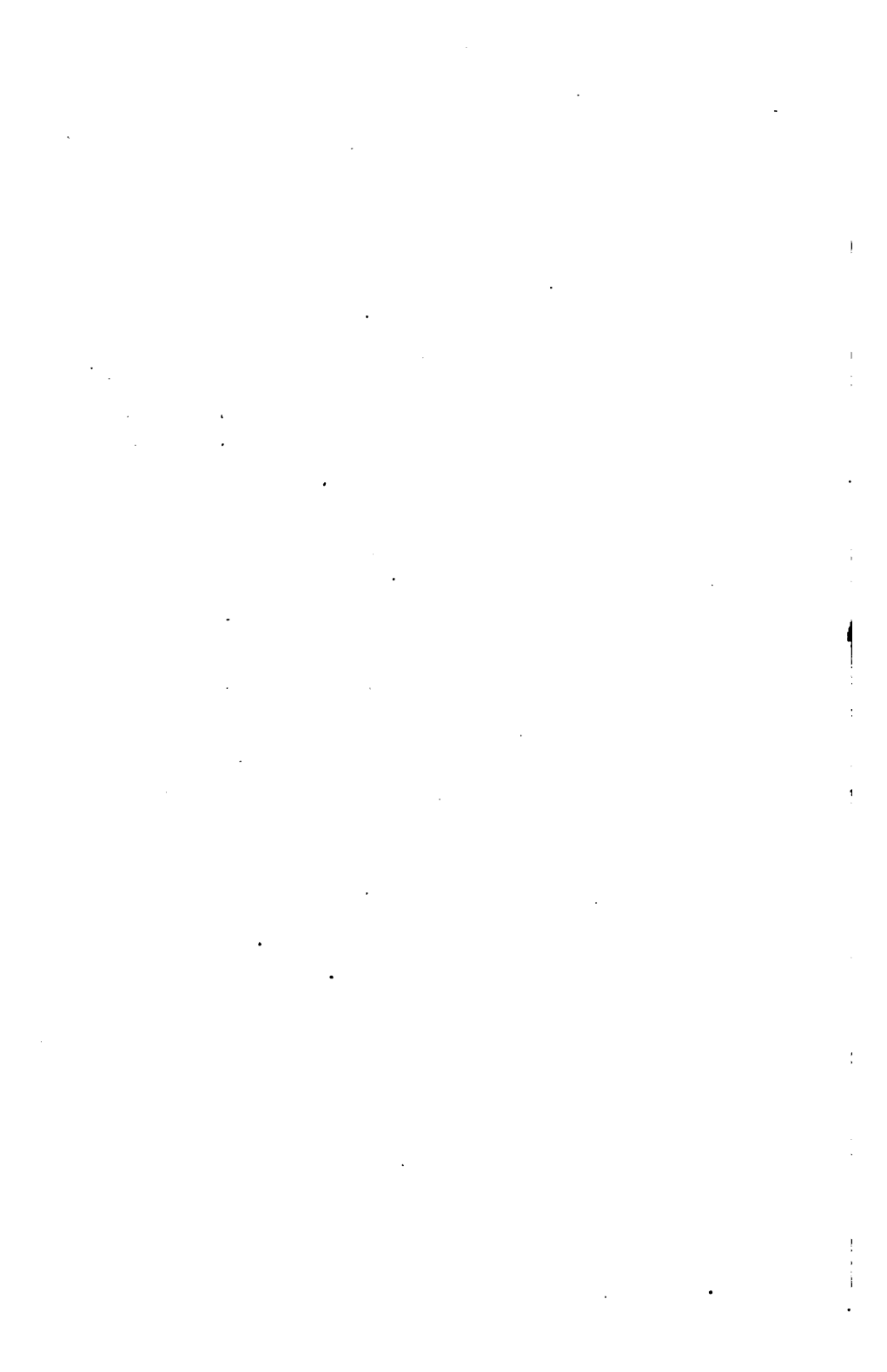
les anciens et nouveaux régimens une rivalité qui faillit devenir funeste à la France ; mais la fermeté du gouvernement rétablit l'ordre, et ces immenses levées, s'effectuant avec facilité et promptitude, donnèrent à nos armées la double supériorité de la force et de l'enthousiasme. Le costume militaire, jusqu'alors considéré comme une espèce de livrée, devint national ; par cette mesure sage et politique les soldats parurent se confondre avec les citoyens, lorsque les citoyens au contraire se fondaient dans l'armée. L'état-major général, chargé de diriger une guerre que le monarque ne devait pas commander en personne, était composé en partie d'officiers peu portés pour la révolution, ou imbus de l'esprit pédantesque des théories de tous les vieux tacticiens ; aussi ce corps n'avait-il alors aucune consistance ; cependant, il eût été excellent si l'on eût songé dans le commencement de la réorganisation à les placer sous la direction d'officiers du génie ou de l'artillerie, dont les rangs n'avaient pas été dégarnis par le fléau de l'émigration *.

Mais ici les calculs ordinaires furent en défaut : cette fuite des princes, des généraux et des officiers de marque, au lieu de décourager le soldat, de désorganiser l'armée, et de compromettre le salut de l'Etat, allait ouvrir un vaste champ à l'émulation. La

* C'est ce que fit le comité de salut public, en donnant à Carnot la direction des opérations militaires. Cette seule circonstance sauva la République.

fraternité des armes devint un sentiment d'honneur et d'amour pour tous les hommes appelés à défendre la patrie; aussi les grades militaires ne restèrent pas long-temps vacans; et l'événement prouva qu'en révolution on trouve toujours zèle et talent lorsque la grandeur des circonstances promet des succès au courage et à l'ambition. Bientôt, des rangs les plus obscurs de la société, il s'éleva des chefs qui par inspiration eurent du génie, en s'adonnant tout entiers à la pratique d'un art qui allait les conduire au comble de la fortune et placer leurs noms au temple de mémoire.

Ainsi la guerre, qui pouvait amener l'anéantissement de la France et la servitude de ses habitans, devint pour eux une source d'inconcevables prospérités. Ces armées ennemies, modèles de discipline, ces préparatifs d'invasion, ces vastes combinaisons militaires conçues par les premiers tacticiens de l'Europe et devant lesquelles tout devait céder, au lieu d'amener notre destruction, nous élevèrent au plus haut degré de puissance et au faite de la gloire, au point que les erreurs et les crimes même de la révolution furent effacés par des exploits qui ont donné à son histoire un caractère si grand, si héroïque, qu'après avoir retenti dans le monde entier, elle deviendra encore l'éternel entretien des siècles à venir.



TABLE

DES CHAPITRES CONTENUS DANS CE VOLUME

FORMANT L'INTRODUCTION.

	Pag.
PRÉFACE	j
CHAPITRE I ^{er} . Exposé des causes morales et matérielles de la Révolution	1
CHAPITRE II. Antique forme du gouvernement français jusqu'à Hugues Capet. (468 — 987)	26
CHAPITRE III. Affranchissement des communes sous Louis-le-Gros. — Les Albigeois. — Pragmatique de saint Louis. — Formation du tiers-état. — Convocation des premiers états-généraux. — Permanence des parlemens. — Assemblée des Etats sous le roi Jean. — Révolution de 1358. — Les <i>Jacqueries</i> . — Traité de Bretigny. (987 — 1364)	63
CHAPITRE IV. Minorité orageuse de Charles VI. — Les <i>Mailloins</i> . — Les <i>Ecorcheurs</i> . — Réorganisation du royaume. — Assemblées de Bourges. — Lits de justice. — Assemblées provinciales. — Convocation des états-généraux à Tours. — Le cardinal d'Amboise. — Louis XII. (1364 — 1515)	97
CHAPITRE V. Découverte de l'imprimerie et du Nouveau-Monde. — Réforme de Luther. — Concordat entre Léon X et François I ^{er} . — Influence des doctrines religieuses sur les mœurs politiques. (1515 — 1560)	118
CHAPITRE VI. Catherine de Médicis. — Convocation des états-généraux de 1560. — L'Hôpital. — Conjurat ion d'Amboise. — La Saint-Barthélemy. — Henri III — ses mœurs. — Henri IV — sa politique civile et religieuse. — Etats-généraux de 1614. — Ministère de Richelieu. — La Fronde. — Mazarin. (1560 — 1643). 134	